

Sixt

# Le Monde

EN ÎLE-DE-FRANCE

■ Dans « aden » :  
tout le cinéma  
et une sélection  
de sorties



CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 16570 - 7,50 F - 1,13 EURO

JEUDI 7 MAI 1998

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

## Cancer : un espoir venu d'Amérique

● Deux nouvelles substances bloqueraient le développement des vaisseaux sanguins qui alimentent les cellules cancéreuses ● Les chercheurs américains sont prudents : les premiers résultats prometteurs n'ont été obtenus que sur des souris ● L'expérimentation humaine commencera prochainement

### Les Aventures de Mai

Troisième épisode du roman-feuilleton historique de Patrick Rambaud, prix Goncourt 1997, consacré à mai 68 : lundi 6 mai, première grosse manifestation, premières barricades. Les lecteurs qui auraient manqué les deux premiers épisodes peuvent les demander à deux marchands de journaux ou en téléphonant à la « boutique » du Monde. p. 12 et 13

### Sommet franco-allemand

Helmut Kohl, Jacques Chirac et Lionel Jospin vont s'efforcer, en Avignon, de réparer les dommages causés par le conflit sur la présidence de la BCE à Bruxelles. Lire aussi le point de vue de Fritz Sharp sur l'après-euro. p. 2 et 14

### François Pinault s'offre Christie's

L'homme d'affaires, propriétaire du groupe Pinault-Printemps-Redoute, devient le principal actionnaire de la prestigieuse maison britannique de ventes aux enchères. p. 17

### RPR, suites

Une rencontre, mardi soir, au siège du RPR, a réuni MM. Séguin, Pasqua et Sarkozy, ainsi que MM. Tiberi et Toubon, pour tenter de mettre un terme au conflit à la Mairie de Paris. Jean-François Mancel, ancien secrétaire général, a été défilé au parquet de Beauvais, mercredi matin, après quarante-huit heures de garde à vue. p. 5

### Le boom du « bio »

Les modes de production agricole bannissant la chimie ont le vent en poupe, séduisant même la grande distribution. Des retombées sont attendues en termes d'emploi et d'environnement. p. 11 et notre éditorial p. 15

### Loi Chevènement validée

Le Conseil constitutionnel a donné entière satisfaction au ministre de l'Intérieur en validant sa loi sur l'entrée et le séjour des étrangers en France. p. 7

### Toxicomanie : sevrer, non substituer

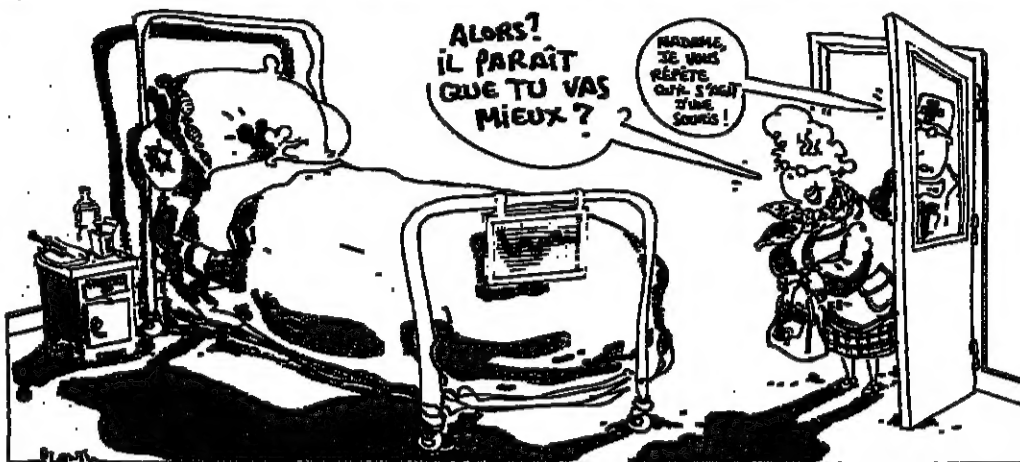
Une conférence réhabilite le principe du sevrage des héroïnomanes, décliné par des politiques fondées sur les médicaments de substitution. p. 8

### Aides au cinéma

Catherine Trautmann présente un bilan positif de l'état du cinéma français et annonce des mesures pour renforcer l'indépendance du secteur. p. 28

Allemagne, 3 DM ; Argentine, 9 F ; Australie, 25 A\$ ; Belgique, 25 F ; Canada, 25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 200 F CFA ; Danemark, 16 DKK ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 400 DR ; Italie, 1.400 L ; Japon, 200 ¥ ; Luxembourg, 40 F ; Malaisie, 100 S\$ ; Norvège, 140 NOK ; Pays-Bas, 3 F ; Portugal, 200 Esc ; République tchèque, 100 Kč ; Royaume-Uni, 1 £ ; Suède, 100 S\$ ; Suisse, 1,25 CHF ; Thaïlande, 100 B\$ ; USA, 1 \$ ; USA (Hawaï), 2,50 \$.

M 0147 - 507 - 7,50 F



chard Klagsner, directeur de l'institut américain du cancer, envisage à court terme le passage à l'expérimentation humaine. Des expériences similaires vont être

conduites en Grande-Bretagne sur une cinquantaine de malades. L'annonce des résultats américains s'est immédiatement traduite par une forte hausse des titres de la compa-

gnie américaine Entremed, qui envisage de produire les molécules utilisées par le docteur Folkman.

Lire page 24

## Le Maroc découvre l'alternance et retrouve Abraham Serfaty

LE RÊVE se réalise et une injustice est réparée. Abraham Serfaty va pouvoir regagner librement le Maroc. En début de semaine, quelques articles de presse ont permis d'entendre qu'expulsé en France en 1991, après dix-sept années d'emprisonnement, il allait recevoir un passeport des autorités marocaines. « Le règlement de l'affaire est imminent », a confirmé au Monde un ministre du nouveau gouvernement de gauche. Ainsi va se tourner l'une des pages les plus sombres de l'histoire du Maroc. L'une de celles qui collaient à la peau du royaume en quête de respectabilité internationale. « Militant arabe-juf », comme il se définit lui-même, Abraham Serfaty avait été emprisonné à plusieurs reprises sous le protectorat français. Le 15 février 1977, c'est à la détention perpétuelle que la cour d'appel de Casablanca condamna le cofondateur d'un mouvement d'extrême gauche, l'Al Amam (En avant) pour « complot visant à renverser la monarchie » et « atteinte à la sûreté de l'Etat ». Son crime : ses prises de positions radicales sur le dossier du Sahara occidental. Au début de sa détention, Abraham Serfaty

connaîtra deux mois de tortures, puis un an de nuit, menottes aux mains, un bandeau sur les yeux. Mais l'homme a du caractère et il donnera vite du fil à retordre à ses geôliers. Grèves de la faim, procès en diffamation - intenté de derrière les barreaux contre deux ministres qui l'avaient traité, l'un de « dévot privilégié », l'autre de « stoniste » - tribunes libres dans la presse : M. Serfaty est décidé à se faire entendre. A l'extérieur, ses amis se mobilisent. Au premier rang d'entre eux, une enseignante française, Christine Dauré, qui obtiendra de le faire libérer en 1986. Le combat n'est pas vain. Au matin du 13 septembre 1991, à sa grande surprise, M. Serfaty est libéré et expulsé vers la France. A soixante-cinq ans, il recouvre sa liberté. Il lui reste à retrouver son honneur. Les autorités marocaines refusent en effet de lui reconnaître la nationalité marocaine. « M. Serfaty est brésilien », ne cesse de répéter contre toute évidence le ministre de l'Intérieur, Driss Basri. Pour réparer l'injustice, il aura donc fallu patienter près d'un quart de siècle. « C'est un bonheur de pouvoir rentrer au Maroc, dans un pays qui commence à sortir d'une longue

période obscure, nous a déclaré Abraham Serfaty. Ça fait plus de vingt-six ans que je n'y ai pas vécu libre, si je compte les années de clandestinité, de prison et de bannissement. » Mais que l'on ne compte pas sur lui pour se taire. Revenu au pays, il a bien l'intention de continuer à exprimer ses convictions.

La levée de l'interdit qui pesait sur M. Serfaty est la première décision importante, au moins sur le plan symbolique, prise par le nouveau gouvernement d'Abderrahmane Youssoufi. Ce n'est pas la seule. Un autre opposant, chef d'une association islamiste interdite, le cheikh Abdessalam Yassine, va bénéficier de la levée d'une assignation à résidence qui l'immobilisait, depuis 1989, à Salé, ville qui jouxte Rabat. Les autorités promettent aussi de faire la lumière sur le sort de certaines personnes « disparues », pour certaines depuis plus de trente ans. « L'Etat doit savoir ce qu'elles sont devenues. Si elles sont encore en vie, il faut les relâcher ; et si elles sont mortes, il faut rendre leur corps », résume l'avocat Abderrahim Berrada.

Jean-Pierre Tuquet

## Le bon combat de la France à Bruxelles

LE COMPROMIS trouvé à Bruxelles, samedi 2 mai, à propos de la présidence de la Banque centrale européenne (BCE) n'a donc pas eu, jusqu'à présent, sur les marchés financiers, les effets dévastateurs annoncés. Ils étaient pourtant nombreux, en France et à l'étranger, ceux qui s'étaient appliqués à convaincre l'opinion que cet « accord douteux », ce « marchandage

de bazar », cette « solution honteuse » allait inexorablement entamer la crédibilité de la future monnaie unique. A les écouter, les investisseurs allaient sanctionner la violation du traité de Maastricht prévoyant que le président de la BCE devait être nommé pour huit ans. Devant le triste spectacle bruxellois, ils allaient retirer leurs capitaux placés

sur le Vieux Continent. Bref, la France, par un nationalisme obtus, allait provoquer, avant même son lancement officiel, la chute de l'euro, transformer celui-ci en une monnaie sous influence « politique » - comme si d'ailleurs le dollar ne l'était pas ! - en une monnaie de singe donc. Pour l'instant, rien de tel. Contrairement à tous les sombres pronostics et malgré les

multiples maladrances, tactiques, de Jacques Chirac dans cette délicate négociation, les devises européennes ont gagné du terrain face au dollar.

Le calme et la sérénité affichés par les marchés financiers contrastent avec la tempête et l'hystérie politiques et médiatiques qu'a provoquées l'entêtement du président français et de son premier ministre, Lionel Jospin, à soutenir, jusqu'au bout, le candidat Jean-Claude Trichet, à obtenir que la durée du mandat du Néerlandais Wim Duisenberg soit réduite de moitié et à décrocher un poste de vice-président pour le Français Christian Noyer. Le comportement des marchés a « été beaucoup plus sage que celui des mass media et des analystes de court terme », a résumé, fort justement, mardi 5 mai, le président du conseil italien, Romano Prodi.

Aux yeux des opérateurs, la bataille entre Paris et La Haye pour la BCE est apparue secondaire dans la mesure où M. Duisenberg et M. Trichet ont largement prouvé dans leur pays respectif qu'ils étaient des adeptes de la rigueur monétaire. De surcroît, la composition du directeur de la BCE - uniquement des techniciens de la monnaie - a fini de rassurer sur l'orthodoxie et l'indépendance de l'institut d'émission européen.

Pierre-Antoine Delhommais et Erik Izraelwicz

Lire la suite page 15

## Automobile : Daimler-Benz et Chrysler rêvent d'un géant mondial

NOUVELLE onde de choc pour l'industrie automobile mondiale : le premier groupe industriel allemand, Daimler-Benz, constructeur des Mercedes, négocie avec le numéro trois américain Chrysler une fusion-acquisition de 35 milliards de dollars. Le nouvel ensemble, s'il voit le jour, deviendrait le cinquième constructeur mondial en volume, derrière General Motors, Ford, Toyota et Volkswagen. Les deux groupes, florissants mais régionaux, accèderaient ainsi d'un seul coup au rang de grand constructeur planétaire, solidement campé sur les marchés européen et américain et disposant d'un portefeuille de marques diversifiées.

Lire page 16

## Main basse sur Pékin

UNE CATASTROPHE s'abat sur Pékin. Camions, grues, bulldozers ont envahi la capitale chinoise. Destruction et reconstructions sont en route, sans autre cohérence que la loi de l'argent. De gigantesques buildings, d'énormes centres commerciaux sortent de terre de manière anarchique, financés par l'Etat ou des joint-ventures à vocation privée. Officiellement, 90 % de la ville sont promis à la démolition ! Seuls quelques quartiers autour de la Cité interdite seront épargnés. Mais à cours, ruelles, jardins, étages de bois : tout ce qui faisait le caractère de la ville est condamné à disparaître. La spéculation détruit ce que même la révolution culturelle avait préservé.

Lire page 27

## Mondial : le Brésil montre l'exemple



RONALDO

ALORS QUE le sélectionneur français, Aimé Jacquet, hésite encore sur la composition du groupe de vingt-deux joueurs qui participera au Mondial, son alter ego brésilien s'est acquitté de sa tâche à la date promise. A la tête de l'équipe, comme prévu, Ronaldo, le prodige de vingt et un ans de l'Inter Milan, qui dispute, mercredi à Paris, face à la Lazio Rome, la finale de la Coupe de l'UEFA.

Lire page 23 et la chronique de Pierre Georges page 32

International	2	Carnet	22
France	5	Aujourd'hui	23
Société	8	Météorologie-jeux	26
Régions	11	Culture	27
Horizons	12	Guide culturel	29
Entreprises	16	Abonnements	30
Communication	19	Kiosque	30
Tableau de bord	20	Radio-télévision	31

Michel-Antoine Burnier  
avec l'esprit de Frédéric Bon

COMMENT  
RÉUSSIR À  
NE PAS GAGNER

79 F. 238 P.

PLON



**EUROPE** Les consultations semestrielles franco-allemandes s'ouvrent, mercredi 6 mai, à Avignon. Helmut Kohl, Jacques Chirac et Lionel Jospin vont s'efforcer pendant deux jours de

réparer les dommages causés, dans la relation politique bilatérale, par le conflit sur la présidence de la Banque centrale européenne apparu lors du conseil européen extraordinaire du

week-end dernier à Bruxelles. ● LES DEUX GOUVERNEMENTS devaient également évoquer une autre nomination, celle du successeur de Jacques de Larosière à la tête de la Banque

européenne de reconstruction et de développement (BERD), et préparer le sommet Europe - Etats-Unis prévu à la mi-mai. ● L'EURO et son lancement suscitent quelques inquiétudes

au Japon. Selon plusieurs observateurs, l'Asie se trouve coincée entre le dollar et la monnaie européenne, le yen risque de devenir une simple monnaie locale.

## Paris et Bonn tentent de renouer les fils du dialogue

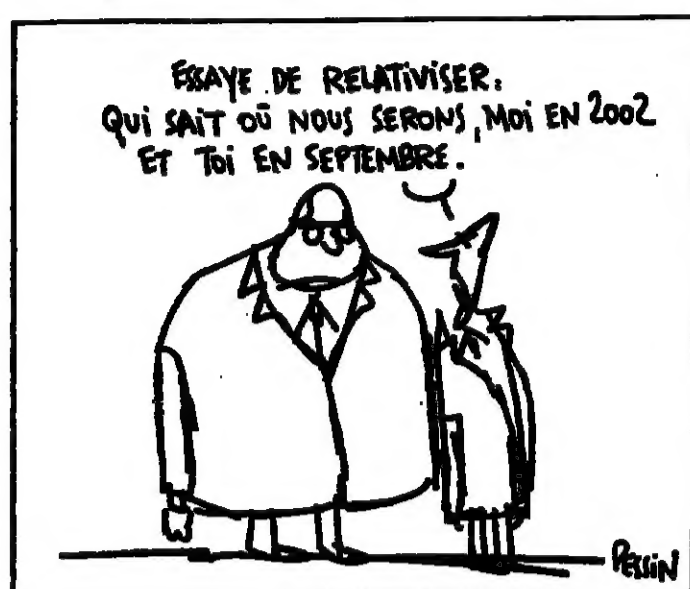
Quatre jours après une rude épreuve de force, à Bruxelles, sur la présidence de la Banque centrale européenne, les dirigeants français et allemands se retrouvent en Avignon, mercredi 6 et jeudi 7 mai, pour relancer une relation bilatérale déjà mise à mal par d'autres dossiers.

LE SOMMET qui réunit les gouvernements français et allemand mercredi 6 et jeudi 7 mai en Avignon, comme il est d'usage deux fois par an, s'ouvrira dans une atmosphère de déstabilisation. Affaibli politiquement, le chancelier Kohl, qui affronte en septembre une réélection difficile, a été sérieusement ébranlé par le compromis arraché par Jacques Chirac, le week-end dernier à Bruxelles, sur la nomination du président de la Banque centrale européenne.

Certes, l'euro est lancé. Les Français - qui l'ont voulu pour exorciser la réunification allemande - peuvent en savoir gré à Helmut Kohl. Le chancelier avait promis qu'il mènerait de front la réunification allemande et l'unification de l'Europe, et il a tenu parole. Mais la mise en route de l'Union monétaire a ouvert dans la relation franco-allemande une brèche de méfiance. Il va falloir beaucoup de vigilance pour la prochaine étape, la consolidation de l'union politique.

Longtemps qualifiée de moteur de l'unification européenne, la relation franco-allemande a connu ces dernières années une évolution cahotante. L'arrivée du président Chirac au pouvoir a permis de donner la caution des gaullistes à l'intégration européenne, mais le chef de l'Etat n'a cessé de prendre le chancelier à contre-pied par ses cavaliers seuls : sur la reprise et l'abandon des essais nucléaires français, sur la réforme de l'armée française, décidés sans en discuter avec personne, en contradiction avec les discours sur la nécessité d'une défense européenne. Le bras de fer avec les Américains sur le commandement sud de l'OTAN a pris un tel tour polémique qu'il a dérangé ceux qui, outre-Rhin, auraient pu soutenir la position française.

Le vote quasi unanime, fin avril, des deux Chambres du Parlement allemand pour le lancement de l'euro ne doit pas faire oublier que l'opinion publique d'outre-Rhin sera restée jusqu'au bout extrêmement réticente pour abandonner le mark. Le sursaut de raison de la classe politique allemande, tous



partis confondus, traduit sa conscience qu'il n'y a pas aujourd'hui encore pour l'Allemagne d'autre chemin que l'Europe. L'échec de l'euro aurait représenté un saut dans l'inconnu que peu étaient vraiment prêts à assumer. Même Edmund Stoiber, le ministre-président de Bavière, campé sur ses intérêts locaux, a fini par donner son feu vert.

**FAIT ACCOMPLI**  
Le deuschemark représente pour les Allemands non seulement le symbole de la reconstruction d'après guerre, mais aussi celui d'un poids politique retrouvé. Devenu monnaie de référence en Europe, il leur a permis de faire accepter pour l'Union un modèle de gestion économique et monétaire dont ils pensent qu'il constitue l'ancrage de leur démocratie. La toute-puissance de la Bundesbank, qui effraye tant en France, s'explique non seulement parce qu'elle est garante de la stabilité monétaire, mais aussi parce qu'elle représente un garde-fou, tout comme la Cour constitutionnelle, contre les possibles empiétements d'un monde politique, auquel on refuse de donner un blanc-seing.

En faisant de la nomination du président de la Banque centrale un enjeu de prestige national, Jacques Chirac a méconnu une réalité psychologique qui risque de se retourner contre la France. Le président français avait raison de s'opposer au fait accompli des banquiers centraux, qui proposaient Wim Duisenberg à la présidence de la BCE. Il s'agissait de réaffirmer la prééminence du politique, et de cela beaucoup en Europe, même en Allemagne, lui ont donné acte. Mais, en s'arbitrant sur une contre-candidature française, il a éveillé le sentiment que Paris ne souhaitait ni plus

ni moins que faire valoir son influence à la tête de l'institution financière européenne.

La réaction publique allemande a pris un caractère violemment émotionnel. Elle traduit le sentiment irraisonné d'un marché de dupes dont les Français, malgré tous les efforts pour discipliner l'union monétaire, tireraient les bénéfices. Le chancelier Kohl, contraint par l'opposition à un débat, mercredi matin, au Bundestag pour répondre du compromis de Bruxelles, n'est pas au bout de ses peines. La semaine dernière déjà, le directeur de l'influent hebdomadaire allemand *Der Spiegel*, Rudolf Augstein, avait retrouvé son fiel antigallois pour accuser le chancelier de trahison.

### PAS DE CADEAUX

Malgré les hésitations de Gerhard Schröder, leur candidat à la chancellerie, les dirigeants sociaux-démocrates ont jusqu'à présent tout fait pour que leur formation reste sur la même ligne européenne que la chancellerie. Mais que se passerait-il si le bilan européen d'Helmut Kohl, jusqu'ici considéré comme son point fort, se retournait contre lui ?

Jacques Chirac donne des arguments à ceux qui en Allemagne pensent qu'effectivement, dans l'Europe d'aujourd'hui, il n'y a pas de cadeaux à faire. Sur cette ligne, Edmund Stoiber, le conservateur bavarois, est rejoint par Gerhard Schröder, le champion social-démocrate. Les thèmes du sommet franco-allemand d'Avignon en té-

moignent : l'Europe du grand marché ouvre grandes les portes - si l'on n'y prend pas garde - aux affrontements de toutes sortes. Les regroupements industriels et financiers qui se préparent dans des domaines aussi stratégiques que les industries d'aéronautique et de défense ou les services bancaires laissent présager de sévères empo-

### L'aspect « folklorique »

des relations franco-allemandes...

Le président du conseil italien, Romano Prodi, a traité par l'humour la rivalité qui a opposé la France et l'Allemagne au sujet de la nomination du président de la Banque centrale européenne (BCE).

« Il y a un aspect folklorique à la rivalité existant de longue date entre la France et l'Allemagne, qui peut être même amusant », a-t-il déclaré dans une interview au *New York Times*, publiée mardi 5 mai. « Etant donné leurs grandes et merveilleuses relations d'amour-haine, attendons-nous véritablement que les Français et les Allemands se disent mutuellement "Vous le premier !" et "Non, non, après vous..." »

Par ailleurs, le premier ministre des Pays-Bas, Wim Kok, a affirmé, mardi, que le président désigné de la BCE, Wim Duisenberg, pourrait aller au terme de son mandat de huit ans : « Il peut rester plus longtemps que quatre ans ; je ne m'y attends pas mais c'est possible. La décision sera la sienne. »

guades. En annonçant, dimanche soir, qu'il souhaitait voir Jacques Delors accepter une mission de réflexion sur la réforme des institutions européennes, le président Chirac a voulu donner aux Allemands un gage de sa volonté de progresser, malgré tout, vers le renforcement politique de l'Union.

A Bonn, dans les milieux proches de la chancellerie, on s'interroge ce-

donner leurs politiques économiques et sociales a relancé la réflexion sur l'organisation de l'Europe. Le SPD a embrayé sur ce terrain. Avec ou sans Helmut Kohl, il y a matière, après les élections allemandes de septembre, à reprendre l'initiative à condition d'éviter les surenchères nationales.

Henri de Bresson

## Querelle des présidences : et maintenant la BERD !

UNE NOUVELLE affaire de nomination viendra-t-elle gâcher un peu plus les relations entre Paris et Bonn ? Après les querelles autour de la Banque centrale européenne (BCE) et de la BERD dans l'espoir d'apaiser leurs chances d'obtenir l'une ou l'autre des présidences. Cette partie de billard à trois bandes devrait désormais s'achever, mais comment ? Pour la BERD, le candidat français est l'ancien directeur de la Caisse des dépôts, Philippe Lagayette, cinquante-quatre ans, qui fut directeur de cabinet de Jacques Delors au ministère des finances (1981-1984), puis sous-gouverneur de la Banque de France.

Sont également candidats Philippe Maystadt, vice-premier ministre et ministre des finances belge, Mario Savona, ancien ministre de l'Indus-

trie italienne, et Pedro Solbes, ex-ministre des finances espagnol. M. Maystadt, grand favori, ayant déclaré à plusieurs reprises ne pas vouloir du poste, et personne ne croyant vraiment aux chances de MM. Savona ou Solbes, M. Lagayette semblait bien parti pour démissionner à Londres, où siège la banque.

### RÉUNION INFORMELLE

Mais depuis le sommet de Bruxelles des 2 et 3 mai, ses chances d'être nommé se sont amoindries. D'une part, il apparaît déplacé que Paris s'arrogue un nouveau poste après le psychodrame autour de la nomination d'un Français à la BCE. D'autre part, les Allemands ont fait savoir ces derniers jours qu'ils pourraient bien briguer le poste. Lors d'une réunion informelle, dans la soirée du vendredi 1<sup>er</sup> mai, avec Dominique Strauss-Kahn à Bruxelles, le président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, avait fait remarquer avec insistance que l'Allemagne ne détenait aucune présidence d'institution multilatérale. Sans avoir annoncé officiellement de candidat, Bonn a laissé filtrer le nom de Horst Köhler, cinquante-cinq ans, actuel patron des

caisses d'épargne allemandes, très proche du chancelier Kohl.

Horst Köhler n'est pas un inconnu. C'est lui qui, secrétaire d'Etat aux finances, a négocié le traité de Maastricht pour l'Allemagne. Il a par ailleurs été longtemps sherpa du chancelier pour la préparation des sommets européens.

Le gouvernement français ne renonce pas à son candidat mais, à Bercy comme à Matignon, personne ne se fait plus beaucoup d'illusions sur les chances de succès de M. Lagayette. Tout n'est pourtant pas joué, même si l'abandon par les Français de la présidence de la BERD au profit d'un Allemand contribuerait à détendre les relations entre Paris et Bonn.

En tout état de cause, une décision rapide serait bienvenue à quatre jours seulement de l'assemblée annuelle de la BERD, les 11 et 12 mai à Kiev. La banque, créée en 1991 pour favoriser la transition des pays de l'ex-bloc communiste vers l'économie de marché, est dirigée depuis fin janvier par son vice-président, l'Américain Charles Franck.

Babette Stern

## Les banques japonaises ne sont pas prêtes aux transactions en euros

TOKYO de notre correspondant

La nouvelle bipolarité du système monétaire mondial doit inciter le Japon à internationaliser sa monnaie, estiment les commentateurs nippons. Dans un éditorial suivant l'avènement de l'euro, le quotidien des milieux d'affaires *Nihon Keizai* a estimé que « l'ouverture de l'ère dollar-euro éclipse le yen ». La crise financière asiatique, a écrit pour sa part l'*Asahi*, a démontré les risques d'une dépendance trop forte du dollar dans la région, mais aujourd'hui, « l'Asie se trouve coincée entre le billet vert et l'euro, le yen risque d'être relégué à la seconde place pour devenir une simple monnaie locale ».

Le ministre des affaires étrangères japonais, Keizo Obuchi, qui effectue une visite en Asie du Sud-Est, a déclaré, lundi 4 mai à Singapour, que son pays, qui est en première ligne pour apporter son soutien aux pays asiatiques en difficulté en fournissant une assistance multilatérale et bilatérale de 37 milliards de dollars, entend « continuer à assumer son leadership dans la région en coopération

avec la communauté internationale ». Tokyo a ainsi mis à l'étude une nouvelle contribution de 20 millions de dollars, a-t-il indiqué. La fermeté de ton de M. Obuchi n'est sans doute pas étrangère à la nervosité enregistrée ces derniers jours sur les marchés asiatiques du fait de l'érosion continue de la valeur du yen par rapport au dollar.

### ZONE YEN

L'internationalisation du yen est un serpent de mer depuis le milieu des années 80, époque où le Japon caracolait sur sa « bulle spéculative ». Tokyo a hésité à pousser à la création d'une zone yen afin d'éviter d'attiser les craintes de la région, qui aurait pu voir l'expression d'une ambition hégémonique, estime l'*Asahi*. Mais, aujourd'hui, selon le journal, une évolution est notable chez les voisins du Japon (Corée, Malaisie, Thaïlande) qui ont commencé des consultations avec Tokyo afin d'accroître la part du yen dans les transactions régionales (environ 45 % des exportations et 20 % des importations du Japon sont libellées en yen). Les

patrons de ces pays, récemment réunis à Tokyo, ont en outre relancé l'idée d'un Fonds monétaire d'Asie qui aurait un rôle complémentaire de celui du Fonds monétaire international dans la stabilisation des monnaies de la région. Mais il n'est pas certain que la Chine, dont le poids économique ira en s'accroissant, soit acquiescente à l'idée d'une zone yen consacrant un leadership régional nippon.

Dans le cadre du « big bang » (libéralisation du système financier), le ministre des finances japonais entend faciliter les opérations de financement et de gestion de portefeuilles en yen. Le Japon premium (intérêt supérieur à celui du marché interbancaire demandé aux organismes financiers nippons à la suite des scandales qui les ont ébranlés) incite Tokyo à se dégarer de la dépendance du dollar dans ses opérations extérieures. Mais, selon l'*Asahi*, si les entreprises japonaises sont prêtes au passage à l'euro pour réduire les risques de change, ce n'est pas le cas des banques, enlisées dans une lutte pour leur survie : à de rares exceptions près, telle que la Tokyo-Mitsubishi, elles ne sont

pas préparées aux transactions en euros. Pour le *Nihon Keizai*, qui reprend à son compte la thèse selon laquelle l'union monétaire européenne a permis de circonscrire la crise asiatique et d'éviter qu'elle ne dégénère en crise mondiale, l'Asie devrait tirer des leçons de la volonté politique dont ont fait preuve les Européens, qui traversaient il y a quelques années une « zone de ténébre », pour se mobiliser. « Nous devons trouver dans la crise le tremplin pour un nouvel essor. »

L'*Asahi* s'interroge sur l'avenir de l'Union européenne (« empire » renforcé sur lui-même ou puissance née d'une symbiose de politiques, mais demeurant ouverte à l'extérieur) et s'inquiète des crispations nationalistes qui s'y manifestent (mouvements contre les immigrants), mais estime excessive la crainte d'un spectre protectionniste. Le *Nihon Keizai* voit, pour sa part, dans la création de l'euro, « une expérience, voire un pari, pour dépasser la notion d'Etat-nation, qui constitue le fondement des Etats européens ».

Philippe Pons

## A chaque nouvel eurêka le monde devient plus clair

dossier complet <

Océans, un patrimoine pour demain

- Lisbonne 98 : l'exposition universelle en avant-première
- Océans : vers une gestion équilibrée des ressources
- Biotechnologies marines : une nouvelle aventure industrielle

un OCEAN ET LA SCIENCE  
**eurêka**  
Océans un patrimoine pour demain

Exposition 98 de Lisbonne : rendez-vous mondial de la science  
Résistance aux antibiotiques : quels médicaments pour faire face ?

**Eurêka, un nouveau regard au cœur de la science**

N° mai - 25€ - chez votre marchand de journaux



## Les émeutes en Indonésie débordent des campus universitaires

Les manifestations contre les hausses de prix se poursuivent

La vague d'émeutes qui secoue l'Indonésie dépasse désormais le niveau de la simple protestation étudiante, la population s'étant parfois jointe aux manifestations pour protester contre la hausse des prix. Les mesures d'austérité imposées par le FMI devraient un peu plus réduire la marge de manœuvre du président Suharto.

**BANGKOK**  
de notre correspondant  
en Asie du Sud-Est

Les scènes de violence dont Medan a été le théâtre, lundi 4 et mardi 5 mai, soulignent à quel point le président Suharto est désormais sur la corde raide. Dans le centre de la principale ville de Sumatra, des voitures ont été incendiées et des magasins pillés dès qu'une hausse brutale du prix des carburants a été connue. « Ce n'est plus une pure protestation étudiante ; des gens ordinaires sont impliqués. Il y a des milliers de gens en colère qui tentent de mettre le feu à des bâtiments. Ils brûlent des pneus et renversent des voitures », a déclaré à l'Agence Associated Press un officier de police.

Pour la première fois depuis le début des manifestations d'étudiants à la mi-février, des centaines de gens les ont, en effet, rejointes, et l'armée a décidé d'envoyer des renforts sur place. Des manifestations ont également eu lieu dans plusieurs autres villes de l'archipel. A Yogyakarta, une dizaine de milliers d'étudiants ont défilé en réclamant le départ du président Suharto et la suppression de la hausse des prix des carburants. De violents affrontements avec les forces de l'ordre se sont produits aux alentours des campus universitaires.

A Djakarta, 200 étudiants ont organisé un sit-in devant le Parlement, avec, pour slogan, « combats Suharto ». A Unjung Padang (Célèbes du Sud), des centaines d'étudiants ont sillonné la ville à bord de camions, de minibus et de voitures, tandis qu'un millier d'autres s'étaient rassemblés en face de leur campus. La contestation a été « bloquée » dans la plus tendance à descendre dans la rue.

Souvent, les manifestants lancent des bombes incendiaires et des pierres sur les forces de sécurité, qui ripostent à l'aide de gaz lacrymogènes et de balles en caoutchouc. A Djakarta, 17 étudiants ont été blessés mardi. A Medan, lundi, la police, qui a procédé à une soixantaine d'arrestations, a compté une vingtaine de blessés dans ses rangs. Les ordres donnés aux forces de sécurité sont toutefois d'éviter tout dérapage susceptible de remettre en cause une aide internationale jugée indispensable pour faire face à la crise.

**RÉFORME ÉLECTORALE**  
Avec le feu vert donné lundi par le FMI, Djakarta a obtenu un enveloppe de 7 milliards de dollars (42 milliards de francs) sur trois mois : 3 milliards du Fonds monétaire, 1,5 milliard de la Banque asiatique de développement, 1 milliard de la Banque mondiale, autant du Japon, 300 millions de l'Australie et 250 millions de la Malaisie. L'une des conditions était la suppression des subventions aux prix des carburants, qui ont augmenté de 25 % pour le kérosène à 70 % pour l'essence à la pompe, provoquant une hausse immédiate des prix des transports. Le prix de l'électricité va également augmenter, mais progressivement, de 60 %.

Pour le directeur du FMI, Michel Camdessus, qui se trouvait mardi à Melbourne, le report pendant plusieurs mois de la réforme explique qu'on en soit arrivé là. « Si des dévaluations nous devaient nous rappeler que nos programmes ne sont pas à l'origine de ces troubles », a-t-il déclaré. « La loi de l'inflation passe pour l'économie indonésienne et pour le peuple indonésien est devenu, de façon pénible, clair aux yeux de tous », a-t-il estimé en ajoutant : « Nous sommes très préoccupés par les développements sociaux en Indonésie. »

Cette fermeté place M. Suharto dans une situation très délicate. Après avoir annoncé, le 1<sup>er</sup> mai, qu'il n'y aurait pas de réformes politiques avant la fin de son mandat en 2003, le président indonésien a fait marche arrière, dès le lendemain, en faisant valoir qu'il avait été cité de « façon incorrecte » et que des discussions pouvaient s'ouvrir immédiatement sur une réforme électorale en prévision des élections législatives de 2002. Les 75 sièges qui sont réservés à l'armée sur les 500 du Parlement, seraient supprimés et le scrutin proportionnel adopté.

Le ton des étudiants donne toutefois à penser qu'ils ne se contenteront pas d'une nouvelle loi électorale, d'autant que le Parlement actuel n'envisage apparemment pas, en dépit de l'ampleur de la crise, de tenir une session extraordinaire. « La crise de la direction nationale a été créée par les dirigeants de l'Ordre nouveau » (le nom du régime de M. Suharto), juge un manifeste publié mardi par les étudiants de Djakarta, qui, comme beaucoup d'autres, réclament un changement de régime.

Les violences du début de la semaine, notamment à Medan, ne feront peut-être pas tâche d'huile. Mais les difficultés ne font qu'empirer et les revendications des étudiants sont de plus en plus populaires. Toutefois, ceux-ci, en l'absence d'une opposition organisée et d'un leadership national, manquent de points d'appui politiques. Pour le pouvoir, il s'agit donc d'endiguer leur colère en évitant tout accident risquant de retourner la communauté internationale contre lui. Comme les mesures d'austérité, dans le cadre du plan de FMI, vont continuer de se succéder, l'indignation, les faillites et les licenciements devraient en faire autant.

Jean-Claude Pomonti

## M. Védérine défend le rôle de la France au Rwanda sous François Mitterrand

Devant la mission d'information de l'Assemblée nationale, le ministre des affaires étrangères a invoqué la continuité d'une politique africaine remontant au général de Gaulle

« Na était plutôt bien vu par la France, par les Africains et par la communauté internationale », a-t-il dit. La réaction est : on ne peut pas laisser ce gouvernement légitime être renversé. Il faut sécuriser, mener une action de coopération, tout en refusant un engagement direct. M. Védérine a insisté à plusieurs reprises sur le fait que la France a « tenu le bras » parallèlement au président Juvénal Habyarimana, afin de l'amener à dé-

étaient bien perçus. » Hubert Védrine a sèchement répondu à des questions du député Pierre Brana sur l'entraînement des soldats hutus de l'armée rwandaise et sur l'annonce de l'existence d'un plan d'extermination des Tutsis par le général Roméo Dallaire, commandant des forces de l'ONU à Kigali. Il a dit qu'« en politique étrangère, on a moins le choix que ce que les gens croient ». Et a répété que, si « personne ne pouvait imaginer un

### L'amiral Lanxade et des officiers témoignent

La mission d'information a commencé à entendre, à huis clos, les responsables militaires français. Après les auditions, le 29 avril, du général Marc-Amédée Mouchal, ancien chef du cabinet militaire au ministère de la défense et chef d'état-major de l'armée de terre, et du général Maurice Schmitt, ancien chef d'état-major des armées, les parlementaires entendront, mercredi 6 mai, le général Jean Varret, ancien chef de la mission militaire au ministère de la coopération, et les colonels René Galliné et Bernard Cussac, qui se sont succédé à Kigali aux postes d'attaché de défense et de commandant de l'opération « Noroit ».

Les députés entendront également mercredi, en audience publique, l'amiral Jacques Lanxade, qui fut chef de l'état-major particulier de François Mitterrand puis chef d'état-major des armées. La levée du huis clos a été réalisée « à sa demande » et « avec l'accord du premier ministre », a précisé Paul Quilès. L'amiral Lanxade estime qu'« il n'y a rien à cacher » sur le rôle de la France au Rwanda.

La mission d'information a commencé à entendre, à huis clos, les responsables militaires français. Après les auditions, le 29 avril, du général Marc-Amédée Mouchal, ancien chef du cabinet militaire au ministère de la défense et chef d'état-major de l'armée de terre, et du général Maurice Schmitt, ancien chef d'état-major des armées, les parlementaires entendront, mercredi 6 mai, le général Jean Varret, ancien chef de la mission militaire au ministère de la coopération, et les colonels René Galliné et Bernard Cussac, qui se sont succédé à Kigali aux postes d'attaché de défense et de commandant de l'opération « Noroit ».

Hubert Védrine, comme il a critiqué l'attitude d'autres pays à l'époque de la décolonisation, s'est attaché à la politique des puissances occidentales de 1990 à 1994. Il a défendu l'« engagement mérité » de la France « douloureusement seule » à agir dans cette région. Il a balayé l'idée d'un conflit franco-américain pour un contrôle de l'Afrique des Grands Lacs, précisant que, si les États-Unis avaient soutenu aussi fermement l'Ouganda - et indirectement le FPR -, c'était parce qu'ils soutenaient tous les pays s'opposant au régime soudanais, considéré comme un foyer de terrorisme. Sur ce point précis, il a marqué sa différence avec François Mitterrand, dont des acteurs politiques ont raconté qu'il avait une volonté farouche de défendre l'Afrique francophone contre une influence anglo-saxonne.

Hubert Védrine, comme il a critiqué l'attitude d'autres pays à l'époque de la décolonisation, s'est attaché à la politique des puissances occidentales de 1990 à 1994. Il a défendu l'« engagement mérité » de la France « douloureusement seule » à agir dans cette région. Il a balayé l'idée d'un conflit franco-américain pour un contrôle de l'Afrique des Grands Lacs, précisant que, si les États-Unis avaient soutenu aussi fermement l'Ouganda - et indirectement le FPR -, c'était parce qu'ils soutenaient tous les pays s'opposant au régime soudanais, considéré comme un foyer de terrorisme. Sur ce point précis, il a marqué sa différence avec François Mitterrand, dont des acteurs politiques ont raconté qu'il avait une volonté farouche de défendre l'Afrique francophone contre une influence anglo-saxonne.

Hubert Védrine a peu ou pas commenté les aspects concrets du rôle de la France au Rwanda. Un député indiquait, après l'audition, avoir eu, à certains moments, l'impression de s'être trouvé devant un brillant observateur de ces années troubles plus que devant un acteur de la politique française. M. Védrine a estimé que les accusations contre la cellule africaine et l'état-major particulier de l'Elysée, qui auraient été en direct et de manière partisane la crise rwandaise, relevaient du « fantasme ».

J.-C. P.

Rémy Ourdan

## Le réchauffement des eaux du Pacifique provoque une grave sécheresse en Asie du Sud-Est

**MANILLE**

de notre envoyé spécial  
Les Philippines devront importer 800 000 tonnes de riz en 1998 à la suite d'une sécheresse qui sévit depuis plusieurs mois sur une partie de l'Asie du Sud-Est. L'Indonésie voisine a pris, pour sa part, ses dispositions pour importer jusqu'à 5 millions de tonnes d'une céréale qui demeure l'aliment de base de la majorité des habitants de la région.

Dans certains secteurs de Mindanao, dans le sud de l'archipel philippin, la dernière bonne récolte est intervenue en août 1997. Depuis, plus de 600 000 hectares de cultures ont été affectés par une sécheresse liée à l'intensité inhabituelle d'El Niño, phénomène cyclique de réchauffement des eaux du Pacifique sud. Selon la Croix-Rouge philippine, plus de 2 millions de gens sont sans ressources ni emploi, et la moitié d'entre eux souffrent déjà de la disette. Selon les autorités, plus de 200 000 familles se trouvaient dans l'« extrême besoin » début mai. Les distributions de nourriture sont insuffisantes et 74 personnes sont récemment mortes empoisonnées après avoir consommé des plantes sauvages.

Des pluies sont intervenues à la mi-avril en trian Jaya, province orientale de l'archipel indonésien où plus de 500 personnes sont mortes de faim l'an dernier. La famine aurait également fait des victimes au Timor-Orient, territoire occupé par l'Indonésie.

**RÉGION SINISTRÉE**

Des orages tardifs se sont abattus sur Kalimantan, la partie indonésienne de Bornéo, provoquant l'extinction de dizaines d'incendies qui y enfumaient l'atmosphère depuis plusieurs semaines. « Une grande partie des feux a été éteinte non seulement à la suite des pluies mais parce qu'il n'y avait plus grand-chose à brûler », a rapporté un officiel indonésien. Quelques jours auparavant, à Bandar Seri Begawan, capitale du petit sultanat voisin de Brunei, l'aéroport avait été fermé faute de visibilité, et, en raison des fumées rabattues par les vents, la fréquentation sociale avait diminué de moitié.

Déjà ravagée par des feux en 1997, Kalimantan est désormais une région sinistrée.

Selon l'agence indonésienne pour l'environnement Bapedal, 250 000 hectares de forêts ont été détruits cette année dans la seule province orientale du Kalimantan. La plupart des feux, devenus incontrôlables en raison de la sécheresse, avaient été allumés pour dégager des terrains boisés. Des milliers d'hectares auraient également été incendiés dans l'état malaisien et frontalier de Sabah.

Une partie de la région redoute encore que les incendies de forêts ou de plantations, source de nuages polluants l'an dernier, ne reprennent cette année en raison de la modération des pluies. Le tourisme en souffrirait de nouveau : Singapour calcule qu'en cas de retour des fumées, le nombre des visiteurs pourrait chuter de 8 % à 10 %. Pour leur part, les Malaisiens s'inquiètent des conditions dans lesquelles se dérouleraient les Jeux du Commonwealth, qu'ils doivent accueillir en septembre. Ils ont prévu, si nécessaire, de supprimer quelques compétitions en plein air, notamment le marathon.

Dans l'immédiat, cependant, les préoccupations sont plus terre à terre. En Malaisie, notamment dans le riche État de Selan-

gor et dans certains quartiers de Kuala Lumpur, l'eau est rationnée. L'eau manque aussi à Manille. La sécheresse a mis en relief la médiocrité des réseaux de distribution d'eau.

Le gouvernement philippin va consacrer plus de 4 milliards de francs à l'irrigation d'un demi-million d'hectares. En outre, des renforts de police vont être acheminés à Mindanao pour y protéger les distributions de nourriture. Dans cette province, les populations les plus touchées sont des ethnies vivant dans des régions reculées et difficiles d'accès.

Les effets de la sécheresse se feront sentir pendant encore quelques mois en raison de la réduction des surfaces ensemencées et de la baisse de rendement des cultures. Même si le rythme des pluies se régularise, la saison sèche s'étale habituellement de mai à octobre sur une partie de l'Asie du Sud-Est péninsulaire et insulaire, alors que les pluies se déversent, à la même époque, sur la partie continentale de la région.

## Les Etats-Unis changeront leur « approche » si Israël et les Palestiniens ne reprennent pas la négociation

Un sommet pourrait se tenir à Washington lundi 11 mai à condition que les propositions américaines soient acceptées par les deux parties

**LONDRES**

de notre correspondant  
Les Etats-Unis « poursuivront vigoureusement leurs efforts en vue d'un accord [entre Israël et les Palestiniens]. Mais s'ils n'y parviennent pas, ils pourraient réexaminer leur approche » de la négociation. Aussitôt après avoir lancé cet avertissement, mardi 5 mai, au terme d'une seconde journée d'entretiens séparés à Londres avec le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et le président palestinien Yasser Arafat, la secrétaire d'Etat américaine Madeleine Albright a précisé que Washington n'abandonnerait pas pour autant ses responsabilités. « Nous n'avons pas l'intention de laisser tomber le processus de paix ; il est trop important pour les Etats-Unis, Israël et nos amis au Proche-Orient », a-t-elle dit.

La mise en garde s'adressait avant tout, même s'il n'a pas été nommé, au premier ministre israélien, à l'égard duquel l'équipe du département d'Etat ne dissimule plus guère un agacement exacerbé par un sentiment d'impuissance. Ne voulant pas mettre directement en cause l'intransigence de M. Netanyahu - politique intérieure américaine oblige -, M<sup>me</sup> Albright a diplomatiquement dit que « le président Arafat a en principe accepté nos idées », tandis que M. Netanyahu a été « aidé et encouragé ». En clair, cela signifie que ce dernier n'a pas accepté un plan américain que M<sup>me</sup> Albright juge pourtant « équitable ».

Le projet américain, qui prévoit notamment l'évacuation par Israël de 13,1 % de la Cisjordanie et la garantie de la sécurité de l'Etat juif, a été accepté par les Palesti-

niens. M. Netanyahu a proposé un redéploiement israélien de 9 %. « Nos idées sont sur la table. Elles sont la base de la discussion. Les éduquer n'est pas à l'ordre du jour », a dit la secrétaire d'Etat, tout en admettant que l'on pouvait en discuter les « détails ».

**ÉCHÉANCE REPOUSSÉE**

M<sup>me</sup> Albright a invité les deux parties à résoudre leurs différends dans les cinq jours, ce qui leur permettrait d'entamer la phase finale du processus de paix. Elle s'est appliquée à montrer que la négociation continuait, tout en mettant en garde ses interlocuteurs contre les risques d'une rupture. Elle a agité la carotte d'une invitation « conditionnelle » à la Maison Blanche, si les principaux points en litige étaient résolus d'ici à lundi, « sur la base des idées améri-

caines ». Demis Ross, le coordinateur américain du processus de paix, et Danny Naveh, le secrétaire général du gouvernement israélien, sont restés à Londres pour continuer les discussions.

Les entretiens de Londres auront donc surtout servi à éviter un désastre en repoussant l'échéance de quelques jours. Si les difficultés sont apaisées au cours des prochains jours, des « négociations accélérées sur le statut permanent » et définitif des territoires palestiniens pourraient débiter dès le 11 mai.

M<sup>me</sup> Albright a rappelé que la date-butoir de ces négociations, censées, en vertu des accords d'Oslo, avoir commencé il y a un an, se situait dans un an, le 4 mai 1999. « Si l'on fait preuve de bonne volonté, cette date pourra être respectée », a-t-elle dit, ajoutant : « Je

suis réaliste, mais j'ai aussi de l'espoir. » Ces deux termes semblent actuellement contradictoires face à la stratégie de Benjamin Netanyahu visant à gagner du temps afin d'éviter une crise au sein de sa majorité tenue à la Knesset.

**APPEL AUX EUROPÉENS**

Le premier ministre britannique Tony Blair s'est réjoui que le pire ait été évité. « Il n'y a pas encore eu d'avancée, mais il n'y a pas non plus eu de rupture, et c'est certainement un progrès », a-t-il déclaré, après avoir rencontré M. Netanyahu et M. Arafat. Mais on est loin du succès diplomatique qu'il espérait.

Malgré l'absence de résultats tangibles, Israéliens et Palestiniens se sont efforcés de ne pas trop faire grise mine. Le chef du gouvernement israélien, rentré mardi

à Jérusalem pour consulter son cabinet, a dit que l'on allait « continuer à résoudre les difficultés par d'autres moyens au cours des prochains jours ». Le président de l'Autorité palestinienne, visiblement épuisé et exaspéré, a affirmé, avant de partir pour le Maroc, qu'il « ne pouvait dire que les conversations de Londres avaient échoué ». Déçu, amer, refusant de céder une nouvelle fois devant le premier ministre israélien, mais conscient du peu d'atouts qui lui restent, M. Arafat a lancé un nouvel appel au soutien des Européens. Il a profité du fait que Tony Blair préside actuellement l'Union européenne - ce qui explique pourquoi il était accompagné de Miguel Angel Moratinos, l'envoyé spécial de l'UE au Proche-Orient.

Patrice de Beer



# L'armée algérienne reconnaît la difficulté de venir à bout de la violence dans les grandes villes

Les effectifs du Groupe islamique armé (GIA) sont évalués à 2 000 hommes au maximum

Dans un entretien à la revue *Politique internationale*, un mystérieux « général X », qui ne serait autre que le chef de l'armée, le général-major

Mohamed Lamari, exclud une fin prochaine des violences en milieu urbain. Selon lui, les effectifs du Groupe islamique armé (GIA), rendu respon-

sable de la plupart des massacres de civils, ne dépasseraient cependant pas deux mille hommes. Ils bénéficieraient d'experts venus de France.

LA FIN des violences en Algérie n'est pas pour demain. L'aveu vient d'un responsable militaire de très haut rang : anonyme dont la revue *Politique internationale* (PI) publie une longue interview dans sa dernière livraison. En fait, il ne faut pas être grand clerc pour deviner que derrière le « général X », interrogé par la revue française, se cache le général-major Mohamed Lamari, le patron de l'armée algérienne et, à ce titre, le numéro deux du régime, voire le numéro un-bis.

Solide gaillard proche de la soixantaine, le général estime que si en zone rurale « le terrorisme ne sera bientôt plus que de l'histoire ancienne », en milieu urbain « il est toujours plus difficile à combattre et à détruire ». « Je ne pense pas que les terroristes puissent faire grande impression à Alger même, où nous sommes fortement présents. Ils pourraient, en revanche, s'infiltrer dans d'autres villes qui, jusqu'à présent, étaient préservées et sont par conséquent plus vulnérables », explique le général, qui évalue à quarante mille le nombre de victimes depuis 1992 (estimation nettement inférieure à celle des ONG, qui parlent de quatre-vingt mille morts).

Le patron de l'armée - dont c'est la première interview à un journal étranger - revient longuement sur la genèse du conflit. Il a commencé, explique-t-il, « dès le début des années 80 », donc bien avant l'interdiction du processus électoral, lorsque des fondamentalistes algériens ont infiltré l'université et l'enseignement supérieur. Quelques années plus tard, les premiers maquis faisaient leur apparition, parfois animés par des combattants revenus d'Afghanistan.

Paradoxalement, c'est contre l'un de ses pairs, l'ex-chef de l'Etat et général Chadli Bendjedid - qui coule une retraite paisible en Algérie même - que Mohamed Lamari se montre particulièrement sévère. Le numéro un actuel de l'armée lui reproche à plusieurs reprises d'avoir fait le lit des islamistes à la fois par faiblesse et par opportunisme.

Si l'armée a été amenée à intervenir dans le conflit, c'est, insiste le général Lamari, à son corps défendant. « L'armée, dit-il, si elle est

consultée sur les questions-clés, ne prend pas les décisions politiques. Comme disent les Français, c'est la Grande Muette. » « Même lors des législatives de 1991, nous étions prêts à jouer la carte de la démocratie jusqu'au bout », ajoute-t-il. A l'en croire, ce sont « les gouvernants » et « tous les membres de l'élite politique - y compris les partis prétendument démocratiques - qui ont insisté pour que le processus électoral soit interrompu... ». Cette présentation des faits n'est pas partagée par la plupart des spécialistes. S'il est exact que certaines formations politiques, tel le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) de

Saïd Sadi, ont appelé l'armée au secours pour barrer la route aux islamistes à la veille de gagner les élections, celle-ci n'avait nul besoin d'être sollicitée. Elle était de toute façon décidée à entrer en scène.

A en croire le général Lamari, l'armée à « brisé l'échine » du Groupe islamique armé (GIA) vers la fin de 1994. Depuis, faute de pouvoir combler les pertes, les effectifs du GIA oscilleraient entre treize cents et deux mille hommes soutenus, nuance-t-il, par « cinq mille à six mille individus qui leur procurent appui logistique et informations ». L'organisation du GIA est « souple », ses émissaires commu-

niquent entre eux ou avec « Londres et Paris » par « téléphone mobile et liaisons satellitaires ». Certes, les « terroristes » sont peu ou mal armés, mais ils disposeraient d'experts et d'ingénieurs venus de l'étranger, la plupart arrivés de France. « Il s'agit de beurs et d'enfants de haris devenus citoyens français », croit savoir le général.

Quant à l'Armée islamique du salut (AIS), la branche militaire du FIS, qui observe une trêve depuis plusieurs mois, le chef de l'armée algérienne la ramène à peu de chose, à savoir « quelques centaines d'hommes », qui ne représenteraient pas de toute façon un danger pour le régime. D'ailleurs, ajoute-t-il, « il n'y a pas eu négociation à proprement parler » entre le régime et l'AIS de Madani Mezrag mais « une capitulation » de ce dernier.

Vantant les mérites de l'Algérie actuelle, « société ouverte », « Etat démocratique doté d'institutions bien établies », le général Lamari termine son entretien par une mise en garde à l'encontre des « islamistes modérés » qui seraient tentés de « revêtir des habits neufs et [de] rentrer en scène sous un nouveau déguisement ». « Nous ne permettrons à personne, prévient l'homme fort de l'armée, de poursuivre le même but par d'autres voies. »

J.-P. T.

## Polémique sur les centres de détention secrets

Des centres de détention secrets existent-ils en Algérie ? Les organisations de défense des droits de l'homme et des partis politiques en sont convaincues. Dans une interview publiée lundi 4 mai par *El Khabar*, le principal quotidien arabophone, Kamel Rezrag-Bara, le président de l'Observatoire national des droits de l'homme (ONDH), un organisme officiel, a paru - pour la première fois - leur donner raison. Evoquant les problèmes des Algériens « disparus », il admettait sans ambiguïté : « Il y a des cas où nous disposons de preuves de leur présence en détention secrète, mais leur nombre n'est pas élevé. »

Le lendemain, le président de l'Observatoire a cependant affirmé que ses propos avaient été déformés. « Un certain nombre de citoyens prétendent, dans leurs plaintes, que leurs proches étaient détenus dans des lieux secrets et inconnus », précise M. Rezrag-Bara, « l'ONDH ne possède aucune preuve de l'existence de ces lieux de détention ». Dans son édition de mercredi, *El Khabar* persiste et signe sur la base de « l'enregistrement audio » de l'entretien.

## Soixante militaires pour protéger une vingtaine d'ingénieurs étrangers

LES AUTORITÉS savent protéger efficacement les ingénieurs occidentaux employés sur des chantiers algériens. Même ceux qui ne travaillent pas sur les champs d'hydrocarbures. A mi-chemin entre la capitale et Constantine, dans l'est du pays, des Italiens de la société Lesi, une firme de travaux publics, supervisent depuis dix-huit mois le percement d'un tunnel ferroviaire. Ils ne sont guère plus d'une vingtaine sur le chantier mais ils bénéficient de la protection de soixante militaires basés à proximité. « Pour des raisons de sécurité, aucun d'eux ne porte d'insigne indiquant son

grade », confie un civil employé sur le chantier.

La base où logent les expatriés a des allures de camp retranché. Première ceinture de protection, un mur de 3 mètres de haut surmonté de barbelés. Il donne sur un no man's land de 7 mètres de large balayé nuit et jour par des radars à infrarouge et des caméras. La nuit, une batterie de projecteurs éclaire cet espace. Plus avant, un grillage offre une première protection.

Un mur intérieur sépare le camp en deux zones étanches. La première est réservée aux seuls ingénieurs algériens de la SNTF, la Société natio-

nale des chemins de fer algériens, tandis que la seconde abrite une dizaine de petites maisons où logent les Italiens. Pourquoi cette enceinte intérieure ? « Peut-être que les responsables algériens n'ont pas confiance en leurs coreligionnaires », hasarde l'un des expatriés.

A l'intérieur du camp est installé un poste de commandement tenu par une société algérienne de gardiennage. Il dispose de 14 écrans de télévision reliés aux caméras extérieures. Pour prouver qu'il reste en éveil, le surveillant doit appuyer sur un bouton toutes les 3 minutes, faute de quoi une alarme se déclenche automatiquement. Toutes les entrées et les sorties du camp sont commandées depuis ce PC en liaison avec les militaires placés à l'entrée. Distant de 2 kilomètres, le chantier du tunnel, en activité vingt-quatre heures sur vingt-quatre, bénéficie à ses deux extrémités d'une protection identique.

### HELIOPORTE PRIVÉ

Pour leurs déplacements, qu'il s'agisse d'aller à Alger ou d'en revenir, les étrangers doivent utiliser un hélicoptère privé. Ils n'ont en principe pas le droit de s'éloigner du chantier. Récemment, quelques-uns d'entre eux se sont rendus dans un village proche pour assister aux obsèques d'un ouvrier accidentellement tué sur le chantier. Pas moins de deux cents policiers en armes étaient postés à différents endroits du village pour assurer leur protection. « Pourtant, la région où nous travaillons est calme. Nous n'avons pas entendu parler d'attentats ou de massacres », raconte un expatrié.

Ce qui a frappé le plus cet ingénieur qui, de l'Indonésie à l'Irak, a boudiné aux quatre coins de la planète ? « En Algérie, je n'ai pas rencontré une seule personne qui défende le régime algérien. »

Jean-Pierre Tuquoi

## LES PUBLICATIONS du Monde

Un ancien numéro vous manque ?

(Commande et envoi à domicile)

3615 LEMONDE

## M. Eltsine donne plus d'autonomie au gouvernement russe

MOSCOU. Boris Eltsine a signé, mardi 5 mai, un décret donnant plus d'autonomie à son nouveau gouvernement, accusé d'être totalement dépendant de lui. « Avant, a-t-il déclaré, tout passait par l'administration présidentielle. Je donnais mon accord et après, le document était adopté. C'était comme si on n'avait pas confiance en Tchernomyrdine », l'ancien premier ministre renvoyé en mars. « Maintenant, a ajouté le président, Kirienko signera un décret et cela suffira. Le gouvernement recevra plus de droits, mais sa responsabilité sera aussi plus élevée. »

M. Kirienko, le nouveau premier ministre, a reçu en même temps du président une directive sur la réforme des finances publiques, fixant une plus stricte limite au déficit budgétaire pour 1999 (3,7 % du PIB, au lieu de 5 % cette année). - (Corresp.)

## La Chine juge « ridicules » les propos du ministre indien de la défense

PÉKIN. La Chine a qualifié de « ridicules » et « sans fondement » les propos du ministre indien de la défense, George Fernandes qui avait accusé la Chine de représenter pour l'Inde une menace plus grave que le Pakistan.

Ces remarques « sont absolument ridicules et ne valent pas la peine d'être réfutées », a déclaré, mardi 5 mai, le porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères, Zhu Bangzao. Il a qualifié de « fictives et sans aucun fondement » les déclarations de M. Fernandes estimant que la Chine avait massé des armes nucléaires à proximité de la frontière indienne.

M. Zhu a estimé que « les remarques de M. Fernandes sabotaient gravement l'atmosphère favorable à l'amélioration des relations bilatérales entre la Chine et l'Inde ». M. Fernandes, a cependant minimisé la portée de ses affirmations, mercredi, en assurant qu'il était en faveur du dialogue en cours entre l'Inde et la Chine. - (AFP)

### DÉPÊCHES

■ **ÉTATS-UNIS/ALLEMAGNE** : le président américain Bill Clinton est « préoccupé » par la récente percée de l'extrême droite en Allemagne. Il en discutera vraisemblablement avec le chancelier Helmut Kohl lors de sa visite la semaine prochaine en Allemagne, a indiqué, mardi 5 mai, la Maison Blanche à Washington. Bill Clinton est attendu le 13 mai à Berlin pour y commémorer le cinquantième anniversaire du pont aérien mis en place en 1948 par les Etats-Unis et leurs alliés pour briser le blocus de Berlin-Ouest par l'URSS. - (AFP)

■ **MALAISIE** : le bureau du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés à Kuala Lumpur a exprimé sa « surprise » à la suite d'une déclaration du ministre malaisien des affaires étrangères, qui a estimé, mardi 5 mai, que les immigrés en Malaisie étaient tous présents pour des raisons économiques. Le HCR demande à rendre visite à des détenus indonésiens pour vérifier si certains n'ont pas le droit à l'asile politique. - (Corresp.)

■ **RUSSIE** : l'écologiste russe Alexandre Nikitine, dont l'emprisonnement pendant dix mois en 1996 avait soulevé une campagne de protestation des défenseurs des droits de l'homme, a déclaré mardi 5 mai, lors d'une conférence de presse à Saint-Petersbourg qu'il était à nouveau harcelé par les services de sécurité russes, qui s'en prennent aussi à sa famille. M. Nikitine demeure sous le coup d'une enquête pour haute trahison, accusé par le FSB (ex-KGB) d'avoir dévoilé, dans un rapport sur des problèmes écologiques, des secrets militaires concernant la flotte nucléaire russe. - (AFP)

■ **POLOGNE** : la France cédera gratuitement des équipements de santé militaires (un hôpital médico-chirurgical de campagne, des postes de secours, des véhicules sanitaires et des matériels de campement) à chacun des futurs bataillons mixtes polono-lituanien et polono-ukrainien mis sur pied en 1999 pour des missions de maintien de la paix. Ces équipements seront prélevés sur des stocks du service de santé et de l'armée de l'air.

■ **OTAN** : le chef d'état-major des armées italiennes, l'amiral Guido Venturoni, soixante-quatre ans, a été désigné par ses pairs de l'OTAN pour succéder au général allemand Klaus Naumann au poste de président du comité militaire, la plus haute instance militaire de l'Alliance atlantique, qui réunit les chefs d'état-major des armées des pays membres. La durée du mandat de l'amiral Venturoni est de trois années, à compter d'avril 1999. - (AFP)

## Le syndicat allemand IG Metall envisage la semaine de 32 heures

FRANCFORT. La direction du plus grand syndicat européen, l'allemand IG Metall, envisage à nouveau la semaine de 32 heures sans diminution de salaire. C'est ce qui a été annoncé, mardi 5 mai à Francfort, siège de la centrale du syndicat de la métallurgie allemande (près de 3 millions d'adhérents). La semaine de 32 heures, conçue pour améliorer la situation de l'emploi, fera l'objet de discussions lors de la réunion de responsables d'IG Metall à Hanovre des 7 et 9 mai prochains. Actuellement, la convention collective générale de la métallurgie fixe la durée du travail à 35 heures par semaine dans l'ouest du pays. Selon le modèle envisagé par la direction d'IG Metall, la semaine de 32 heures servirait de base de calcul pour les conventions de ce secteur industriel, les entreprises pouvant répartir comme elles l'entendent le temps de travail. Elles pourraient ainsi plutôt opter pour une semaine de quatre jours ou des vacances plus longues, a précisé un porte-parole du syndicat. - (AFP)

Déjà 96 % de la population couverte...



Le 1<sup>er</sup> réseau de mobiles.

En France métropolitaine.

## BACHELIERS, PREPAREZ-VOUS À INTÉGRER UNE GRANDE ÉCOLE DE COMMERCE



Vous préparez-vous à intégrer une grande école de commerce ?

Contactez Marion Maury, 18 rue de la République, 75001 Paris

Tél. 01 56 26 26 26

ISG



**DROITE** La situation de la Mairie de Paris, théâtre d'un violent affrontement, au sein du RPR, entre Jean Tiberi et Jacques Toubon, a été « déplorée », mardi 5 mai, par Jacques

Chirac, qui recevait les sénateurs gaullistes. Les deux protagonistes se sont rencontrés, mardi soir, au siège du RPR, en présence de Philippe Séguin, de Nicolas Sarkozy et de

Charles Pasqua. ● EDOUARD BALLADUR se rappelle au souvenir des électeurs de droite parisiens en affirmant, dans un entretien publié mercredi par *Le Figaro*, que la perte

éventuelle de la mairie mettrait en cause « l'équilibre politique de notre pays ». ● ANCIEN SECRÉTAIRE GÉNÉRAL du RPR, dont il a été exclu, Jean-François Mancel, président du

conseil général de l'Oise, a été déféré au parquet de Beauvais, mercredi matin, après quarante-huit heures de garde à vue. Il est mis en cause pour ingérence à son profit.

## Le RPR prend en charge le conflit à l'Hôtel de Ville de Paris

Jean Tiberi et Jacques Toubon se sont entretenus longuement, mardi 5 mai, en présence de Philippe Séguin, Charles Pasqua et Nicolas Sarkozy. Jacques Chirac « déplore fortement » l'affrontement de deux de ses proches et invite l'opposition à se ressaisir

LA CRISE parisienne est devenue capitale. Dans un entretien publié, mercredi 6 mai, par *Le Figaro*, Edouard Balladur donne la mesure du conflit qui oppose les chiraquiens de l'Hôtel de Ville de Paris : « Après avoir perdu la majorité à l'Assemblée nationale, et donc le gouvernement, après avoir perdu des régions très importantes, dont l'Île-de-France, nous n'avons pas le droit de perdre Paris. Ce sont les bases mêmes de l'équilibre politique de notre pays qui sont en cause ».

Pour tenter de mettre un terme au « vertige suicidaire » qui s'est emparé, selon l'expression de M. Balladur, des esprits de quelques conseillers de Paris, une rencontre discrète a été organisée, mardi soir, au quatrième étage de la rue de Lille, le siège du RPR, à Paris. Elle réunissait trois juges de paix, Philippe Séguin, Charles Pasqua et Nicolas Sarkozy, ainsi que deux des principaux protagonistes du conflit de l'Hôtel de Ville, Jean Tiberi et Jacques Toubon. Ainsi, la crise parisienne n'est plus tout à fait une simple affaire municipale, comme affectait de le croire, dans les premiers jours d'avril, la direction du mouvement gaulliste.

En fait, les principaux hiérarques du RPR n'ont pas cessé, depuis un mois, de tenter de calmer le jeu. On fait valoir, dans l'entourage de M. Séguin, que l'initiative de mardi n'a pas été décidée la veille, lors du déjeuner quasi hebdomadaire que le député des Vosges partage avec le président de la République. M. Séguin, qui n'avait pas fait, jusqu'à la défection publique,

avait rompu le silence, dès le 25 avril, devant les cadres du mouvement. « L'affaire de Paris est apparue (...) comme la cerise sur le gâteau », avait déploré le président du RPR, avant d'appeler ses « compagnons élus de Paris (à) rechercher les voies de l'apaisement et les moyens d'assurer un fonctionnement régulier du Conseil de Paris et des conseils d'arrondissement, pour le service des Parisiens ». « On n'y parviendra que si aucun des protagonistes ne s'entête à vouloir qu'il y ait forcément un vainqueur et un vaincu », avait-il ajouté. M. Séguin avait encore annoncé que Paris n'échapperait plus, désormais, à la règle commune, et qu'en conséquence il reviendrait au RPR de choisir ses candidats lors des prochaines élections municipales.

**M. Chirac devant les sénateurs RPR : « Quand on touche le fond de la piscine, on donne un coup de jarret »**

La réunion de mardi soir, qui a duré près de trois heures au siège du RPR, n'a pas permis, semble-t-il, d'aboutir à un accord entre le maire de Paris et l'ancien garde des sceaux. Après l'affrontement public des deux hommes, lors de la ré-

nion, le 4 mai, du Conseil de Paris (*Le Monde* du 6 mai), elle est toutefois considérée comme un premier pas. M. Toubon a réexpliqué que son offensive n'appelaient pas un changement d'homme, mais des pratiques en cours. Selon lui, « la balle est dans le camp du maire ». M. Tiberi a rappelé qu'il se considérait comme « agressé ». Devant l'insistance de M. Séguin pour dégarer un accord, le maire de Paris a indiqué qu'il n'a pas d'objection de principe, qu'il a déjà pris en compte certaines propositions du groupe dissident présidé par M. Toubon et qu'il attend toujours de connaître les points précis de désaccord sur le fond de la politique municipale. Il a aussi précisé qu'en toute logique un éventuel accord supposerait l'autodissolution du groupe constitué par son rival.

La direction du RPR partage une partie des analyses de M. Toubon sur la situation politique à Paris, mais elle considère, pour le moins, que sa tentative de « *putsch* » a été mal conduite et au mauvais moment. Surtout, la rue de Lille s'estime mal fondée à remettre en cause, à mi-mandat, le choix de M. Tiberi, fait par Jacques Chirac après l'élection présidentielle, et elle n'est pas en mesure de présenter un « troisième homme ». M. Balladur, auquel chacun peut penser pour ce rôle, se refuse toujours à prendre une initiative. « Je n'ai pas comme objectif d'ajouter à la confusion », affirme-t-il dans son entretien au *Figaro*. L'ancien premier ministre préfère se consacrer à la préparation d'un programme de l'opposition.

qu'il juge utile de soumettre aux électeurs « avant l'automne ». L'affaire de Paris a encore été évoquée, au sommet de l'Etat cette fois, lors de la rencontre, mardi, entre le président de la République et les sénateurs RPR. Dans un discours liminaire d'une demi-heure, M. Chirac a notamment parlé de l'Europe et du dernier sommet de Bruxelles, des réformes constitutionnelles à venir et de la situation de l'opposition. Il a chuté la querelle parisienne, qu'il « déplore fortement », selon le président du groupe RPR du Sénat, Josselin de Rohan, comme un « contre-exemple » de ce qu'il convenait de faire. Le « président de tous les Français », comme il l'avait dit lui-même, dimanche sur TF1, a fait référence à plusieurs reprises à « notre mouvement » pour évoquer le mouvement gaulliste et insister sur la nécessité de préserver l'union

de l'opposition. Selon plusieurs participants, il a récusé la volonté du RPR de se ménager une « marge de manœuvre » par rapport à sa propre action. Il a ainsi indiqué qu'il n'y aurait pas lieu de s'opposer à la révision de la Constitution qu'impliquent à la fois la réforme du Conseil supérieur de la magistrature, l'accord de Nouméa sur la Nouvelle-Calédonie et la ratification du traité d'Amsterdam. L'opposition, a-t-il estimé, a suffisamment d'occasions de se démarquer du gouvernement, dans tous les domaines, notamment sociaux ou économiques, où le président de la République ne peut intervenir directement. M. Chirac a aussi qualifié d'« imbécile » la stratégie, évoquée par M. Séguin après les élections régionales, qui consisterait à présenter des candidatures séparées lors des prochaines élections.

Interrogé sur les difficultés de l'opposition lors du déjeuner qui a suivi avec les présidents des commissions du Sénat, M. Chirac a affirmé : « Quand on touche le fond de la piscine, on donne un coup de jarret ». Il n'a pas exclu de prendre une initiative, mais sans en préciser les formes.

Ce souhait est partagé par les Amis de Jacques Chirac, l'association présidée par Bernard Pons, qui, le 7 mai, pour le troisième anniversaire de l'élection présidentielle, prévoit d'organiser une centaine de dîners républicains dans toute la France et une quarantaine à l'étranger, afin de rappeler que le président n'est pas isolé et que, dans moins d'un mois, il recouvrera la plénitude de ses pouvoirs.

Pascal Sauvage et Jean-Louis Saux

## Jean-François Mancel a été déféré au parquet

Le président du conseil général de l'Oise est soupçonné d'ingérence

L'ANCIEN secrétaire général du RPR, Jean-François Mancel, président du conseil général de l'Oise, a été déféré, mercredi 6 mai au matin, au parquet de Beauvais pour être présenté au procureur Odile Valette. Cette mesure intervient après quarante-huit heures de garde à vue dans les locaux de la police judiciaire de Creil au cours de laquelle M. Mancel a été interrogé

sur les marchés accordés par le département à une société de communication Euro-2C. Mené dans le cadre d'une enquête préliminaire, ces investigations ont conduit les policiers à perquisitionner les bureaux du conseil général, le domicile privé de M. Mancel et le siège parisien d'Euro-2C, dont le PDG, Roland Branquart, également placé en garde à vue, a été confronté à M. Mancel pendant la nuit.

Les éléments recueillis par les enquêteurs semblent avoir permis la mise en évidence de faits susceptibles d'être poursuivis pénalement. Le parquet devait requérir le placement sous contrôle judiciaire de M. Mancel qui devrait, selon toute vraisemblance, être présenté à un juge d'instruction du tribunal de Beauvais dans la journée. Ce dernier sera alors en mesure de lui notifier une éventuelle mise en examen et de l'interroger sur des pratiques qui s'apparentent, selon une source proche du dossier, à de la prise illégale d'intérêt et à du délit de favoritisme.

**PAS DE VÉRITABLE CONTRÔLE**  
La critique du mode de passation des marchés du département avec Euro-2C avait été formulée, dans un premier temps, par la chambre régionale des comptes d'Île-de-France. Dans leur rapport définitif, remis au parquet de Beauvais, au mois de septembre 1997, les magistrats avaient dénoncé « la part allouée à la société Euro-2C » sur les dépenses engagées par le département. Plus de vingt millions de francs étaient, chaque année,

depuis 1994, débouqués grâce à un détournement de procédure interdisant « tout véritable contrôle de la dépense publique », selon les termes de la Chambre régionale des comptes.

De plus, cette juridiction administrative avait relevé, dans son rapport final, « la composition irrégulière de la commission d'appels d'offres » qui avait désigné Euro-2C. Les magistrats estimaient que cette société avait « bénéficié d'une information privilégiée et que les conditions d'une concurrence égale entre les candidats n'ont pas été respectées ». Ce constat était aggravé par la découverte de liens d'ordre financier entre M. Mancel, actionnaire principal de la société Sédure, distributeur de parfums et de produits de beauté, et Euro-2C.

Ce traitement judiciaire réservé à l'ex-secrétaire général du RPR, exclu de son parti le 18 mars après avoir appelé le Front national à faire « partie de la droite de demain », tranche avec celui que le même procureur de Beauvais lui avait infligé sur un autre volet de la gestion du département de l'Oise. Le parquet de Beauvais avait en effet décidé, mercredi 16 juillet 1997, de classer sous condition l'enquête sur la prise en charge, par le conseil général de l'Oise, des dépenses alimentaires et de petit entretien de son président, Jean-François Mancel. Cette décision avait été corréée par le procureur, contre le remboursement, avant le 1<sup>er</sup> août, d'une somme de 600 000 francs.

Jacques Follorou

## Valéry Giscard d'Estaing gâche la fête présidentielle

LA POLITIQUE atteint parfois au cruel raffinement des Jeux de l'amour : Valéry Giscard d'Estaing a écrit à Helmut Schmidt la lettre qu'il aurait aimé recevoir de Jacques Chirac. Une longue lettre d'hommage à son « ami », l'ancien chancelier allemand, savoureuse et délicate, fidèle et attentionnée, comme pour mieux souligner la mutilerie de celui qui n'a pas su, pas voulu, trouver les mots en ces temps d'autocélébration européenne.

« Au moment où onze pays, dont l'Allemagne et la France, ont décidé d'adopter en commun la monnaie unique européenne, je tiens à rendre témoignage de la part éminente qui vous revient dans ce succès, écrit l'ancien chef de l'Etat. C'est grâce à votre détermination, à votre expérience (...) que le projet a pu être lancé voilà vingt ans, qu'il a pu avancer et qu'il vient d'aboutir. » « Vous avez constamment veillé à maintenir l'intimité entre la France et l'Allemagne et l'harmonie de leurs positions, qui sont des conditions indispensables à la réussite durable de l'Union monétaire. (...) Je suis persuadé que l'opinion publique allemande et européenne saura mesurer la part qui vous revient dans ce changement historique, qui ne se serait jamais produit si vous ne lui aviez donné, dès l'origine, l'impulsion qui lui a permis d'aboutir. Merci,

mon cher Helmut, pour l'aboutissement de l'Union monétaire », conclut M. Giscard d'Estaing. Je vous écris à moi-même, aurait-il pu ajouter.

Et pour que le message soit parfaitement clair, ce poulet est rendu public le jour même où le chef de l'Etat a invité tous les anciens premiers ministres de la V<sup>e</sup> République à fêter la naissance de l'Europe monétaire. Certes, M. Giscard d'Estaing avait été invité, lui aussi, à l'Elysée, en qualité de « prédécesseur » qui avait œuvré « pour faire progresser l'idée européenne », selon le communiqué de l'Elysée rendu public la semaine dernière. Mais avec les autres, tous les autres, parmi les autres, comme les autres.

Ah ! la goujaterie ! Très vite, l'ancien chef de l'Etat a fait savoir, par téléphone et par courrier, qu'il n'honorait pas de sa présence le déjeuner. Une défection ennuyeuse pour cette cérémonie consensuelle voulue par Jacques Chirac. Pas question, pour autant, de se laisser gâcher la fête par la mauvaise humeur de M. Giscard d'Estaing, convient-on à l'Elysée. Mieux vaut donc tenter de la dissimuler.

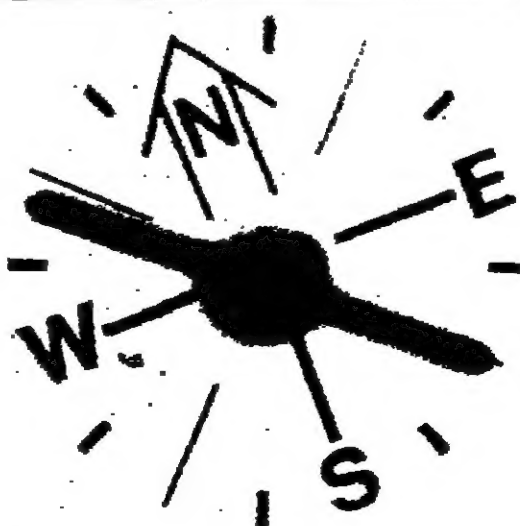
Invité, dimanche 3 mai, de l'émission « Public », sur TF1, Jacques Chirac tente de récrire son carton d'invitation. Non content de lancer le nom du socialiste

Jacques Delors pour une mission de conseiller des autorités européennes, il annonce avoir convié à l'Elysée « tous les anciens premiers ministres, avec le premier ministre actuel, naturellement ». « J'aurais pu inviter beaucoup d'autres personnalités qui ont eu un rôle important dans la construction européenne, mais tel n'était pas mon objectif », précise M. Chirac. Le lendemain, l'agenda officiel du président de la République confirme, à la date du 6 mai, un « déjeuner avec les premiers ministres de la V<sup>e</sup> République ».

A ceux qui s'étonnent, malgré cela, de ne plus voir l'ancien chef de l'Etat cité parmi les convives, l'Elysée fait répondre, dans la journée de mardi, que M. Giscard d'Estaing a décliné l'invitation en raison d'un « déplacement à l'étranger ». Pas du tout, rectifie-t-on dans l'entourage de M. Giscard d'Estaing, où l'on admet difficilement de voir le mensonge ajouté à l'affront. Le président du conseil régional d'Auvergne est à Clermont-Ferrand, en France, et entend bien y rester. La lettre à Helmut Schmidt est sa manière à lui de rappeler, le jour de la réception de mariage de Jacques Chirac avec l'Europe, que la mariée a un passé.

Pascal Robert-Diard

L'esprit scandinave.



**Vous recherchez le meilleur moyen de vous rendre en Scandinavie, en Finlande, dans les Etats Baltes ou en Pologne. Qui s'en soucie ?**

Nous.

Prenez un vol direct SAS pour Copenhague ou Stockholm. De là, SAS vous emmène confortablement partout en Scandinavie ou vers la Finlande, la Lettonie, l'Estonie, la Lituanie, la Pologne ou la Russie. Mieux encore : grâce à nos partenaires Star Alliance™ - Air Canada, Lufthansa, THAI, United et Varig - nous vous offrons plus de 600 destinations dans 108 pays. Qui se soucie autant de vous que nous ? Pour plus d'informations, visitez notre site Internet [www.sas.se](http://www.sas.se), composez le N° Azur 0 801 25 25 25 ou contactez votre agence de voyages.

**SAS**  
SCANDINAVIAN AIRLINES



## Jean-François Revel « dénonce les forteresses corporatistes » devant M. Chirac

L'ACADÉMICIEN Jean-François Revel, consulté par Jacques Chirac sur la modernisation de la vie publique, a plaidé, mardi 5 mai, auprès du président de la République pour l'abolition des privilèges, dénonçant « des forteresses corporatistes qui vivent très largement de subventions et d'avantages ». Selon M. Revel, les fonctionnaires, les marins, les commerçants « sont furieux des avantages qu'ont les paysans et les marins pêcheurs, de toutes les subventions qu'ils ont (...) et ça s'exprime par le vote Front national ». « Sans vouloir de mal aux respectables employés de l'EDF-GDF et de la SNCF, a soutenu M. Revel devant le chef de l'Etat, on peut quand même leur faire observer que les avantages dont ils disposent sont payés par les autres citoyens et que donc ils pourraient tenir compte de cet élément-là ». « Le président, a-t-il rapporté, n'aime pas beaucoup le terme de "modernisation" parce qu'il craint que cela ne paraisse à beaucoup de gens comme une sorte de menace qu'on bouscule quelques bastions. »

## M. Léotard souhaite le maintien du scrutin actuel aux européennes

INTERROGÉ, mercredi 6 mai, sur Europe 1, François Léotard, président de l'UDF, s'est dit « réservé sur l'hypothèse de création de très grandes régions. (...) Dans des régions à 10 millions d'habitants par exemple, c'est très difficile d'identifier son élu. Si on garde la proportionnelle, puisque c'est la règle commune en Europe, alors gardons le scrutin actuel ». « Très intéressé par la survie et le rayonnement » de sa famille politique mais « désintéressé quant à sa situation personnelle », M. Léotard a indiqué qu'il ne sera « probablement pas » candidat à sa propre succession à la présidence de l'UDF.

### DÉPÊCHES

■ **JUSTICE** : ancien président du gouvernement territorial de Polynésie française, Alexandre Léontieff a été condamné, mardi 5 mai, pour « corruption » à trois ans d'emprisonnement, dont deux fermes, 1 million de francs d'amende et cinq ans de privation de ses droits civiques par la 17<sup>e</sup> chambre correctionnelle du tribunal de Paris. Les magistrats ont estimé que M. Léontieff avait « trahi la confiance de ses électeurs, mettant en danger le fonctionnement des institutions démocratiques et des activités économiques de Polynésie », ce qui méritait une « sanction sévère ».

■ **PARTI COMMUNISTE** : le bureau national du PCF a fait part à Maxime Gremetz de sa « stupefaction », mardi 5 mai, après les motifs invoqués par le député de la Somme pour quitter le groupe communiste de l'Assemblée nationale (Le Monde du 6 mai). M. Hue a indiqué, à la fin de la réunion, qu'il ne souhaitait pas le départ de M. Gremetz et qu'il espérait que « l'affaire s'arrête là ».

■ **35 HEURES** : les députés ont adopté, pour la troisième fois, mardi 5 mai, le projet de loi sur les 35 heures par 300 voix contre 237 (RPR et UDF). Tout en votant pour, le PCF et le MDC ont émis des réserves sur deux nouveaux amendements sur la définition du travail effectif et l'exclusion des personnels roulants et navigants du secteur des transports. Après un vote au Sénat, le texte sera examiné en dernière lecture le 14 mai à l'Assemblée nationale.

■ **CUMUL** : Martin Malvy, président du conseil régional de Midi-Pyrénées, a démissionné de son mandat de député, a annoncé, mardi 5 mai, l'Assemblée nationale. Député (PS) de la 2<sup>e</sup> circonscription du Lot et maire de Figeac, M. Malvy avait annoncé, avant le scrutin du 15 mars, qu'il se démettrait de son mandat de député, en application de la loi sur le cumul. Une élection législative partielle devra être organisée pour remplacer M. Malvy à l'Assemblée.

■ **CROISSANCE** : Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie et des finances, n'a pas exclu, mercredi 6 mai devant la presse, que, dans deux ou trois mois, la prévision de croissance, « prudente pour 1999, soit un peu révisée à la hausse ».

# La discussion du texte contre les exclusions oppose le projet Aubry au projet Juppé

La dissolution de l'Assemblée nationale avait interrompu le débat en 1997

L'opposition a eu recours, mardi 5 et mercredi 6 mai, aux motions de procédure pour manifester son hostilité au projet de loi sur la lutte contre les

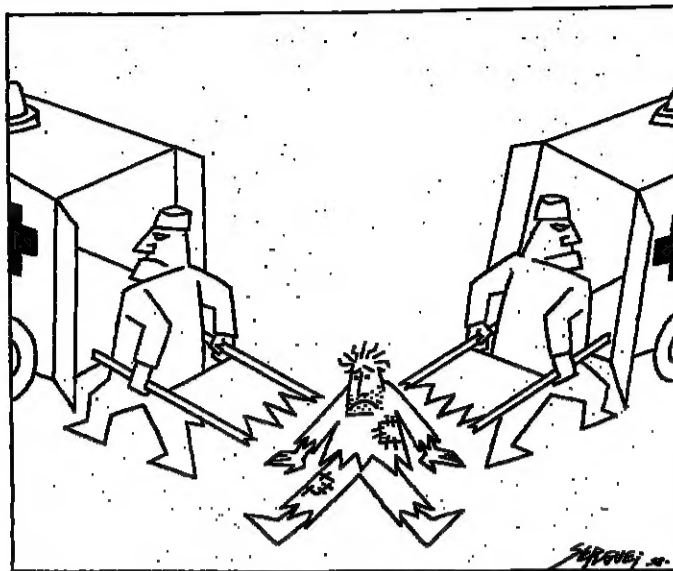
exclusions. Faute de pouvoir critiquer ce texte sur le fond, la droite cherche à montrer qu'elle en a la primeur, un projet ayant été préparé par Alain

Juppé en 1997. La dissolution de l'Assemblée nationale, en avril 1997, avait interrompu l'examen du texte proposé par l'ancien gouvernement.

QUEL « CULOT » de défendre les trois motions de procédure prévues par le règlement, s'est indigné Georges Sarre (RVC, Paris). S'il est « normal, après tout », que « l'opposition s'oppose », juge le député du Mouvement des citoyens, l'exercice a ses « limites », ne serait-ce qu'en raison de la responsabilité que la droite sera « peut-être » amenée à exercer si, « un jour », elle redevient « majoritaire ». « Ne parlez pas de malheur ! », s'est exclamée Odette Grzegulka (PS, Alsace).

Un débat peut en cacher un autre : mardi 5 mai, la discussion sur le projet de loi contre les exclusions a failli être éclipsée par une longue polémique autour de la légitimité, ou non, du recours aux motions de procédure par l'opposition. Comme si la droite et la gauche avaient encore à régler les comptes de la dissolution, qui avait interrompu le débat sur le projet de loi sur la cohésion sociale d'Alain Juppé il y a un an, avant d'aborder le débat au fond. Au début de la soirée, François Goulard (UDF, Morbihan) a défendu une exception d'irrecevabilité pendant près de cinquante minutes. Jean-Luc Warsmann (RPR, Ardennes) lui a emboîté le pas, posant la question préalable, tandis que Roselyne Bachelot (RPR, Maine-et-Loire) devait présenter, mercredi, le renvoi en commission.

Martine Aubry a mis de l'huile sur le feu. Après l'intervention de M. Goulard, la ministre de l'emploi et de la solidarité a exprimé sa



« stupefaction » devant les critiques qu'il venait d'adresser sur son texte. Elle qui, durant son discours introductif, a « choisi d'éviter » de parler, « sauf en bien », du projet de loi sur la cohésion sociale du gouvernement de M. Juppé... Les Français, a-t-elle ajouté, attendent « autre chose » de l'Assemblée nationale. La perche était trop belle pour que les députés de l'opposition ne la saisissent pas.

Denis Jacquat (UDF, Moselle) a eu beau jeu de rappeler qu'en 1997, lorsque la dissolution avait « malheureusement » interrompu le débat, la lecture du texte en était restée à son article 12 parce que trois motions de procédure

avaient été défendues par la gauche « très longuement, bien plus » que ne l'a fait M. Goulard. Le 15 avril 1997, jour de l'ouverture des débats sur le projet de loi de cohésion sociale, le député socialiste Serge Janquin avait en effet défendu une exception d'irrecevabilité pendant quatre heures, se livrant à une critique détaillée du texte (Le Monde du 17 avril 1997). A tel point, a ajouté le député de Moselle, que l'on pouvait se demander si la gauche souhaitait que la discussion « aille à son terme ».

Les députés communistes, qui avaient eu recours aux procédures du règlement, ont aussi été rappelés à l'ordre par M<sup>me</sup> Bachelot. Muguette Jacquaint (PC, Seine-Saint-Denis) a tenu à se justifier, invoquant la faiblesse du budget de M. Juppé. « 3 milliards de francs sur cinq ans. Autant dire que la fracture [sociale] allait se transformer en abîme ! », s'est exclamée la députée communiste. Patrick Devedjian (RPR, Hauts-de-Seine) a souligné que sur près de mille amendements, « deux cents seulement » viennent de l'opposition, « signe » que la majorité elle-même semble considérer que le texte « laisse à désirer ». Véronique Neiertz (PS, Seine-Saint-Denis) a pensé clore le débat : si elle a reconnu que « toutes les op-

positions » utilisent les armes réglementaires, certaines ont « plus de raisons que d'autres » pour le faire. Elle a rappelé que le financement de l'ancien projet consistait en un « prélèvement sur les subventions » aux allocations de solidarité spécifique.

Les arguments des députés de l'opposition pour critiquer le projet de M<sup>me</sup> Aubry ont confirmé leur embarras, face à un texte qui annonce 22 milliards de francs de mesures nouvelles sur trois ans. Parfois, les critiques sont parties dans tous les sens, au risque d'accentuer la confusion. M. Warsmann a déploré le fait que le gouvernement ait attendu plusieurs mois avant de présenter le texte, tout en dénonçant des mesures « à la va-vite » et des « effets d'annonce ». Le volet du surendettement a été le plus épargné, certains députés de l'opposition reconnaissant la pertinence du dispositif.

### « PLAGIAT »

Après avoir rappelé que la lutte contre l'exclusion n'est pas un « choix politique », mais une « obligation morale », et même « constitutionnelle », M. Goulard a voulu démontrer que les moyens employés par l'actuel gouvernement ne sont ni effectifs, ni adaptés aux circonstances, ni de nature à améliorer la situation. Il a notamment déploré que les « 35 milliards de francs » attribués aux emplois-jeunes ne comportent « aucune sélection fondée sur la difficulté d'insertion », que le volet logement, s'il réaffirme le droit au logement, n'en crée « en pratique aucun ». Comme M. Devedjian, il a souligné « l'inconstitutionnalité » de certaines dispositions : l'article 62, relatif aux expulsions, qui « permet au préfet de poser des conditions à l'exécution d'une décision de justice, est manifestement contraire à la séparation des pouvoirs », a jugé M. Devedjian. L'orateur principal du RPR s'est aussi livré à une lecture comparée de l'article 1 du texte de M<sup>me</sup> Aubry... et de celui de M. Juppé, dénonçant le « plagiat ». Encore une comparaison avec son prédécesseur.

Clarisse Fabre

## Un comité départemental de coordination

Une « meilleure coordination » des politiques sectorielles de lutte contre l'exclusion « s'impose », a souligné Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, à la tribune de l'Assemblée nationale, mardi 5 mai. A cette fin, un amendement du gouvernement complètera le projet de loi en créant un comité départemental de coordination des politiques de prévention et de lutte contre les exclusions. Autour du préfet, les « représentants des différents intervenants » établiront un « diagnostic commun » des besoins, détermineront les « priorités d'action » et assureraient la « mise en cohérence » des nombreux programmes. Par ailleurs, le gouvernement prévoit que le comité économique et social régional établisse un rapport annuel sur le sujet, qui serait débattu en conseil régional. A l'échelon « interdépartemental », les communes ou groupements de communes « d'une certaine taille » pourraient élaborer des plans pluriannuels de prévention et de lutte contre les exclusions.

## Le gouvernement s'apprête à recréer un observatoire sur l'évolution des revenus et des inégalités

APRÈS le Centre d'études des revenus et des coûts (CERC), supprimé par le gouvernement d'Edouard Balladur en 1993, puis le Conseil supérieur de l'emploi, des revenus et des coûts (Cserc), qui a pris sa succession, mais dont les travaux n'ont jamais eu le même retentissement, la France devrait se doter d'un organisme public, chargé de conduire des études sur l'évolution de la répartition et des inégalités : voilà, en résumé, ce que préconise un rapport que Lionel Jospin avait commandé à Marie-Thérèse Join-Lambert, inspecteur général des affaires sociales. Achievé en janvier, ce rapport n'a pas encore été officiellement publié, mais il a récemment été adressé par le gouvernement aux partenaires sociaux, afin que ceux-ci fassent connaître leur avis.

Si le gouvernement a pris cette initiative, c'est que la dissolution du CERC, voici un peu plus de quatre ans, a suscité d'innombrables polémiques. Chargé d'étudier l'évolution des revenus et des inégalités, cet organisme avait fréquemment fait parler de lui, en dressant des bilans sans complaisance de l'état de la société française. C'est lui, en particulier, dans une étude qui avait fait grand bruit, en 1989, qui avait établi le constat d'un spectaculaire accroissement des inégalités, au cours des années 80, essentiellement sous les gouvernements de gauche. Le CERC avait fini par agacer les pouvoirs successifs.

Son remplacement par le Cserc avait donc été interprétée, à l'époque, comme une tentative de remise au pas et la communauté

des économistes français en avait été fortement émue. Cette interprétation avait été d'autant plus évoquée que le nouvel organisme ne disposait plus d'une équipe permanente de chercheurs et d'économistes. A plusieurs reprises, notamment lors de la campagne présidentielle de 1995, M. Jospin avait préconisé la recréation du CERC (Le Monde du 8 mars 1995). C'est la raison pour laquelle, devenu premier ministre, il a commandé un rapport sur la question à M<sup>me</sup> Join-Lambert, décidément très sollicitée par le gouvernement puisque c'est elle, aussi, qui avait réalisé un rapport fameux sur les minima sociaux, à la suite du mouvement des chômeurs.

### NOURRIR LE « DÉBAT SOCIAL »

Dans son étude, la haute fonctionnaire ne préconise pas, à proprement parler, une recréation de l'ancien CERC. M<sup>me</sup> Join-Lambert observe que les chercheurs ont été réemployés par les grands organismes publics d'études économiques et sociales (Insee, Dares, etc.) et que ceux-ci ont également pris en charge une grande partie des études économiques réalisées auparavant par le CERC. « Reconstituer un organisme à l'identique n'aurait pas de sens », affirme-t-elle. Elle suggère cependant, à demi-mot, que la production de l'organisme qui lui a succédé – le Cserc – a été malgré (quatre rapports en tout et pour tout, largement passés inaperçus) et que celui-ci n'a pas conquis une quelconque légitimité. M<sup>me</sup> Join-Lambert propose donc de créer un

organisme, à mi-chemin entre le CERC et Cserc. « Dans cette nouvelle création, dit-elle, se mêleraient le retour à ce qui faisait l'originalité et le succès de l'ancien CERC et le maintien de certains aspects du nouveau Cserc (une équipe de petite taille, une fonction de commande...) ».

Concrètement, le rapport suggère que le nouvel organisme soit chargé de suivre l'évolution de la répartition des revenus et des inégalités. Il pourrait solliciter l'appui des grands instituts pour réaliser ses missions, mais devrait avoir des moyens renforcés, de sorte qu'il puisse « retrouver, à petite échelle au départ, un rôle d'"éclairage" sur des zones d'ombre, analogues à ce qu'étaient dans les années 60-70 les revenus des non-salariés ou les revenus du patrimoine ». Cet organisme, dont l'indépendance serait assurée grâce à un conseil de direction beaucoup plus ouvert, travaillerait « en priorité pour la société civile, l'alimentation du débat social et non pour le gouvernement ou la communauté scientifique ». La « possibilité de recourir à la "dissidence, la différence" » lui serait reconnue.

Le gouvernement avait, par avance, annoncé qu'il mettrait en œuvre les recommandations de M<sup>me</sup> Join-Lambert. Il en aura peut-être très rapidement l'occasion : ces suggestions pourraient être mises en musique par un amendement au projet de loi contre les exclusions, examiné par l'Assemblée nationale.

Alain Beuve-Méry et Laurent Mauduit

# ...Et le TGV Paris-Lyon...



## Le 1<sup>er</sup> réseau de mobiles.

En France métropolitaine.



## La carte Vitale amorce l'informatisation du système de santé

Lancée officiellement à Rennes, le 5 mai, cette carte à puce devrait être généralisée au premier trimestre 1999. La Caisse nationale d'assurance-maladie en attend 2 milliards de francs d'économies de gestion par an

La Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM) a lancé officiellement, mardi 5 mai, à Rennes, la carte Vitale, première étape du « grand chantier de l'informatisation du système de santé ». Après la Bretagne, tous les

assurés sociaux du territoire devraient être équipés, au premier semestre 1999, de cette carte à puce qui, pour le moment, ne contient pas d'informations médicales. La CNAM, qui a investi 4 milliards de francs

dans ce lancement, espère réaliser des économies de gestion de 2 milliards de francs par an, notamment avec des réductions d'effectif à la Sécurité sociale : 8 750 équivalents temps-plein devraient être supprimés d'ici à

2005. Les médecins de Vitré (Ille-et-Vilaine), qui ont expérimenté ce système, estiment que sa « généralisation est prématurée » et les pharmaciens rechignent à changer de mode de télétransmission.

### RENNES

de notre envoyé spécial

Elle est de couleur verte, pour ne pas être confondue avec les cartes bancaires, et les assurés sociaux de la région Bretagne, au nombre de 1,6 million, devraient la recevoir avant le mois de juin. La carte Vitale première génération ne change pas grand-chose pour le moment, puisqu'elle contient les mêmes informations que l'actuelle carte papier. Mais elle amorce « le grand chantier de l'informatisation du système de santé », selon Bertrand Fragonard, directeur de la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM).

Lancée officiellement, mardi 5 mai à Rennes, la carte Vitale devrait être généralisée sur l'ensemble du territoire au premier trimestre 1999. Son lancement aura nécessité près de 4 milliards de francs d'investissement mais devrait générer des économies de gestion de 2 milliards de francs par an, avec notamment une réduction des effectifs de la Sécurité so-

ciale : moins 8 750 postes équivalents temps-plein d'ici à 2005. « Outil de simplification et d'amélioration de la productivité » pour ses initiateurs, Vitale permettra, dans un premier temps, la télétransmission des feuilles de soins via le réseau santé social (RSS), dont la concession a été confiée à Cegetel (filiale de Vivendi, ex-Compagnie générale des eaux).

L'informatisation concerne aussi les médecins. Ceux de Bretagne recevront, dans les prochains mois, leur carte du professionnel de santé (CPS), clé d'accès au système d'intranet qui leur ouvrira, après abonnement, les portes du réseau. Ils pourront y échanger des informations (messageries, forums), consulter des bases de données ou suivre des sessions de formation continue... Le RSS proposera « sécurité, confidentialité et confort », a expliqué Noël Renaudin, le « monsieur informatisation » du ministère de l'emploi et de la solidarité, et le concessionnaire du réseau restera « neutre »

vis-à-vis des prestataires de services, a déclaré Jean-François Deschamps, directeur général de Cegetel. Ainsi, si Le Quotidien du médecin, qui vient d'être racheté par Havas, qui va fusionner avec Vivendi, ouvrirait un service sur RSS, le concessionnaire le traiterait « de la même manière » que les autres prestataires, a assuré M. Deschamps. Avant la fin de l'année, le RSS devrait offrir une vingtaine de services qui auront préalablement reçu l'agrément du ministère afin de respecter une charte de déontologie. « Il n'y aura pas, sur RSS, a annoncé M. Renaudin, de publicité pour des produits pharmaceutiques remboursables par la Sécurité sociale. »

### UN CLUB D'UTILISATEURS

Cegetel va investir une centaine de millions de francs pour ce réseau intranet et vise à l'équilibre à la fin des cinq ans de la concession. M. Deschamps se veut confiant : selon lui, les médecins sont prêts à l'informatisation,

même si seulement 54 % d'entre eux ont répondu à l'offre de la CNAM, qui leur proposait une prime de 9 000 francs pour s'équiper avant le 31 mars : « Un chiffre un peu en dessous de nos espérances », a reconnu M. Fragonard. M. Deschamps estime que « des milliers de services pourront être proposés aux professions médicales » : actuellement, plus de 15 000 sont accessibles sur Internet dont 700 en français. RSS a enregistré, lundi 4 mai, son premier abonné breton, et M. Deschamps escompte que 10 % à 25 % des professionnels de la santé rejoindront le réseau d'ici à la fin de l'année : « Les médecins voient bien l'intérêt d'Internet et du RSS, qui est un club fermé d'utilisateurs garantissant sécurité et rapidité », estime-t-il.

En présentant le démarrage de Vitale en Bretagne, tous les partenaires de l'opération - mutuelles, caisses primaires, Mutualité sociale agricole - se sont félicités du travail réalisé en commun depuis plusieurs années, « une petite révolution », a estimé le directeur de la CPAM de Rennes, Manuquien à cette « fête » les médecins qui ont essayé les pilotes de l'expérimentation, à Vitré (lire ci-dessous), et les pharmaciens, qui rechignent à changer de mode de télétransmission. Vitale, à peine née, va pourtant bientôt disparaître. Une deuxième génération de carte à puce est en effet en préparation : elle intégrera des informations médicales des assurés sociaux.

Bruno Caussé

## La grogne des médecins du pays de Vitré

VITRÉ (Ille-et-Vilaine)

de notre correspondant régional

« Nous avons servi de faire-valoir, de précurseurs à la manque ! » Au nom de l'Association des médecins de la région de Vitré qu'il préside, Charles-Antoine Percheron exprime son mécontentement sans détour. Après deux ans et demi d'expérimentation de la carte Vitale dans ces cinquante communes bretonnes, souvent rurales, les praticiens, rapporte-t-il, ont l'impression d'avoir été « manipulés », et même « floués ». Alors, ils viennent de décider d'inaugurer un nouveau mode d'action : la grève informatique. En guise de « premier coup de semence », du 11 au 16 mai, ils ne « télétransmettront » pas les feuilles de soins de leurs patients.

Cette grogne des médecins bretons, à laquelle fait écho celle des pharmaciens, sonne comme une note discordante au moment où la caisse primaire d'assurance-maladie célèbre, mardi 5 mai, non loin de Rennes, la généralisation de la carte Vitale. L'expérience du pays de Vitré ne s'est pourtant pas si mal passée, au-delà de la longue liste des difficultés techniques et autres ratés. La carte à puce, qui supprime les traditionnelles feuilles de soins, a été utilisée par plus de la moitié des patients et dans la majorité des actes médicaux. A l'usage, le code confidentiel initial est apparu superflu. Distribuer une seule carte pour un assuré social et sa famille s'est, en outre, révélé insuffisant. Comment faire lorsque le petit est malade

pendant ses vacances chez sa grand-mère ? Médecin généraliste dans le bourg d'Etelles, près de Vitré, le docteur Percheron ne se contente pas de ce bilan succinct. « L'évaluation promise ne nous a pas été transmise, se plaint-il. Nous aurions voulu que notre charge de travail soit mesurée. Cette information aurait pu servir à nos syndicats pour négocier avec le gouvernement. » Remplir une feuille de soins ne prend guère que sept secondes, a-t-il calculé, tandis que planoter l'équivalent sur son ordinateur réclame quatre ou cinq fois plus de temps. Pis : d'après sa lecture des décrets du 9 avril, les médecins vont être condamnés à surveiller la gestion du remboursement de leurs patients, avec l'obligation de relancer eux-mêmes la Sécurité sociale en cas de dysfonctionnement.

A Etelles toujours, la pharmacienne sourit dès qu'est évoquée Vitale. Dans un coin de son officine, la « borne » - en fait un gros Minitel bleu - destinée à la mise à jour des cartes est éteinte. C'est un soulagement : les assurés sociaux n'y comprendraient goutte. Mais la fin de la première phase expérimentale s'est aussi traduite par un net recul technique : le lecteur de cartes compatible avec l'ordinateur de la pharmacie a été remplacé par un système sommaire. « La "Sécu" fait deux pas en avant, un en arrière, et comme nous nous avançons vite, nous allons finir par nous perdre de vue », conclut la pharmacienne.

Martine Valo

## Le Conseil constitutionnel donne satisfaction à M. Chevènement

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

a gagné sur toute la ligne.

Sa loi sur l'entrée et le séjour des étrangers en France a été validée, mardi 5 mai, par le Conseil constitutionnel, à la seule exception d'une disposition, imposée par les députés de gauche, sur le droit des associations dont, en fait, le ministre de l'Intérieur ne voulait pas (Le Monde du 16 avril). Les gardiens de la Constitution ont siégé, en l'absence de Roland Dumas, sous la présidence de leur doyen d'âge, Yves Guéna.

Les députés PS, PCF et Verts tenaient à ce que les associations ne puissent pas être pénalisées pour des poursuites pour aide à un étranger en situation irrégulière. En deuxième lecture, à l'Assemblée nationale, l'amendement proposé par la commission des lois indiquant que les « associations à but non lucratif, lorsqu'elles apportent, conformément à leur objet, aide et assistance à un étranger séjournant irrégulièrement en France », ne seraient pas poursuivies, Jean-Pierre Chevènement avait proposé d'ajouter qu'il s'agissait des associations « à vocation humanitaire, dont la liste est fixée par arrêté du ministre de l'Intérieur », et des « fondations ». M. Chevènement avait expliqué qu'il voulait distinguer « certaines associations bien connues, [qui] agissent en tant qu'avocat de la défense commis d'office » et qui, à ses yeux, sont « utiles », de « tel ou tel collectif inspiré par un groupuscule dont je ne qualifierais pas l'idéologie ».

Les députés RPR et UDF, qui ont saisi le Conseil constitutionnel, avaient vu le problème. Les gardiens de la Constitution leur ont donné raison. Ils ont rappelé

que la Déclaration des droits de l'homme de 1789 implique que « le législateur fixe lui-même le champ d'application de la loi pénale » et celui « des immunités qu'il instaure ». Or, la disposition votée le fait dépendre d'une décision administrative. Les mots votés par M. Chevènement - « dont la liste est fixée par arrêté du ministre de l'Intérieur » - sont donc contraires à la Loi fondamentale. Le Conseil aurait pu valider le reste de la disposition mais il a estimé, au vu de la discussion « devant le Parlement », que l'expression censurée était « inséparable de l'ensemble ». Le Conseil rappelle, toutefois, que le juge doit « interpréter strictement les éléments constitutifs de l'infraction (...), notamment lorsque la personne morale en cause est une association à but non lucratif et à vocation humanitaire ou une fondation, apportant, conformément à leur objet, aide et assistance aux étrangers ».

### PAS DE POURSUITES

M. Chevènement a fait savoir, après la décision du Conseil, qu'« aucun ministre ni aucun juge n'ayant, jusqu'ici, estimé opportun de poursuivre une association dès lors qu'elle agissait conformément à son objet - la solidarité -, cette situation ne changera pas », et que « les associations qui interviennent comme des avocats commis d'office à la défense des étrangers en situation irrégulière ne seront pas davantage poursuivies ».

Les députés de droite avaient aussi mis en cause la présence d'un représentant du Haut-Commissariat aux réfugiés des Nations unies au sein de la

commission des recours pour les demandeurs d'asile. Cette juridiction ne se préoccupait, jusqu'alors, que de l'application de la convention de Genève, mais la loi de M. Chevènement crée une nouvelle catégorie de bénéficiaires du droit d'asile, au titre du préambule de 1945, qui proclame : « Tout homme persécuté en raison de son action en faveur de la liberté a droit d'asile sur les territoires de la République. »

Le RPR et l'UDF considèrent que seuls des Français peuvent prononcer des « jugements » au nom du peuple français ». Pierre Mazeaud, du temps où il était député RPR, avait défendu ce point de vue : il a donc estimé de son devoir de ne pas siéger au Conseil constitutionnel lors du débat et du vote sur cet aspect du recours. Le rapporteur, Alain Lancelot, partageait aussi cette analyse. La majorité ne l'a pas suivi. Elle estime qu'« en principe ne sauraient être confiées à des personnes de nationalité étrangère, ou représentant un organisme international, des fonctions inséparables de l'exercice de la souveraineté nationale », mais qu'« il peut, toutefois, être dérogé à ce principe dans la mesure nécessaire à la mise en œuvre d'un engagement international de la France et sous réserve qu'il ne soit pas porté atteinte aux conditions essentielles d'exercice de la souveraineté nationale ». Le Conseil n'a soulevé de sa propre autorité aucun autre question posée par ce texte de loi. Ce faisant, il a accepté l'allongement du délai de rétention administrative des étrangers en situation irrégulière.

Thierry Bréhier

## Le PS lance la préparation d'une convention nationale sur les entreprises

APRÈS une année « blanche », en 1997, le PS renoue avec les conventions thématiques, comme celles qui lui avaient permis, en 1996, de préparer son programme. En novembre 1997, lors du congrès du PS à Brest, François Hollande avait annoncé de nouvelles conventions sur l'Europe et la nation, les inégalités, les entreprises. La première est prévue en mars 1999. Celle sur les entreprises a été programmée par le premier secrétaire du PS pour la mi-novembre.

Dans la motion qu'il avait présentée à Brest au nom de la majorité, M. Hollande relevait que le PS, en l'absence de « projet clair » sur la politique industrielle, se déterminait « au coup par coup ». Le gouvernement de Lionel Jospin, après avoir annoncé dans la plate-forme électorale du PS un arrêt des privatisations, a poursuivi l'ouverture du capital de France Télécom et d'Air France et mené à son terme la privatisation de Thomson-CSF et du CIC. Dans un entretien au Monde (nos éditions du 21 avril), le premier ministre a assuré qu'il agit « sans dogmatisme, toujours dans le dialogue avec les personnels concernés, en cherchant l'intérêt de l'entreprise et l'intérêt général ».

### UN « ÉTAT ACTEUR »

« La redéfinition d'une politique industrielle, affirmait M. Hollande dans sa motion, dépasse largement la question de savoir quel pourcentage détiendrait l'État. Investir, former, coopérer, régionaliser, diffuser et contrôler caractérisent l'action d'un État acteur et non impositif. » Le député de Corrèze souhaitait que cette convention reprenne aussi la réflexion sur « l'entreprise et la négociation sociale », voire sur « des formes efficaces de cogestion ».

Officiellement lancée par le secrétariat national, mercredi 6 mai, la préparation de la convention a été confiée conjointement à deux secrétaires nationaux, l'ancien ministre Michel Sapin, chargé de l'économie, président de la région Centre, et Vincent Peillon, chargé des études, député de la Somme. Quatre groupes de travail ont été formés. Le premier, confié à Régis Passerieu, Pervenche Bérès, qui préside la délégation des socialistes français au Parlement européen, et Julien Dray, un des animateurs de la Gauche socialiste, porte sur « les nouvelles missions de service public ». La deuxième groupe, sur « les créations d'emplois », réunit trois députés : Jean Clavier, chargé de l'emploi au secrétariat national, Jean-Pierre Balligand et Nicole Bédaride.

Le troisième groupe de travail, sur le « dialogue social dans l'entreprise », est animé par trois autres députés : Dominique Baert, Alain Vidalies, un des animateurs de la motion présentée par des ex-poussés à Brest, et Madisol Touraine, chargée de la solidarité au secrétariat national. Le quatrième groupe - intitulé « Innovations technologiques, formation et nouvelles organisations du travail » - est sous la houlette de deux secrétaires nationaux, le sénateur Henri Weber, chargé de la formation, la députée Cécile Helle, chargée des droits de l'homme, et de Jean-Yves Le Déaut, député de Meurthe-et-Moselle. Quatre pré-rapports seront présentés au conseil national, le 6 juin, avant que les militants en débattent. Le nouveau conseil national se réunira de nouveau avant le vote et la convention.

Michel Noblecourt

### Tous les nouveaux élus

## Le Guide du Pouvoir

Conseillers régionaux et généraux, parlementaires, cabinets ministériels...

Organigrammes, biographies et photos 720 pages - 560 francs

Éditions du Monde - 11 rue de la République - 75001 Paris - Tél. 01 42 46 58 10

## Canomédia. Pour en finir avec les frais de



CRÉÉ PAR CANON  
POUR COMMUNIQUER AUX  
QUATRE COINS DU MONDE.

Canomédia permet les rencontres interactives.

Sa caméra motorisée haute résolution et la transmission en temps réel, via la carte de codage et la connexion sur le réseau Numéris vous garantissent le confort et la convivialité d'une visioconférence professionnelle.

Prix : 11 990 F HT - 14 460 F TTC.

36 IS Canon (1,29 F TTC/min.)  
Internet : http://www.canon.fr  
Serveur vocal/fax : 06 36 68 47 87 (2,23 F TTC/min.)

Canon



**TOXICOMANIES** Une « conférence de consensus » consacrée au sevrage des héroïnomanes a rendu ses conclusions, mardi 5 mai. Dans ce texte, le jury de treize personnes

laisse transparaître une certaine inquiétude sur l'augmentation des médicaments de substitution à l'héroïne. ● EN 1997, 8 000 héroïnomanes étaient traités avec de la mé-

thadone, dont 25 % en médecine de ville. Plus de 40 000 personnes étaient traitées avec un autre médicament de substitution, la buprénorphine, dont 86 % chez un mé-

decin libéral. ● POUR Jean Carpentier, médecin généraliste, cette politique, fondée sur la réduction des risques sanitaires et sociaux, est plus humaine et plus pragmatique

que le sevrage. « L'objectif des soignants est d'abord l'amélioration de la qualité de vie et de l'état de santé des usagers de drogues », explique-t-il.

## Une conférence réhabilite le principe du sevrage des héroïnomanes

Cette approche « classique » avait pourtant été détrônée, ces dernières années, par une politique de réduction des risques fondée sur les médicaments de substitution, comme la méthadone et le Subutex. Cette méthode, qui permet de lutter contre l'exclusion, concerne environ 50 000 personnes

PARMI les diverses méthodes de prise en charge des héroïnomanes, le sevrage avait été écarté, ces dernières années, par la mise en place d'une politique de réduction des risques sanitaires et sociaux liés à l'injection de drogues, politique fondée sur les médicaments de substitution à l'héroïne, la mise à disposition de seringues et la création de lieux d'accueil n'exigeant pas l'abstinence des visiteurs. La publication, mardi 5 mai, des résultats d'une conférence de consensus sur « Les modalités de sevrage chez les toxicomanes dépendants des opiacés » ont pourtant replacé la vieille méthode sous les feux de l'actualité.

« Le rejet violent des cures de désaddiction rapides et imposées et leur échec patent, l'engouement pour les mesures de réduction des risques ont logiquement conduit à se réinterroger sur la place des sevrages, et du sevrage dans une prise en compte des souffrances des patients et des difficultés des sol-

gnants », a expliqué en préambule le jury, présidé par le psychiatre Simon-Daniel Kipman. Le rapport de consensus rappelle quelques évidences : la distinction entre les notions d'usage, d'abus et de dépendance ; la complexité des approches, renforcée par la montée des polytoxicomanies ; la nécessité d'une prise en charge pluridisciplinaire et globale ; la nécessité d'un « parcours » souvent long, émaillé de nombreuses rechutes, au cours duquel les soins consistent d'abord à aider le patient à déplacer sa dépendance sur d'autres objets ; l'importance d'une relation psychoaffective forte et stable dans l'éventualité d'une psychothérapie.

### UNE CERTAINE INQUIÉTUDE

Ensuite, sans vouloir opposer sevrage et substitution, le jury laisse transparaître une certaine inquiétude sur l'augmentation des pres-

criptions de médicaments de substitution à l'héroïne - méthadone et buprénorphine. Il dénonce un « glissement conceptuel (...) faisant des médicaments de substitution une méthode de sevrage », alors que, selon lui, « la substitution est un outil de régulation de l'addiction mais en rien un sevrage » et que « la mise en œuvre d'un traitement de substitution est un acte thérapeutique au même titre que le sevrage ». Le jury recommande donc aux thérapeutes d'utiliser « tantôt l'une, tantôt l'autre méthode », et surtout « d'éviter que l'orientation thérapeutique soit déterminée de manière rigide par des choix exclusifs ou réducteurs parfois liés aux équipements ou aux références des responsables ». Dans la perspective d'une substitution aux opiacés, le jury demande aux intervenants d'« être extrêmement attentifs aux dangers de l'association entre les benzodiazépines (tranquillisants, somnifères, anti-dépresseurs), l'alcool et les produits de substitution, en particulier

la buprénorphine ». Alors qu'« il ne peut être mis en place des sevrages sans considérer le risque élevé de rechutes et sans l'entourer d'une démarche qui permette de prendre des mesures de protection médicale et d'insertion sociale », il ne peut, de même, « être mis en place de programme unique de médicaments de substitution sans prise en charge individuelle et projet thérapeutique à long terme ».

Définissant les modalités pratiques de mise en place des sevrages, le rapport souligne que « seule une demande négociée avec le patient en son nom propre est recevable » et que « le risque de rechute ne constitue pas en lui-même une contre-indication ». « La grande majorité des sevrages a lieu en institution », constatent les membres du jury. « Un grand nombre d'entre eux ont lieu en milieu carcéral, de manière forcée et avec un accompagnement médical insuffisant », qui concernent « chaque année 60 000 usagers de drogue en France ». Ce « sevrage brutal, extrêmement douloureux, incitant parfois à la consommation de substances psychoactives au sein de la prison, est non seulement inefficace mais dangereux », insiste le rapport. Après avoir livré une description détaillée des syndromes de manque liés aux opiacés, aux stimulants (cocaïne, amphétamines) et aux benzodiazépines, les membres de la conférence déclarent, « une fois le sevrage décidé », les indications et les combinaisons des traitements « qui peuvent être pharmacologiques, relationnels ou environnementaux ». Ils semblent regretter au passage que « le choix du lieu (parfois) actuellement davantage lié à l'offre de soins qu'à une réelle réflexion clinique ou théorique », et affirment que la durée des sevrages en milieu hospitalier « ne peut plus être arbitrairement limitée à huit jours ». Le

rôle et la place du milieu familial sont également évoqués, mais sans grande précision.

« Plusieurs inconnues sont laissées dans l'ombre, regrette le docteur Claude Oliveinstein, directeur médical du centre Marmottan. Quelle

thérapie peut être envisagée d'une façon correcte. Les querelles qui ont longtemps opposé les tenants du sevrage aux promoteurs de la substitution vont-elles selon vous être réactivées par ces recommandations ?

### Un jury « profane »

Le principe d'une conférence de consensus est d'obtenir d'un jury « profane » une synthèse des connaissances médicales au terme de deux jours d'auditions d'experts. Présidé par le psychiatre Simon-Daniel Kipman, le jury était cette fois composé de treize personnes, parmi lesquelles figuraient deux pédiopsychiatres, deux psychiatres libéraux, une infirmière, un substitut, deux généralistes, un biologiste, un chef de service hospitalier.

Initiée par la Fédération française de psychiatrie, cette conférence a eu lieu sous l'égide des conseils nationaux de l'Ordre des médecins et des pharmaciens, avec la participation de huit autres organisations, dont l'Association nationale des intervenants en toxicomanie (ANIT), sous le contrôle méthodologique de l'Agence nationale d'accréditation et d'évaluation en santé (Anaes).

psychothérapie ? Quel accompagnement ? Où et comment parler à la famille ? Avec le même thérapeute ou avec un autre ? » « Pressenti pour être l'un des rapporteurs » de la conférence, M. Oliveinstein a déclaré l'offre, car « il est impossible de résumer une situation aussi complexe en dix minutes ».

### QUERELLES DE CHAPELLE

Selon lui, dans ces conclusions, « le plus grand manque, c'est l'absence de références et de données chiffrées (...) Tout se passe comme si l'on parlait à zéro, comme si rien n'avait été fait, ni en France ni à l'étranger. » « On a beaucoup caclamé le sevrage, mais la réalité des équipes soignantes qui le propose n'est pas le "tout ou rien" tel qu'on a pu le présenter », tempère Claude Oliveinstein, qui ne cache pas ses craintes sur les développements de la substitution. « Redonner une place au sevrage me paraît donc légitime. Mais ce n'est ni la panacée ni l'antisubstitution, c'est une stratégie parmi d'autres. »

Le docteur Jean-François Bloch-

L. F.

### Une amélioration constante de l'accès aux soins

● **Héroïnomanes.** Le nombre de personnes dépendantes de l'héroïne est estimé en France entre 150 000 et 200 000. ● **Dispositif de soins.** Le pays comptait, en 1997, 227 centres de soins spécialisés accueillant des toxicomanes, contre 133 en 1993. La fréquentation de ces centres a progressé de 50 % en quatre ans. L'offre d'hébergement est passée de 620 places en 1993 à 1 395 en 1997. 50 réseaux associant médecins de ville et hospitaliers fonctionnaient en 1997. Environ 10 000 médecins généralistes suivent des toxicomanes. ● **Lieux de vie.** 33 structures de « première ligne », destinées aux toxicomanes encore « actifs » (boutiques, sleep-in), ont vu passer au moins 20 000 personnes en 1996. ● **Substitution.** En 1997, 8 000 héroïnomanes étaient traités avec de la méthadone, dont 25 %

en médecine de ville (la première prescription est obligatoirement effectuée dans un centre). Plus de 40 000 personnes étaient traitées avec un autre médicament de substitution, la buprénorphine (Subutex), dont 86 % chez un médecin libéral. ● **Seringues.** En 1997, 77 programmes associatifs d'échanges de seringues et 118 distributeurs automatiques étaient en place. 185 000 Syringes (trousse de prévention contenant du matériel d'injection stérile) ont été vendues chaque mois en 1997. En 1996, 15 millions de seringues neuves avaient été achetées ou distribuées, dont 14 millions en pharmacie. La pratique du partage des seringues ne concerne plus actuellement que 13 % des toxicomanes injecteurs (contre 21 % en 1995, 33 % en 1990, 48 % en 1988).

● **Morbidité.** 28 % des 46 000 cas de sida cumulés enregistrés en France sont liés à la toxicomanie intraveineuse, et cette proportion tend à diminuer (-31 % de nouveaux cas de sida liés à l'injection de drogues entre le second semestre 1996 et le premier semestre 1997). Plus de 50 % des toxicomanes intraveineux sont contaminés par le virus de l'hépatite C. ● **Mortalité.** Les morts par surdose, liées à l'héroïne dans la majorité des cas, ont baissé de 20 % par an depuis deux ans (564 en 1994, 465 en 1995, 393 en 1996 et 228 en 1997). Environ 1 000 toxicomanes utilisant la voie intraveineuse sont morts du sida depuis le début de l'épidémie. ● **Interpellations.** Le nombre de personnes interpellées pour infraction à la législation sur les stupéfiants est passé de 59 697 en 1994 à 77 640 en 1996, dont 69 228 pour « usage » ou « usage et revente ».

Jean Carpentier, médecin généraliste à Paris

## « La politique de réduction des risques est une idée humaine et pragmatique »

« Vous êtes l'un des pionniers de la prescription de médicaments de substitution. Le problème du sevrage fait-il partie de vos préoccupations ?

« Non, pas immédiatement, car aujourd'hui les choses ont complètement changé. La plupart des toxicomanes soignés le sont par des médecins généralistes - 11 000 à 12 000 en recevoient - et cette prise en charge ne passe pas par le sevrage, sauf au bout d'un certain nombre de mois ou d'années de travail. L'objectif des soignants est d'abord l'amélioration de la qualité de vie et de l'état de santé des usagers de drogues. Arrive ensuite le moment où la personne toxicomane demande à être sevrée, ce qu'elle peut faire doucement, en diminuant les doses du produit ou, assez souvent, en passant par des lits de sevrage dans les structures hospitalières. Nous avons donc besoin de lits de sevrage, mais seulement en bout de chaîne.

« Mettre au second plan le problème du sevrage a pour avantage de mobiliser tout le monde, des malades aux spécialistes en passant par les parents et les ressources de proximité.

« Les discours de la conférence de consensus, qui insiste sur le sevrage, me semblent donc assez démodés. Il n'y a pas d'urgence au sevrage des opiacés, à l'inverse d'autres psychotropes licites ou illicites qui constituent maintenant les premières demandes de sevrage auxquelles sont confrontés les praticiens.

« Les conclusions de la conférence de consensus vous pa-

raissent-elles remettre en cause la pratique de la substitution ?

« La démarche est assez perverse. Nous sommes en train d'arriver à parler un langage commun avec des gens qui pendant des années nous ont été hostiles, notamment l'Association nationale des intervenants en toxicomanie (ANIT), et tout d'un coup apparaît l'initiative d'une société spécialisée (NDR : Fédération française de psychiatrie), qui résonne comme une provocation. Il est scandaleux de reprendre d'un air naïf un problème - le sevrage - dont on a montré qu'il était secondaire dans la perspective de l'accompagnement des patients toxicomanes. Cela me semble plutôt un aveu d'échec et une contre-attaque qui reprend le sujet à zéro et méprise totalement les cinq ou dix ans de combat des autres.

« S'il s'agissait d'une conférence interne à cette association professionnelle, il n'y aurait qu'à s'en féliciter, car, dans ce domaine, la position des psychiatres n'a pas toujours été d'une très grande clarté. Mais le terme de « conférence de consensus » a ses exigences, à commencer par l'implication des représentants de l'ensemble des personnes concernées par le sujet. Je ne dis pas que la psychiatrie n'a pas sa place dans la problématique toxicomaniaque. Mais la chaîne classique va de la prévention aux soins : elle part de la famille et passe par la ville, l'école, les éducateurs, les assistants sociaux, les pharmaciens et les médecins généralistes, pour arriver aux services spécialisés. Dans cette suite rationnelle, la psycho-

thérapie peut être envisagée d'une façon correcte.

« Les querelles qui ont longtemps opposé les tenants du sevrage aux promoteurs de la substitution vont-elles selon vous être réactivées par ces recommandations ?

« Les idéologies du « non-soin » et du « sevrage » ont dominé depuis vingt ans le milieu des intervenants en toxicomanie. Les structures spécialisées ont longtemps nié la substitution. Historiquement, en dehors d'une cinquantaine de tentatives de substitution à la méthadone qui ont duré vingt ans, sans qu'on en sache vraiment les résultats, la seule solution, c'était le sevrage. Des tas de médecins qui étaient confrontés au réel, parce qu'il est dans leur habitude de négocier avec leurs patients, ont, eux, prescrit des traitements de substitution et ils se sont aperçus que cela leur permettait de discuter avec leurs patients. A ce moment-là, ils étaient hors la loi. Mais ils ont apporté la preuve chiffrée que ces pratiques changeaient les choses, même si elles ne les réglent pas. La politique de santé publique a donc changé et a repris cette stratégie.

« Après des années de confrontations difficiles, les idéologies « classiques » ont donc été débordées par des idées plus humaines et plus pragmatiques : la « réduction des risques » et la « substitution opacée » qui permettent de faire barrage à l'exclusion. Ces idées sont désormais la règle, la dénomination consensuelle de cette conférence les occulte. »

Propos recueillis par Laurence Follis

...Et près de  
100 stations  
de ski.



Le 1<sup>er</sup> réseau de mobiles.

En France métropolitaine.



## Gérard Finale se pose en « tuteur moral » d'une bande de jeunes égarés plutôt qu'en caïd

Le patron du bar Le Macama nie être le commanditaire de l'assassinat de Yann Piat

La cour d'assises du Var a examiné, mardi 5 mai, les personnalités des trois principaux accusés de l'assassinat de Yann Piat. Gérard Finale, le pa-

tron du bar Le Macama, soupçonné d'être le commanditaire du crime, s'est présenté comme un « limonadier » qui n'a rien à voir avec les

faits. Lucien Ferri, accusé d'avoir tiré sur la dépouille, et Marco Di Caro, qui aurait piloté la moto, ont évoqué leur enfance difficile.

DRAGUIGNAN

de notre envoyé spécial

Bien sûr, il y a d'abord cet édi-

fiant décalage. Lui, le quinquagé-

naire, figure de patriarche, au mi-

lieu de ces

presque gam-

ins, jeunes

adultes, entre

dix-neuf et

vingt-deux ans

au moment des

faits, que l'on

peine à imagi-

ner en « caïds » chevronnés. Il

pourrait être le père de beaucoup

n'ont pas eu. Au cours de l'instruc-

tion, il s'est d'ailleurs définitivement

vis-à-vis d'eux comme un « tuteur mo-

ral ». Puis Gérard Finale, cin-

quante-deux ans, costume cravate,

s'avance au premier rang du box de

la cour d'assises du Var. Le pré-

sident Dominique Bréjoux

commence par camper, mardi

5 mai, la personnalité des accusés.

Il est des postures qui ne

trompent pas. Comme à un

comptoir, le patron de bar soup-

çonné d'avoir commandité l'assas-

sinat de Yann Piat, pour s'assurer la

succession de l'empire du caïd tou-

lonnais Jean-Louis Fargette, est ac-

coudé sur le rebord du box, de trois

quarts, légèrement plié sur l'avant-

bras gauche. Sous de larges lun-

ettes, la moustache est épaisse et

tombante. Il y a de l'accident dans

l'air qui fleurit bon la côte varoise.

« UN LIMONADIER »

« Je suis un limonadier », dit l'in-

terrogé. Etomement chez le juge

qui l'interroge. « Eh ! Je ne vends

que de la limonade ! » Les exclama-

tions donnent le ton. Gérard Finale

nie les charges que la justice fait

peser depuis quatre ans sur ses

épaules. Et il proteste, en pétard :

« On m'a fait toutes les misères ! Moi

dedans, ma femme dehors. » C'est

comme aujourd'hui, il se frotte des

harcellements. En 1996, il s'entend

mon établissement. Ça fait

quatre ans que je suis en prison, que

j'ai tout ça dans mon ventre. Eh !

ouais. »

Mais le président Bréjoux veut

s'appliquer à la chronologie du

curriculum vitae de cet enfant du

quartier de la Loubière à Toulon,

ancien apprenti plombier qui quit-

ta l'école à quatorze ans, perdit son

père à seize, son frère à dix-huit

dans un accident de rugby et finit

par reprendre le bar-restaurant-

alimentation familial. En 1978, l'ex-

ploitation, peu rentable, est fer-

mée. Gérard Finale est embauché

en qualité de représentant chez un

grossiste en confiserie. Son nouvel

employeur a fini sous les verrous.

« Je le savais pas. C'était un client du

bar. Il m'a dit : « Gérard, je peux te

prendre pour vendre des bon-

bons. » »

Se dresse alors le portrait d'un

homme, à l'en croire et à entendre

ses témoins, bon père de famille,

ne parlant jamais politique, au ca-

sier judiciaire, avant la période des

faits, juste égaré en 1974 pour une

vieille bagarre (Gérard Finale a

été condamné depuis à sept ans de

prison dans l'affaire d'un incendie

volontaire perpétré en janvier

1994). Un honnête commerçant, en

somme, roulant Mercedes grosse

cylindrée.

En 1984 naît, sur le port hyérois

de la Gavine, le bar-glacier Le Ma-

cam : Ma pour Magali, Ca pour

Caroline. Ma pour Emmanuel, du

nom de ses enfants, jeunes majeurs

qui, à la barre, trouvent « ridi-

cule », « un peu gros » le procès fait

à leur père. Le Macama. Ses ser-

viteurs en rollers, sa musique, son

autorisation préfectorale spéciale

de fermeture à cinq heures au petit

matin, sa « bande » qui raccompa-

gnait le patron à son domicile avec

la caisse à chaque fermeture. Un

geste naturel ? C'était un peu

comme si on allait tous piser en-

semble. » Le Macama, quatre mil-

lions de francs de chiffre d'affaires,

un établissement pas glauque pour

un sou, assurent plusieurs témoins,

fréquenté par les gens de la munici-

palité, dit l'un d'eux, « clean, net et

gentillet », indique un autre, qui

trouve que « Gérard Finale n'a pas

l'allure d'un commanditaire ». « Quelle

est l'allure d'un commanditaire ? »,

questionne le président.

En 1991, Le Macama a brûlé. « In-

cendie criminel », assure l'accusé.

« Vous avez une idée de qui a pu

faire ça ? » « Aucune idée. » Les in-

demnisations se sont montées à

presque deux millions de francs.

Beaucoup d'établissements, jus-

qu'à l'automne 1993, ont brûlé

dans « Hyères-les-bombes » ainsi

rebaptisée. Le juge s'interroge des

« amitiés » du patron de bar, à

commencer par Jean-Louis Far-

gette, assassiné par des inconnus le

17 mars 1993 dans son exil italien

de San Remo. « C'était mon ami

d'enfance. » Un témoin, autre ami

d'enfance, confirme. « Si on vous

dit qu'il tenait le milieu toulonnais,

lui demande le président, cela ne

pose pas un problème ? » « Eh ! Si

c'est un ami d'enfance, il n'y a pas de

problème ! (...) On se connaît tous

plus ou moins. On était aux Cours

vaillants chez les curés... Et à la

clique aussi ! Gérard, il jouait du

claron. » Dans son box, « Gérard »

est tout miel à l'évocation des sou-

venirs.

« UNE MÉTROPOLITE »

Le président Bréjoux mentionne

encore d'autres « amis » : Henri

Diana, assassiné en octobre 1993,

José Ordioni, mitraillé en janvier

1994 par deux tireurs à moto, Jacky

Champourier, retrouvé carbonisé

dans le coffre de sa voiture en

1996. « Le cercle de vos amis : c'est

une métropole ! » « C'est tous des

gens qui ont à peu près mon âge. Ce

sont mes amis, j'ai pas à m'en ca-

cher ! Là où c'est que ça me fait de

la peine, c'est qu'on dit que c'est moi

qui les ai tués ! »

Puis, quittant le registre Pagnol,

la cour d'assises plonge dans l'im-

ivers monoclone des autres ac-

cusés, six jeunes de vingt-trois à

vingt-six ans en quête d'identité, de

modèles : cellules familiales éclatées,

échecs scolaires répétés, « im-

maturité », « impulsivité », « ca-

rences affectives », « recherche de

l'image du père ». Une caricature,

un cas d'école pour experts psy-

chologues, qui cerne tout à la fois le

phénomène de groupe et la rela-

tion quasi filiale à Gérard Finale.

L'atmosphère en deviendrait celle

d'un tribunal pour enfants.

A la rondeur qui se voudrait ras-

surante du patron du Macama suc-

cède ainsi la tension de Lucien Fer-

ri, qui commence, sèchement, par

défendre l'image de sa mère, alcoo-

lique, selon un rapport, « en état de

semi-clocharisation ». Veste wes-

tern, cheveux châtain, Lucien Fer-

ri, vingt-six ans, père d'une petite

filie née une quinzaine de jours

après son incarcération, est accusé

d'avoir tiré sur Yann Piat et son

chauffeur, Georges Amaud.

Lors de sa garde à vue, il a avoué,

puis s'est rétracté. Dans le box, son

regard est tantôt très fixe, tantôt

très mobile. Son visage affiche fré-

quemment un sourire nerveux. Ses

machines-outils. M. Carignon n'a ja-

mais véritablement occupé d'emploi

autre que politique tout au long

d'une carrière très précocée. Il fut

pendant de longues années attaché

de presse puis directeur adjoint de

la Chambre de commerce et d'industrie

de Grenoble. Mais ces postes

n'étaient en réalité que des « couver-

tures » pour faciliter sa carrière poli-

tique. Alain Carignon n'a jamais rien

fait d'autre que de la politique », re-

connaitent ses amis.

Malgré sa remise en liberté l'ancien

du n'est toutefois pas au bout de ses

peines. Les juges qui continuent, la-

borieusement, d'instruire depuis

quatre ans les « affaires greno-

bloises », vont à nouveau l'entendre

sur plusieurs dossiers notamment ce-

lui de l'ex-conseiller général de Vinay,

Bernard Quercy (RPR), poursuivi

pour abus de biens sociaux, qui bé-

néficia du soutien très appuyé d'Alain

Carignon, alors président de l'assem-

blée départementale, pour maintenir

artificiellement en vie son entreprise.

D'autre part M. Carignon a été mis

en examen au mois de septembre

1997 pour « abus de biens sociaux et

usage de faux » dans le cadre du vo-

lume dossier de la société départe-

mentale Grenoble-Isère-Développe-

ment. Ce dossier porte notamment

sur le projet - qui n'a jamais vu le jour

- d'un circuit automobile près de

Grenoble dont la facture s'élève à six

millions de francs, mais aussi sur des

commissions versées au cabinet

Rhoddlamus, dirigé par l'homme

d'affaire Michel Pacary, pour l'obten-

tion de prêts bancaires destinés à la

construction d'un échangeur routier

à Grenoble.

Jean-Michel Dumay

## Perquisitions à la mairie de Toulon sur l'attribution d'un marché public

Les cantines scolaires au cœur de l'enquête

TOULON

de notre correspondant

Une dizaine de policiers de la bri-

gade financière du SRP de Marseille,

agissant sur commission rogatoire du

juge Jean-Luc Tournier, ont réalisé,

mardi 5 mai, une série de perquisi-

tions à la mairie de Toulon en compa-

gnie du magistrat. Elles s'inscrivent

dans le cadre de l'information judi-

ciaire contre X... ouverte le 12 mars

par le parquet de Toulon pour « in-

fraction à la concurrence » et « délit

d'usage » dans l'attribution, par la

municipalité, du marché des cantines

scolaires à la Société générale de res-

tauration (SGR), en août 1997. Ce

marché aurait donné lieu au verse-

ment d'un « pot-de-vin » de 8,5 mil-

l



## Soupçons sur d'éventuels liens entre l'escroc Anthony Tannouri et des juges

Une enquête préliminaire est en cours à Nice

Une enquête préliminaire a été ouverte par le procureur de Nice, sur les éventuelles collusion entre l'homme d'affaires Anthony Tannouri, aujourd'hui

recherché, et plusieurs magistrats. Ces accusations ont été formulées par Anouda Hint, l'ancienne gouvernante de M. Tannouri.

NICE

de notre envoyé spécial

La jeune femme pourrait parler des heures. Cheveux frisés, regard sombre, elle raconte, comme ils lui viennent, les épisodes de sa vie passée. Son accent oriental déformé parfois les noms, mais elle se souvient bien des dates, des situations, des détails. Pendant treize ans, Anouda Hint a été la gouvernante de l'homme d'affaires Anthony Tannouri. Libanaise comme lui, elle avait été recrutée comme femme de chambre, mais elle devint une femme de confiance, puis, peu à peu, la gardienne des secrets de cet escroc flamboyant, aujourd'hui réfugié à Beyrouth. Le 10 octobre 1997, elle s'est enfuie de La Colombe, la villa princière de Cap-d'Ail, où paraissait celui qu'elle appelle encore, avec inquitétude, « Monsieur Tannouri ».

« J'en avais marre de mentir, dit-elle. Il me demandait tout le temps de mentir. Mais il fallait dire quelque chose de différent à chacun. Parfois, je confondais, je n'y arrivais plus. Je devenais folle... » Témoignage privilégié des « affaires » de son patron, elle raconte les visites, à la villa, de quelques politiciens français toujours les bienvenus qui se firent plus rares après les premiers séjours en prison de leur hôte. Selon elle, de nouvelles relations d'affaires leur succédèrent, dont quelques Italiens en odeur de mafia : Gianni Tagliamento, qui devait d'ailleurs être interpellé à la villa, par la police italienne, ou encore le parrain Michele Zaza - qui, dit-elle, « venait toujours manger à la cuisine, avec le personnel ».

Mais à en croire son ancienne gouvernante, Anthony Tannouri pouvait aussi compter sur de plus respectables amis. « [Il] a toujours été aidé pour échapper à la justice par les informations qu'il obtenait dans ses dossiers et par les interventions permanentes qu'il faisait faire aux policiers et aux juges qu'il connaît », écrit-elle dans une lettre de deux pages, adressée le 6 mars au garde des sceaux, Elisabeth Guigou. Elle a, depuis, témoigné sous serment devant le juge d'instruction de Grasse, Jean-Pierre Murciano, chargé

d'une enquête sur des faits d'escroquerie impliquant le financier franco-libanais. Le 20 mars, évoquant ses nombreuses « relations », elle a cité les noms d'un haut magistrat, alors affecté à la cour d'appel d'Aix-en-Provence, et de plusieurs policiers. « Tous ces gens-là l'aidaient et le tenaient au courant de tout ce qui allait se passer pour lui », a-t-elle assuré. Elle s'est, par ailleurs, longuement confiée à des journalistes de France 2, et a répondu aux questions du Monde, le 28 avril, en présence d'un avocat.

DE NOTRE CÔTÉ

« A la villa, c'était moi qui répondais au téléphone, a-t-elle raconté. J'ai eu plusieurs fois en ligne un juge [dont elle précise l'identité]. Il se présentait et demandait M. Tannouri. Parfois, M. Tannouri me demandait de l'appeler. Au début, je faisais le numéro du palais de justice. Après, il nous a donné sa ligne directe. Un jour, M. Tannouri m'a dit : « vous savez, on va s'en sortir parce que [ce juge] est de notre côté. » La jeune femme cite nommément deux autres magistrats, dont un membre du parquet de Nice, et décrit avec précision une série d'interventions dont l'homme d'affaires aurait bénéficié dans le cours de ses nombreuses « affaires ». Elle évoque, en outre, les rendez-vous qu'elle dit avoir organisés pour Anthony Tannouri avec les mêmes magistrats et affirme qu'il leur avait offert des montres de collection, dont elle aurait elle-même passé la commande dans une bijouterie nicoise.

Sollicité par Le Monde, l'un des trois juges mis en cause s'est dit « scandalisé par ces rumeurs », et a formellement contesté avoir reçu « le moindre cadeau de M. Tannouri ». Evoquant les procédures visant l'homme d'affaires dont il a eu à connaître, ce magistrat affirme avoir « traité normalement les dossiers ». « Il sera facile d'établir que ces allégations relèvent de la manipulation », a-t-il conclu.

Le casier judiciaire d'Anthony Tannouri est, il est vrai, copieusement garni. Plusieurs fois condamné, aujourd'hui recherché, l'homme d'affaires aurait, à

première vue, peu de raisons de remercier d'éventuels amis magistrats. Pourtant, l'examen de ce long feuilleton judiciaire recèle plusieurs épisodes troublants. En 1988, le tribunal de Nice avait renoncé à incarcérer M. Tannouri, comme le réclamait le parquet, en l'absence de garanties de remboursement d'une dette fiscale de 287 millions de francs. « Anthony Tannouri, estimaient les juges, appartient à une race, au sens noble de ce terme, pour laquelle la parole donnée revêt une importance quasi religieuse. [Il] ne peut se permettre, dans ce monde des financiers internationaux ou la confiance revêt une importance capitale, de donner l'image d'un renégat ; en effet, prenant l'engagement de payer sa dette au Trésor Public, toute débauche à cet accord constituerait un manquement qui (...) ne manquerait pas d'avoir un retentissement susceptible de porter atteinte à sa réputation ». Dix ans plus tard, le Trésor n'a toujours pas été payé.

En 1997, la cour d'appel d'Aix-en-Provence a infligé à M. Tannouri trois ans d'emprisonnement dans une affaire de détournement de fonds au préjudice de l'Etat malgache alors qu'à Nice, en première instance, la même affaire ne lui avait valu que trois ans avec sursis - le parquet n'ayant pas invoqué la récidive, en dépit de ses antécédents. Jugé à deux reprises, depuis, sur des faits d'abus de confiance, il n'a toujours pas été considéré comme récidiviste devant la juridiction nicoise.

« Je ne peux avoir aucune confiance à Nice compte tenu des relations entretenues par M. Tannouri avec des magistrats et des policiers », écrivait l'ancienne gouvernante, dans sa lettre à M<sup>me</sup> Guigou - qui semble curieusement n'être jamais arrivée. C'est néanmoins sur le fondement de cette missive, parvenue jusqu'à lui par un autre canal, que le procureur de Nice a ouvert, au début du mois d'avril, une enquête préliminaire. Anouda Hint se retrouve ainsi face à un étrange paradoxe : Lundi 4 mai, c'est la police nicoise qui a procédé à son premier interrogatoire.

Hervé Gattegno

## Les cours reprennent dans une majorité d'établissements de Seine-Saint-Denis

Après la manifestation régionale de mardi, qui a rassemblé 6 000 personnes, enseignants, élèves et parents appellent à un défilé, jeudi 7 mai, pour témoigner de leur vigilance sur les mesures annoncées

IL EST 21 heures, mardi 5 mai, à la Bourse du travail de Paris. Après trois heures de discussions, l'assemblée générale des établissements en grève de Seine-Saint-Denis se prononce en faveur d'une nouvelle manifestation parisienne, jeudi 7 mai. La onzième en huit semaines de conflit. Il s'agit pour les enseignants de « maintenir la pression » à l'égard du ministre de l'Éducation nationale, Claude Allègre. Mais malgré ce vote, l'élan semble un peu retomber. Le mouvement du « 93 » est sans doute à un tournant de son histoire.

Pourtant dans l'après-midi, ils étaient encore plus de six mille à défilé dans les rues de Paris. Si cette manifestation se voulait régionale - un appel à la mobilisation en Ile-de-France avait été lancé par une inter-syndicale (FSU, CFDT, CGT, FO, SUD, CNT) -, elle a pour l'essentiel réuni des enseignants, des élèves et des parents de Seine-Saint-Denis, le mouvement de grève ayant été peu suivi dans le reste de la région parisienne.

Les banderoles des manifestants étaient les mêmes qu'à l'accoutumée, seuls les slogans avaient été adaptés aux dernières déclarations de Claude Allègre. Bien que le ministre de l'Éducation nationale ait annoncé un nouveau plan de rattrapage comprenant la création de trois mille postes en trois ans, les enseignants ont une nouvelle fois scandé leurs inquiétudes : « Ton plan sur trois ans, c'est trop lent, nos besoins sont urgents », ou encore : « Et trois mille postes, c'est bien, mais qu'est-ce que c'est ? On en sait rien ! Mais cinq mille postes, c'est mieux ! Et c'est ce qu'on veut pour notre banlieue ! ».

Le rapport de forces avec le ministère est maintenu.

Certains préviennent déjà qu'ils feront grève dès septembre si tous les postes promis ne sont pas au rendez-vous

Mais malgré la centaine de collèges et de lycées en grève, mardi 5 mai, et la réussite de la manifestation, les cours reprennent dans une majorité d'établissements. Seuls dix-sept d'entre eux avaient, dès mardi, reconduit un arrêt de travail pour mercredi 6. « On arrête la grève reconductible mais nous serons présents à chaque manifestation », ont expliqué, lors de l'assemblée générale, plusieurs représentants d'établissement.

« Il ne faut pas que notre mouvement s'effiloche. Il faut rester uni, arrêter ou poursuivre la grève en même temps », ont insisté d'autres enseignants. Certains préviennent déjà qu'ils feront grève dès septembre si tous les postes promis ne sont pas au rendez-vous. « C'est maintenant qu'il faut rester mobilisés car notre mouvement est très fort », a rétorqué un membre de l'assemblée générale qui entend maintenir le rapport de forces avec le ministère de l'Éducation nationale.

Sandrine Blanchard

## L'épiscopat se prononce contre les nouveaux pactes de la vie à deux

SOUS la signature de M<sup>re</sup> Guy Thomazeau, président de la commission chargée de la famille, l'épiscopat français intervient pour la première fois dans le débat sur les nouvelles formes d'organisation de la vie commune. Dans une déclaration datée du mardi 5 mai, destinée au gouvernement, aux parlementaires et à l'ensemble des « citoyens », il s'inquiète des menaces que feraient peser sur le mariage et la famille les propositions de pacte civil de solidarité (le PACS) de Jean-Pierre Michel, député, et de pacte d'intérêt commun (le PIC, suggéré par la mission « droit et justice » de la chancellerie (le Monde du 2 mai).

On ne saurait confondre, estime d'abord le président de la commission de la famille, une « institution » comme le mariage, publiquement célébré, qui impose au couple des droits et des devoirs dûment codifiés (code de la famille), avec un contrat d'union privée, qui laisse une totale liberté de comportement aux signataires. « Le mariage n'est pas seulement un contrat, écrit M<sup>re</sup> Thomazeau. Il est au sens fort une institution, car les époux acceptent, par leur engagement, des droits et des devoirs dont la détermination préexiste à leur décision. »

S'il faut garantir aux contractants un certain nombre de dispositions matérielles légitimes - comme des facilités fiscales en matière de succession ou d'acquisition immobilière -, il n'est pas nécessaire de légiférer, estime ensuite l'épiscopat. Pour lui, de simples mesures administratives suffisent. Il existe des « solutions juridiques appropriées », souligne la déclaration de M<sup>re</sup> Thomazeau. Rien n'empêche d'établir des formes de contrat d'union de biens qui ne trouvent pas leur origine dans l'union des personnes. Nous redisons clairement qu'il serait grave, sous prétexte de résoudre des problèmes matériels ou pour simplifier les actuelles procédures de divorces, de relativiser l'institution du mariage.

L'épiscopat n'a pas voulu se laisser entraîner dans la polémique qu'entretiennent les Associations familiales catholiques (AFC), qui militent contre toute forme de reconnaissance des couples homosexuels. Il veut seulement, affirme-t-il, « éclairer les consciences » sur les enjeux sociaux et symboliques de mesures législatives qui ne sauraient s'apparenter à la simple reconnaissance de droits nouveaux pour des personnes qui vivent sous le même toit, mais veulent rester en dehors du mariage ou ne peuvent y entrer en raison de leur homosexualité. Défense du couple marié comme

fondement du lien social, respect du droit de l'enfant à une filiation naturelle, proposition d'une « éducation à l'amour » par refus de « se résigner à la fragilité des couples » : autant d'enjeux rappelés par l'Église à « ceux qui exercent le pouvoir législatif et le gouvernement ». Ceux-ci, souligne M<sup>re</sup> Thomazeau, ont « le grave devoir de vérifier que rien ne vienne brouter les repères dont les jeunes qui veulent fonder un foyer ont absolument besoin ». « De nombreux enfants dérivent de façon précoce vers une violence désemparée dont la cause première est souvent la déficience ou l'absence de la cellule familiale. » C'est ce discours qu'avaient déjà tenu M<sup>re</sup> Louis-Marie Billé et le Père Bernard Lagoutte, président et secrétaire général de la conférence des évêques, dans un entretien avec Lionel Jospin en août 1997 et avec Elisabeth Guigou en mars 1998.

MONTAGES SYMBOLIQUES

L'épiscopat s'inspire directement des thèses développées dans Etudes d'avril 1998 par Guy Raymond, professeur de droit à Poitiers, qui propose l'instauration d'un « contrat d'union des biens » - analogue à un contrat de société, d'association ou d'indivision -, sans « union des personnes ». Ce type de contrat pourrait être passé entre des parents et des enfants, aussi bien qu'à l'intérieur d'une fratrie (pour conserver des biens à la suite d'un héritage), entre des concubins ou des partenaires homosexuels.

De son côté, dans un livre qui vient de sortir chez Flammarion (La Différence interdite), Tony Anatrella, psychanalyste et conseiller de l'épiscopat, s'insurge aussi contre des propositions qui partagent, écrit-il, « à l'éclatement du lien social et à la destruction de montages symboliques », aussi essentiels que ceux du mariage. Il fait observer que si toutes les formes d'union devaient passer devant le maire et être ainsi mises sur le même plan, l'Etat ne pourrait plus se prévaloir d'être « le garant de l'institution matrimoniale ». Si le PIC était adopté, il serait « discriminatoire », écrit Tony Anatrella, dans la mesure où l'obligation du mariage civil ne s'imposerait plus qu'aux couples qui souhaitent se marier religieusement (puisque la loi fait obligation à tout mariage religieux d'être précédé du mariage civil). Que l'Église soit ainsi devenue l'ultime défenseur du mariage républicain n'est pas le moindre des paradoxes de ce débat.

Henri Tincq

Itineris.  
Le 1<sup>er</sup> réseau  
de mobiles.



France Telecom

96% de la population couverte en France métropolitaine.



## RÉGIONS

LE MONDE / JEUDI 7 MAI 1998

# L'agriculture biologique devient un instrument de développement du territoire

Les modes de production agricole qui bannissent la chimie ont le vent en poupe, séduisant jusqu'aux circuits de la grande distribution. Des retombées positives sont attendues en termes d'emploi et d'environnement. Premier terrain d'expérience : le Massif central

### SAINT-FOUR

de notre envoyé spécial  
Châle de laine jeté sur les épaules, Christine Barthet-Mayer, députée européenne, hume le foin avec ravissement. Jamais Yvon Serre, éleveur à Condat (Cantal), n'a vu autant d'officiels dans sa grange, aussi vaste que la nef d'une cathédrale. La neige s'accroche encore sur le plateau. Les sommets du Cantal sont voilés par de mauvais nuages qui courent au-dessus d'un paysage qui essaye de sortir de l'hiver. Yvon Serre pratique l'agriculture biologique depuis six ans. « En réalité, j'en fais depuis toujours », dit-il. Personne n'oserait lui rétorquer que son lait n'est pas naturel dans un cadre aussi rude que somptueux.

Dans sa ferme, accrochée aux pentes de l'Aubrac, à Saint-Chély (Aveyron), à 960 mètres d'altitude, Jean-Daniel Tarayre, bérat rabattu sur le front, sourit chaleureux derrière de grosses lunettes, explique comment il s'est mis au « bio », il y a six ans aussi. Les terres d'un voisin étaient disponibles. « On aurait pu s'agrandir, mais on a préféré installer un jeune. » Surpeur en bas, au village, quand il a franchi le Rubicon.

« Mais c'est pas un hippie ! », aurait lancé le maire. « Personne ne m'a forcé au bio. Nous en faisons déjà pratiquement. Ce n'était pas une révolution. Il a fallu rentrer dans le cahier des charges. » Son exploitation (69 hectares) est en trois morceaux - un handicap - avec une partie d'estives où il emmène son troupeau, trente-neuf vaches « Aubrac », la race locale qui vient d'être sauvée de la disparition, une belle vache, perverse et bonne laitière.

Fin, la clandestinité et les sous-entendus. C'est le branle-bas de combat dans le Massif central. De véritables « états généraux » de l'agriculture biologique avaient été convoqués le 17 avril à Saint-Flour, la sous-préfecture du Cantal, par les chambres régionales d'agriculture, avec tous les acteurs de la filière à construire, depuis le producteur jusqu'à la grande surface qui à présent veut sa part - la plus copieuse possible - d'un marché qui explose. Le gouvernement avait annoncé son plan de relance le 12 décembre 1997.

« Si on ne prend pas le train de la bio, il va nous passer sous le nez », a lancé Jean Laurens, président de la chambre d'agriculture de l'Aveyron,

en ouvrant la journée. C'est un paradoxe en effet : le Massif central, ce bastion vert, à l'écart des pollutions, a toutes les qualités requises pour être le grenier des produits naturels, comme la Beauce l'est pour le blé. Mais l'agriculture biologique y est peu développée : guère plus de 400 exploitations - sur 4 000 dans l'Hexagone. « Les paysans travaillent ici dans les conditions du bio, mais ils ne font pas le pas : c'est un problème culturel », explique Jean-Claude Walchli, patron d'une laiterie et maire de Condat. Crainte du « qu'en-dira-t-on ». Peut-être aussi que « les plus puissants dans la filière n'empochent la valeur ajoutée », et que l'engouement du consommateur ne soit que feu de paille.

Le plan gouvernemental devrait donc appuyer la mobilisation du Massif central dont les responsables entendent faire « l'un des premiers fournisseurs de produits biologiques en Europe à l'horizon 2010 ». Sur les 60 millions de francs d'aides aux « conversions », 10 seront réservés au Massif central. A ces crédits devraient s'en ajouter d'autres pour structurer la filière d'amont en aval, développer la recherche et la formation. On peut

faire des études agricoles aujourd'hui sans avoir jamais entendu parler d'agriculture biologique.

« Si on ne prend pas le train de la bio, il va nous passer sous le nez », lance un président de chambre d'agriculture

Les aides à la conversion seront plus incitatives. Attention donc aux chasseurs de primes. « En Bretagne, l'excès de productivisme conduit les gens à se mettre en "bio". Il faut une vraie motivation, sinon ce sera l'échec », prévient Jean-Marie Cellier, un pionnier.

Bref, la conversion ne réussira que si l'agriculteur est lui-même « converti ». « Les Bretons ont peut-être pris une longueur d'avance sur nous. Mais ici on peut boire de l'eau

au robinet. C'est plus prudent de nous faire confiance... », ajoute avec malice Jean-Daniel Tarayre. Pouvoir identifier l'origine régionale du produit par des « AOC », en plus du label national « AB » (agriculture biologique) institué : c'est une question importante à trancher.

Les prévisionnistes ne sont jamais gais pour le Massif central. Celui-ci a le malheur de se trouver sur cette vaine « diagonale du déclin » qui progresse des Ardennes aux Pyrénées. Le Cantal, par exemple, devrait perdre encore 20 000 habitants d'ici à 2015. Les projets porteurs ne sont pas légion concernant le Massif central, incapable de donner une image autre que celle d'une région tendant la main pour s'en sortir. Il y a là une bataille à gagner.

« Le Massif central a l'occasion de prendre une place de choix dans l'Europe en mettant en avant la qualité de ses produits et de son territoire. Si nous gagnons, c'est toute notre image qui se trouvera modifiée. Il y aura un effet déclencheur, allant bien au-delà de l'agriculture. Nous serons enfin une terre de modernité », a déclaré Marc Gastambide, commissaire à l'aménagement du massif, lors de cette journée.

Il y a une filière à sortir de la confidentialité, à organiser pour répondre à un fructueux marché, mais aussi une occasion à saisir pour enrayer le déclin d'un territoire. L'agriculture biologique peut aider à maintenir la vie rurale. Elle respecte l'environnement. Pas de remembrement nécessaire, bouleversant les sols et les paysages, comme lorsqu'il a fallu installer l'agriculture « productiviste ». Il s'agit d'un retour à une agriculture traditionnelle.

« Le Massif central est le premier à faire cette démarche. Par les contraintes qu'elle se fixe, l'agriculture biologique est un ferment de développement durable », s'est félicité Alain Riquois, auteur du rapport qui a permis au gouvernement d'élaborer son plan. La piste de l'agriculture biologique est à suivre dans les futurs « contrats territoriaux d'exploitation », ce « pacte » à la fois économique et écologique, à la base de la nouvelle « révolution » agricole que le gouvernement appelle de ses vœux.

Régis Guyotat

Lire aussi notre éditorial page 15

## Le marché de la « bio » s'emballe

L'AGRICULTURE biologique française avait une position dominante en Europe. Elle l'a perdue en quelques années sans bien s'en rendre compte. En 1985, 42 % des surfaces « bios » se situaient en France, contre 9 % aujourd'hui. Nouveaux réflexes consommateurs, exigence de qualité : vache folle aidant, le marché « bio », jugé marginal, s'est emballé. Tout le monde a été pris de court. Au point que la France ne peut pas répondre à sa propre demande et est devenue une « cible » pour les autres pays producteurs, qui offrent parfois « des garanties très insuffisantes ». « Il n'est pas normal que le plus grand pays agricole européen soit déficitaire en produits biologiques », a déclaré à Saint-Flour Christine Barthet-Mayer, en charge du dossier au Parlement européen.

Le projet du gouvernement, annoncé le 12 décembre 1997, est de reprendre la première place européenne. Objectif : couvrir un million d'hectares (contre 137 000 en 1997) en 2005, pour un nombre de 25 000 exploitations (4 000 aujourd'hui). Avec une aide notamment de 60 millions de francs, permettant 2 000 conversions par an (600 actuellement). La France peut déjà s'appuyer sur une solide réglementation, avec un logo « AB » et un cahier des charges sécurisant. Le règlement européen est en cours d'adoption.

Le marché européen est estimé à

150 milliards de francs. Alléchés, les Hollandais ont pris les devants, installant même des fermes dans les anciens pays de l'Est, où les certifications sont plus difficilement contrôlables. Ces arguments devaient convaincre les professionnels français, qui ont longtemps fait la moue devant une agriculture « solitaire-huitarde », d'en faire enfin une filière à part entière.

### SANS PRÉTENTION HÉGÉMONIQUE

Les experts en sont convaincus : la consommation « bio » n'est pas une mode, mais une tendance de fond. Les grandes surfaces l'ont bien compris, qui les accueillent de plus en plus dans leurs rayons : dès l'an 2000, 50 % du marché bio devrait être écoulé par la grande distribution.

L'agriculture biologique ne s'oppose plus à l'agriculture productive. Elle tire celle-ci, qui se qualifie à présent de « raisonnée », vers le haut. « Elle n'a aucune prétention à devenir hégémonique », a souligné à Saint-Flour Alain Riquois, auteur du rapport dont est issu le plan « bio » de M. Le Penec. Malgré l'élan donné par le gouvernement, ce sont à peine 5 % des agriculteurs qui devraient endosser la tenue biologique. Il restera encore 95 % d'agriculteurs « raisonnables ». « C'est une menace à relativiser », sourit Alain Riquois.

R. G.

## La Cour européenne de justice saisie du dossier du Marais poitevin

LE CAS du Marais poitevin n'en finit pas d'empoisonner le ministère de l'Environnement. La Commission européenne vient en effet de traduire la France devant la Cour européenne de justice pour non-respect de la directive « oiseaux » (protégeant les oiseaux sauvages) sur ce territoire. Devant la détérioration régulière du Marais poitevin, la Commission avait par deux fois lancé un avertissement à la France : une lettre de mise en demeure avait été envoyée en décembre 1992, où était pointée la « très importante dégradation » de cette zone humide due à des travaux de drainage, d'assèchement et de mise en culture ; un avis motivé de manquement au droit communautaire avait suivi, en novembre 1995.

Cette zone humide avait été classée, dès 1987, par le ministère français de l'Environnement et par la Commission en zone d'intérêt communautaire pour la richesse de sa flore et de sa faune. Or, en dix ans, des milliers d'hectares de prairies ont été retournés pour la culture du maïs entraînant « un assèchement général du marais et un appauvrissement de la diversité bio-

logique », selon la Coordination pour la défense du Marais poitevin, association écologiste à l'origine de la plainte déposée en 1989. La Commission vient de lui donner raison en estimant dans un courrier adressé à l'association que les autorités françaises « auraient dû procéder à des classements supplémentaires de territoires en zone de protection spéciale ZPS (...), prendre des mesures de protection et empêcher la détérioration des habitats concernés ». Seuls 20 000 hectares sont aujourd'hui classés ZPS au lieu des 55 000 exigés par la Commission.

Conscient de la menace pesant sur ce milieu fragile, Dominique Voynet, ministre de l'Environnement et de l'aménagement du territoire, vient de confier une mission à Gilbert Simon, ancien directeur de la nature et des paysages de Confiner Lepage, afin de trouver une issue au dossier. La ministre Verte veut aussi éviter le risque d'une condamnation par la Cour européenne sur la base d'une plainte que les députés Verts avaient alors soulevée.

Sylvia Zappi

NOUVEAU CHRONOMETRE BOUCHERON...  
VOUS TEMPS EST PRÉCIS.



BOUCHERON  
PARIS

BOUCHERON PARIS : 26 Place Vendôme, 75001 Paris - Téléphone : 01 47 42 42 42 - Telex : 240000 BUCHERON  
BOUCHERON SAISONNIÈRE : 100 Avenue de la République, 75011 Paris - Téléphone : 01 47 42 42 42 - Telex : 240000 BUCHERON



# 3 LES AVENTURES DE MAI

LUNDI 6 MAI 1968

**D**ANS l'entrée du bâtiment des filles de la Cité U de Nanterre, où s'embusquaient naguère d'intraitables appartements qui surveillaient le va-et-vient, une main anonyme avait gribouillé le mur d'un *il est interdit d'interdire* rouge vif. Rodrigue et Théodora, chargés de sacs, montèrent au septième, cognèrent à l'une des nombreuses portes, perçurent un « *Mmmouais...* », s'annoncèrent, et Marianne leur ouvrit en se tordant, cheveux dans les yeux, habillée d'un gros pull tricoté qui lui tombait sur les cuisses :

— Il est quelle heure ?  
— Neuf heures, ma cocotte, répondit Rodrigue en posant son sac près du camping-gaz où chauffait une casserole d'eau.

— La manif, c'est cette après-midi, non ?

— Tu n'as pas écouté la radio...

— Mon transistor n'a plus de piles.

— Ça a déjà commencé, s'exclama Théodora, tandis que Marianne sortait des bols dépareillés d'un placard minuscule pour leur offrir du Nescafé.

Des milliers d'étudiants s'étaient en effet rassemblés dans un Quartier latin quadrillé par la police, les gendarmes et des compagnies de CRS.

Rodrigue expliqua qu'il n'y avait pas de temps pour flemmarder, puis il sortit son fourbi des sacs.

— Tu lis *France-Soir* ? s'étonna Marianne tandis qu'il en posait un gros paquet par terre.

— Pour amortir les coups de matraque, dit-il, vingt-cinq feuilles de presse bourgeoise, pliées sous le blouson, aux épaules et à la nuque, ça suffit.

Rodrigue prenait des airs de professeur en guérida urbaine, mais il admirait surtout les jambes de Marianne ; elle buvait son bol de café au soleil, devant la fenêtre qui donnait sur l'interminable bidonville. Pour elle, tout avait débuté ici, dans cette tour de style HLM que le rectorat voulait interdire aux garçons. Les baratins paternalistes exaspéraient les étudiants ; ils entendaient organiser leurs vies et participer au fonctionnement de leur fac. Tout autour, des contraintes, des ordres, des obligations, la trique et le fouet. Une fois la résidence des filles occupée, le rapport de force avec les adultes n'avait plus cessé. La parano s'installa à Nanterre avec les cars de police qu'on cachait aux environs. On parla d'une liste noire sur laquelle figuraient les emragés et les brillants ; aux examens, ils se feraient sabrer. Des anars avaient placardé dans le grand hall les photos de supposés inspecteurs en civil qui venaient espionner. L'autre jour, un type en imperméable mastic s'était fait secouer à tort : ce n'était que le père d'une étudiante en anglais qui venait apporter des papiers au secrétariat et lisait les affiches : « *Professeurs, vous nous foutez la merde !* »

— Marianne, tu rêves ? dit Rodrigue en lui posant une main légère sur l'épaule, ce qui la fit sursauter.

Debout à l'angle de la rue Saint-Jacques depuis sept heures du matin, les jambes gourdes, déjà fatigué d'attendre en vain, le gardien de la paix Misson accepta une cigarette de son chef de rang, même si ça n'était pas autorisé pendant le service. Et zut ! pensait-il, on est bien braves de tout subir, les empuilades et les pavés ! Cette nuit il avait reçu chez lui son programme de la journée. Il avait dû partir, décrocher son uniforme avant le réveil du bébé et de sa concubine d'épouse : elle rentrerait sans lui les poubelles vidées sous l'auvent de la courrette. Il avait pris

## Je consomme, tu consommes, ils profitent

par Patrick Rambaud

nous faites vieillir ! » ou « En attendant la cybernétique, les fics ! »

Le 22 mars dernier, Marianne avait voté à main levée l'occupation du huitième étage de la tour B2, et elle s'était assise dans le fauteuil du doyen, autour de la table en fer à cheval de la salle du conseil. Elle avait été émue. C'était si facile de prendre le pouvoir, il suffisait de ne pas écouter les conseils de modération des camarades très engagés, maos et trotskistes de diverses obédiences qui se seraient contentés de tenir un amphî pour s'y réunir à volonté, mais que la base, peu soucieuse de stratégie politique, avait emportés dans son élan brouillon et joueur. Piétiner la moquette du doyen, cela représentait un symbole, cela prouvait une détermination face aux adultes dont on refusait le monde.

— Marianne, tu rêves ? dit Rodrigue en lui posant une main légère sur l'épaule, ce qui la fit sursauter.

Debout à l'angle de la rue Saint-Jacques depuis sept heures du matin, les jambes gourdes, déjà fatigué d'attendre en vain, le gardien de la paix Misson accepta une cigarette de son chef de rang, même si ça n'était pas autorisé pendant le service. Et zut ! pensait-il, on est bien braves de tout subir, les empuilades et les pavés ! Cette nuit il avait reçu chez lui son programme de la journée. Il avait dû partir, décrocher son uniforme avant le réveil du bébé et de sa concubine d'épouse : elle rentrerait sans lui les poubelles vidées sous l'auvent de la courrette. Il avait pris

*L'autre jour, un type en imperméable mastic s'était fait secouer à tort : ce n'était que le père d'une étudiante en anglais qui venait apporter des papiers au secrétariat et lisait les affiches : « Professeurs, vous nous foutez la merde ! » ou « En attendant la cybernétique, les fics ! »*

l'un des premiers mètres, en tenue, avec son casque accroché au derrière. Il n'aimait pas trop. Pour affronter les voyageurs du matin, il préférait circuler en compagnie de deux ou trois collègues. Ensemble, ils supportaient mieux les regards ironiques.

Maintenant, par la rue des Ecoles, montaient de Saint-Michel ou de Maubert des groupes de jeunes ; ils s'approchaient de la Sorbonne et des premiers rangs de policiers casqués. Une toute jeune fille, avec un foulard autour du cou, des chaussures de tennis et

un casque de chantier à la main, l'avait fixé droit dans les yeux : « T'as le droit de fumer pendant l'boulot, toi ? C'est pépère. » Elle ne souriait pas, elle se moquait et il n'avait pas envie de répondre, même si cette provocation l'agaçait. La foule devenait plus dense et grondait. Soudain, une clameur arriva du portail de l'Université, au 46 de la rue Saint-Jacques. Misson consulta sa montre. Il était 9 h 15. Là-bas, les étudiants qui devaient se présenter au conseil de discipline chantaient *L'Internationale* et des photographes, des journalistes se bousculaient autour d'eux. Le voisin de Misson, un rougeaud qui serrait sa matraque à deux mains, lui dit à l'oreille :

— Tu vois le gros rouquin en chemise à carreaux, qui fout le bordel ? Sale bouche !

— C'est un Allemand ? demanda Misson qui se tenait peu au courant.

— Tu parles ! dit l'autre en lançant un regard mauvais sur ce Cohn-Bendit qui faisait des grimaces devant les photographes.

Les étudiants continuaient à arriver, et bientôt des gendarmes mobiles, qui portaient des musettes de grenades lacrymogènes, s'avancèrent en rang, pour refouler les manifestants jusqu'au carrefour de la rue des Ecoles. Misson entendit des slogans : « A bas la répression ! », « Des profs, pas des fics ! », « La Sorbonne aux étudiants ! » Puis il y eut des lancers de grenades près de la rue Racine, des cris, des bruits de galopade ; un nuage de fumée blanchâtre montait puis s'effiloçait en saturant l'air d'une odeur sucrée.

**A**U tout début de l'après-midi, des cortèges se rejoignaient et ce fut alors une vraie foule qui, déviée par les barrages, passa les ponts pour défilier sur la rive droite, en remontant le boulevard de Sébastopol avec des chants, des cris et des drapeaux rouges. Devant une caserne de gendarmes, des sentinelles avaient été rodoyées, des vitres éclatées par des jets de pierres, et, après un long détour, cette multitude retourna sur la rive gauche par le pont du Carrousel. Entre la place Maubert et Saint-Germain-des-Prés, il y eut des incendies de calasses et de roulottes de chantiers, des heurts brefs mais plus brutaux que ceux de vendredi ; cela persista jusqu'à la soirée où, par des chemins biaisés, contournant les patrouilles et les contrôles, la plupart des étudiants convergèrent vers la place Denfert-Rochereau, le lieu de rendez-vous proposé par l'UNEF.

Portailier avait retrouvé Marianne et Théodora. Plutôt essouffés par la longue marche et plusieurs parties de course à pied, ils s'y rendaient en métro. Assis sur les strapontins de bois, ils parlaient fort pour s'entendre dans le vacarme des roues qui frottaient les rails :



IMPRESSION DE MAI  
Claude Dityon







# L'Europe, ou comment la sagesse économique vient aux Etats

par Fritz Scharpf

En collaboration avec le Centre Robert-Schuman de l'Institut universitaire de Florence, nous poursuivons, après les textes de Yves Mény (Le Monde du 5 mai) et de José María Maravall (Le Monde du 6 mai), la publication d'une série de points de vue sur les conséquences de l'euro sur les institutions politiques, nationales et européennes.

**Maintenant** que la décision de créer l'euro est devenue effective, il est sans doute temps de réexaminer les craintes et les espoirs qui ont scandé la marche vers la monnaie unique. D'une manière générale, ces craintes et ces espoirs me semblent si intimement liés, que, s'il est probable que les premières se révéleront infondées, les seconds sont également susceptibles d'être déçus.

Les craintes soulevées par l'euro relèvent de deux types principaux, exactement symétriques. La première crainte s'appuie sur la conviction que l'euro pourrait s'avérer une monnaie faible, favorisant l'inflation. Selon cet argument, même si l'indépendance de la Banque centrale eu-

ropéenne (BCE) est assurée, il n'existe pas pour autant de garanties que les gouvernements continueront à se soumettre à la discipline fiscale que les traités de Maastricht ont imposée ces dernières années. La seconde crainte réside dans l'obligation qu'aurait la BCE, afin de limiter l'irresponsabilité fiscale et de soutenir la valeur de l'euro sur les marchés internationaux, de pratiquer une politique monétaire restrictive extrêmement rigide, qui aurait pour conséquence de faire croître encore un peu plus le chômage massif que connaissent les pays européens. Bien plus, face aux « chocs asymétriques » qui pourraient affecter certaines régions, les gouvernements concernés pourraient se trouver complètement dépourvus de toute marge de manœuvre, incapables qu'ils seraient de répondre désormais à de tels accidents par une quelconque relance ou par une dévaluation de leur monnaie.

Ces anticipations pessimistes alimentent dans le même temps quelques espoirs. Si les risques sont si importants, les Etats membres devraient dès lors sans doute se montrer prêts à créer un véritable « gouvernement économique », qui aurait non seulement pour charge de coordonner leurs politiques fiscales, mais qui pourrait également exercer une

forme de « pilotage » des politiques monétaires que la BCE ne pourrait ignorer. Par ailleurs, si certains pays devaient se trouver en difficulté, on pourrait également espérer qu'en dépit des clauses de « non-assistance » figurant dans le traité de Maastricht, ils n'en pourraient pas moins compter sur la solidarité financière et politique de tous les autres Etats membres. D'une certaine façon, les attentes qu'a fait naître l'euro reposent ainsi sur l'espoir de voir l'Union monétaire conduire à l'union politique, ce qui a toujours été l'objectif de l'intégration européenne.

J'ai pourtant le sentiment que l'essentiel que l'Union monétaire, comme ce fut d'ailleurs le cas précédemment avec l'initiative prise par Jacques Delors d'achever la réalisation du marché unique, concrétisera ces finalités économiques sans pour autant parvenir à rapprocher l'Europe de ses objectifs politiques originaux. Il me semble au contraire qu'un tel processus est plutôt susceptible de rendre l'Europe encore un peu plus conforme à l'idéal néolibéral, où les choix politiques sont strictement subordonnés aux exigences de la concurrence économique.

La raison principale de cette éventualité ne repose certainement pas sur les pressions que pourraient exercer des gouvernements européens favorables à l'économie de marché (cette orientation idéologique devrait perdre encore un peu plus de sa force après les élections législatives allemandes de septembre). Simplement, lorsque les ministres des finances européens envisageront de coordonner leurs politiques fiscales, ils prendront conscience que peu de choses pourront être uniformément faites en pratique. La plupart d'entre eux réalisent alors que rien n'aura véritablement changé dans la relation entre la politique monétaire et les politiques fiscales nationales.

Il reste que l'on peut malgré tout s'attendre à quelques avancées. En effet, si la Bundesbank détermine aujourd'hui la politique monétaire en Europe, elle le fait pour l'essentiel au sein d'un cadre de référence orienté par des considérations purement nationales, alors que la BCE devra prendre en compte de manière explicite la situation économique européenne dans son ensemble. Dans la mesure où l'Allemagne dispose d'une économie fortement déterminée par les exportations, la contrainte monétaire interne peut souvent être justifiée comme un moyen de favoriser encore un peu plus une croissance tirée par les échanges extérieurs. Dans l'Union monétaire, à l'inverse, les exportations contribueront sans doute très peu à la croissance du nouvel ensemble, la demande intérieure agrégée jouant dès lors un plus grand rôle dans le système de référence de la BCE. De ce fait, la BCE pourrait alors se conduire plus volontiers comme le fait la Federal Reserve aux Etats-Unis plutôt qu'à

l'exemple de la Bundesbank, les contraintes macroéconomiques sur son action se faisant moins fortes qu'elles ne l'étaient pour les banques centrales nationales par le passé.

Cette évolution mise à part, les Etats membres eux-mêmes se trouveront malgré tout dans la même situation qu'auparavant : la croissance de la masse monétaire sera toujours contrôlée par une banque centrale indépendante, et les gouvernements ne pourront plus utiliser la « planche à billets ». Ils devront composer avec les marchés de capitaux, les taux de change ne jouant par ailleurs plus aucun rôle comme instruments de politique publique. Les prix seront alors exprimés dans une seule et même monnaie et seront directement comparables.

Dans de telles conditions, il est clair que les gouvernements ne devront pas seulement s'inquiéter du jugement des marchés ou des coûts induits par la charge de la dette publique, mais devront également prévenir toute expansion excessive de la demande au niveau national, qui

aucune raison de diminuer l'efficacité de la clause de *no bail-out* du traité.

Les gouvernements semblent avoir déjà commencé à comprendre la leçon, les syndicats se trouvent dans une position plus difficile encore. En effet, les économies nationales sont profondément différentes en ce qui concerne la productivité moyenne du travail et les coûts moyens du travail salarié et non salarié. Or, une fois exprimées dans le cadre d'une seule et même monnaie, les différences relatives aux salaires nominaux seront pour la première fois complètement transparentes, tandis que les différences de productivité seront beaucoup moins évidentes. Une telle configuration suscitera chez les syndicats européens une double tentation, qui pourrait fortement menacer leurs intérêts.

Il y aura, ce que l'on pourrait appeler, la « tentation est-allemande ». Prenons l'exemple d'une multinationale utilisant la même technologie de production au Portugal et en Allemagne, on pourra alors s'attendre

à ce que les travailleurs portugais demandent des salaires identiques libellés en euros pour un même travail dans les deux sites. Mais, si de telles revendications devaient s'étendre à toute l'économie portugaise, on se trouverait alors dans une situation analogue au processus de désindustrialisation qui se produisit en Allemagne de l'Est, lorsque les syndicats insistèrent pour parvenir rapidement à une harmonisation salariale, alors même que la productivité moyenne du travail restait bien inférieure dans ces mêmes régions à ce qu'elle était à l'Ouest.

Il y a aussi la « tentation hollandaise ». Au début des années 80, les syndicats hollandais choisirent de répondre à des taux de chômage élevés et à l'alignement rigide de la monnaie nationale sur le mark en suivant une ligne de conduite qui visait à limiter la croissance des salaires à des taux immédiatement inférieurs aux taux en vigueur dans les industries allemandes. Dans le cadre d'un régime de taux de change fixes ou même d'union monétaire, une restriction salariale de ce type menée dans un seul pays est effectivement capable de créer des emplois grâce à l'avantage comparatif qui en découle, dynamique que démontre d'ailleurs pleinement l'inversion de tendance de la situation de l'emploi qui se produisit alors aux Pays-Bas.

Il reste que cette même restriction salariale compétitive – tout comme la déflation compétitive – devien-

dra vite contre-productive si elle était pratiquée par tous les pays de l'Union européenne. Bien plus, la spirale négative qui résulterait d'une telle sous-enchère mutuelle, affaiblirait la position de tous les syndicats en Europe pour ce qui relève des négociations salariales et pourrait également contribuer à une déflation macroéconomique.

Le problème est d'autant plus aigu que ce qui paraît nécessaire dans un tel contexte – parvenir à une coordination des salaires indexée sur la productivité plutôt qu'à l'égalisation salariale – reste un objectif très difficile à atteindre pour les syndicats européens. Le principal obstacle réside sans doute dans les énormes différences de capacité organisationnelle, de structure institutionnelle et de pouvoir de négociation qui existent entre syndicats européens. D'un extrême à l'autre, on trouve en effet des pays où les modes de détermination des salaires sont décentralisés et déterminés par le marché, et des pays caractérisés à l'inverse par des systèmes fortement centralisés et contrôlés de négociation salariale « économiquement rationnelle ».

Mais si ces deux configurations, chacune dans son genre, peuvent parfaitement se montrer capables de trouver des modes d'adaptation aux exigences posées par l'union monétaire, il n'en sera pas de même des pays placés dans une situation intermédiaire, où les syndicats sont fragmentés mais conservent malgré tout un certain pouvoir et un caractère militant, autant de facteurs qui peuvent imposer des niveaux de salaires supérieurs à ceux requis par les marchés concurrentiels.

L'Europe après l'euro semble donc appelée à devenir un monde bien difficile pour les gouvernements et les syndicats nationaux. Ils devront s'y adapter sans pouvoir attendre beaucoup de soutien du côté d'éventuels mécanismes européens de pilotage économique. L'euro aura sans doute comme conséquence d'achever l'intégration des économies européennes et de forcer les partenaires sociaux à poursuivre leurs objectifs dans un environnement économique dont ils n'auront plus le contrôle.

Ce qui ne signifie pas que ces mêmes gouvernements et syndicats nationaux ne seront pas capables de définir et de mettre en œuvre des objectifs socialement ambitieux – les Etats européens, même de petite taille et à économie ouverte, ont bien réussi à le faire après la seconde guerre mondiale. Simplement, de tels objectifs devront s'inscrire dans le cadre de stratégies qui puissent être compatibles avec la concurrence économique qui caractérisera ce marché européen élargi.

**Fritz Scharpf** est directeur du Max Planck Institut für Gesellschaftsforschung (Cologne). (Traduit de l'anglais par Yves Sural.)

## DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT DE L'HÉRAULT AVIS D'OUVREMENT D'ENQUÊTE PUBLIQUE COMMUNES DE BÉZIERS, MONTBLANC, NEZIGNAN-L'ÉVÊQUE, PÉZENAS, SAINT-THIBÉRY, SERVIAN, TOURBES, VALROS, ET VILLENEUVE-LES-BÉZIERS

Dans le cadre du projet d'autoroute A75, Liaison autoroutière CLERMONT-FERRAND/A9 : section PÉZENAS/A9, une enquête publique ordonnée par arrêté préfectoral n° 98.1.1217 du 23 avril 1998, sera ouverte du 25 MAI 1998 au 26 JUIN 1998, en maires de BÉZIERS, MONTBLANC, NEZIGNAN-L'ÉVÊQUE, PÉZENAS, SAINT-THIBÉRY, SERVIAN, TOURBES, VALROS, ET VILLENEUVE-LES-BÉZIERS, avec pour objet :

- La déclaration d'utilité publique des travaux d'aménagement :
  - de l'A75 de l'échangeur de PÉZENAS-Ouest à la jonction avec l'autoroute A9
  - des barreaux de raccordements :
    - aux rocade Nord et Est de BÉZIERS, y compris la déviation du carrefour giratoire RN 112/RN 9-RN 113
    - à la rocade Est de BÉZIERS, y compris la déviation et l'aménagement du carrefour de La Devèze
    - entre les carrefours giratoires de La Devèze et Foucault, y compris l'aménagement giratoire Foucault
  - des installations industrielles par le classement en autoroute et en route express (échangeurs, aléas de service, barrières et parcs de péage, centres aérés d'intervention et d'entretien, voies de substitution, raccordements des communications).
- La déclaration d'utilité publique des travaux pour la mise aux normes autoroutières de la déviation de PÉZENAS.
- Le classement en autoroute :
  - de la section comprise entre l'échangeur de PÉZENAS-Nord (PR 57.553) et la jonction avec l'autoroute A9 (PR 163.943) Pont sur l'Orb,
  - du barreau de raccordement aux rocade Nord et Est de BÉZIERS, dans la section comprise entre l'A75 et le carrefour giratoire RN 9-RN 113 (PR 81.480),
  - du barreau de raccordement à BÉZIERS Sud-Est entre l'A75 et le carrefour giratoire de La Devèze (PR 2.600).
- Le classement en route express :
  - du barreau de raccordement aux rocade Nord et Est de BÉZIERS dans la section comprise entre le carrefour giratoire RN 9-RN 113 (PR 81.480) et le carrefour giratoire RN 112/RN 9-RN 113 (PR 82.900),
  - de la section comprise entre le carrefour giratoire de La Devèze (PR 2.600) et celui de l'avenue Foucault à BÉZIERS.
- La mise en compatibilité des plans d'occupation des sols des communes de BÉZIERS, MONTBLANC, NEZIGNAN-L'ÉVÊQUE, PÉZENAS, SAINT-THIBÉRY, SERVIAN, TOURBES, VALROS, ET VILLENEUVE-LES-BÉZIERS.

Les pièces du dossier ainsi que les registres d'enquête seront déposés en Mairies de BÉZIERS, MONTBLANC, NEZIGNAN-L'ÉVÊQUE, PÉZENAS, SAINT-THIBÉRY, SERVIAN, TOURBES, VALROS, ET VILLENEUVE-LES-BÉZIERS aux jours et heures habituels d'ouverture des mairies, sauf les samedis, dimanches et jours fériés.

Des registres de modifications de P.O.S. ainsi qu'un dossier d'enquête seront également déposés en Mairies de BÉZIERS, MONTBLANC, NEZIGNAN-L'ÉVÊQUE, SAINT-THIBÉRY, SERVIAN, TOURBES, VALROS, ET VILLENEUVE-LES-BÉZIERS.

La commission d'enquête désignée :

- M. Paul LLAMAS
- M. Christian GUIRAUD
- M. Roger LOISEL

siègés à la mairie de :

PÉZENAS	les 26 mai 1998 de 14h à 17h
TOURBES	les 26 mai 1998 de 14h à 17h
SAINT-THIBÉRY	les 4 juin 1998 de 14h à 17h
VALROS	les 16 juin 1998 de 14h à 17h
MONTBLANC	les 8 juin 1998 de 9h à 12h
SERVIAN	les 4 juin 1998 de 9h à 12h
NEZIGNAN-L'ÉVÊQUE	les 22 juin 1998 de 9h à 12h
VILLENEUVE-LES-BÉZIERS	les 26 mai 1998 de 9h à 12h
BÉZIERS	les 16 juin 1998 de 14h à 17h
	les 8 juin 1998 de 9h à 12h
	les 26 mai 1998 de 14h à 17h
	les 4 juin 1998 de 9h à 12h
	les 16 juin 1998 de 14h à 17h
	les 8 juin 1998 de 9h à 12h
	les 26 mai 1998 de 14h à 17h
	les 4 juin 1998 de 9h à 12h
	les 16 juin 1998 de 14h à 17h
	les 8 juin 1998 de 9h à 12h

où, toutes observations lui seront adressées.

A l'issue de l'enquête, il pourra être pris connaissance du rapport de la Commission d'enquête, en Sous-Préfecture de BÉZIERS, ainsi qu'à la Direction Départementale de l'Équipement - S.G.R.T./G.E.R. Bureau n° 106 - à MONTPELLIER.

## L'Afrique, partenaire ou spectatrice

par Djibril Diallo

**E**n tant qu'Africain, j'ai eu une réaction mitigée face au point de vue de Sylvie Brunel (Le Monde du 18 avril) consacré à « la poudre américaine aux yeux des Africains ». D'une part, j'ai apprécié la lucidité et la force avec lesquelles M<sup>me</sup> Brunel a avancé l'argument de la lutte contre la pauvreté comme pierre angulaire de la relance du continent, et le besoin d'une coopération généreuse et désintéressée entre pays riches et pays pauvres. Toutefois, son article appelle quelques commentaires quant à la signification de la visite du président Clinton en Afrique et à la coopération internationale vis-à-vis de l'Afrique.

Sans remettre en cause les aspects positifs de la coopération de l'Afrique avec l'Europe, il faut avouer qu'elle n'a pas toujours été parfaite. La nature de mon travail à l'ONU me met en contact régulier avec les différentes couches des sociétés africaines, jusqu'aux villages les plus reculés. La mise en œuvre de la stratégie de communication

pour un développement humain durable dont j'ai la responsabilité passe par une compréhension de la complexité de nos sociétés, de nos cultures et de nos identités. Je suis bien placé pour témoigner de la conscience que les Africains ont de l'importance du partenariat historique avec l'Europe.

**Un pays capable d'établir des stratégies adaptées à ses réalités**

Pendant, à trop vouloir décrire les bienfaits de la coopération de l'Europe avec l'Afrique, l'article de M<sup>me</sup> Brunel a omis de faire ressortir la perspective africaine de cette coopération. L'auteur a, en conséquence, probablement par inadvertance et de façon incor-

recte, projeté les Africains comme des spectateurs passifs à la merci de l'aumône extérieure. Quel est le choix laissé aux Africains de déterminer leurs besoins ainsi que leur domaine de coopération prioritaires ?

Au-delà de cet article, la tendance persiste dans certains milieux à considérer l'Afrique comme incapable de formuler elle-même ses politiques. Des spécialistes étrangers débarquent dans les capitales africaines à longueur d'année avec des valises gonflées de solutions toutes prêtes, estimant qu'ils savent mieux que les Africains ce qu'il faut pour la relance du continent. Pour eux, le salut de l'Afrique dépend de l'extérieur. Le développement humain durable des africains ne saurait être parachuté de l'extérieur. Le développement est ce qui reste lorsque l'apport extérieur est épuisé.

L'un des mérites du déplacement du président Clinton en Afrique est que, par le biais des deux cent cinquante journalistes qui l'ont accompagné, l'Amérique a découvert

une autre Afrique, une Afrique souriante et en plein essor. Ce voyage a permis de déclencher un processus qui conduira, espérons-le, à la rectification d'une perception erronée du continent dans l'esprit de beaucoup d'Américains.

L'Afrique est diverse et énorme ; les guerres, les maladies et autres maux que connaissent quelques-unes de ses régions ne doivent pas obscurcir les progrès réalisés grâce à la créativité et au travail des Africains eux-mêmes. Certes les Africains ont une part de responsabilité dans les crises qui accablent le continent. Mais je suis convaincu que l'Afrique est capable d'établir des stratégies adaptées à ses réalités. Il est donc grand temps qu'elle soit considérée comme un partenaire à part entière. Elle est aussi capable de choisir ses partenaires.

**Djibril Diallo** est directeur de la division des affaires publiques du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) à New York.



# Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05  
Tél.: 01-42-17-20-00. Télécopieur: 01-42-17-21-21. Tél.: 206 806 F  
Tél. relations clientèle abonnés: 01-42-17-32-90  
Internet: <http://www.lemonde.fr>

EDITORIAL

## « Bio », c'est bon !

**L**a majorité du territoire français est vide. Ne vivent plus à la campagne, aujourd'hui, qu'un cinquième des Français, et encore ceux-ci dépendent-ils de moins en moins des activités agricoles. A l'heure des grands échanges continentaux, cette « France du vide », enclavée entre les voies de circulation rapide, les grandes cultures industrielles et les zones urbaines et périurbaines, constitue la source d'un déséquilibre majeur. Une nouvelle « fracture » envahit le paysage français, territoriale celle-ci.

Les héros des survivants d'une planète rurale engloutie refont cependant surface. Contribution de la tradition à la modernité, des solutions s'amorcent pour que la campagne redevenue un lieu de vie et de travail. L'essor de l'agriculture biologique, ce mode culturel qui bannit le recours aux engrais et aux pesticides chimiques, est à cet égard exemplaire. De plus en plus de producteurs, transformateurs et distributeurs de la filière agroalimentaire - un des fleurons de notre économie - ont décidé de miser sur ce type d'agriculture qu'on croyait condamné à la marginalité. Les tenants de l'agriculture productiviste n'avaient-ils pas couvert de sarcasmes ce mode de production « substantiellement » ? Voilà que, brusquement, ils s'y convertissent, avec les encouragements du gouvernement, qui a annoncé un plan de relance de ce secteur.

Il y a une bonne raison à cela : le marché des produits « bio » explose, au point qu'en France l'offre ne parvient pas à satisfaire la demande. Le marché européen, estimé à 150 milliards de francs, donne de quoi réfléchir. Et il est en progression constante. Car la consommation « bio », loin d'être une mode passagère, symbolise un changement culturel profond : « vache folle » aidant, l'aliment « bio » est de plus en plus associé par le consommateur à la forme et à la santé. Il devient ce que les Américains appellent des *functional foods*. La qualité du produit l'emporte désormais sur la quantité à bas prix. Encore que la formation des prix, en la matière, dépende largement des conditions de la distribution. Or les grands distributeurs s'emparent à leur tour du phénomène « bio », ouvrant de plus en plus de rayons dans leurs grandes surfaces, ce qui pousse les prix à la baisse et encourage la consommation.

L'agriculture biologique présente un autre avantage, qui constitue un véritable ballon d'oxygène pour l'espace rural. A base de travail paysan, de savoir-faire et de valeur ajoutée, elle est, à la différence de l'agriculture intensive, créatrice d'emplois. Les activités qu'elle implique sont en outre une manière d'entretenir l'espace et de protéger le patrimoine collectif. Ne polluant ni la terre ni les eaux, elles sont aussi économes à long terme. Autrement dit, l'agriculture biologique est un exemple de mise en œuvre concrète du concept écologique de « développement durable », dont on s'aperçoit, au-delà des slogans de tribune, qu'il peut constituer une formule économiquement et socialement intelligente.

Le Monde est édité par le SA LE MONDE  
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani  
Directeur : Jean-Marie Colombani  
Directeur adjoint : Jean-Paul Lecoq, Robert Solé  
Directeur de la rédaction : Gérard Pélissier  
Rédacteurs en chef : Jean-François Bessis, Pierre Godeau, Laurence Grellmann, Erik Israelwicz, Michel Kahan, Bertrand Le Gendre  
Directeur adjoint : Dominique Ruyssens  
Rédacteur en chef technique : Erik Israelwicz  
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fontaine

Mémoires : Thomas Poretsky

Directeur général : Erik Israelwicz, directeur délégué : Anne Chassebois

Conseiller de la direction : Alain Rollat, directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Rollat, président ; Gérard Pélissier, vice-président

Associés directeurs : Hubert Bernier-Méry (1944-1949), Jacques Fauriol (1949-1982), André Laurent (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lecoq (1991-1994)

Le Monde est édité par le SA Le Monde

Durée de la société : 100 ans à compter du 10 décembre 1994

Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde »

Associations : Hubert Bernier-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Imprimerie, Le Monde Investissement, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

## IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

### Le bon vin se fait rare

**LA RAISON** pour laquelle le bon vin se fait rare en France est, paraît-il, que nous l'exportons à l'étranger. La raison pour laquelle on ne trouve pas de vin français à l'étranger est, paraît-il, que nous le gardons en France. Notre vin doit donc flotter quelque part au milieu de l'Atlantique.

En un temps où la France doit exporter pour vivre, il est surprenant d'offrir du vin à des prix où personne ne veut l'acheter. Il est encore plus dangereux de vendre à des prix prohibitifs des vins de qualité qui ne sont pas vraiment supérieurs. L'opinion, assez généralement répandue chez nous, qu'« ils n'y connaissent rien » est tout à fait erronée. Quand un Américain a payé 8,50 dollars (2 500 francs) une bouteille de champagne de grande marque (on m'excusera de ne pas la nommer), le moment finit par arriver où il faut sauter le bouchon et s'aperçoit de ce que contient la bouteille. Comment lui en vouloir de jurer qu'on ne l'y prendra plus !

Le problème de notre exportation dépasse celui du vin. Il y a une qualité française. Elle a été et reste encore hautement appréciée à l'étranger. Mais elle est le fruit de plusieurs siècles de travail, de goût, d'intelligence et de probité. On dit couramment aux Etats-Unis qu'une affaire peut ruiner quelque temps sur sa réputation, pourvu que ce soit en descendant la côte. Nous n'avons plus de côte à descendre. L'honneur de la France vient sans doute que, après avoir si longtemps manqué de tout, les Français eux-mêmes se privent quelque temps encore de ce qu'ils produisent de meilleur dans tous les domaines.

Etienné Gilson  
(7 mai 1948.)

## Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC  
ou 03-26-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE  
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

# L'archéologie vaut bien une messe médiatique

**ALEXANDRIE** fait toujours rêver. La personnalité du fondateur de la cité, la célébrité de ses monuments - le phare, la bibliothèque -, le débarquement de Bonaparte, jusqu'au succès du *Quatuor d'Alexandrie*, de Lawrence Durrell, ses périodes de déclin comme ses renaissances fulgurantes : tout concourt à la pérennisation du mythe. L'exposition présentée au Petit Palais (*Le Monde* du 6 mai) devrait être un gros succès. D'autant que celle-ci s'appuie sur des fouilles archéologiques récentes, largement médiatisées, et qu'il s'agit d'archéologie sous-marine et d'exploration funéraire : le trésor de Rakhm le Rouge ou celui de Toutankhamon resurgissent immédiatement dans l'inconscient du public.

Au-delà, la mutation actuelle de l'archéologie sera peut-être moins perçue. Qu'on le déplore ou qu'on s'en félicite, des changements profonds sont nettement perceptibles, liés d'abord aux modes de financement de ces recherches. Aujourd'hui, les budgets affectés par l'Etat à la recherche archéologique sont, au mieux, stagnants. Les équipes sont d'ailleurs fortement incitées à aller chercher ailleurs des crédits complémentaires. Compléments qui, dans certains cas, peuvent se révéler plus élevés que les allocations de l'Etat. Le Centre des études alexandrines (CEA), qui a entrepris depuis une demi-douzaine d'années un remarquable travail à Alexandrie, reçoit 500 000 francs par an des pouvoirs publics français alors que le mécénat privé lui en offre le quadruple. L'équipe menée par Jean-Yves Empereur n'aurait pu travailler sous l'eau, au pied du fort Qaitbay, sans les fonds d'Elf Aquitaine et de la Fondation EDR. Elle n'aurait jamais pu entreprendre, en 1997, les fouilles de la nécropole de Gabbari sans les 500 000 francs de la chaîne de télévision France 2.

Les archéologues sont encore loin d'avoir tous recours à de telles « expédients ». Questions de principes, mais aussi question pratique. La recherche du mécénat prend du temps et de l'énergie : elle n'est, par définition, jamais acquise de manière définitive. « Avant, il suffisait d'envoyer aux institutions dont nous dépendons un rapport d'activité », constate Jean-Yves Empereur. Aujourd'hui, il faut aussi justifier ses résultats aux yeux du mécène. « Et ce dernier ne manquera pas de réclamer, si possible, une « image forte » qui frappe l'opinion. « Dans la carrière d'un chercheur, la vulgarisation est désormais prise en compte de manière beaucoup plus sérieuse », indique Jean-Yves Empereur.

Les indispensables rapports scientifiques, tirés à 600 exemplaires, ont tendance à être doublés à un public plus vaste. Avec le danger du dérapage vers le sensationnel, les risques de surcharge et de simplification. Ces méthodes, pour n'être pas entièrement nouvelles - que l'on songe aux « exploits » largement diffusés de Schliemann, le découvreur des Troies - attisent les conflits dans un milieu fermé, volontiers suspicieux, accablé à la diète financière et peu préparé à la méditation. Mais elles étonneront peut-être à l'avenir des fouilles contestables, comme celles de la cour Napoléon au Louvre, qui a englouti, dans les années 80, 50 millions de francs sans résultats probants.

L'archéologie réclame désormais des outils plus performants, donc plus onéreux. La profession s'est lourdement informatisée. Elle de-

mande la collaboration de nombreux spécialistes (informaticiens, anthropologues, architectes...) qui utilisent des appareils de plus en plus perfectionnés. Le tracé de l'heptastade d'Alexandrie, la chaussée-pont construite pour relier la terre ferme à l'île de Pharos, a été repérée grâce à une équipe de géophysiciens conduite par Albert Hesse, utilisant les techniques les plus sophistiquées, du radar à la magnéto-métrie.

## DEVENIR HOMME-ORCHESTRE

Des anthropologues, spécialistes des incinérations, ont examiné les cendres contenues dans les urnes découvertes sur la nécropole de Gabbari pour déterminer la position, l'âge et le sexe des défunts. L'étude de l'ADN des ossements trouvés dans les tombes de la même nécropole permettra de mesurer les liens de parenté des individus ensevelis ensemble. C'est le mécénat scientifique d'EDF qui a permis l'analyse et le remontage du colosse ptolémaïque qui se dresse devant l'entrée du Petit Palais.

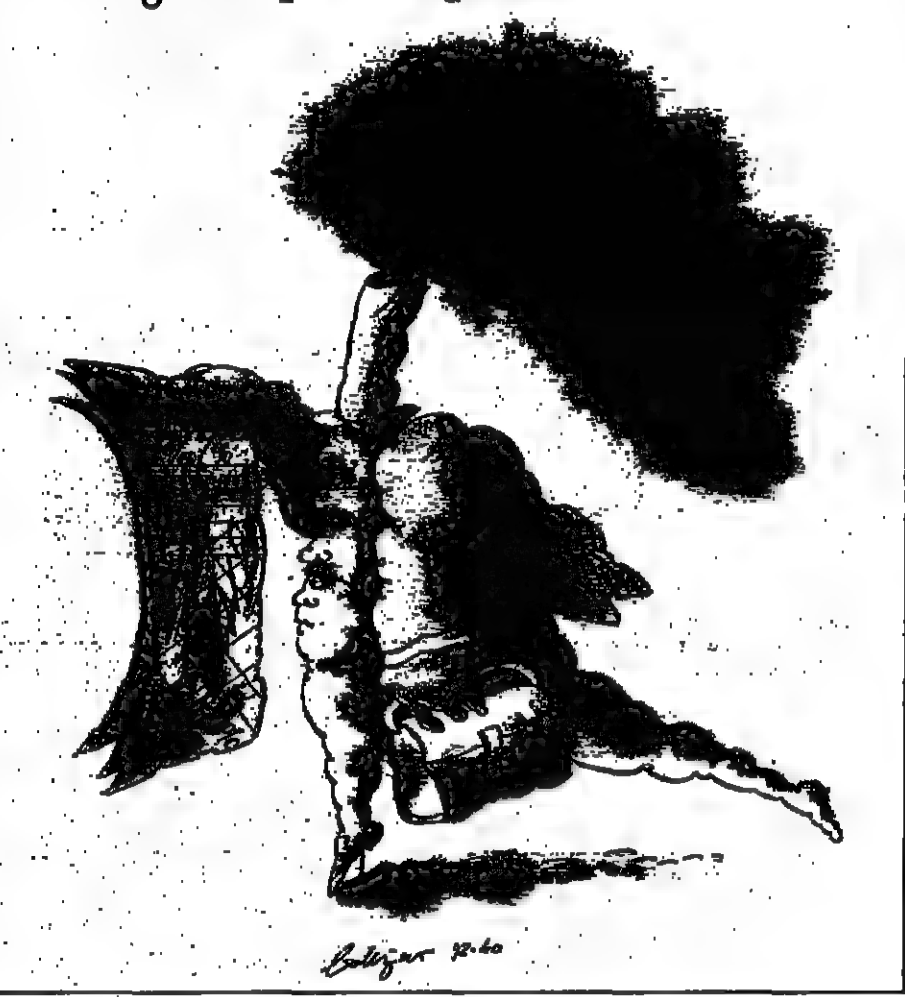
Aussi l'archéologue, naguère homme à tout faire, est en passe de devenir homme-orchestre. Outre ses qualités scientifiques, il doit être animateur d'équipes multidisciplinaires, organisateur et diplomate. Enfin, il doit être capable de présenter au public le résultat de

ses recherches. La manifestation du Petit Palais devrait sensibiliser ses visiteurs aux différentes facettes d'une civilisation complexe et métissée. Mettre en scène des sujets aussi divers que l'urbanisme, la religion, le culte des morts, le pouvoir, l'habitat, la vie quotidienne, la culture artistique et scientifique, littéraire et technique, requiert une collaboration avec d'autres spécialistes.

Il ne faut pourtant jamais oublier que derrière les belles images en couleurs diffusées par la télévision, un travail plus ingrat, minutieux, continue. A Alexandrie, on entame l'anastylose des quelque 2 500 blocs répertoriés au fond de l'eau, au pied du fort Qaitbay, ainsi qu'une campagne de cartage sous-marine qui permettra l'étude des phénomènes de subsidence dans la baie d'Alexandrie - c'est-à-dire l'enfoncement de la croûte terrestre à la suite des secousses sismiques. Paradoxalement, on demande aujourd'hui à l'archéologie davantage de rêve au moment où les professionnels sont plus soucieux d'analyses pointues que de trésors à la Schliemann. Mais ces recherches apparemment ingrates, longues et onéreuses demandent, pour être menées, quelques grand-messes médiatiques.

Emmanuel de Roux

## Interrogation par Calligaro



## Le bon combat de la France

Suite de la première page

Mais s'ils ont réagi aussi calmement, c'est aussi que les milieux financiers n'ont jamais jugé choquant que la France choisisse de présenter, début novembre 1997, la candidature du gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, à la présidence de la BCE. Ils ont estimé recevables les trois grands arguments utilisés par Paris pour justifier son comportement.

Le premier d'entre eux est que la France, deuxième puissance économique d'Europe et moteur de la construction européenne, était, à ce titre, en droit d'avoir cette préférence, elle qui s'était déjà vue priver du siège de la BCE au profit de Francfort. Un poste de président pas seulement honorifique compte tenu du rôle décisif que ce personnage aura en tant que porte-parole officiel de l'institut d'émission et comme représentant monétaire de l'Europe au sein des instances internationales. La France pouvait-elle se contenter d'un strapontin au sein du directoire alors que son économie représente 22 % du PIB de l'Euro-land (contre 5 % pour les Pays-Bas) ?

Placer ses hommes au directoire de la BCE ne relevait pas seulement d'un problème d'amour-propre national, il était aussi d'une grande importance sur le plan de la stratégie monétaire. La bataille qu'ont livrée entre eux les petits pays pour y séparer et l'énergie déployée par l'Allemagne, l'Italie et

l'Espagne pour y placer le plus longtemps possible leur candidat justifie, s'il en était besoin, la volonté française. Le chancelier allemand Helmut Kohl n'a pas manqué de souligner, lundi 4 mai, que si le vice-président français de la BCE, Christian Noyer, avait été nommé pour quatre ans, le chef économiste de la Bundesbank, Ottmar Issing, était membre du directoire de la BCE pour huit ans ! Les membres du directoire ne seront, certes, pas là pour défendre des intérêts nationaux, mais ils permettront toutefois, en raison des relations privilégiées qu'ils continueront à entretenir avec les acteurs économiques de leurs pays, d'y exprimer une sensibilité nationale.

## L'AMICALE DES GOUVERNEURS

Deuxième argument utilisé par Paris : il n'était pas possible d'accepter sans réagir le coup de force des banquiers centraux européens qui, en mai 1996, guidés par le président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, avaient proposé, sans aucune concertation avec les dirigeants politiques de l'Union, le Néerlandais Wim Duisenberg à la tête de l'institut d'émission, le faisant du même coup le candidat naturel pour prendre la tête de la BCE. Si le traité de Maastricht précise que les membres du directoire la BCE sont totalement indépendants du pouvoir politique une fois entrés en fonction, il indique aussi qu'il appartient aux chefs d'Etat et de gouvernement de les nommer. Etait-il bon que le premier président de la BCE soit choisi par « l'amicale des gouverneurs » c'est-à-dire, de fait, désigné par M. Tietmeyer ? Le psychodrame de Bruxelles résulte d'ailleurs moins de l'obstination française

que de la pression exercée par le président de la « Buba » qui a conduit le chancelier allemand Helmut Kohl à revenir, *in extremis*, sur le compromis que celui-ci avait mis au point avec la France et les Pays-Bas. Le sommet de Bruxelles a donc marqué une réappropriation, par les politiques, d'une décision que les banquiers centraux leur avaient volée. La hiérarchie des pouvoirs a été rétablie.

Le comportement de la plupart des dirigeants politiques européens peut à cet égard surprendre. Au lieu de défendre leurs prérogatives, ils ont, pour la majorité d'entre eux, choisi de soutenir la candidature de M. Duisenberg, même si ce n'est pas avec l'empressement qu'on a généralement décrit à La Haye. Alors même que les responsables néerlandais et allemands les avaient qualifiés de pays du « Club Med », les nations d'Europe du Sud ont ainsi préféré défendre le candidat batave par crainte, à l'évidence, de froisser les Allemands et de voir les derniers tenter de les exclure de l'Euro-land.

Troisième et dernier argument utilisé par Paris : avec une banque centrale européenne installée à Francfort et un président néerlandais nommé pour huit ans, si proche de M. Tietmeyer qu'on a l'habitude de le présenter, même au Pays-Bas, comme un clone de ce dernier, le centre de gravité de l'Union monétaire se serait retrouvé quelque part entre Francfort et La Haye, loin du centre réel de l'Euro-land. Qu'aurait dit le Front national, qui cherche à exploiter l'inquiétude des Français face à la disparition du franc et la révolution monétaire en cours, devant cette Europe officiellement placée sous tutelle de l'Allemagne et des Pays-Bas ? La création de l'euro

n'est-elle pas précisément destinée à redonner à la France un peu d'un pouvoir monétaire qu'elle avait perdu depuis dix ans ? Paris pouvait-il céder sur ce dossier alors qu'on lui reprochait déjà d'avoir gâché la fête du lancement de l'euro n'aurait-elle pas été les premiers à se moquer - à l'étranger - ou à critiquer - dans l'hexagone - la sous-représentation de la France à la BCE ? Une solution plus élégante et qui aurait enlevé l'aspect fâcheusement nationaliste de la démarche française aurait été que Paris propose et soutienne, contre la candidature germano-néerlandaise, le candidat d'un autre pays, qu'il soit belge, portugais, irlandais ou espagnol. Mais c'est sans doute le seul regret que peuvent aujourd'hui éprouver les pouvoirs publics français.

Quels auraient été les commentaires si la France était revenue bredouille de Bruxelles ? Ceux qui accusent aujourd'hui Paris d'avoir gâché la fête du lancement de l'euro n'auraient-ils pas été les premiers à se moquer - à l'étranger - ou à critiquer - dans l'hexagone - la sous-représentation de la France à la BCE ? Une solution plus élégante et qui aurait enlevé l'aspect fâcheusement nationaliste de la démarche française aurait été que Paris propose et soutienne, contre la candidature germano-néerlandaise, le candidat d'un autre pays, qu'il soit belge, portugais, irlandais ou espagnol. Mais c'est sans doute le seul regret que peuvent aujourd'hui éprouver les pouvoirs publics français.

Pierre-Antoine Delhommeais  
et Erik Israelwicz

## RECTIFICATIF

### MOTS CROISÉS

Dans le problème de mots croisés n° 98107 (*Le Monde* du 6 mai), les quatre cases noires de la partie inférieure droite de la grille ont malencontreusement « flotté » d'une colonne vers la gauche. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous excuser de cet incident purement technique.



**AUTOMOBILE** Daimler-Benz, premier industriel allemand et propriétaire de la marque Mercedes, et Chrysler, le troisième constructeur américain, ont confirmé le 6 mai

avoir engagé des négociations en vue d'un rapprochement. ● LES DEUX GROUPEs seraient déjà bien avancés dans leurs discussions, selon le *Wall Street Journal*, qui a ré-

vélé l'information. Ils s'orientent vers une fusion ou un rachat de Chrysler par le groupe allemand. ● LA VALEUR du groupe américain est évaluée à 35 milliards de dollars

(environ 210 milliards de francs). Ce serait la plus importante transaction de l'histoire de l'industrie. Elle donnerait naissance au cinquième constructeur mondial, avec un

chiffre d'affaires de 130 milliards de dollars. ● CE PROJET confirme la bonne santé de l'industrie automobile allemande, qui annonce la création de 10 000 emplois cette année.

## Daimler-Benz et Chrysler négocient une fusion de 210 milliards de francs

Opération sans précédent dans l'industrie, le rapprochement des deux groupes donnerait naissance au cinquième constructeur mondial. Les discussions en cours illustrent la montée en puissance de l'automobile allemande

L'INDUSTRIE automobile mondiale pourrait connaître un bouleversement sans précédent : selon le *Wall Street Journal* Europe publié mercredi 6 mai, Daimler-Benz et Chrysler discutent actuellement d'une fusion, ou d'un rachat du second par le premier qui prendrait la forme d'un échange d'actions. « Daimler-Benz et Chrysler confirment la tenue de négociations en vue d'une possible fusion des deux sociétés », dit-on à Stuttgart. Le premier groupe industriel allemand confirme que cette fusion pourrait prendre la forme d'un échange d'actions aboutissant à la création d'une société commune.

Selon le quotidien américain, la direction de Chrysler devait se réunir mercredi à ce sujet et celle de Daimler-Benz dans la semaine. Pour le *Wall Street Journal*, le schéma le plus probable serait que Daimler-Benz, le plus gros des deux groupes, rachète Chrysler. Le plus petit des « Big Three » américains vaudrait 35 milliards de dollars (210 milliards de francs), alors que sa capitalisation boursière s'élève à 27 milliards de dollars. Si tel était le cas, une fusion-absorption entre Daimler-Benz et Chrysler serait la transaction la plus importante jamais faite dans l'industrie. Elle donnerait naissance au cinquième constructeur

automobile mondial, en nombre de véhicules vendus derrière General Motors, Ford, Toyota et Volkswagen. Le nouvel ensemble représenterait un chiffre d'affaires d'environ 130 milliards de dollars.

**Chrysler souffre d'une double dépendance, à l'égard du succès de ses « 4x4 » et à l'égard du marché américain**

Chrysler cherche bel et bien un partenaire. Son PDG, Robert Eaton, déclarait au début du mois d'avril, dans un entretien avec le *Detroit News*, qu'il discutait avec plusieurs firmes en vue d'éventuels rachats ou fusions. « Nous parlons à des gens dans le monde entier, avait-il alors déclaré : Je ne sais pas si cela va déboucher sur quelque chose, mais nous sommes clairement en position de faire quelque chose. » L'enfant terrible de Detroit, qu'on a déjà cru mort huit fois en soixante-dix ans d'existence, traverse actuellement une période florissante même si ses résultats ont reculé l'an dernier, à la suite d'une grève de vingt-neuf jours et de la mise en place du programme de lancement de son histoire. Toutefois, ses faiblesses historiques, qui ont failli causé sa mort à plusieurs reprises — la dernière fois en 1989 —, n'ont pas été vaincues. Elles sont au nombre de deux.

La première est sa trop grande dépendance à l'égard des « light trucks », ces 4x4, pick-up et autres minivans qui font justement son succès de Chrysler aux Etats-Unis. L'an dernier, ces véhicules de niche, qui tirent le marché américain à la hausse depuis le début de la décennie et ont sauvé Chrysler de la faillite, ont représenté environ 70 % de ses ventes. Si le vent de la mode devait tourner aux Etats-Unis, Chrysler en subirait les conséquences de plein fouet : ses ber-

lines, qui souffrent d'une réputation médiocre, ne garantiraient pas son avenir. Par ailleurs, les 4x4, gros consommateurs d'essence, seraient beaucoup moins appréciés si le prix du gallon devait augmenter. Enfin, la concurrence sur ce créneau est de plus en plus forte. Longtemps l'apanage des Américains, en tête desquels Chrysler, les « light trucks » ont diversifié leur marque de fabrication : les Japonais, mais aussi les Européens, et d'abord Mercedes-Benz, s'y sont mis. Concurrence renforcée signifiera marges réduites.

Seconde faiblesse du plus petit des « Big Three » : sa trop forte dépendance à l'égard du marché nord-américain. En 1997, le groupe a réalisé plus de 88 % de ses ventes au Canada et aux Etats-Unis. Certes, Chrysler a l'intention de porter ses ventes hors d'Amérique du Nord à 500 000 à l'hor-

zon 2000 (contre 327 000 en 1997). Un chiffre qui reste relativement modeste et qui n'empêchera pas Chrysler de rencontrer de sérieuses difficultés si le marché nord-américain devait se retourner.

En fusionnant avec Daimler-Benz, Chrysler serait à l'abri de ses vieux démons. Lee Iacocca, le précédent PDG du constructeur, avait lui aussi rêvé d'une grande alliance salvatrice. Avec Mitsubishi et Fiat, il devait constituer Global Motors et former le premier vrai constructeur mondial. Dans les années 80, Chrysler avait été jusqu'à s'associer avec le japonais et à mettre en place des participations croisées. Mais les discussions avec Fiat, menées en 1990, ont échoué sur le problème classique de répartition des pouvoirs. Lee Iacocca se voyait à la tête du nouvel ensemble. Agnelli aussi.

Selon le *Wall Street Journal*, si Daimler et Chrysler fusionnaient, Robert Eaton et Jürgen Schrempp, son homologue allemand, se partageraient la présidence. Encore faudrait-il que le constructeur de Detroit ne craigne pas d'être entièrement placé sous la coupe allemande. Renault, après l'échec de ses projets de fusion avec Fiat puis, surtout, avec Volvo, avait songé, sous l'influence de Gérard Longuet, alors ministre de l'Industrie, à s'allier avec Mercedes et avait reculé notamment pour cette raison.

Daimler-Benz, de son côté, cherche depuis plusieurs mois un partenaire pour produire sous une autre marque des voitures meilleur marché. Dans un entretien avec le quotidien américain *USA Today*, le 5 janvier, Jürgen Hubbert, responsable de la division voitures particulières du groupe allemand, avait parlé d'un parte-

nariat avec Chrysler. Ce projet pourrait se concrétiser sous la forme d'une fusion. Mercedes-Benz, qui a vendu l'an dernier 715 000 voitures, est engagée dans une stratégie expansionniste d'envie, comptant porter ce chiffre à 1,2 million en l'an 2000, en multipliant les modèles haut de gamme, de la petite voiture à la grosse berline en passant par le monospace et le 4x4.

Mais si elle veut conserver son image de luxe et sa réputation d'expertise, la marque à l'étoile ne pourra pas augmenter ses volumes à l'infini. Une association avec un constructeur plus généraliste pourrait la sortir de cette impasse. Chrysler lui donnerait en outre accès au marché américain : même si Mercedes-Benz y possède une usine, ses ventes y restent relativement marginales.

Virginie Malingre

### Le poids des deux groupes

**Daimler-Benz :**  
● Nombre de véhicules vendus en 1997 : 715 000 voitures particulières et 417 400 utilitaires.  
● Chiffre d'affaires : 124 milliards de deutschemarks (415,4 milliards de francs).  
● Bénéfice net : 3,2 milliards de deutschemarks (hors bénéfices exceptionnels).  
● Effectifs : 300 068 salariés dont les trois quarts en Allemagne.

**Chrysler :**  
● Nombre de véhicules vendus en 1997 : 2,886 981 millions, dont 70 % de light trucks (4x4, pick-up...)  
● Chiffre d'affaires : 61,147 milliards de dollars (366,6 milliards de francs)  
● Bénéfice net : 2,8 milliards de dollars.  
● Effectifs : 112 300 salariés.

### L'industrie automobile devrait créer 10 000 emplois en Allemagne en 1998

10 000 nouveaux emplois. C'est ce que l'industrie automobile allemande devrait créer cette année, si l'on en croit les déclarations du directeur de la Fédération de l'industrie automobile allemande (VDA), Konibert Schmidt, mardi 5 mai. En 1997, pour la première fois depuis six ans, constructeurs et équipementiers automobiles présents en Allemagne ont embauché 25 000 personnes, portant leurs effectifs à près de 681 000. Certes, 45 % n'ont obtenu qu'un contrat à durée déterminée. Mais cette nouvelle tendance marque la fin de l'hémorragie : entre 1991 et 1996, les effectifs de l'industrie automobile sont passés de 780 000 à 655 000.

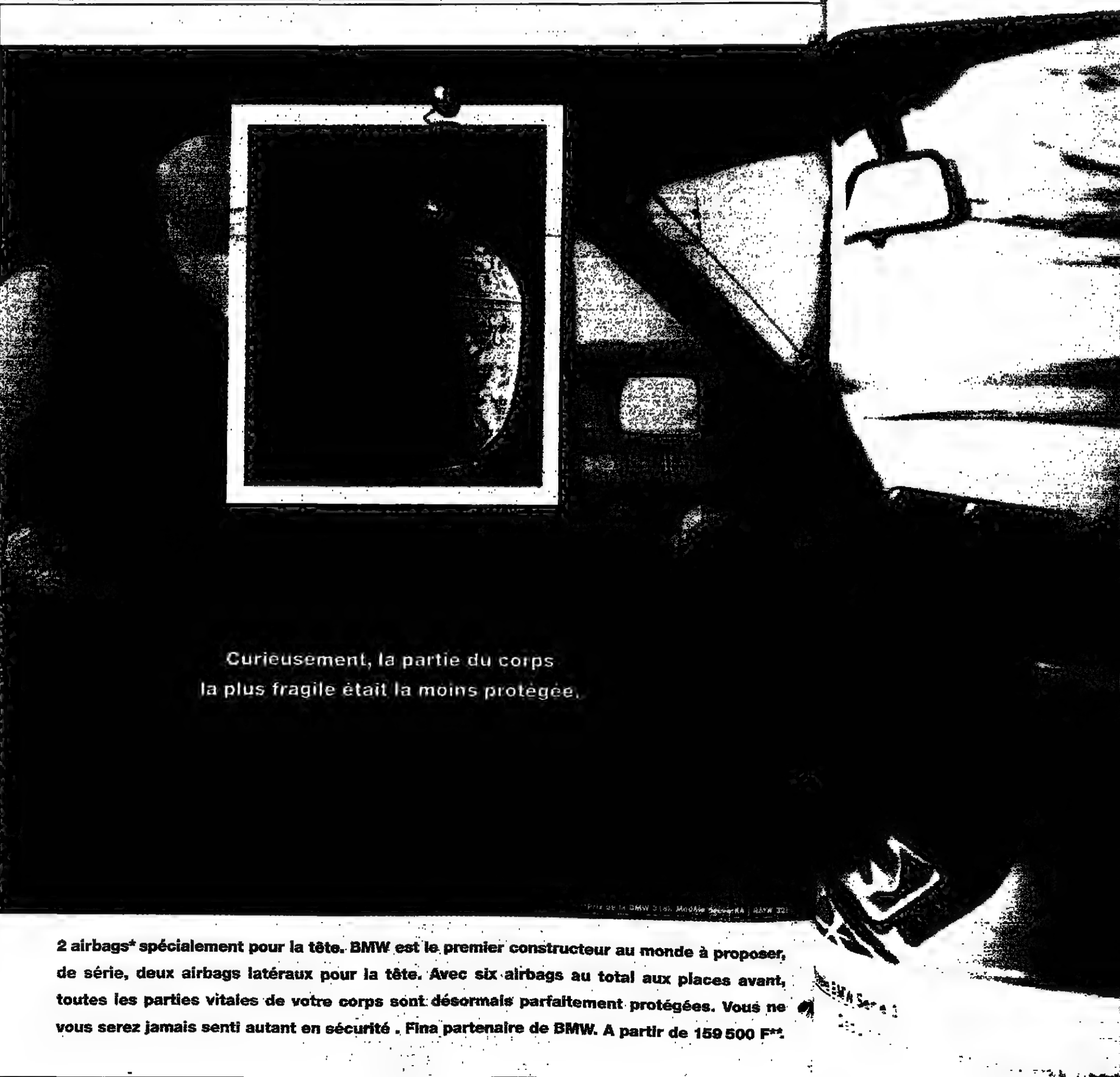
Cette année, comme en 1997, l'industrie automobile allemande devrait avant tout être tirée par ses exportations, qui au premier trimestre ont augmenté de 6 %, atteignant 804 400 véhicules. En 1997, elles avaient enregistré une progression de 7 % pour atteindre le niveau record de 3,036 millions de véhicules.

**LE MOTEUR DE LA CROISSANCE**  
Selon la VDA, la crise asiatique ne devrait pas affecter les ventes de voitures allemandes hors des frontières : les constructeurs allemands exportent moins de 9 % de

leur production dans cette région. En outre, en 1998, les constructeurs présents outre-Rhin devraient bénéficier de la reprise du marché allemand, qui avait stagné en 1997. Au premier trimestre, on a compté 1,04 million d'immatriculations (+12 %). La VDA prévoit, pour l'ensemble de l'année, 3,9 millions d'immatriculations dans le pays, soit une augmentation de 4 %, et une hausse également de 4 % de la production sur le sol allemand, qui atteindrait 5,22 millions d'unités, davantage qu'en 1992, année-record. « L'industrie automobile sera cette année la locomotive de la conjoncture et le moteur de la croissance », déclarait récemment Bernd Gottschalk, le président de VDA.

La baisse relative du mark a donné un coup de pouce qui n'est pas négligeable, mais cela n'a pas empêché les constructeurs d'accroître leur production hors de leurs frontières : l'an dernier, celle-ci a été de 3,12 millions d'unités, en hausse de 13 % par rapport à 1996. « Les 8,15 millions de véhicules produits en Allemagne ou par des constructeurs allemands à l'étranger représentent 15 % du marché mondial », s'est félicité Bernd Gottschalk.

V. Ma.



Curieusement, la partie du corps la plus fragile était la moins protégée.

2 airbags\* spécialement pour la tête. BMW est le premier constructeur au monde à proposer, de série, deux airbags latéraux pour la tête. Avec six airbags au total aux places avant, toutes les parties vitales de votre corps sont désormais parfaitement protégées. Vous ne vous sentirez jamais autant en sécurité. Fina partenaire de BMW. A partir de 159 500 F\*\*.



## Ultime marchandage à Bruxelles sur le Lyonnais

Dominique Strauss-Kahn et Karel Van Miert se sont rencontrés mardi 5 mai pour la troisième fois en quelques jours

APRÈS UN WEEK-END de négociations et une dernière rencontre mardi 5 mai, Dominique Strauss-Kahn, le ministre français de l'économie, et Karel Van Miert, le commissaire européen à la concurrence, sont très proches d'un accord sur les aides accordées par la France au Crédit lyonnais. M. Van Miert a confirmé implicitement le même jour dans la matinée sur France 2 déclarant que « les offres faites par le gouvernement français sont suffisantes, me semble-t-il, pour susciter une position positive [de la Commission] ». Bruxelles attend une lettre signée par M. Strauss-Kahn résumant les engagements français qui permettra à la Commission de prendre une décision officielle, sans doute le 20 mai.

Les deux points majeurs de désaccord entre Paris et Bruxelles ont été surmontés. Ils portaient sur l'étendue des contreparties exigées du Crédit lyonnais sous la forme de vente d'actifs, et sur les conditions de privatisation de la banque. Les pouvoirs publics

français se sont ainsi engagés à mettre le Lyonnais sur le marché avant octobre 1999 (*Le Monde* du 5 mai) sans se voir imposer une cession de gré à gré. S'agissant de la contrepartie aux aides, Paris a obtenu aussi un peu plus de souplesse de la Commission concernant l'exigence de la vente de 620 milliards d'actifs en Europe. Bruxelles accepte que le Lyonnais conserve ses implantations à Londres, Luxembourg et Francfort, ainsi qu'en Suisse, mais devra en échange céder une partie de ses activités en Asie et en Amérique du Nord.

Le dernier point de désaccord, minimisé par les deux parties, concerne l'ampleur des aides reçues par le Lyonnais et la durée de la neutralisation par l'État du prêt accordé indirectement par la banque publique à l'organisme qui a récupéré ses actifs compromis (CDR). Bruxelles voudrait que cette aide cesse en l'an 1999 et Paris en 2000 : une divergence technique qui porte tout de même sur quelques milliards de francs.

## En prenant le contrôle de Christie's François Pinault investit le monde de l'art

Le milliardaire français est aussi un grand collectionneur

Artémis, la holding personnelle de François Pinault, propriétaire entre autres du groupe Pinault-Printemps-Redoute, va racheter 29,1 % de

la prestigieuse maison de ventes aux enchères britannique Christie's, numéro un mondial devant l'américain Sotheby's. Un achat spéculatif,

misant sur la reprise du marché de l'art, mais aussi affectif, pour un homme d'affaires soucieux de son image et lui-même collectionneur.

britannique Joseph C. Lewis. La City frémit : après Rolls Royce, bientôt dans l'escarcelle d'un constructeur allemand, un nouveau fleuron britannique passe en des mains étrangères.

### L'ART CONTEMPORAIN D'ABORD

Créée en 1766, la maison londonienne est aussi anglaise que le *five o'clock tea*. En février, Christie's avait rejeté la proposition de rachat concoctée par la banque d'affaires SBC-Warburg Dillon Reed, au profit d'un mystérieux groupe d'investisseurs privés. Officiellement en raison de la faiblesse de l'offre, officieusement à cause de la personnalité de certains de ces investis-

seurs, proche-orientaux et asiatiques. Cela dit, Lord Hlinip, le président de Christie's, moulé à Eton et ancien officier des gardes royales, sait s'accommoder des soubresauts d'un capital qui s'est largement ouvert ces dernières années. « Joe » Lewis, reclus à Lyford Cay aux Bahamas, n'a-t-il pas bâti sa fortune (la première d'Angleterre, devant la Reine) notamment en spéculant sur les changes, avant de racheter Christie's à... un concessionnaire automobile ? Et le grand rival Sotheby's n'a-t-il pas, lui, été repris en 1983 par Alfred Taubman, un promoteur immobilier du Michigan ? Les autres actionnaires de Christie's, outre la famille Lloyd (ancien propriétaire), sont de gros fonds d'investissement, comme Mercury Asset Management et Schroders.

Le marché des ventes aux enchères est sorti depuis longtemps des salons feutrés de l'aristocratie britannique, pour devenir un enjeu mondial. Christie's en a pris la tête, devant Sotheby's, depuis deux ans. Le groupe, qui dispose de 116 bureaux dans le monde, a organisé en 1997 des ventes dans 17 pays, pour un montant d'environ 12 milliards de francs, qui lui ont permis de réaliser un chiffre d'affaires de quelque 2,6 milliards de francs et 400 millions de francs de résultat avant impôt. Des grands vins à l'automobile de collection, rien n'échappe au marteau de ses adjudicateurs, mais le point fort de Christie's demeure l'art, impressionniste, moderne ou contemporain de préférence.

Justement, M. Pinault nourrit une véritable passion pour l'art contemporain. Du cubisme à l'abstraction américaine, de Piet Mondrian à Barnett Newman, en passant par Pollock ou Rauschenberg, « il a une vision, un œil, affirme un marchand d'art. Il collectionne depuis une vingtaine d'années, mais ses choix sont réellement très pointus depuis sept ou huit ans ». Ainsi, le mil-

liardaire français n'a pas hésité à passer commande, pour sa propriété de Montfort-L'Amaury, d'une pièce monumentale au sculpteur californien Richard Serra.

Mais l'ancien marchand de bois breton, qui a bâti en trente ans la neuvième fortune de France, cherche d'abord à accroître encore et toujours son patrimoine.

### DES « COUPS » QUI RAPPORTENT

« Sentant » la reprise se confirmer en Europe, il a retrouvé, selon ses proches, le goût des « coups » qui rapportent gros. Ce qui l'a amené à réaliser ou tenter des opérations sans grand rapport entre elles. L'achat de Sedimeg, la première société fondée, par Artémis, en janvier, pour près de 7 milliards de francs, n'était motivé que par le potentiel de croissance décelé dans le marché immobilier. La tentative d'OPA sur Worms & Cie, à l'autonomie, était purement financière, et l'homme d'affaires n'a pas insisté lorsque les Agnelli lui ont barré la route. Au gré de l'inspiration de son patron, Artémis s'est ainsi retrouvée propriétaire des bagages Samsonite, des chaussures de sport Converse ou de la station de ski de Vall, dans le Colorado.

Avec Christie's, M. Pinault entend surfer sur la reprise du marché de l'art, et peut-être accéder à un carnet d'adresses prestigieuses dans l'establishment et la jet set. Il pourrait aussi favoriser l'implantation de la maison en France, à la veille d'une libéralisation des ventes, encore sous la coupe du monopole des commissaires-priseurs. Outre-Manche, on avait coutume de dire que « Sotheby's est composée d'hommes d'affaires qui veulent jouer aux gentlemen, Christie's de gentlemen qui voudraient être des hommes d'affaires ». François Pinault espère faire la synthèse.

Harry Bellet et Marc Roche, à Londres

## Délicate convergence des taux européens

LE SOMMET de Bruxelles n'a pas réglé tous les problèmes monétaires à l'intérieur de la zone euro. Le plus délicat d'entre eux concerne la convergence des taux d'intérêt à court terme. Le 1<sup>er</sup> janvier 1999, les rendements se situeront au même niveau dans les onze pays du bloc, avec un taux directeur unique fixé par la Banque centrale européenne (BCE). Ce n'est pas encore le cas : les taux à trois mois se situent à 3,60 % en France et en Allemagne, mais à 4,30 % en Espagne, 5 % en Italie et 6,1 % en Irlande.

La question est de savoir comment va s'effectuer leur égalisation : par relèvement des taux les plus bas ou au contraire par baisse des rendements plus élevés ?

### TOUR DE VIS DANOIS

Mardi 5 mai, la Banque d'Espagne a réduit d'un quart de point son taux directeur, ramené à 4,25 %, laissant supposer que la première voie, celle d'un alignement général sur les taux allemands et français, est la bonne. Mais au même moment, la banque centrale danoise aug-

mentait d'un demi-point son taux d'escompte. Même si le Danemark ne fera pas partie de l'euroterritoire et même s'il a été justifié par la nécessité de défendre la couronne danoise affaiblie par la grève dans le pays, le tour de vis monétaire décidé à Copenhague n'en a pas moins inquiété les marchés européens. Il a renforcé la crainte d'une prochaine hausse des taux allemands, destinée officiellement à prévenir les risques de surchauffe économique dans des pays comme la Finlande ou les Pays-Bas, mais qui serait aussi une façon pour la Bundesbank de manifester sa colère à l'égard du compromis trouvé sur la présidence de la BCE.

De nombreux analystes contestent cette vision en soulignant qu'à elles seules, la France et l'Allemagne représenteront plus de la moitié du PIB de la zone euro. La politique monétaire européenne va rester dictée par les seuls besoins monétaires de ces deux pays, où une hausse des taux n'est pas justifiée.

Pierre-Antoine Delhommais

## Suez-Lyonnaise des Eaux et Saint-Gobain « débouclent » leurs participations

SUEZ-LYONNAISE DES EAUX et la Compagnie de Saint-Gobain ont conclu mercredi 6 mai un accord sur le décroisement de leurs participations. Cet accord prendra effet dès l'entrée en vigueur de la loi DDOEF (portant diverses mesures d'ordre économique et financier) qui devrait modifier le régime du rachat par les sociétés de leurs propres actions. Suez-Lyonnaise rachètera à Saint-Gobain la totalité des titres détenus par celle-ci, soit 4,2 millions d'actions, ou 3,3 % de son capital, au prix unitaire de 1 010 francs. Parallèlement, Saint-Gobain rachètera à Suez-Lyonnaise 2,3 millions d'actions Saint-Gobain, soit 2,5 % du capital, au prix unitaire de 981 francs.

Au final, Suez-Lyonnaise annulera les titres rachetés à Saint-Gobain et son auto-contrôle actuel, soit 6,2 millions d'actions au total, ce qui représente 5 % de son capital.

### Nouvelle BMW Série 3.

Depuis quand n'avez-vous pas conduit une vraie voiture ?





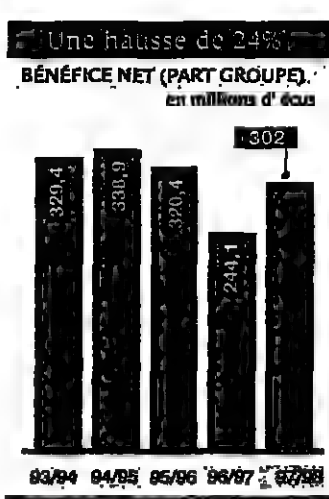
## GEC-Alsthom annonce une forte reprise de ses commandes

Le groupe sera coté fin juin sous un nouveau nom : « Alstom »

Les deux actionnaires actuels de GEC-Alsthom vont réduire leur participation de 50 % chacun à 24 % environ, 52 % étant introduits à Londres, Paris et New York d'ici à l'été. GEC-Alsthom a enregistré une hausse de 41 % de ses commandes pour son dernier exercice, et son bénéfice net a progressé de 24 %.

EN PUBLIANT, mercredi 6 mai, les résultats de son exercice 1997-1998, GEC Alsthom lance le compte à rebours de sa mise en Bourse, prévue pour fin juin sous une nouvelle dénomination : Alstom, sans « h » pour être plus facilement mémorisé et prononcé. Les dirigeants du groupe présentent ces chiffres à Londres, le même jour, aux deux banques-conseil qui organisent son entrée sur le marché, Goldman Sachs et Crédit suisse First Boston. Actuellement coté à 50-50 par deux grands actionnaires industriels français et britannique, Alcatel Alsthom et General Electric Company (GEC), le constructeur de TGV et de centrales électriques prépare cette mutation depuis des mois.

Avec une hausse des commandes de 41 % pour l'exercice qui s'est achevé le 31 mars, le PDG de GEC Alsthom, Pierre Bilger, voit l'avenir d'un œil d'autant plus optimiste qu'elles avaient diminué de 8 % lors de l'exercice précédent. Elles représentent un total de 11,5 milliards d'euros (74,7 milliards de francs), légèrement supérieur à celui du



chiffre d'affaires de l'année (11,1 milliards d'euros, en hausse de 18 %). D'importants contrats, comme ceux conclus en Chine - centrale au charbon de Laibin B et turbines hydrauliques pour le barrage des Trois-Gorges - ont contribué à cette spectaculaire re-

prise d'activité. Si l'activité de construction de centrales électriques (32 % du chiffre d'affaires total de GEC Alsthom) a engrangé de nombreuses commandes, les équipements de transmission et de distribution d'électricité (22 %) ont également connu des succès, notamment au Mexique, de même que la branche transport (27 %), qui commence à livrer ses premiers TGV en Corée, ainsi que les activités industrielles et navales : les Chantiers de l'Atlantique, basés à Saint-Nazaire, profitent du fort regain du marché des bateaux de croisière.

Les résultats du groupe s'affichent aussi en hausse, malgré la forte concurrence qui règne sur le marché des centrales électriques, et la guerre des prix qui oppose le groupe français, l'allemand Siemens, l'italien-suisse ABB et le leader mondial, l'américain General Electric. Le résultat d'exploitation, à 599 millions d'euros, progresse de 7 % et le résultat net de 24 %, à 302 millions.

### RENTABLES MAIS DURS

Ces résultats plairont-ils aux analystes financiers ? C'est désormais le sous-principal de M. Bilger, qui présentera publiquement l'état des lieux de son groupe début juin, après obtention des visas boursiers. Sans doute soulignera-t-il à cette occasion l'accroissement du poids du groupe depuis sa création, en 1989, à l'issue du mariage d'Alsthom et des activités d'énergie et de transport de GEC. Depuis cette date, le groupe a vu ses ventes progresser de 6,8 % par an quand le marché n'augmentait que de 3 % à 5 % et sa marge augmenter de 11,3 %.

L'accroissement des ventes est largement dû aux nombreuses acquisitions auxquelles GEC Alsthom a procédé - tout comme ses concurrents, notamment ABB - au cours de cette période : les sociétés rachetées représentent un tiers de son chiffre d'affaires actuel, soit 3,3 milliards d'euros, pour lesquels GEC Alsthom a déboursé 1 milliard. Et cela sans compter le rachat, en cours, de Ceglec (ingénierie électrique), qui lui apportera 3,8 milliard d'euros de chiffre d'affaires supplémentaire, payés 520 millions. Le groupe n'exclut pas de poursuivre cette stratégie d'acquisitions, tout en soulignant que prendre le contrôle d'une « cible » prend parfois des années - sept dans le cas d'AEG - et ne réussit pas à tout coup - l'an dernier, Westinghouse a échappé à GEC Alsthom au profit de Siemens.

Ces modifications de périmètres, auxquelles s'ajoutent une concurrence très aigüe conduisant l'entreprise à rechercher 5 % de gains de productivité chaque année, ont entraîné d'importantes restructurations : 32 usines ont été fermées en près de dix ans en Europe, qui compte encore 130 sites industriels. Ce mouvement n'est pas près de cesser, car GEC Alsthom entend concentrer sa production sur des « pôles d'excellence » dans ses deux pays d'origine, mais aussi en Pologne, en Roumanie, au Brésil ou au Mexique.

Rentables mais durs, les marchés de GEC Alsthom n'intéressent désormais plus Serge Tchuruk, le PDG d'Alcatel Alsthom, recentré sur les télécommunications, et qui deviendra « Alcatel » au moment où GEC Alsthom adoptera le nom d'« Alstom ». Le principe de son désengagement partiel avait été annoncé il y a six mois (Le Monde du 5 décembre 1997) : chacun des deux actionnaires de GEC Alsthom cédera un peu plus de la moitié de sa participation, ne conservant que 21 % à 24 %, afin d'introduire au moins 52 % de GEC Alsthom en Bourse. Les deux actionnaires se verseront un superdividende de 1,2 milliard d'euros. Puis 2 % du capital sera proposé aux salariés. Il devrait s'agir de l'offre publique de vente la plus importante (hors privatisations) jamais réalisée en Europe. Si tout se passe comme prévu, la cotation interviendra simultanément à Paris, Londres et New York.

## Bill Gates dénonce la volonté américaine de réglementer l'industrie informatique

Le PDG de Microsoft cherche à dramatiser l'impact qu'aurait un blocage du lancement de Windows 98, alors que le gouvernement fédéral et une douzaine d'Etats envisagent de nouvelles actions contre son groupe

NEW YORK  
de notre correspondante  
Face à la menace de procédures judiciaires anti-trust susceptibles de retarder le lancement de son dernier logiciel, Windows 98, Bill Gates, le PDG de Microsoft, contre-attaque par une grande campagne de relations publiques. Se présentant comme le champion du progrès, de la libre entreprise et de l'innovation, qu'un Etat interventionniste tente d'étrangler, il a averti, mardi 5 mai à New York, que toute tentative de bloquer la commercialisation de son nouveau produit aurait des effets négatifs sur l'économie américaine et sur l'emploi.

Pour Bill Gates, le temps presse : les premières livraisons de Windows 98, version plus rapide et plus complète du système d'exploitation Windows 95, qui équipe 90 % des ordinateurs personnels dans le monde, doivent commencer à parvenir aux fabricants d'ordinateurs mi-mai, tandis que le coup d'envoi de la commercialisation auprès du grand public du logiciel est prévu pour le 25 juin.

Déjà confronté à une procédure intentée par le département fédéral de la Justice, qui l'accuse de profiter de sa position dominante pour créer un monopole, le patron de Microsoft craint que des poursuites supplémentaires, préparées par une douzaine d'Etats américains, ne viennent entraver le calendrier de lancement du nouveau logiciel.

Mardi, devant la presse convoquée en hâte au cinquantième étage d'un gratte-ciel new-yorkais, Bill Gates s'est fait escorter d'une soixantaine de représentants de l'industrie et de la distribution in-

formatiques pour donner plus de poids à un plaidoyer tenu sur un ton patriotique et grandiloquent, dont le jeune PDG de Microsoft n'est pas d'ordinaire coutumier.

L'argumentation des dirigeants de Microsoft est simple. Deux principes sont en jeu : « Pour les industriels, le droit d'innover, et pour les consommateurs, le droit de bénéficier de ces innovations. » Bloquer le lancement de Windows 98 équivaldrait à « empêcher General Motors de sortir de nouvelles voitures, Paramount de sortir de nouveaux films ou Wall Street de coter de nouveaux titres », a affirmé Bill Gates, s'étonnant que l'on puisse s'acharner de la sorte sur « le secteur industriel le plus dynamique du pays, premier moteur de l'économie américaine ».

### « LA RENTRÉE SCOLAIRE ET NOËL »

Un sourire angélique sur le visage, révant peut-être au tableau du peintre américain Winslow Homer, dont le New York Times révélait le matin même qu'il venait de l'acquérir pour plus de 30 millions de dollars, Bill Gates a écouté l'un de ses principaux partenaires, Eckhard Pfeiffer, PDG de Compaq, premier fabricant américain d'ordinateurs personnels, avertir que « le moindre retard dans le lancement de Windows 98 affecterait la capacité [de Compaq] à satisfaire la demande pendant les deux saisons cruciales pour les ventes : la rentrée scolaire et Noël ».

Cette conférence de presse devait être le point d'orgue d'une offensive psychologique marquée, ces derniers jours, par l'envoi de deux lettres de la direction de Microsoft, l'une adressée à quelque cent cinquante analystes et profes-

sionnels de Wall Street, l'autre destinée au parquet fédéral et cosignée de vingt-six dirigeants de l'industrie high-tech, soulignant l'importance du nouveau logiciel pour l'économie américaine et « les conséquences négatives » que ne manqueraient pas d'avoir sur l'ensemble du secteur informatique d'éventuelles modifications du calendrier du lancement de Windows 98.

Rien ne permet cependant de penser que Bill Gates ait atteint son but : la plupart des analystes restent sceptiques sur l'ampleur de l'impact économique d'un retard de Windows 98, un logiciel qui offre beaucoup moins d'innovations que Windows 95 et pour lequel on ne s'attend pas à une ruée des consommateurs. Les alliés eux-mêmes de Microsoft, qui accompagnent Bill Gates mardi à New York, n'ont été qu'à moitié convaincus, s'abstenant de chiffrer les pertes qu'ils affirmeraient encourir.

La présence de cet aréopage de dirigeants de l'industrie informatique - parmi lesquels ceux d'Intel brillent par leur absence - est en outre jugée à double tranchant par certains experts : elle témoigne d'une certaine manière de l'influence écrasante de Microsoft dans son secteur. Commentant en séance au Sénat, mardi après-midi, cette conférence de presse et le nombre de participants assis sur l'estrade aux côtés de Bill Gates, le sénateur Orrin Hatch, président de la commission judiciaire, s'est même permis de demander « combien d'entre eux étaient venus de leur propre gré ».

Sylvie Kauffmann

### RÉPUBLIQUE FRANÇAISE PRÉFECTURE DE LA GIRONDE DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT DE LA GIRONDE

#### Service de la Gestion de la Route

**AUTOROUTE A630 - Rodeo périphérique de l'agglomération bordelaise rive gauche.**  
Mise à 2 x 3 voies entre l'échangeur de A 62 n° 19 et l'échangeur de A 63 n° 15 sur le territoire des communes de VILLENAVE D'ORNON, TALENCE, GRADIGNAN et PESSAC et mise en compatibilité du POS de la COMMUNAUTÉ URBAINE DE BORDEAUX avec les travaux.

#### PREMIER AVIS D'ENQUÊTE

Par arrêté en date du 30 avril 1998 de Monsieur le Préfet de la Région Aquitaine, Préfet de la Gironde, a été prescrite une enquête publique en vue :

- de la déclaration d'utilité publique des travaux de mise à 2 x 3 voies de la rocade périphérique de l'agglomération bordelaise rive gauche entre l'échangeur de A 62 n° 19 et l'échangeur de A 63 n° 15, sur le territoire des communes de Villenave d'Ornon, Talence, Gradignan et Pessac,
- et de la mise en compatibilité du P.O.S. de la Communauté Urbaine de Bordeaux avec les travaux.

Cette enquête se déroulera du 25 MAI 1998 au 26 JUIN 1998 inclus au siège de la Communauté Urbaine de Bordeaux. Les dossiers et registres d'enquête subsidiaires seront déposés dans les mairies de Villenave d'Ornon, Talence, Gradignan et Pessac.

Une commission d'enquête désignée par Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Bordeaux est constituée. Elle est composée de :

- M. DUBREUIL Albert demeurant 86, rue Falquet - 33000 - BORDEAUX en qualité de Président,
- M. STADY Czeslaw demeurant 5, rue du Général Borda - 33400 - TALENCE,
- M. GIDON André demeurant 1, rue des Giroules - 33170 - GRADIGNAN.

En cas d'empêchement de l'un des membres de la commission, Monsieur KAUFFMANN René demeurant 72, rue Marceau - 33000 - BORDEAUX est désigné en qualité de suppléant.

Les personnes intéressées pourront pendant la période indiquée ci-dessus aux jours et heures d'ouverture de la COMMUNAUTÉ URBAINE DE BORDEAUX et des mairies de VILLENAVE D'ORNON, TALENCE, GRADIGNAN et PESSAC prendre connaissance des dossiers d'enquête et, s'il y a lieu, leurs observations par écrit sur les registres d'enquête annexés. Ces observations pourront également être adressées par correspondance à M. le Président de la commission d'enquête au siège de la Communauté Urbaine de Bordeaux.

Le Président ou l'un des membres de la commission d'enquête se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations dans les conditions suivantes :

#### à la COMMUNAUTÉ URBAINE DE BORDEAUX

le mardi 26 mai 1998 de 10h à 12h  
le mardi 9 juin 1998 de 10h à 12h  
le vendredi 26 juin 1998 de 14h à 16h

#### à la Mairie de VILLENAVE D'ORNON

le mardi 26 mai 1998 de 14h30 à 16h30  
le mercredi 10 juin 1998 de 10h à 12h  
le mercredi 24 juin 1998 de 12h30 à 14h30

#### à la Mairie de TALENCE

le jeudi 28 mai 1998 de 15h à 17h  
le mercredi 10 juin 1998 de 17h30 à 19h30  
le mardi 23 juin 1998 de 13h30 à 15h30

#### à la Mairie de GRADIGNAN

le mercredi 27 mai 1998 de 13h30 à 15h30  
le lundi 8 juin 1998 de 17h à 19h  
le vendredi 26 juin 1998 de 13h30 à 15h30

#### à la Mairie de PESSAC

le lundi 25 mai 1998 de 17h à 19h  
le mardi 16 juin 1998 de 10h à 12h  
le mercredi 24 juin 1998 de 15h à 17h

Le rapport établi par la commission d'enquête, à l'issue de l'enquête, sera tenu à la disposition du public à la Préfecture de la Gironde (Direction Départementale de l'Équipement - SGR/BGAR - BP 90 - 33090 Bordeaux Cedex), au siège de la Communauté Urbaine de Bordeaux ainsi que dans les mairies de Villenave d'Ornon, Talence, Gradignan et Pessac où se sera déroulée l'enquête, et ce durant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Il sera communiqué à toute personne qui en fera la demande à la Préfecture de la Gironde (Direction Départementale de l'Équipement).

LE PREFET  
Signé : Georges PEYRONNE

Anne-Marie Rocco

Les meilleurs films de l'année pour le prix d'une place de cinéma

hors série

PHOTOS critiques, interviews, analyses, retrouvez les 60 meilleurs films 97-98, 40 francs chez votre marchand de journaux.

Télerama



## Le marché publicitaire européen confirme son dynamisme

Plus de 822 milliards de francs ont été dépensés en publicité en 1997 dans les pays de l'Union, soit une progression de 5,5 % par rapport à 1996. Derrière l'Allemagne et la Grande-Bretagne, la France table, cette année, sur la Coupe du monde de football pour combler son retard

**VIVE LA PUBLICITÉ !** Les entreprises ont encore dépensé 137,1 milliards de francs (environ 822,6 milliards de dollars) en communication en 1997 dans les huit principaux marchés d'Europe, selon l'étude « Europub » d'Havas, rendue publique mardi 5 mai. Le secteur publicitaire sur le Vieux Continent, pourtant qualifié de mature par les observateurs, continue d'afficher un dynamisme impertinent. Sa croissance est même supérieure à la croissance économique moyenne : les investissements publicitaires ont crû de 5,5 % en 1997 et devraient encore progresser de 5,8 % en 1998.

Le marché publicitaire, dont les principaux piliers restent la télévision et le marketing direct, sera dopé cette année par les opérations de communication liées à la Coupe du monde de football et, dans une moindre mesure, par le décollage de la publicité multimédia. Selon Havas, les annonceurs européens alloueront 7,2 milliards de francs au Mondial, dont 33 % en sponsoring, 35 % en publicité et 30 % en événements divers.

Par ailleurs, les auteurs de l'étude annulent entièrement, pour la première fois, l'existence d'un marché

de la publicité interactive en Europe, même si celui-ci reste dix fois plus petit que son homologue américain. Les entreprises ont acheté l'an dernier pour 200 millions de francs d'espace publicitaire sur le Web, principalement sur des sites allemands, anglais et français. Cette année, les dépenses consacrées à l'achat de bandeaux devraient encore doubler pour atteindre 510 millions de francs. Toutefois, « l'Europe ne comble toujours pas son retard malgré la sensible augmentation du nombre de personnes connectées [14,9 millions de personnes] », souligne Alberto Pedrola, le directeur des études de Havas.

### L'ALLEMAGNE EN TÊTE

Plus généralement, la publicité a encore été tirée en 1997 par l'Allemagne, qui reste de loin le premier marché publicitaire avec 29,2 % des investissements. Dans le peloton de tête, on trouve aussi le Royaume-Uni (18,5 %), la France (17,5 %) et l'Italie (15,5 %). L'Espagne, les Pays-Bas, la Belgique et la Suisse ne concentrent à eux quatre que 19,3 % des dépenses. Le marketing direct reste le premier vecteur de commu-

nication européenne avec 20,6 % de part de marché. La presse attire 19,4 % des investissements publicitaires, presse quotidienne en tête. Elle est suivie par la promotion sur le lieu de vente et par la télévision, qui parvient, dans la majorité des pays, à juguler la baisse liée au développement de la télévision thématique, financée par les abonnements, en faisant payer plus cher l'audience de masse. L'affichage gagne, lui, des parts de marché, et le cinéma affiche une croissance exceptionnelle (+10,2 %) grâce à un plus grand nombre de spectateurs. En moyenne, les annonceurs européens ont dépensé une fois et demie plus dans le hors-média - qui comprend le marketing direct, la promotion des ventes, les foires, etc. - que dans les grands médias. « Mais cette tendance se stabilise », affirme M. Pedrola. Près de 494 milliards de francs ont échappé à la

pression, aux chaînes de télévision, afficheurs, stations de radio et aux salles de cinéma, qui n'ont eu que 328,8 milliards de francs à se partager. Dernière tendance, les auteurs de l'étude relèvent des disparités régionales : les annonceurs italiens, belges, français et allemands utilisent davantage le hors-média que leurs voisins suisses, néerlandais, espagnols et britanniques. Le marché allemand, en croissance de 4,3 %, est porté par des investissements soutenus en télévision (+7 %) et dans le marketing direct (+8 %), une technique plébiscitée par les opérateurs de télécommunications allemands, qui se livrent une guerre sans merci.

**GUERRE DES PRIX BRITANNIQUE**  
En Grande-Bretagne, la croissance soutenue des investissements publicitaires (+8,1 %), pour la quatrième année consécutive, a d'abord profité à la presse quotidienne nationale en dépit de la guerre des prix initiée par News Corp., le groupe de Rupert Murdoch, propriétaire notamment du Times et du Sun. La radio et l'affichage montrent également de belles progressions. Le marketing

direct, principalement utilisé par les services financiers, a également connu une croissance exceptionnelle (+15,4 %). Enfin, l'offre de presse magazine britannique a été dopée par la création de 350 nouveaux titres l'an dernier.

Le marché publicitaire italien confirme, lui aussi, la reprise (+6,6 %) amorcée en 1996. Les diverses privatisations ont généré des campagnes de communication qui ont principalement bénéficié à la presse. La loi audiovisuelle de juillet 1997 n'a pas modifié la position dominante de la télévision, de la RAI et de Mediaset notamment. Le développement de la mesure d'audience radiophonique a, par ailleurs, permis aux stations d'attirer de nouveaux annonceurs.

Enfin, la France fait pâle figure au regard de ses voisins européens, avec une croissance de +3,7 % seulement (Le Monde du 5 mars). Elle parvient toutefois à conserver sa position de troisième marché publicitaire d'Europe, et devrait être, en 1998, le principal bénéficiaire des investissements liés à la Coupe du monde de football.

Florence Amaïou

### La préférence aux agences internationales

Les annonceurs concentrent leurs investissements paneuropéens entre les mains d'agences de communication qu'ils souhaitent véritablement internationales. « L'implantation internationale, définie par le nom du pays et le pourcentage du capital détenu, est devenue un critère systématiquement demandé par les annonceurs, même si la campagne n'est pas destinée à l'international », indique, dans une étude récente, le cabinet français Gibory Consultant qui aide les annonceurs à choisir leur agence de publicité.

Les critères de choix varient selon les pays. Si, aux États-Unis, la localisation du siège social a son importance pour l'annonceur, l'agence est plutôt choisie en fonction du succès d'audience de ses campagnes précédentes. En France et en Grande-Bretagne, c'est la notoriété des dirigeants de l'agence qui prime sur les références. En Espagne, le critère du coût n'arrive qu'en dernière position. En Belgique, les annonceurs regardent avant tout s'il existe une concurrence possible avec les autres clients de l'agence.

### Jérôme Seydoux nommé président du groupe britannique BSkyB

**LE PRÉSIDENT** de Pathé, Jérôme Seydoux, a été nommé président de BSkyB, mardi 5 mai, au cours d'un conseil d'administration du groupe de télévision à péage britannique. Avec 17 % du capital, Pathé fait figure de « premier actionnaire européen » de BSkyB, après News Corporation, le groupe du magnat australo-américain Rupert Murdoch, qui en détient 40 %.

M. Seydoux remplacera Gerry Robinson, président de Granada, qui a présenté sa démission, sans doute en raison d'un conflit sur le décodeur choisi pour le lancement du bouquet numérique de BSkyB. M. Robinson avait fait savoir qu'il tirerait les conséquences de ce conflit d'intérêts. Depuis un mois, l'hypothèse d'une cession des parts de Granada dans BSkyB avait d'ailleurs été évoquée par la presse anglaise. Jérôme Seydoux n'ayant pas fait mystère de son intérêt pour renforcer encore sa participation dans le groupe britannique (Le Monde du 5 mars), le président de Pathé (soixante-trois ans) sera épaulé par Mark Booth, le nouveau directeur général de BSkyB, qui s'est notamment occupé du lancement du bouquet numérique japonais du groupe Murdoch.

Tout en étant parallèlement actionnaire de CanalSatellite, Jérôme Seydoux a toujours été présent dans cette aventure audiovisuelle outre-Manche. Même aux pires heures, quand la concurrence était acharnée et ruineuse entre BSB (dont Chargeurs, alors non schndé de Pathé, était

actionnaire) et Sky TV, avant que la fusion des deux bouquets ne donne naissance à BSkyB.

Aujourd'hui, avec plus de 6,8 millions d'abonnés, le succès financier n'est plus à prouver. Pour son exercice fiscal 1996-1997, BSkyB a réalisé 2,8 milliards de francs de bénéfice net pour un chiffre d'affaires de 12,7 milliards. Les six derniers mois de 1997 ont permis d'engranger 1,17 milliard de francs de profits.

### OFFENSIVE SUR LE NUMÉRIQUE

Fort de son monopole de fait dans la télévision à péage en Grande-Bretagne, BSkyB ne s'est pas pressé, contrairement à ses concurrents européens comme Canal Plus, pour se lancer dans de coûteux investissements dans la télévision numérique. Mais dans la mesure où une concurrence se fera jour inéluctablement avec l'apparition de nouveaux bouquets de chaînes numériques hertziennes, BSkyB doit passer à l'offensive.

Le groupe lancera donc en juin le premier bouquet numérique par satellite britannique de 200 chaînes et services. Pour cela, il s'est adossé, au sein du consortium British Interactive Broadcasting (BIB), à la banque Midland et au groupe d'électronique japonais Matsushita. De plus, BSkyB a réussi une bonne opération puisqu'il restera simple fournisseur de BDB, l'un des bouquets numériques hertziens, sans avoir pour autant à financer le réseau ou les décodeurs.

Nicole Valser

### 15 chaînes thématiques ont plus de 1 million de téléspectateurs

**AVEC 3,43 MILLIONS** de fidèles, Eurosport France est, juste devant RTL 9, la chaîne thématique la plus regardée des téléspectateurs ayant accès au câble ou à l'un des bouquets numériques, CanalSatellite ou TPS, selon l'étude Audicabest de Médiamétrie qui porte sur les 6,14 millions d'abonnés concernés - Monte-Carlo, TMC, LCI et Planète - dépassant le cap des 2 millions de fidèles. Sur le total de l'étude qui s'est déroulée du 17 janvier au 6 février, quinze chaînes thématiques ont franchi la barre du million : Paris Première, MCM EuroMusique, TV5 International, Canal, EuroNews, MTV, La Chaîne Météo, Canal Jimmy, Voyage et Ciné-Cinéma.

■ **PRESSE** : L'Européen affiche une diffusion moyenne de 110 000 exemplaires pour ses trois premiers numéros, vendus respectivement à 135 000, 104 000 et 92 000 exemplaires. L'hebdomadaire lancé par le groupe Barclay et Le Monde a un objectif de diffusion de 80 000 exemplaires (Le Monde du 25 mars). Plus de 100 000 pages du site Web du magazine ont été consultées depuis le 25 mars (www.leuropeen.com).

■ **TELEVISION** : deux chaînes de téléachat seront diffusées sur TPS à partir du 19 mai. Téléshopping, filiale à 100 % de TF1, proposera « Shopping Avenue ». Le groupe M6, actionnaire comme TF1 à 25 % de TPS, lancera « Club Téléachat », via sa filiale Home Shopping Service.

**Actionnaires de Natexis,**  
vous avez jusqu'au **15 mai** pour  
apporter vos **titres**  
à l'offre du **Groupe**  
**Banques Populaires.**

### Une offre attractive

L'OPA que vient de lancer le Groupe Banques Populaires sur Natexis (issu de la fusion de la BPCE et du Crédit National) n'est pas une OPA comme les autres : c'est une offre amicale qui répond à une ambition partagée par les deux groupes. Pour l'actionnaire de Natexis, cette OPA est une bonne opération : le prix

Modalités de l'offre :  
**440 F par action**

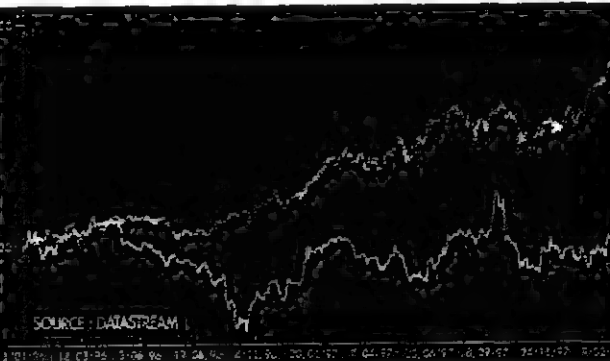
Clôture de l'offre :  
**15 mai 1998**

**24,6% de prime sur la moyenne des cours de l'action Natexis des 12 derniers mois**

proposé représente 23 fois le bénéfice net de 1997 par action. Autre exemple : la prime offerte pour chaque action est de 24,6 % par rapport à la moyenne des cours de l'action Natexis des 12 derniers mois. L'offre est valable jusqu'au 15 mai : contactez sans attendre votre intermédiaire financier.

• CAC 40 : + 97%

• Natexis : + 18%



La Caisse Centrale des Banques Populaires se réserve le droit de ne pas donner suite à l'offre si elle ne détient pas 51 % du capital et des droits de vote existants et potentiels de Natexis. Une note d'information visée par la COB (n° 98236 du 6 avril 1998) est disponible aux sièges sociaux du Groupe Banques Populaires (Le Pont de Paris 5, rue Leblanc 75015 Paris) et de Natexis (45, rue Saint-Dominique 75007 Paris).

**INFORMATION ACTIONNAIRES**  
**Natexis 0800 440 440**  
(hors taxes)

Les meilleurs films de l'année pour le prix d'une place de cinéma



Lebrama



## AFFAIRES

## INDUSTRIE

● **DAIMLER-BENZ** : Le constructeur allemand discute le rachat de Chrysler (lire p. 16).

● **SAMSUNG** : Le géant sud-coréen a annoncé, mercredi 6 mai, une restructuration radicale. Exercant une dizaine d'activités, il se concentrerait « sur quatre ou cinq secteurs dont l'électronique et la finance », a indiqué à l'AFP un porte-parole.

● **BRAMET** : le ministre de l'économie et des finances a confirmé, mardi, l'accord intervenu entre l'Etat et la société minière sur le montant d'un milliard de francs d'indemnité au titre de l'échange de massifs miniers en Nouvelle-Calédonie.

● **BP-ROSNEXT** : Le pétrolier britannique British Petroleum a indiqué, mardi, n'avoir aucun projet d'offre de rachat de la compagnie pétrolière et gazière russe, Rosnext, en raison du prix jugé trop élevé.

● **ACCORDS ROBEN** : Quelque 2 000 accords sur le temps de travail, signés dans le cadre de la loi Robien, ont permis de créer 25 000 emplois et d'en sauver 17 000, selon la CFDT.

● **PANASONIC** : la direction va faire appel de la décision d'annulation du plan social accompagnant la fermeture de l'usine de Longwy décidée par le tribunal de Bobigny (Le Monde du 6 mai).

## SERVICES

● **FRANCE TELECOM** : Deutsche Telekom et l'américain Sprint ont renoncé à prendre des participations dans Linc, le consortium créé par France Télécom, candidat à une licence de téléphonie fixe en Espagne.

● **EDF-GDF** : l'ensemble des syndicats a, à nouveau, critiqué, mardi, les orientations gouvernementales à l'occasion d'un Conseil supérieur de l'électricité et du gaz portant sur la transposition en droit français de la directive européenne sur l'électricité. Ils ont confirmé l'organisation d'une manifestation le 4 juin.

## FINANCES

● **FINANCIERE NATEXIS** : le premier groupe français de capital-développement vient de créer Natexis Venture, un nouveau fonds commun de participation à risque qui pourrait accueillir à son tour de table le nouveau fonds public géré par la Caisse des dépôts.

● **UBS-SBS** : La commission suisse de la concurrence a donné son feu vert à la fusion entre les deux banques. La nouvelle UBS, qui détient 25 % du marché local, devra notamment céder certaines activités en Suisse.

## RESULTATS

● **LA POSTE** : le groupe a réalisé en 1997 un chiffre d'affaires de 89,88 milliards de francs (+3,7 %), un résultat d'exploitation de 1,95 milliard (981 millions en 1996) et un résultat net de 58 millions, contre une perte de 614 millions en 1996.

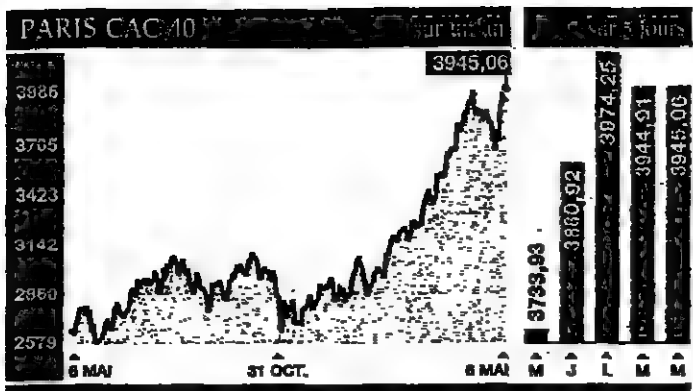
● **GENERALI** : l'assureur italien a enregistré en 1997 un bénéfice net consolidé part du groupe de 1 030,8 milliards de francs (3,5 milliards de francs) (+29,8 %). Son chiffre d'affaires atteint 138 milliards de francs.

● **LLOYD'S** : le marché londonien de l'assurance a annoncé mardi pour 1995 (les résultats sont publiés avec un décalage de trois ans) un bénéfice record de 1,149 milliard de livres (environ 11,5 milliards de francs), mais a prévenu que 1998 serait difficile.

● **DAIMLER-BENZ** : le constructeur allemand a annoncé que ses pertes pour l'exercice clos fin mars, atteindraient 105 milliards de francs (4,7 milliards de francs) en raison de restructurations.

★ Toutes les valeurs du CAC 40 sur le site Web « Le Monde ».

www.lemonde.fr



## Principaux écarts au règlement mensuel

Hausse	Cours	Var. %	Var. %
CS SCAVIAUX	100,00	+0,15	+0,15
GEOPHYSIQUE	100,00	+0,15	+0,15
STRAPACOM	100,00	+0,15	+0,15
CREDIT LYONNAIS	100,00	+0,15	+0,15
COMPTON ENTRA	100,00	+0,15	+0,15
CARBONE LORRA	100,00	+0,15	+0,15
UNION ASSUR	100,00	+0,15	+0,15
ATOS SA	100,00	+0,15	+0,15
NET I	100,00	+0,15	+0,15
INFOGRADES EN	100,00	+0,15	+0,15

## LES PLACES BOURSIERES

## PARIS

LA TENDANCE était hésitante, mercredi 6 mai, à la Bourse de Paris dans un contexte européen placé sous le signe des prises de bénéfices. En baisse de 0,32 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait en milieu de journée une progression insignifiante de 0,03 % à 3 944,22 points. Les milieux financiers restent serins malgré ces prises de bénéfices et partagent l'optimisme du ministre de l'économie et des finances. Dominique Strauss-Kahn n'a pas écarté mercredi que, dans deux ou trois mois, la prévision de croissance, « prudente pour 1999, soit un peu révisée à la hausse ».

Les chiffres d'affaires trimestriels publiés par les entreprises sont dans l'ensemble bons. Les valeurs du secteur automobile étaient en effervescence à la suite d'une perspective de fusion entre le groupe allemand Daimler-Benz et Chrysler. Renault gagnait 5 % et Peugeot 4,4 %.

## TOKYO

L'INDICE Nikkei a lourdement chuté (-2,27 %) mercredi 6 mai, à 15 247,55 points, son plus bas niveau depuis le 14 janvier. Les émetteurs en Indonésie ont brusquement rappelé aux investisseurs que le Japon reste concerné par la crise asiatique. Les valeurs bancaires ont été les premières victimes de cette séance de baisse. Par ailleurs, l'action Mitsubishi Electric a perdu 3,5 %, car Moody's envisage de réduire sa note de risque.

## NEW YORK

L'indice Dow Jones a reculé mardi 5 mai de 0,5 %, à 9 147,57 points. Les craintes d'un prochain relèvement des taux d'intérêt américains ont été atténuées par une déclaration du directeur général du FMI estimant que la FED devrait agir rapidement. Dans ces conditions, la publication, vendredi 8 mai, des chiffres du chômage est attendue avec prudence par le marché.

## Indices boursiers

Europe 12h30	Cours	Var. %	Var. %
PARIS CAC 40	3945,05	-0,32	-0,32
SBF 120	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 250	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 350	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 450	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 550	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 650	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 750	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 850	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 950	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 1050	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 1150	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 1250	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 1350	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 1450	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 1550	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 1650	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 1750	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 1850	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 1950	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 2050	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 2150	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 2250	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 2350	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 2450	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 2550	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 2650	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 2750	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 2850	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 2950	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 3050	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 3150	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 3250	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 3350	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 3450	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 3550	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 3650	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 3750	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 3850	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 3950	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 4050	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 4150	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 4250	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 4350	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 4450	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 4550	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 4650	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 4750	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 4850	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 4950	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 5050	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 5150	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 5250	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 5350	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 5450	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 5550	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 5650	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 5750	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 5850	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 5950	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 6050	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 6150	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 6250	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 6350	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 6450	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 6550	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 6650	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 6750	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 6850	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 6950	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 7050	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 7150	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 7250	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 7350	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 7450	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 7550	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 7650	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 7750	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 7850	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 7950	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 8050	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 8150	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 8250	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 8350	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 8450	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 8550	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 8650	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 8750	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 8850	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 8950	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 9050	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 9150	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 9250	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 9350	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 9450	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 9550	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 9650	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 9750	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 9850	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 9950	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 10050	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 10150	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 10250	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 10350	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 10450	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 10550	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 10650	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 10750	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 10850	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 10950	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 11050	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 11150	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 11250	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 11350	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 11450	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 11550	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 11650	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 11750	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 11850	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 11950	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 12050	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 12150	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 12250	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 12350	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 12450	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 12550	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 12650	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 12750	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 12850	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 12950	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 13050	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 13150	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 13250	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 13350	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 13450	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 13550	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 13650	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 13750	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 13850	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 13950	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 14050	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 14150	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 14250	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 14350	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 14450	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 14550	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 14650	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 14750	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 14850	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 14950	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 15050	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 15150	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 15250	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 15350	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 15450	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 15550	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 15650	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 15750	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 15850	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 15950	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 16050	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 16150	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 16250	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 16350	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 16450	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 16550	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 16650	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 16750	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 16850	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 16950	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 17050	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 17150	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 17250	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 17350	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 17450	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 17550	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 17650	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 17750	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 17850	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 17950	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 18050	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 18150	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 18250	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 18350	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 18450	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 18550	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 18650	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 18750	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 18850	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 18950	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 19050	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 19150	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 19250	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 19350	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 19450	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 19550	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 19650	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 19750	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 19850	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 19950	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 20050	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 20150	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 20250	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 20350	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 20450	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 20550	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 20650	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 20750	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 20850	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 20950	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 21050	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 21150	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 21250	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 21350	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 21450	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 21550	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 21650	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 21750	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 21850	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 21950	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 22050	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 22150	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 22250	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 22350	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 22450	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 22550	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 22650	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 22750	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 22850	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 22950	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 23050	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 23150	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 23250	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 23350	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 23450	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 23550	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 23650	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 23750	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 23850	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 23950	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 24050	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 24150	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 24250	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 24350	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 24450	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 24550	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 24650	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 24750	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 24850	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 24950	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 25050	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 25150	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 25250	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 25350	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 25450	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 25550	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 25650	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 25750	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 25850	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 25950	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 26050	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 26150	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 26250	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 26350	2545,50	-0,30	-0,30
SBF 26450	2545,50	-0,30	-0,30











## AUJOURD'HUI

LE MONDE / JEUDI 7 MAI 1998

**MONDIAL 98** Le sélectionneur national Aimé Jacquet, qui devait communiquer, mardi 5 mai, la liste des 22 footballeurs français retenus pour la Coupe du monde 1998, a

présenté un groupe élargi à 28 joueurs, repoussant son choix final à une date ultérieure. ● **POUR EXPLIQUER** cette décision, il a évoqué la fin tardive des championnats étran-

gers et des coupes d'Europe dans lesquels plusieurs Français sont engagés, et les risques de blessures d'ici au début de la compétition (10 juin). ● **SEULES CERTITUDES**, les

absences de Florian Maurice (Paris SG), Claude Makelele (Olympique de Marseille) et Marc Keller (Karlsruhe). ● **LA LISTE DÉFINITIVE** devra être communiquée à la Fédération inter-

naionale (FIFA) le 2 juin au plus tard. ● **LE BRÉSILIEN MARIO ZAGALLO**, lui, a livré sa sélection, dans laquelle l'ancien meneur de jeu du PSG, Rai, ne figure pas.

## Aimé Jacquet a présenté vingt-huit joueurs sans dévoiler son choix

Alors qu'il avait lui-même fixé au 5 mai l'annonce de la composition du « groupe des vingt-deux » amenés à participer à la Coupe du monde 1998, le sélectionneur national a finalement fait savoir qu'il la divulguerait « en temps voulu ». Il a jusqu'au 2 juin pour le faire

LES PHOTOS des joueurs sélectionnés s'affichèrent une à une sur un large écran. Chacun comptait, puis recompta. On comparait. Vingt-huit ? Vingt-huit ! Il y avait bien vingt-huit bobines sur ce kaléidoscope. Au lieu des vingt-deux promises, réglementaires.

Mardi 5 mai, Aimé Jacquet venait de dévoiler sa non-liste pour la Coupe du monde 1998. Le sélectionneur national avait envoyé un joli pétard mouillé dans le ciel de Clairefontaine (Yvelines).

La journée avait pourtant été présentée comme un événement. On y avait mis de la solennité. Le bar et l'arrière-bar des médias nationaux avaient été convoqués au Centre technique national. L'endroit avait été apprêté, avec des hôtes à chaque entrée et des vigiles dans chaque bosquet. L'après-midi était plutôt belle, de celles qui mettent dans de bonnes dispositions. Une tente avait été installée sur une pelouse où étaient disposés rafraîchissements et gâteaux secs. Cela fleurait bon la garden-party. Puis on fut invité à passer sous une autre tente et à s'installer selon un protocole savamment orchestré.

A 15 h 30, Aimé Jacquet fit irruption, accompagné de ses adjoints, Henri Emile, Roger Lemerre et Philippe Bergeroo. Chacun s'assit derrière l'étiquette portant son nom.

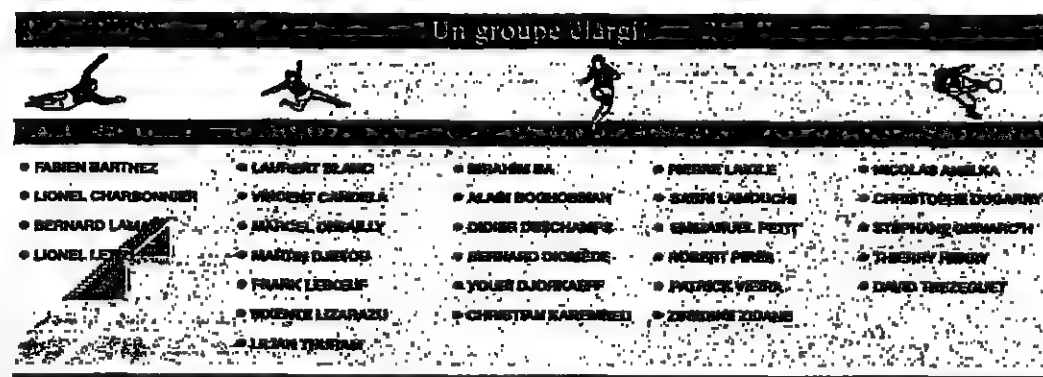
Les quatre hommes œuvrent en commun depuis le début de l'aventure : il était naturel que tous soient là en cette circonstance. La présence de ce quartet ajoutait encore à la pompe. Un silence respectueux se fit dans l'assistance. Aimé Jacquet se pencha vers le micro. « Bonjour... » On allait enfin savoir.

### AUTOUR DES ATTENTIFS

La chaîne d'information en continu LCI avait décidé de diffuser l'annonce en direct. Les radios également. Devant chaque poste, la France du football attendait le verdict. On imagine qu'il était quel-ques auditeurs plus attentifs encore parce que concernés au premier chef, ces joueurs, en pointillé dans les pronostics, assurés de rien, ni d'avoir convaincu ni d'avoir déçu. Sabri Lamouchi, Christophe Dugarry, Thierry Henry, d'autres... Y sera ? N'y sera pas ? Au programme de ce mois de juin, vacances ou Coupe du monde ?

« Je suis content de vous accueillir à Clairefontaine... » Aimé Jacquet aime ce lieu et plus de quatre ans de sa vie ici allait trouver leur aboutissement. Depuis qu'il est arrivé à la tête de l'équipe de France, à la fin de 1993, dans l'atmosphère de débacle qui a suivi l'élimination de la World Cup 1994, l'homme n'a cessé de s'atteler à « la » sélection idéale. Tous ses efforts tendaient à cette épreuve d'équipe. L'Euro 96 ? Une expérience de phase finale, incontournable, rien de plus.

« Nous avons ensuite remis l'ou-



vrage sur le métier. » Suivirent dix-huit mois de matches amicaux, d'essais humains et de choix tactiques, d'une patiente alchimie incompréhensible au non-initié. « Nous avons tout pesé, les qualités individuelles, collectives, le mental, la polyvalence... » Pour aboutir à ce cruel moment où il fallait bien trancher.

Un patient écrémage à la seule fin de couler sur le papier cette liste des vingt-deux, exigée par la Fédération internationale de football (FIFA), « huit jours avant le premier match de la compétition finale », soit avant le 2 juin, à minuit. « Le choix sera très dur, nous y pensons tous les jours », déclarait le patron des Bleus au Monde au mois d'avril.

Depuis plusieurs semaines, il avait promis d'annoncer sa décision ce 5 mai. Il avait ensuite repoussé le rendez-vous au 7, s'était

ravisé et était revenu à la date initiale. Mais, la veille, il avait tergiversé à nouveau, émis des réserves, se demandant s'il était judicieux de se découvrir si tôt. Lundi matin, il avait longuement discuté avec ses assistants sur tel ou tel nom, telle ou telle solution. Puis il s'était retrouvé seul.

### UN HOMME BLESSÉ

« Beaucoup de gens connaissent déjà ce lieu sympathique et j'espère que vous pourrez le fréquenter assidûment jusqu'au 12 juillet... » La finale de la Coupe du monde ! Les Bleus brandissant le trophée au Stade de France devant 80 000 spectateurs. Ce serait là une belle revanche pour le sélectionneur national que n'aurait pas épargné les critiques. L'homme, plus blessé par les sarcasmes qu'il ne le laisse paraître, a juré d'abandonner son poste au lendemain de

la compétition. S'il tenait bon jusqu'au 12 juillet au soir, il entrerait dans l'histoire du sport français avec les vingt-deux héros de l'épopée bleue.

Mais la France ne tient pas encore la Coupe du monde. Et encore moins le nom de ses représentants. Aimé Jacquet a donc annoncé cérémonieusement mardi qu'il avait choisi de ne pas choisir. « Beaucoup de choses ont changé ces derniers temps dans les calendriers internationaux, a-t-il argumenté.

Les championnats d'Espagne et d'Italie ne seront pas achevés. En outre, plusieurs joueurs vont disputer des matches très importants pour leur club entre le 10 et le 20 mai. Il y a donc toujours le risque de blessures.

Frank Leboeuf (Chelsea) sera ainsi en finale de la Coupe des coupes, mercredi 13 mai, à Stockholm ; Nicolas Anelka, Emmanuel

Petit et Patrick Vieira (Arsenal) en finale de la Coupe d'Angleterre, samedi 16 mai, à Wembley ; Didier Deschamps, Zinedine Zidane (Juventus Turin) et Christian Karembeu (Real Madrid) en finale de la Ligue des champions, mercredi 20 mai, à Amsterdam. « Je devais tenir sous pression un petit volant de joueurs pour faire face à toute éventualité », a-t-il ajouté.

Entre le stage à Tignes du mois de décembre et celui qui s'annonce au même endroit, à partir de lundi 11 mai, la liste ne s'est guère décan-

tée. Tout juste remarque-t-on, comme des demi-surprises, la disparition irrémédiable de Florian Maurice, Bruno Ngotty, Alain Roche (Paris-Saint-Germain), Marc Keller (Karlsruhe) ou Claude Makelele (Olympique de Marseille).

Tout ça pour ça, pour ce sylbillin : « J'annoncerai ma liste des vingt-deux en temps voulu. » Les multiples questions n'aboutissent à aucune précision supplémentaire. Les aides de camp, torturés à leur tour à la sortie, ne fournissent que des réponses tout aussi elliptiques. Il restait donc aux exécutés le soin d'interpréter ce « en temps voulu ».

La finale de la Ligue des champions, dernière épreuve du calendrier ordinaire, se déroulant mercredi 20 mai et le stage de l'équipe de France au Maroc débutant le 25, la logique voudrait que l'annonce se fasse dans ce créneau. On se gardera bien de le jurer.

B. H.

### COMMENTAIRE POURQUOI RECULER ?

Aimé Jacquet n'a donc pas tranché. Son argument pour prolonger la suspense semble crédible : des blessures de dernière minute peuvent le contraindre à des changements. Mais alors, pourquoi avoir annoncé une décision pour le 5 mai, avant même la fin de la plupart des championnats européens ? Entre le 11 mai, date du début de la Coupe du monde de France à Tignes, et le 20 mai, jour de la finale de la Ligue des champions entre le Real Madrid et la Juventus Turin, pas moins de quinze internationaux français seront encore engagés dans des compétitions.

Des incidents peuvent encore handicaper l'effectif du sélectionneur à tout moment. Jusqu'au premier match contre l'Afrique du Sud, le 12 juin, à Marseille. Est-ce une raison pour tergiverser indéfiniment ? Mardi, Mario Zagallo, le sélectionneur brésilien, a, lui, annoncé une liste de vingt-deux, en précisant qu'elle serait susceptible de modifications. On voit mal un appelé de dernière minute chipoter une telle offre, même tardive.

Les joueurs français, eux, restent dans le flou à trentesix jours du début de la compétition, à l'exception de quelques noms incontournables. Les réactions mitigées des premiers concernés après le non-choix d'Aimé Jacquet sont symptomatiques d'un malaise. « Ce sera terrible pour les joueurs qui débiteront la préparation et ne joueront pas la Coupe du monde », admettait Laurent Blanc.

La publication de la « vraie » liste d'Aimé Jacquet sera un soulagement pour tous. Y compris pour celui qui la décidera enfin.

Benoît Hopquin

## Les Brésiliens Rai et Juninho privés de sélection

**PAS D'ÉTATS D'ÂME.** Mardi 5 mai à Rio de Janeiro, Mario Zagallo a communiqué une liste de vingt-deux joueurs présélectionnés pour le Mondial 1998. Précisant que cette liste était susceptible de modifications d'ici au 2 juin, date limite de dépôt des listes imposée par la Fédération internationale (FIFA), l'expérimenté responsable de la Selecao a reconnu que ses choix avaient été délicats à effectuer. Mais en dépit de ses doutes, Mario Zagallo a tranché.

Ni Rai, qui vient de quitter définitivement le Paris-Saint-Germain pour rejoindre Sao Paulo, ni Juninho, le petit meneur de jeu de l'Atletico de Madrid revenu sur les terrains après une longue absence due à une fracture, ni Zé Elias, le prédeux milieu de terrain de l'Inter Milan, ne seront du voyage en France. En une phrase explicite, le sélectionneur a laissé entendre que « désormais, tous les milieux de terrain attaqueront et défendront ».

### OPINION PUBLIQUE REDOUTABLE

Depuis septembre 1994 et son arrivée à la tête de la sélection, il a utilisé 118 joueurs. Ses équipes n'ont pas toujours développé un jeu enthousiasmant. Des doutes sont apparus. Les trois défaites enregistrées depuis la prise de pouvoir par Zagallo (2-4 en Norvège il y a un an, 0-1 face aux États-Unis il y a trois mois et 0-1 devant l'Argentine au Maracanã le 1<sup>er</sup> mai) ont été mal perçues par une opinion publique redoutable. Appelé pour épauler le sélectionneur, Zico, l'ancien « Pelé blanc », n'a pas encore réussi à imposer ses certitudes, celles d'un jeu plus ouvert et plus rapide.

« J'ai retenu des joueurs capables de s'adapter à tous les styles de jeu, à toutes les circonstances », a expliqué

Mario Zagallo. A ceux qui s'étonnaient de l'absence de Juninho, le technicien a répondu : « Entre un joueur qui n'est pas encore totalement remis de sa blessure et un joueur en excellente forme comme Giovannini, nous avons choisi. Le choix du cœur aurait été Juninho mais la raison a prévalu. » Mario Zagallo ne cache pas son désir de faire jouer deux milieux de terrain offensifs le plus près possible de Ronaldo, afin de multiplier les brèches dans les défenses adverses.

C'est pourquoi le tandem Rivaldo-Giovannini a la cote : « En principe, ils seront italiens car ils ont l'habitude de jouer ensemble à Barcelone et s'entendent très bien. » Si l'absence de Rai n'est pas à proprement parler une surprise, la présence de l'expérimenté défenseur Marcelo Santos (Sao Paulo FC) en est une. Absent de la sélection depuis la lourde défaite subie à Oslo en mai 1997, l'ancien défenseur des Girondins de Bordeaux et de l'Ajax d'Amsterdam retrouve aujourd'hui l'équipe nationale.

La sélection brésilienne. Gardiens : Taffarel (Atletico Mineiro Belo Horizonte), Carlos Gamaral (Vasco de Gama Rio), Dida (Cruzeiro Belo Horizonte). Défenseurs : Aldair et Cafu (AS Rome), Roberto Carlos (Real Madrid), Junior Balano et Ze Roberto (Flamengo Rio), Marcio Santos (Sao Paulo FC), Gonçalves (Botafogo Rio), Militeu : Dunga (Iwata, Japon), Cesar Sampaio (Ana Soto Kogyo, Japon), Conceicao (La Corogne), Doriva (FC Porto), Giovanni et Rivaldo (FC Barcelone), Leonardo (Milan AC), Denilson (Sao Paulo FC). Attaquants : Ronaldo (Inter Milan), Romario (Flamengo Rio), Bebeto (Botafogo Rio), Edmundo (Fiorentina).

A. C.

### Hommes et rendez-vous

● Les vingt-huit joueurs présélectionnés  
GARDIENS : Bernard Lama (35 ans, West Ham, 36 sélections), Fabien Barthez (26 ans, Monaco, 11 sé.), Lionel Charbonnier (31 ans, Auxerre, 1 sé.), Lionel Letizi (24 ans, Metz, 2 sé.).  
DÉFENSEURS : Lilian Thuram (26 ans, Parme, 31 sé.), Marcel Desailly (29 ans, Milan AC, 40 sé.), Laurent Blanc (32 ans, Marseille, 66 sé.), Bixente Lizarazu (28 ans, Bayern Munich, 31 sélections), Vincent Candela (24 ans, AS Rome, 9 sé.), Frank Leboeuf (30 ans, Chelsea Londres, 12 sé.), Martin Djeto (23 ans, Monaco, 3 sé.), Pierre Laigle (27 ans, Sampdoria Gênes, 8 sé.).  
MILIEUX : Didier Deschamps (29 ans, Juventus Turin, 67 sé.), Christian Karembeu (27 ans, Real Madrid, 30 sé.), Emmanuel Petit

(27 ans, Arsenal Londres, 18 sé.), Patrick Vieira (21 ans, Arsenal, 6 sé.), Alain Boghossian (27 ans, Sampdoria, 5 sé.), Sabri Lamouchi (26 ans, Auxerre, 11 sé.), Ibrahim Ba (24 ans, Milan AC, 8 sé.), Zinedine Zidane (25 ans, Juventus, 31 sé.), Youn Djourkaff (30 ans, Inter Milan, 35 sé.).  
ATTAGUANTS : Robert Pires (24 ans, Metz, 11 sé.), Bernard Diomède (24 ans, Auxerre, 3 sé.), David Trezeguet (20 ans, Monaco, 3 sé.), Stéphane Guivarc'h (27 ans, Auxerre, 5 sé.), Nicolas Anelka (19 ans, Arsenal, 1 sé.), Christophe Dugarry (26 ans, Marseille, 21 sé.), Thierry Henry (20 ans, Monaco, 1 sé.).  
● Le programme des Bleus avant la Coupe du monde  
- stage d'oxygénation et de récupération à Tignes (11 au 15 mai) : il réunira une douzaine de

joueurs évoluant en France. Les sélectionnés, sous contrat avec des clubs étrangers, ne pourront pas s'y rendre car leur saison ne sera pas encore terminée.

- stage de préparation au centre technique de Clairefontaine (Yvelines) du 18 au 24 mai : il permettra à Aimé Jacquet de récupérer la totalité des joueurs.  
- Tournoi Hassan II au Maroc (du 25 au 30 mai) : il concernera a priori les vingt-deux sélectionnés pour la Coupe du monde. Deux matches de préparation opposeront la France à la Belgique (27 mai) et au Maroc (29 mai) à Casablanca.

- stage à Helsinki (Finlande) du 4 au 8 juin : il a été organisé à la demande du sélectionneur « pour permettre aux joueurs d'échapper à la pression croissante » avant le début du Mondial. Un match de préparation aura lieu le 5 juin à Helsinki face à la Finlande.

## L'incertitude règne jusqu'à la fin du championnat de division 2

A UNE JOURNÉE de la fin du championnat de France de football de division 2, Sochaux, Lille et Troyes ne sont toujours pas départagés pour la troisième place, synonyme de montée en première division. Batou (2-1) à Nice - désormais sauvé de la relégation - mardi 5 mai, Sochaux conserve un point d'avance sur Lille, défait à Beauvais (2-1), et Troyes, auteur d'un match nul (1-1) à domicile, face à Mulhouse, dernier du classement. Tout se jouera donc vendredi 8 mai, lors de la dernière journée, au cours de laquelle Sochaux se déplace à Martigues, Troyes à Nancy, et Lille reçoit Saint-Etienne. Également tenus en échec face à Niort (0-0) et au Mans (1-1), Lorient et Nancy, les deux leaders de la deuxième division, sont toujours à égalité en tête. En bas du classement, Mulhouse, Toulon, Martigues ne peuvent plus échapper à la relégation en National la saison prochaine. Cinq clubs sont encore menacés d'être celui qui les accompagnera.

■ **GUY LACOMBE**, l'ancien entraîneur de l'AS Cannes (division 1), licencié depuis un an du club azuréen, devait signer, mercredi 6 mai, un contrat de deux ans comme entraîneur de l'AS Saint-Etienne (division 1) où il succéderait à Pierre Repellin.

■ **Le prix d'introduction en bourse des 495 millions d'actions de l'AJAX Amsterdam**, (26 titres de champion des Pays-Bas, 6 coupes d'Europe), a été fixé à 25 florins (environ 72 francs) a annoncé, mardi 5 mai, la direction du club. Ce prix permettra à l'Ajax de constituer un capital de 123,75 millions de florins (près de 360 millions de francs).

■ **BASKET-BALL** : l'ASVEL Lyon-Villeurbanne, Pau-Orthez, Cholet et Limoges, les quatre clubs les mieux classés de la saison régulière, se sont imposés à domicile, face à Besançon, Le Mans, Dijon et PSG-Racing, lors des matchs aller des quarts de finale du championnat de France, mardi 5 mai. Les matchs retour auront lieu le 7 mai, et la belle éventuelle le 9 mai.

■ **RUGBY** : une douzaine de clubs de rugby sur les quarante qui évoluent dans les groupes A1 et A2 du championnat de France ont été placés sur le grill par la Commission nationale d'aide et de contrôle de gestion (CNACG), mardi 5 mai. La CNACG a immédiatement alerté par courrier tous les clubs « d'une situation difficile attestant un avenir incertain », avant de donner aux clubs dans le rouge jusqu'au 12 mai pour « trouver des éléments nouveaux et probants ». - (APR)

**TRANSAT AG2R**

Tous les résultats sur internet  
<http://www.ag2r.tn.fr>

**AG2R**

L'ASSUREUR DE VOTRE PRÉVOYANCE.

LORENZINI SANT'ARBIT



# Des Américains ouvrent une nouvelle voie de lutte contre le cancer

Une technique expérimentée avec succès chez la souris permet de bloquer le développement des cellules malades en les privant de leur source d'approvisionnement nutritif. Les deux médicaments utilisés pour cette recherche devraient être prochainement testés chez l'homme

Les cellules cancéreuses favorisent autour d'elles le développement d'un réseau de vaisseaux sanguins capables de leur apporter les éléments nutritifs nécessaires à leur croissance. Bloquer ce mécanisme revient à

priver ces cellules de leur environnement vital et, partant, à conduire les tumeurs à régresser. Une équipe américaine, celle du docteur Judah Folkman de l'hôpital pédiatrique de Boston (Massachusetts), est par-

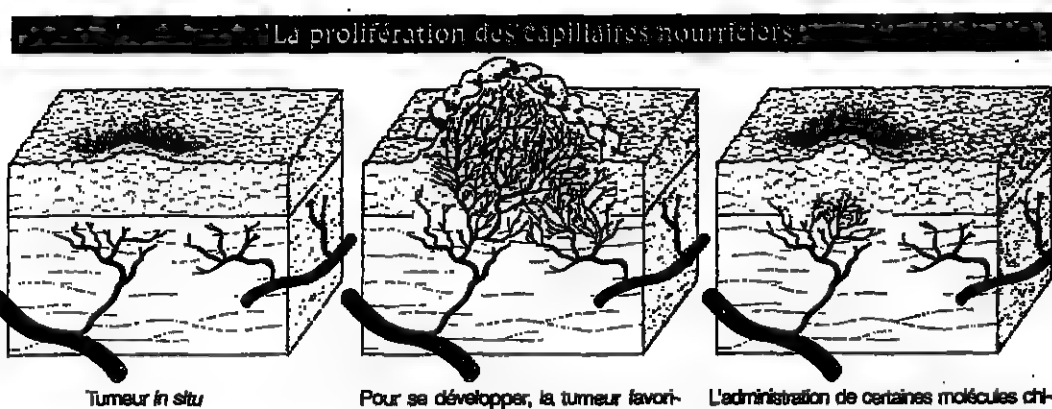
venue à le faire chez la souris grâce à l'injection de deux substances récemment découvertes, l'angiostatine et l'endostatine. Cette recherche du contrôle de l'angiogénèse est explorée depuis les années 70 par

Judah Folkman, qui a déjà testé d'autres types de molécules. Forte du succès obtenu, l'équipe américaine, bien que prudente, envisage prochainement de mener des essais chez l'homme. L'annonce de ces travaux,

médiatisés par le *New York Times*, a eu pour première conséquence de faire fortement monter le cours de l'action d'une compagnie pharmaceutique qui se propose de produire l'angiostatine et l'endostatine.

LA PUBLICATION des derniers résultats expérimentaux obtenus dans l'un des domaines les plus prometteurs de la cancérologie ouvre aujourd'hui de nouvelles perspectives thérapeutiques. En dépit de leur caractère préliminaire, ces résultats, connus des milieux scientifiques, suscitent depuis quelques jours, outre-Atlantique, une large vague d'optimisme après la publication, dimanche 3 mai, d'un article du *New York Times* annonçant l'imminence des premiers essais conduits sur l'homme. Les principaux résultats sont ceux d'une équipe dirigée par le docteur Judah Folkman (hôpital pédiatrique de Boston, Massachusetts). Ils concernent l'utilisation d'une association de deux molécules - l'angiostatine et l'endostatine - qui ont pour propriété de s'opposer au développement du réseau de vaisseaux sanguins qui fournissent aux cellules cancéreuses les éléments nutritifs indispensables à leur prolifération.

Les recherches du docteur Folkman n'ont, pour l'heure, été menées que sur des souris de laboratoire, mais les résultats apparaissent suffisamment probants pour que l'on envisage dès à présent le passage à l'expérimentation humaine. Administrées par voie intraveineuse, ces deux substances ont permis d'obtenir la disparition de tumeurs induites chez l'animal. « Je place les essais cliniques de ces deux médicaments au premier rang de nos priorités », a déclaré au *New York Times* le docteur Richard Klausner, directeur de l'institut national américain du cancer. Pour sa part, le docteur Folkman se veut raisonnablement prudent. « Est-ce



Les tumeurs solides sont caractérisées par le développement assez spectaculaire de nouveaux capillaires sanguins, qui leur fournissent les éléments nutritifs nécessaires à leur croissance. Ce processus, l'angiogénèse, commandé par diverses protéines produites notamment par les cellules cancéreuses elles-mêmes, permet à la tumeur d'augmenter de volume, puis de métastaser. L'idée toute simple de l'équipe du docteur Judah Folkman est d'inhiber par voie chimique - administration d'angiostatine et d'endostatine - l'angiogénèse - ce qui - entraîne - aussitôt la source d'approvisionnement et, partant, le développement tumoral.

que cela fonctionnera demain chez les humains ? Personne ne le sait », souligne-t-il.

A la différence des deux grandes voies de la thérapeutique anticancéreuse (la chirurgie et la chimiothérapie), qui visent soit à l'ablation, soit à la destruction de la tumeur maligne solide, cette nouvelle approche vise à s'opposer à son développement en tarissant la source des éléments sans lesquels elle ne peut croître. La formation de nouveaux capillaires sanguins à partir de vaisseaux préexistants est un phénomène indispensable à de nombreux processus physiologiques normaux (on parle alors d'angiogénèse) ou pathologiques (néoangiogénèse).

Dans tous les cas, on observe des modifications structurelles im-

portantes des cellules qui tapissent les vaisseaux sanguins, ces cellules migrant et se différenciant de manière à former un réseau vasculaire qui favorise le développement des tumeurs solides et, par là même, l'intérêt qu'il pouvait y avoir à bloquer ce mécanisme. Or on devait rapidement découvrir que les mécanismes moléculaires sous-jacents étaient extrêmement complexes, mettant en jeu une série de gènes et d'interactions de

## QUELS RISQUES ?

Dès le début des années 70, le docteur Folkman avait souligné l'importance qu'il fallait accorder à la néoangiogénèse dans la croissance des tumeurs solides et, par là même, l'intérêt qu'il pouvait y avoir à bloquer ce mécanisme. Or on devait rapidement découvrir que les mécanismes moléculaires sous-jacents étaient extrêmement complexes, mettant en jeu une série de gènes et d'interactions de

substances inductrices ou inhibitrices produites à la fois par les cellules normales et les cellules cancéreuses.

S'opposer efficacement à la néoangiogénèse imposait donc le décryptage de l'ensemble de ces mécanismes, décryptage facilité ces dernières années par les multiples avancées de la biologie moléculaire. « D'abord profondément théorique, la manipulation de l'angiogénèse s'annonce déjà comme une potentialité thérapeutique majeure en pathologie humaine », annonçait, l'an dernier, Andreas Birkhøj (laboratoire des facteurs de croissance et de la différenciation cellulaire, université Bordeaux-II) dans les colonnes de *La Revue du praticien*.

Différentes substances pouvant

inhiber l'angiogénèse ont commencé à être expérimentées ces derniers temps chez l'homme (interféron alpha, interleukine, thalidomide, etc.). La conjonction des travaux de plusieurs équipes a notamment révélé le rôle majeur des molécules de la famille du facteur de croissance endothélial vasculaire. Les derniers résultats expérimentaux américains portent sur deux nouvelles molécules inhibitrices : l'angiostatine et l'endostatine.

## Contrôler les mécanismes de l'angiogénèse

En novembre 1996, dans un article intitulé « Des garçons sur les tumeurs » le docteur Judah Folkman avait, dans les colonnes du mensuel *Pour la science*, exposé les grandes lignes de ses recherches. « Si les médecins découvraient les mécanismes de l'angiogénèse et les moyens de la contrôler, ils auraient à leur disposition une arme puissante contre le cancer », écrivait-il alors. En outre, des médicaments qui bloqueraient le développement de nouveaux vaisseaux sans endommager les vaisseaux sains ne devraient pas perturber la vascularisation des tissus normaux. Les inhibiteurs de l'angiogénèse pourraient toutefois arrêter la menstruation et ralentir la cicatrisation des blessures.

Le docteur Folkman rappelle d'autre part que, dans ce domaine, les premiers tests cliniques avaient démarré en 1987 avec l'interféron alpha dans le traitement de certaines tumeurs vasculaires non cancéreuses, puis en 1992 avec le composé TNP 470, aujourd'hui autorisé par l'administration américaine.

tatine. La première a été découverte et isolée en 1994 à partir de l'urine de souris atteintes d'une tumeur pulmonaire. Elle se présente comme un fragment d'une autre molécule, la plasmine.

En 1995, l'équipe du docteur Folkman avait démontré l'action anticancéreuse de cette substance sur la souris, sans pour autant que son mécanisme d'action soit parfaitement élucidé. Elle avait annoncé dans *Nature Medicine* que l'administration d'angiostatine

préviendrait la progression des métastases. Son relargage continu in vivo fait régresser complètement la tumeur primitive vers l'état d'« îlot microscopique latent », écrivait l'an dernier Andreas Birkhøj dans le *Bulletin du cancer*. L'endostatine est donc non seulement capable de maintenir la latence tumorale, mais aussi de provoquer la régression tumorale.

L'association des deux inhibiteurs devient, dès lors, théoriquement intéressante en permettant d'agir au niveau tant de la tumeur primitive que des métastases. Les résultats qui viennent d'être annoncés confirment les potentialités thérapeutiques d'une telle association. Il reste à savoir si cette efficacité pourra être retrouvée chez l'homme et si une telle association sera ou non dénuée d'effets secondaires indésirables. Peut-on, en d'autres termes, agir sans risque sur un processus aussi vital et complexe ? Les spécialistes postulent que ces molécules n'auront qu'une faible toxicité sur l'arbre vasculaire normal. Mais il reste à étudier de quelle manière une telle approche peut compléter les protocoles thérapeutiques actuels.

Pour l'heure, la publication de l'article du *New York Times* et les déclarations du directeur de l'institut national américain du cancer se sont surtout traduites par une très forte hausse, sur le marché électronique Nasdaq, des actions de la compagnie américaine Entremed, qui envisage de produire l'angiostatine et l'endostatine. Lundi 4 mai, le titre s'échangeait à 56,31 dollars, contre 12,06 dollars en clôture le vendredi précédent.

J.-Y. N.

Jean-Yves Nau

## Premiers essais en Grande-Bretagne

Dans ses éditions datées du mercredi 6 mai, le quotidien *The Independent* annonce qu'un essai clinique fondé sur des expériences similaires à celles du docteur Judah Folkman de lutte contre le cancer allait débuter sur cinquante malades britanniques. Ce test, conduit avec une autre molécule, la combrestatine, concernera « avant la fin de l'année » un groupe d'une trentaine de patients à l'hôpital de Mount Vernon (Middlesex), sur lesquels on étudiera l'innocuité de l'administration de ce produit et l'ajustement des doses nécessaires. L'efficacité proprement dite sera évaluée dans un second essai. Saluant le travail de pionnier du docteur Folkman, les spécialistes britanniques estiment qu'il est encore trop tôt pour parler d'une percée révolutionnaire et soulignent qu'il ne sont pas en compétition avec leurs confrères américains.

## Un traitement par bithérapie pour soigner l'hépatite virale C

UN GROUPE d'experts de la Food and Drug Administration (FDA) a demandé, lundi 4 mai, aux autorités sanitaires américaines de recommander officiellement l'utilisation d'une bithérapie chez les malades souffrant d'une infection chronique par le virus de l'hépatite virale de type C. Selon les derniers chiffres de l'Organisation mondiale de la santé, 170 millions de personnes seraient, à travers le monde, aujourd'hui contaminées par ce virus transmissible par le sang et contre lequel n'existe aucun vaccin disponible. Jusqu'à présent, un seul médicament - un interféron de type alpha - était utilisé chez ces malades atteints de cette pathologie qui, au fil du temps, peut se compliquer de cirrhose ou de cancer hépatique. On estime à 20 000 le nombre de personnes qui, ces dernières années, ont été traitées en France par cette molécule.

La proposition des experts de la Food and Drug Administration fait suite à la publication présentée, en novembre 1997 à Chicago lors du meeting de l'Association américaine pour l'étude des maladies du foie, des premiers résultats d'une bithérapie associant l'interféron alpha à une autre molécule antivirale : la ribavirine.

« Cette étude internationale comprenait des malades qui avaient été initialement traités par l'interféron seul et qui avaient reculé au terme de ce traitement. Un premier groupe de patients avait alors à nouveau reçu de l'interféron alors que le second groupe recevait la bithérapie, explique le professeur Daniel Dhumeaux (hôpital Henri-Mondor, Créteil). Dans le premier groupe, la disparition du virus de l'hépatite C dans le sang a été obtenue chez 5 % seulement des malades contre 49 % dans le second groupe. »

## UN IMPACT ÉCONOMIQUE CONSIDÉRABLE

En France, cette bithérapie antivirale peut d'ores et déjà être prescrite, via une « autorisation temporaire d'utilisation » chez les malades présentant une hépatite chronique active qui rechutent après un traitement de six mois ou d'un an à base d'interféron. L'initiative américaine vise à obtenir que cette bithérapie soit, dans les plus brefs délais, le traitement officiel de première intention.

En pratique, cette bithérapie associe l'absorption de six capsules de ribavirine chaque jour et d'une injection sous-cutanée d'interféron trois fois par semaine. Les contraintes et les effets secondaires d'une telle association ne

sont nullement négligeables et ne doivent pas être sous-estimés.

Compte tenu du poids majeur, présent et à venir, de l'hépatite C sur les systèmes de protection sociale (on estime en France entre 400 000 et 600 000 le nombre de personnes infectées), cette avancée thérapeutique pourrait avoir un impact économique considérable. Le coût actuel d'un traitement annuel par interféron est estimé, pour le seul médicament, (commercialisé en France par les multinationales pharmaceutiques Roche et Schering-Plough) à environ 25 000 francs.

Cette avancée devrait aussi faciliter les initiatives en faveur du dépistage des personnes infectées qui, bien souvent, ignorent leur statut en dépit des diverses incitations données par le secrétariat d'État à la santé. « Jusqu'à présent, ces initiatives se heurtaient soit à l'absence de traitement efficace, soit à l'efficacité, parfois modérée, de l'interféron, explique le professeur Dhumeaux. On devrait, demain, pouvoir expliquer aux généralistes que leurs patients ont intérêt à accepter ce dépistage car la nouvelle thérapeutique est plus efficace lorsqu'elle est prescrite tôt dans l'évolution de la maladie. »

J.-Y. N.

Jean-Yves Nau

Sondage : l'esprit d'entreprise gagne les Français.

15F

**l'Européen**

**L'homme le plus puissant d'Europe**

il menace LE CRÉDIT LYONNAIS, LA COUPE DU MONDE, LA FORMULE 1...

Karel Van Miert

Les jeux de hasard battent tous les records... l'Allemagne : les couleurs retrouvées de la liberté

Cette semaine :

## KAREL VAN MIERT : l'homme le plus puissant d'Europe

Crédit Lyonnais, billets de la coupe du monde, télévision, publicité et formule 1 : pourquoi le Commissaire européen à la concurrence fait-il trembler ministres, patrons, banquiers et salariés ?

■ **Les Français et la création d'entreprise.** Ils sont de plus en plus nombreux à vouloir créer leur entreprise, malgré les obstacles et l'absence de capital-risque. Est-ce plus facile ailleurs ?

■ **Jeux de hasard :** Au loto, les États risquent gros. Chaque semaine les Européens jouent 3 milliards de francs. Comment renouveler les jeux avec l'arrivée de l'Euro et la concurrence d'internet ?



Nouveau, chaque mercredi. 15F.



## Brousse la verte

Au pied de l'Olympe d'Anatolie, la plus ancienne métropole turque se sent rajeunir au miroir de l'islam

**BROUSSE** - la Prusse des Grecs, la Bursa des Turcs - est à la fois Lyon, Vichy et Avignon. Sa conurbation, qui groupe deux millions d'habitants, est en même temps foyer industriel majeur né jadis de la soie ; station thermale aux curistes musulmans illustres, de Fémin Abdelkader d'Algérie au roi Idris de Libye, qui y prenait les eaux lorsque le colonel Kadhafi le débaucha en 1969 ; ancienne capitale politique, culturelle et religieuse des premiers Ottomans.

Tout de vitalité, elle songe aujourd'hui, entre ses jeunes beautés voilées et ses « minarets balonnets » (selon feu le poète Recep Erdogan, *Le Monde* du 23 avril), à une renaissance mahométane en Anatolie dont elle serait la base de lancement, même si de méchantes langues ont aussi comparé ses innombrables minarets effilés à « des fusées qui ne décolleront jamais... ».

Les Hellènes de Bithynie aimèrent tant ce site semi-côtière, à l'écart de l'humidité de la mer de Marmara, qu'ils baptisèrent *Nouvelle Olympe* la haute montagne verdoyante, enneigée en ses sommets (2 325 mètres), qui gouverne et protège ce paysage si européen de l'Asie mineure. Les Turcs éprouvèrent un sentiment identique, qui rebaptisèrent l'Olympe *Ulu-Dag*, « Auguste Montagne ». Sous ses épais frondaisons prospèrent jadis des moines, puis des brigands. Sur ses pentes herbeuses on ne voit plus maintenant que des familles pique-niquant ou s'adonnant aux derniers couples d'amoureux contre lesquels les sacristies islamistes fourbissent des anathèmes.

C'est entre la Mosquée verte et le Mausolée vert - merveilles médiévales conçues assez loin des idées de dogme ou de trépas et où les « vrais croyants » peuvent se rafraîchir corps et esprit dans le bleu des

zelliges, des feuillages et des fontaines - que les Broussiotes célèbreront dans la ferveur en 1999 le sept centième anniversaire de l'avènement d'Osman I<sup>er</sup>, fondateur de la dynastie ottomane (1299-1924). Il assiégea vingt ans la cité alors chrétienne et mourut en 1326 juste avant qu'elle ne soit forcée par son fils et héritier, Orkhan. Elle fut, jusqu'en 1367, avant Andrinople et Stamboul, la première capitale de la nouvelle superpuissance musulmane.

### HAMMAM L'UNANIMISTE

Abandonnée par le pouvoir, Brousse se reconstruit dans l'industrie de luxe, faisant notamment connaître, à travers tout l'espace islamique, les moelleux velours de Brousse ou les marbrons glacés des châtalgénies olympiennes. Jusqu'au début de ce siècle, grâce à son argent, elle peupla ses harems de Caucasiennes « très blanches, aux yeux très clairs », dont les descendantes font à présent, les cheveux encore au vent ou déjà dérobés sous d'amples fichus façon Hermès, l'attraction du paseo chaque fin d'après-midi, avenue

Atatürk. La célébration impériale sera affaire masculine. Dames et demoiselles viennent, elles, en ce début mai, de se dépenser beaucoup en faveur du Festival international de la tulipe, organisé au Jardin botanique de Brousse. Le Persan Omar Khayyam (1040-1123) passe pour avoir en deux vers magnifiés le premier cette illiacée de Crimée dont la Hollande ferait plus tard ses oignons gras :

*Partout où pousse un parterre de tulipes / Fut répandu jadis le sang d'un chah*

Malgré « ces parvenus de Stambouliotes », qui arguent des panneaux de faïence tulipoides datés 1560 de leur mosquée Rostem-Pacha, sur la Côte d'Or, des Broussiotes soutiennent que la tulipomanie qui sévit dans l'Empire ottoman à partir du XVI<sup>e</sup> siècle et atteignit son paroxysme au XVIII<sup>e</sup> siècle démarra chez eux.

On se demande d'ailleurs pourquoi Brousse, restée attachée à l'âge d'or califal, tient tant à son rang dans ce débat historique un peu frivole. Cette mode florale effrénée, ces folles spéculations sur

les bulbes qui en leur temps agitérent aussi bien imams, théologues, princes ou vizirs que janissaires, et parfois jusqu'à Sa Hautesse le sultan-calife, ne sont-elles pas regardées comme faisant partie des symptômes de ce déclin ottoman qu'on voudrait tant effacer ?

En tout cas, on vend toujours dans le bazar de Brousse du *tibent*, étoffe aérienne non teint d'origine persane qui servait surtout jadis à nouer des coiffes et qui est à l'origine des mots français « turban » et « tulipe », par analogie avec la variété blanche de cette fleur. Celle-ci même utilisée ce printemps par les jardiniers de la Ville de Paris, en particulier au rond-point des Champs-Élysées. En Turquie, « tulipe » se dit *lâle*, qui est resté jusqu'à un prénom féminin usité.

Par les Flandres, la vogue des tulipes toucha également la France. La *Recherche de l'absolu*, roman de Balzac, est bâti autour de la figure d'un alchimiste de Douai, sous la Restauration, bradant aux Pays-Bas ses collections d'oignons rares afin de financer ses recherches sur la pierre philosophale.

Tres nationalistes, les Turcs raffolent de ces allusions illustrant leur influence civilisationnelle. En revanche, ils ne prirent guère qu'un évocation Anatolie avant qu'ils ne la conquissent. C'est regrettable, surtout à Brousse où les écoliers apparemment ignorent non seulement que leur glorieuse cité fut fondée par le musicien roi hellénique local Prusias, mais encore qu'il chargea Hannibal, réfugié dans ses États, de dessiner le plan de la nouvelle ville. Fille du Levant, Carthage y revint donc par le truchement de Brousse.

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

### Carnet de route

● Lecture : *Le Sultan de Stamboul*, roman de Franck Venaille, Salvat, 128 p., 90 F.

● Hébergement : Hôtel Dikmen. En plein centre de Brousse. Accueil un peu roque, mais prix abordables et garage gardé.

Chambres à partir de 200 F avec petit déjeuner oriental (fromage, olives). Demander une chambre sur cour, 78, rue Malsen (près avenue Atatürk et poste). Tél. : 00-90-342-224-18-40.

● Hammam : bain turc Eskikaplica, établissement six fois centenaire luxueusement modernisé ; rue Cakirgazi, à 3 kilomètres du centre de Brousse, face à l'hôtel Anatolia. Ouvert de 18 à 22 heures.

● Voyagistes : Marmara est l'agence de 60 % des Français allant en Turquie. Tél. : 01-42-80-55-66. Filiales à Marseille, Lyon, Toulouse, Nantes, Strasbourg. « Voyagistes » propose des semaines à thème comme la côte anatolienne en caïque. 8 730 F par personne en cabine double. Tél. : 01-42-86-17-90.

prix oscillent entre 525 et 805 F. Nouveau Monde est le seul tour-opérateur à consacrer une brochure entière aux voyages à moto sur les cinq continents (tél. : 01-53-73-78-90 et 3615 Nouveau Monde, agences également à Bordeaux, Marseille, Nantes et Bruxelles). En Europe, on peut partir avec son propre véhicule, le voyageur se charge de la logistique : passage de la moto sur le ferry, réservation des étapes, en chambres d'hôtes ou à l'hôtel. L'itinéraire évite les grands axes. Les prix tournent autour de 3 000 F pour passer la semaine en Mande, 4 000 F en Ecosse (12 jours), 13 000 F si on grimpe jusqu'au Cap Nord, en 20 jours, par la Finlande et la Norvège. En Turquie, une moto tout-terrain est fournie à Antalya, et le périple traverse la chaîne du Taurus pour rejoindre la Cappadoce (7 450 F pour le pilote, 4 550 F au passager : avion, moto, 9 jours d'hôtels et petits déjeuners).

Dans certains pays, on bénéficie en outre d'un guide-accompagnateur à moto se chargeant des problèmes techniques. Ainsi à Madagascar (18 000 F, 15 jours, à 2 ou 3 motards) de Tananarive à Fort Dauphin,

par les canyons de l'Isaho, les plages de Tulear, les forêts immenses de la côte Est, la réserve de Berenty, jusqu'aux pistes arides du Sud. Un voyage au parfum d'aventure, qui exige patience et endurance.

Florence Evrin

### Une moto pour voir le monde

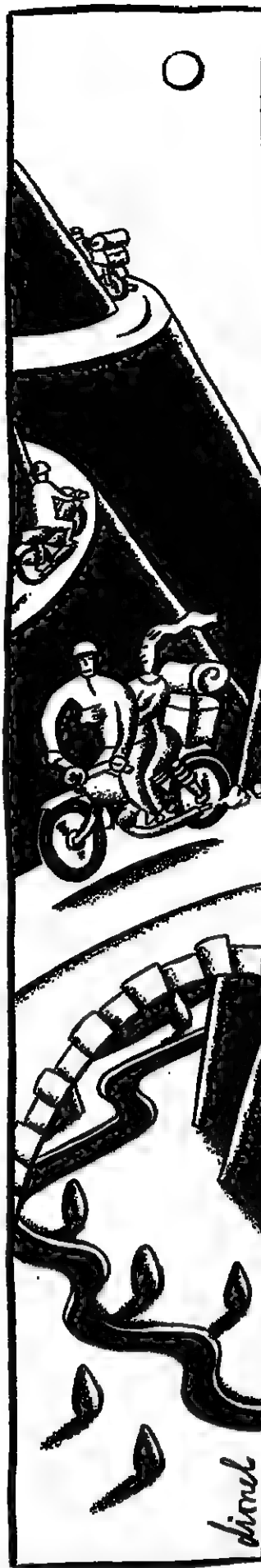
Celui qui circule à deux roues sait le plaisir décapité de la découverte. A moto, on voit tout des paysages traversés, sur 360 degrés, et les odeurs saisissent le pilote et son passager. Plaisir entier, à condition de rouler sans pluie. Sous la douche, l'éden prend un goût d'enfer. La meilleure période demeure l'intersaison, le printemps ou l'automne.

Louer une moto est affaire courante aux Etats-Unis, et les spécialistes du « sur mesure » lui consacrent une page de leurs brochures. La Compagnie des Etats-Unis, par exemple, réserve les mythiques Harley-Davidson d'Easy Rider à Los Angeles, San Francisco, Las Vegas, Denver, Orlando et Chicago chez le loueur Eaglester, en tirant « Offrez-vous le rêve américain à partir de 170 F par jour » (tarif basse saison pour une Sposter 883 cc, hors kilométrage et assurance complémentaire). On ajoutera, à la carte, un forfait kilométrique journalier (de 230 F par jour pour 100 miles, à 380 F en kilométrage illimité). Pour disposer d'une

Heritage Softail Special 1340 cc, le tarif journalier grimpe de 340 F (basse saison) à 510 F en Californie, au mois de mai (tél. : 01-55-33-33-55).

Les conditions d'utilisation s'avèrent draconiennes. Hormis l'obligation d'avoir au minimum vingt et un ans et un permis moto d'une cylindrée équivalente, il faut pour rouler Harley (sur chaussée goudronnée uniquement !) laisser un dépôt de 1 000 dollars, prélevé sur la carte de crédit.

La franchise et le dépôt de garantie sont réduits (respectivement 500 et 300 dollars) pour le motard qui souscrit une assurance complémentaire de 20 dollars par jour. On retrouve ces contraintes chez Jetset et Vacances Pabulenses (agences de voyages), qui réservent les véhicules chez Moturis, pour une durée minimum de 7 jours et une caution de 2 500 dollars ! Celle-ci se voit ramenée à 500 dollars avec la souscription de l'assurance complémentaire. La gamme de motos comprend, outre deux modèles d'Harley, des Suzuki VS 800 Intruder, BMW R 850 ou 1100 et Honda Goldwing GL 1500 AS. En mai, avec 100 miles par jour (160 km), les



### PARTIR

■ **COUNTRY SHOW**. Près de 400 exposants et 50 000 m<sup>2</sup> pour découvrir et pratiquer, du 15 au 17 mai à Paris, les activités liées aux quatre grands thèmes de la 11<sup>e</sup> édition du Country Show : chasse (avec chiens de chasse, vénerie, fauconnerie, archerie et ball-trap), pêche (à la mouche et au coup, en eau douce et en mer), équitation (présentation d'attelages et de différentes races dont le cheval portugais, polo et village des poneys) et golf (vaste pratique). Un salon en plein air qui fait également une place au 4x4 (piste d'essai) et aux deux-roues, permet de tester divers matériels et de s'informer auprès de voyageurs spécialisés dans les sports et loisirs. Sans oublier de nombreuses exhibitions et animations dont un concours de sauts d'obstacles réservé aux enfants.

★ Hippodrome d'Auteuil, porte d'Auteuil. De 10 à 19 h. Entrée : 80 F pour une journée, 120 F pour deux jours ; gratuit pour les enfants de moins de 12 ans ainsi que pour les détenteurs d'une licence de golf.

### LES ROIS DE L'ATTELAGE

Après une pause destinée à la réflexion complète des obstacles du marathon, le Concours d'attelage international de Compiègne, l'un des cinq rendez-vous majeurs des meilleurs meneurs du monde, ouvrira de nouveau, le week-end de l'Ascension (du 21 au 24 mai), une saison qui se clôturera en octobre avec les Jeux équestres mondiaux de Rome, véritables J. O. de l'équitation. Les initiés apprécieront de voir ainsi en action l'élite de cette discipline. Le grand public, lui, découvrira la beauté des équipages, le côté spectaculaire du franchissement des obstacles et le contact avec la nature dans le site de la forêt de Compiègne, autour de l'ancienne résidence impériale. Outre l'épreuve reine - l'attelage à quatre chevaux - le programme proposera aussi des épreuves à un cheval et à quatre poneys, précédées d'une présentation sur la terrasse du château et d'une reprise de dressage.

★ Compiègne, à 80 km de Paris, est accessible par la route (sorties 9 ou 10 de l'A1) et par le train (gare du Nord). Entrée gratuite.

### BAYONNE AU CHOCOLAT

Chaque printemps, durant deux jours, le chocolat est à l'honneur dans la cité qui, la première, l'accueillit en France, il y a quatre siècles. Temps forts de cette fête gourmande qui se déroulera les 22 et 23 mai : le trempage du chocolat dans les rues par les sept artisans membres de la Guilde des chocolatiers de Bayonne, dégustations de chocolat chaud dans les casernes du vieux Bayonne, visites guidées de la ville sur le thème du chocolat (départ de l'Office du tourisme à 15 h, vendredi et samedi), contes pour enfants à l'Hôtel de Ville (samedi à partir de 14 h 30), intronisation des nouveaux membres de l'Académie du chocolat, avec orchestre et danses de samba, le Brésil étant l'invité de la fête.

★ Office de tourisme, tél. : 05-59-46-01-46.

**EVASION**

**3615 TRAVELTOUR**  
Tél. : 01 53 20 46 56

**EGYPTE** Croisière 8/7n 1 890 F\*  
vol + transferts + bateau 5\* pension complète

**TURQUIE** Bodrum 8/7n 1 790 F\*  
vol + transferts + hôtel club 4\* demi-pension

**SENEGAL** Bath. 8/7n 3 850 F\*  
vol + transferts + hôtel 3\* demi-pension

\* à partir de

**NEW YORK** 2 150 F  
**BOMBAY** 2 790 F  
**BUENOS AIRES** 3 900 F

Vols réguliers au départ de Paris et de LYON.  
Conseils et renseignements : 01 53 20 46 56.

**Directours**

**CRETE MAI/JUIN** 8 jours  
-30% au départ de Paris vol inclus  
Autotour voiture + 7 nuits  
hôtels 2/3\* : 2 600 F

Hôtel Minos Palace 5\*  
Tous repas : 3 375 F

Autres Hôtels : Nous consulter  
Brochures gratuites sur demande  
01.45.62.62.62  
en province 08.01.63.75.43  
Minitel 3615 Directours 229 Flou.

**La Bourgogne en montgolfière...**

Offrez-vous un voyage au gré du vent. Survolez les vignobles de Chablis, le parc du Morvan... Séjour possible en château/hôtel. Chèques cadeaux.

Réservez et informez-vous  
France Montgolfières 01.47.00.66.44

choisissez et réservez  
en toute liberté

une auberge de campagne  
au Pays de Galles

**3615**  
**Dormez Bien**  
2.239 min (02.07.96) 0210

**AUBERGE**  
**LA CLÉ DES CHAMPS**  
\*\*NN LOGIS DE FRANCE

TENNIS - PISCINE CHAUFFÉE

24550 VILLEFRANCHE-DU-PEIGORD  
Tél. : 05.53.29.95.94 - Fax : 05.53.28.42.96

**3617 TOPWEEKEND**

Où passer votre week-end ?  
En France ou ailleurs ?

**3615 OLT**

**CRUISE EGYPTE 1 990 FF**  
LOUXOR/LOUXOR  
8 Jours / 7 Nuits  
Vol + Bateau 5\* en P.C.

**CRUISE RUSSIE 5 450 FF**  
MOSCOW/ST. PETERSBOURG  
11 Jours / 10 Nuits  
Vol + Bateau + P.C. + Visites

**01 47 42 26 37**  
**ONLINE**

**Hôtel**  
**"Les Jardins de Palerm"**

un endroit pour rêver ou pour amoureux, avec ses 9 chambres autour d'une piscine, dans des jardins exotiques avec la vue sur la baie de San Antonio.

Tel. 0034 71 80 03 18 - Fax 0034 71 80 04 53

**3615 Bye Bye**

**TURQUIE** Séjour Bodrum 1 590 Frs  
Vols + 8 jours 1/2 pension Hôtel 4\* + Transferts

**CANADA** Circuit 5 190 Frs  
Vols + 9 jours P.C. + Visites + Transferts

**KENYA** Séjour Bodrum 3 190 Frs  
Vols + 9 jours P.C. Hôtel 3\* + Transferts A/R

Et de nombreuses offres sur **3615 Bye Bye**

Sauveteurs de disponibilité : 01.42.86.17.90

**TOURISME FLUVIAL**

Location de bateaux pour permis

France - Belgique - Portugal - Italie

R.P. 89 - 71602 Paray le Monial  
Tél. 03 05 63 76 70 - Fax 03 05 63 76 71  
Minitel 3615 F2P (129 km)

**3615 DREAMS Voyages**

propose séjours de qualité et vols des meilleures compagnies aux prix les plus bas.

Lac. N° 075 15 0514 - 021 Flou

**VOYAGEZ MOINS CHER !**  
Vols, Séjours, Croisières...  
nouvelles offres chaque jour

**3617 ON SOLDE**

Retrouvez les chemins d'une France oubliée même des Français.

Le catalogue Terres d'Aventure 98 vous attend. 312 pages de voyages à pied en France et dans le monde entier. Pour le recevoir gratuitement, renvoyez ce bon à découper à Terres d'Aventure, 6 rue Saint-Victor 75005 Paris. Tél. 01 53 73 77 77. Minitel : 3615 TERDAV. Email : terdav@terdav.com

NOM, PRENOM

ADRESSE

**TA Terres d'aventure**  
LE VOYAGE A PIED







**URBANISME** Après Shanghai et suivant à son tour l'exemple de Singapour, Pékin se transforme en un immense chantier de démolition et de reconstruction hasardeuse. A

terme, c'est officiellement 90 % de la ville qui doivent disparaître. ● RÉUNIE du 7 au 9 avril à Suzhou, près de Shanghai, sous l'égide de l'Unesco, la première conférence des maires de

villes historiques a éclairé les effets du libéralisme économique sur l'urbanisme et le patrimoine chinois. Les représentants de dix cités européennes, parmi lesquelles Chinon,

Strasbourg et Bordeaux, et quinze de leurs homologues chinois, ont comparé leurs méthodes. ● ILS SONT APPARUS assez unis pour publier une déclaration commune défendant

le patrimoine culturel face au développement accéléré des villes. La nostalgie patrimoniale des Occidentaux s'oppose actuellement au réalisme urbain des autorités chinoises.

## Que mille Manhattan fleurissent dans la Chine éternelle

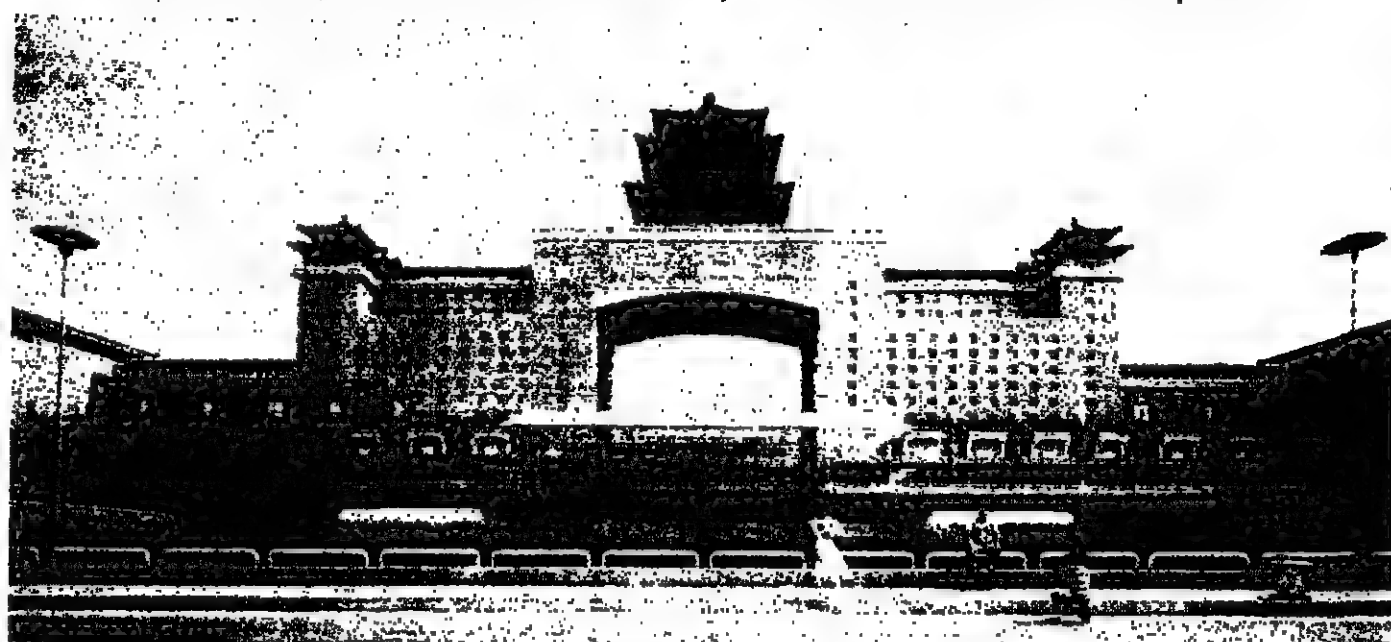
Maisons, cours, jardins, ruelles... tout Pékin passe au bulldozer. La plus grande partie de la ville, environ 90 %, est appelée à disparaître. La spéculation entreprend de détruire ce que la révolution culturelle avait préservé

PÉKIN

de notre envoyé spécial  
Dans les rues de Pékin (Beijing), retentit à tout bout de champ une mélodie ordinairement jouée pour la fête de la Lune de la mi-automne. C'est une musique qui inspire aussitôt de la nostalgie. Un effet radical mis à profit par les autorités, qui, de cet air charmant, ont fait l'avertisseur des bennes à ordures, de beaux camions d'un bleu soutenu : quand le Pékinois entend la ritournelle, il n'oublie plus de sortir ses poubelles.

Appliquée à une autre échelle, la méthode révèle son incongruité : de ce qui faisait le caractère et l'âme des cités chinoises, ne semble devoir subsister qu'une vague mélodie, quelques notes hors de leurs gammes d'origine : toits bisornus, lanternes, portes rondes... Les échelles ont changé, colossales, la nouvelle gare de l'Ouest indique ce qu'est désormais le vocabulaire des édifices publics. Tout le reste, maisons à cours, jardins, ruelles, étages de bois, tout ce qui faisait, heureux et malheureux, la vie et la forme des villes, disparaît ou est condamné à le faire, victime de raisonnements archaïques et d'une spéculation massive. Fâcheux cocktail, qui broie ce qu'avait préservé la révolution culturelle, livrant tout un peuple à ce qu'il faut appeler la révolution des culottes. « Enrichissez-vous », a dit le pouvoir central. L'Homo economicus a immédiatement enchaîné : « Que mille Défense fleurissent, que mille Manhattan éclosent et que disparaissent les vieilles légendes par l'histoire ! ».

Ce qui vaut pour Pékin, après les exercices préparatoires de Shanghai, vaut pour toutes les autres villes. Dans la capitale, hormis quelques quartiers rares, autour de la Cité interdite, des lacs et des monuments touristiques, dont la rénovation réservera des surprises, la plus grande partie de la ville - officiellement 90 % - est appelée à disparaître. Le long des principales avenues, de formidables chantiers se sont ouverts qui, sans autre cohérence que la loi de l'argent, font émerger de gigantesques buildings ou



La nouvelle gare de l'Ouest, à Pékin.

d'énormes centres commerciaux. Beaucoup restent inachevés, carcasses dégingandées de béton, ou vides de tout client.

L'architecture y est majoritairement absente, ou réduite à quelques motifs de façade qui ne font pas illusion, objets volants trop bien identifiables. Verre teinté, volontiers bleu pâle, granit gris

Dans tous les cas, les architectes et ingénieurs se plient précisément aux injonctions de leurs commanditaires, qu'il s'agisse de l'Etat ou de joint-ventures à vocation privée. Cette impossible gymnastique produit des constructions sans culture, une architecture de parvenus, un urbanisme faussement cossu.

**Cette impossible gymnastique produit des constructions sans culture, une architecture de parvenus, un urbanisme faussement cossu**

non poli ou mieux : granit ou marbre rose brillants comme des chaussures. Frontons, pilastres, colonnes, alternent avec des éléments géométriques. Post-modernisme, art nouveau ? D'autres édifices, un peu plus anciens, comme la gare de l'Ouest, apparaissent avoir été davantage contrôlés, ménageant la chèvre internationale et le chou chinois : les constructions, volumineuses mais horizontales sont recouvertes de céramique blanche et surmontées de toits à la chinoise, verdâtres.

cent à sept cents agences immobilières ont transformé Pékin en territoire de pure spéculation. Oh trouver l'argent ? L'exercice consiste à privatiser les terrains délaissés de leurs habitants, puis à reconstruire avec des fonds provenant de l'extérieur. De l'argent blanc ? Décoloré, en tout cas, et désodorisé.

Tout cela suppose une politique volontariste de la table-rase. Elle ne manque pas de légitimité, si ses supports idéologiques restent flous. L'ancien Pékin était, sauf exceptions, exclusivement

composé de maisons en rez-de-chaussée, éventuellement surmontées d'un étage. Riches, elle pouvaient comporter une ou plusieurs cours et se cachaient derrière d'interminables murs, des maisons moins aisées pouvaient aussi être regroupées, autour de cours communes. Riches, bougeoles ou pauvres, on y accédait soit par des rues orthogonales mais étroites, ou par des ruelles nettement moins rectilignes, les hutongs.

La révolution chinoise avait déjà ouvert de larges avenues. La plus célèbre d'entre elles, Chang'an, fut construite à l'emplacement des fortifications séparant les anciennes villes tartares (avec la Cité interdite), et chinoise (où se trouve le Temple du Ciel et son parc). Symétriques de la Cité, par la taille, furent aménagés la place Tiananmen et ses grands monuments : Assemblée, musée, mausolée de Mao. Malgré cette ventilation efficace, la surpopulation était devenue une seconde nature de Pékin. Chaque espace libre des cours ou des rues avait été investi d'appendices habités, sinon habitables, selon les principes du confort « moderne ».

Cette absence de confort et l'impossibilité d'ouvrir la ville aux délices de l'automobile auraient pu aboutir à un projet urbain fondé, équilibré, laissant sa chance au savoir-faire de la ville ancienne, tout en organisant un mieux-vivre.

Tel ne sera pas le cas. Sur les murs des rues apparaît un caractère entouré d'un cercle dont on apprend vite la signification : *ichai*, « à démolir ». Les habitants sont alors fermement encouragés à s'installer ailleurs, dans de grandes cités-dortoirs, souvent au-delà du quatrième périphérique. Les infrastructures n'ont pas précédé le mouvement. Le métro, passablement incomplet, propre mais cher, affecte la forme d'un lasso, qui ne saisit qu'une étroite frange de la ville. Les habitants déplacés feront deux heures de bus pour retrouver qui son hôpital, qui son université.

Le 19 mars, Zhu Rongji, le nouveau premier ministre, a annoncé une réforme du logement qui prévoit d'abolir les loyers subventionnés et de faire du logement le « moteur de la croissance économique ». Dans un premier temps, il s'agit d'augmenter progressivement les loyers jusqu'à 15 % du revenu des familles au lieu de 1 %

environ actuellement. Et en tout cas d'inciter les habitants à se porter acquéreurs de nouveaux logements, qui ont peu de chance d'être ceux dans lesquels ils vivent. Ceux-ci sont majoritairement promis à la destruction. Trois cents millions de mètres carrés récemment construits, selon *China Daily* n'ont toujours pas trouvé preneur, alors que trois millions de familles vivent dans des espaces de moins de 4 m<sup>2</sup> par personne. Mais le système actuel des prêts rend l'achat pratiquement impossible à ceux qui n'ont pas encore répondu à l'injonction nationale de l'enrichissement personnel.

Volonté régulatrice, application à l'ensemble des villes chinoises du processus engagé depuis bientôt dix ans à Shanghai, premiers pas d'un ultra-libéralisme exacerbé par la corruption qui fait de la construction et des travaux publics le terreau sur lequel pourrissent les fleurs d'une spéculation anarchique ? Il y a plus de vingt ans étaient déjà décrits à Singapour les modèles qui allaient être mis en œuvre à Shanghai, et désormais à Pékin et dans toutes les grandes villes. Singapour était une « petite » affaire : 1 700 000 personnes (70 % de la population totale) vivant dans la ville historique y ont été déplacées et relogées en deux décennies. Plus de 1 million sont parties vers six villes nouvelles conçues selon le principe britannique d'unités de voisinage, organisées selon une grille hiérarchisée d'équipements et d'infrastructures. En 1985, s'achevait la destruction des anciens quartiers, le Chinatown de Singapour.

Dans les années 90, l'alerte est plusieurs fois donnée, avant même que le modèle soit appliqué à Shanghai. En 1993, par exemple, *Les Cahiers de la Recherche architecturale* publient, sous la direction de Pierre Clément, un numéro, « Cités d'Asie », remarquablement efficace. Les tours n'ont pas encore poussé à Puding, sur l'autre rive de la rivière Huangpu. Françoise Géd, qui dirige aujourd'hui avec Jean-Paul Lombes l'Observatoire de l'architecture de la Chine contemporaine, peut encore laisser une place au futur dans le titre de son analyse : *Gestion du désordre et pathologie de croissance*. Depuis, quelques gourous occidentaux comme l'architecte néerlandais Rem Koolhaas se sont définitivement appropriés ces termes. Mêlant sans concession, pour Shanghai notamment, l'inspiration architecturale et la poésie de l'ultra-libéralisme. Ils sont devenus les cautions théoriques d'une violence inouïe.

Aujourd'hui, l'herbe pousse dans les gouttières de la vieille ville ou de ce qu'il en reste. A vive allure ces maisons doivent être détruites, brique après brique. Les ouvriers sifflent déjà l'air de la mi-hiver du nouvel urbanisme.

Frédéric Edelmann

## Studieuse conférence d'éco-urbanisme dans la Venise chinoise

SUZHOU

de notre envoyé spécial  
Mardi 7 avril, les participants occidentaux de ce qui restera dans les annales du patrimoine et de l'urbanisme réunis comme la conférence de Suzhou ont au programme une « visite de la ville ». La ville, Suzhou, est la fameuse Venise chinoise (*Le Monde* du 6 novembre 1997), célèbre pour ses jardins, ses canaux, ses soieries, la beauté de ses femmes. Sous une pluie insistante, les congressistes ont admiré le jardin de l'Humble Administrateur des simples, classé au patrimoine mondial, dont ils ont pu vérifier la paix et la simplicité à travers une « forêt » de bonsaïs et d'azalées roses, double exposition végétale destinée à financer l'entretien de ce monument éternel.

Il y a là plusieurs maires ou représentants de villes historiques d'Europe, inscrites à des titres divers sur la liste du Patrimoine mondial de l'Unesco : Naples, Barcelone, Strasbourg, Bordeaux, Bath, Chinon... Egalement une brochette d'experts familiers de la Chine ou susceptibles d'en tomber amoureux, et un certain nombre d'officiels dotés de sensibilités similaires. Côté chinois, même type de profils. Notamment les représentants d'une quinzaine de villes historiques parmi lesquelles Luoyang, Xian, Hangzhou, Harbin, Pékin. Ainsi que Lhassa.

La conférence de Suzhou, organisée à l'enseigne de l'Unesco, a

été ouverte le matin même. D'abord par Yves Dauge, le maire de Chinon (PS), conseiller du Centre du patrimoine mondial de l'Unesco qui a beaucoup œuvré pour ce rapprochement sino-européen et qui, en humaniste éclairé, n'a pas mâché ses mots. Et par Wang Jinghui, haut représentant du ministère de la construction, venu de Pékin. Ce dernier a méticuleusement décrit les étapes et les conditions de la survie du patrimoine dans un pays qui s'attache à moderniser ses villes. Pour les Occidentaux, il s'agit, semble-t-il, de faire admettre une nécessité : la protection au moins relative des cités historiques, idée fondée sur leurs propres expériences de destructions en Europe, et sur les résultats mitigés de nos villes nouvelles et de nos banlieues.

**SUBTILITÉS DIPLOMATIQUES**

Les experts chinois n'ont, en fait, pas grand-chose à apprendre. Ils savent parfaitement ce qu'est la construction traditionnelle, ce qu'est un pastiche médiocre, ce que signifie le tracé de leurs villes. Ils n'ont pas eu à lire Segalen pour entendre Confucius montrant la voie de la permanence dans le renouvellement constant des éléments, murs ou toits, maisons ou villes.

En sortant de chez l'Humble Administrateur, on croit encore comprendre, sinon le chinois, l'anglais ou le français, du moins la langue de bois en ses divers pe-

tois, et les subtilités diplomatiques d'un dialogue dans lequel chacun apparaît comme plus ou moins libre d'exprimer ses convictions. Changement de décor : les cars sortent des limites de la ville ancienne, pour prendre la direction de la nouvelle zone économique est. Un long et sordide périple sur ce territoire encore largement dé-

**La déclaration de Suzhou**

La conférence internationale des maires de villes historiques de Chine et de l'Union européenne, réunie à Suzhou, près de Shanghai, sous l'égide de l'Unesco, est parvenue à adopter, le 9 avril, une déclaration cosignée par l'ensemble des participants. Si les modalités pratiques prévues par ce texte laissent une inévitable marge d'appréciation et de diplomatie, cette déclaration comporte notamment un paragraphe qui en indique clairement l'orientation générale : « A l'époque de la mondialisation et des rapides transformations urbaines, l'identité de la ville elle-même et de sa population reste inscrite dans ses quartiers historiques et sa culture. Leur préservation et leur survie constituent un élément essentiel du développement de la ville tout entière. »

Equipements lourds, logements sociaux, environnement, tourisme, planification, etc., ont été intégrés aux dix points de la déclaration, texte, qui, au demeurant, ne comporte aucune obligation autre que morale pour les villes et pour les Etats.

sert, quadrillé d'immenses avenues, et où commencent à émerger les volumes standardisés d'usines supposées écologiquement correctes. Et puis, perdu quelque part dans un territoire qui se promet de dévorer 70 km<sup>2</sup>, soit cinq fois la ville actuelle (14 km<sup>2</sup>), voici le premier élément hôtelier d'un énorme complexe de tours,

gnons pour une première initiation aux nouvelles vertus de l'éco-urbanisme à la chinoise.

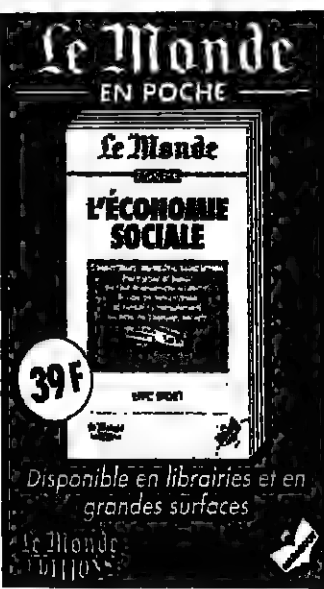
Et voilà ce qu'il faut entendre : le nouveau parc industriel de Suzhou (SIP) est le fruit d'un accord entre les gouvernements de Chine et de Singapour ; 4,2 milliards de yuans, soit 3 milliards de francs, ont été déjà investis en infrastruc-

tures sur les 8 premiers km<sup>2</sup> de la SIP autorisant la mise en œuvre de plus de 40 km de voies routières ; 117 entreprises étrangères se seraient engagées pour un montant de 20 milliards de francs. Parmi ces dernières, l'Oréal, Adidas, Glaxo-Wellcome. A l'exemple des Singapouriens, les maires des villes européennes sont invités à porter la bonne parole dans leurs cités respectives.

Encore invisible, il y a peu, sur les cartes, Suzhou revendique le sixième rang national. Elle compte plus de 1 million d'habitants, dont 300 000 dans l'ancienne ville. Elle recevrait 10 millions de touristes, pour la plupart chinois, et 400 000 étrangers, dont un petit pourcentage d'Occidentaux. De son essence culturelle, Suzhou risque de ne conserver, à terme, que les apparences, vraies ou plus souvent fausses, de ce qui peut être utile à l'entretien de l'industrie du tourisme.

Quatre jardins sont inscrits sur la liste du patrimoine mondial. La ville ancienne aurait pu l'être dans son ensemble, mais la commission de l'Unesco s'est rebiffée. Le percement en 1994 d'une large avenue, en elle-même acceptable, s'est en effet révélé être le prélude d'une gigantesque opération d'aseptisation, vouant la ville ancienne au rôle d'accessoire touristique sérieusement lifté, à l'ombre des gratte-ciel.

F. E.





هكذا من لامل

# Le gouvernement veut moderniser les systèmes d'aide au cinéma

Face aux évolutions techniques, aux concentrations financières et à la mondialisation, l'indépendance du secteur pourrait être renforcée

Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication, devait présenter, le 6 mai en conseil des ministres, un bilan de l'état du cinéma français et annoncer les mesures qu'elle entend mettre en œuvre

dans les prochains mois. Le bilan est bien évidemment positif, alors que tous les grands indicateurs économiques sont à la hausse. Mais M<sup>me</sup> Trautmann s'inquiète néanmoins des risques de nouveaux mou-

vements de concentration capitalistique. Elle envisage également des mesures en faveur des salles indépendantes et un contrôle accru des multiplexes, en même temps que des mesures en faveur d'une

meilleure diffusion des films à la télévision, en particulier sur les chaînes thématiques, et en vidéo. La ministre repousse en revanche à juin sa décision quant au futur Palais du cinéma.

EN S'APPUYANT sur les exemples de *Titanic* et de *Marius et Jeannette*, la ministre de la culture, Catherine Trautmann, peut à bon droit souligner la capacité de l'ensemble du dispositif de soutien au cinéma à assurer en France le succès d'œuvres de nature différente, qui symbolisent le maintien de la diversité. Mais la ministre souligne néanmoins les risques de nouveaux mouvements de concentration, ce point qu'en aparté nombre de professionnels s'inquiètent de la possible constitution d'un duopole autour d'une part, de la Générale des eaux (avec Canal Plus et UGC), d'autre part, d'un rapprochement entre TF1 et les frères Jérôme (Pathe) et Nicolas (Gaumont) Seydoux - répartition de l'espace qui correspond aux deux plates-formes numériques CanalSatellite et TPS, nouvel horizon du développement de l'audiovisuel... et du financement du cinéma.

Ainsi, annoncer enfin la création d'une définition juridique du producteur indépendant n'est pas une argutie légale. Ces indépendants doivent être les principaux bénéficiaires de la nouvelle taxe instituée sur les chaînes satellites en faveur des films. La manière dont on passera de la notion « idéologique » d'indépendance à sa définition concrète traduira la capacité d'une réforme à préserver le pluralisme ou, au contraire, si cette définition s'avère trop laxiste, à contribuer davantage à la concentration. Le volet « production » des initiatives ministérielles devrait être complété par la réforme de l'agrément, serpent de mer mis à flot par Philippe Douste-Blazy sans qu'on ait

jamais su si c'était pour le faire vivre ou le noyer. Il semble devoir refaire surface.

Cette réforme aura pour principal effet la défense de l'emploi dans le secteur du cinéma, en rendant plus avantageux les tournages en France - pour tous, pas seulement pour les Français. Mais elle permettra aussi la renégociation dans un sens plus dynamique des accords bilatéraux de coproduction signés avec de nombreux pays, grâce à la suppression de certaines contraintes.

En cas de comportement excessif, une programmation faisant place au film européen et à l'art et essai pourrait être imposée aux multiplexes

Moins ambitieuse qu'on aurait pu l'espérer dans le domaine international, la politique annoncée par Catherine Trautmann se concentre principalement sur l'instauration d'un dispositif de garantie des implantations à l'étranger, selon l'un des vœux des professionnels lors de la Conférence européenne de Birmingham d'avril. Mais cette assemblée avait été l'occasion de propositions plus audacieuses, en

particulier sur l'ouverture des systèmes d'aide nationaux, dont on aurait pu espérer que la France se fasse plus explicitement l'avocat vis-à-vis de ses partenaires.

La ministre annonce également une réforme du soutien automatique à la distribution, secteur le plus fragile de la profession, et des mesures en faveur de la diffusion des films sur les petits écrans, sur les télévisions (généralistes ou thématiques) et en vidéo par une incitation financière à l'édition en vidéo. Les termes en vigueur dans ce domaine - « fluidité des droits », « chronologie de diffusion » - cachent sous leur technicité des enjeux capitaux pour l'avenir du cinéma. En complément de la définition du producteur indépendant, il ne s'agit rien de moins que de définir le cadre réglementaire du troisième âge de la cohabitation du cinéma et de l'audiovisuel, telle que la France l'a inventée, c'est-à-dire sans que ceci tue cela : après les règles du jeu

établies au milieu des années 70 avec l'ORTF, puis l'adaptation au phénomène Canal Plus et aux chaînes privées au début de la décennie suivante, c'est une ère nouvelle qu'il faut inventer.

L'exploitation fera également l'objet de deux mesures supplémentaires : une commission d'experts sera nommée pour mieux soutenir les indépendants, tandis que les multiplexes seront placés sous une surveillance accrue, afin de contrôler leur impact sur l'ensemble de la fréquentation et de l'offre de films dans une zone donnée. Il s'agit, en cas de comportement excessif (mais on ignore mesurés à quelle aune, et par qui) des multiplexes, de pouvoir leur imposer une programmation faisant place au film européen et à l'art et essai de toute nationalité.

Si cette annonce devait être suivie d'effet, ce serait la première intervention de fond de la puissance publique sur la nature des films

projetés en salle depuis un demi-siècle, quand furent établis des quotas nationaux dont nul ne demande plus le respect.

Enfin, Catherine Trautmann affirme qu'elle annoncera lors de la fête du cinéma, le 30 juin, ses choix quant au futur Palais du cinéma, après que celui-ci a été privé de l'implantation annoncée depuis dix ans au Palais de Tokyo, et alors que la Cinémathèque française est aujourd'hui sans domicile fixe. Ce lieu, qui devrait accueillir, outre la Cinémathèque et la Bifi (Bibliothèque de l'Image-Filmothèque), « de nouvelles formes de consultation des films et de la documentation cinématographique », est toujours en attente d'un nouveau site. Et la récente prise de position publique des « Sept cinéastes en colère » (*Le Monde* du 3 avril) a montré que la patience des professionnels et des cinéphiles sur ce sujet est épuisée.

Jean-Michel Frodon

## LES NOUVEAUX FILMS

### EVENT HORIZON :

LE VAISSEAU DE L'AU-DELÀ

L'équipage d'un vaisseau spatial est réquisitionné pour retrouver un astronaute expérimental porté disparu il y a plus de sept ans. Il s'agit d'un appareil susceptible de créer des trous noirs dans l'espace afin d'accroître sa vitesse. Qu'a-t-il ramené de son voyage ? Le scénario d'*Event Horizon* brasse un certain nombre de situations déjà vues auparavant : entre *Alien*, *Planète Interdite* (les astro-

nautes sont confrontés à leurs propres fantasmes devenus réels) et enfin la série des *Hellraiser*. Cette dernière référence, évoquant davantage l'épouvante que la science-fiction traditionnelle, constitue une relative surprise.

L'idée d'un voyage dans un trou noir spatial puisse déboucher sur un enfer moyenâgeux n'est malheureusement pas exploitée comme il le faudrait. Notons au crédit du film le travail remarquable du décorateur et le maintien d'une certaine tension durant la première moitié de la projection. *Jean-François Rauger*

Film américain de Paul Anderson. Avec Laurence Fishburne, Sam Neill, Kathleen Quinlan, Joey Richardson. (1 h 36.)

### LE LOUP-GAROU DE PARIS

Un jeune touriste américain tombe amoureux d'une jeune fille qu'il a sauvée du suicide. Il découvre qu'elle fait partie d'une secte de loups-garous qui, à chaque pleine lune, se livre en plein Paris à des cérémonies secrètes et sanglantes. Un tel scénario aurait pu ressembler à la veine du roman populaire début de siècle. Les auteurs ont préféré, à l'instar du film dont ce *Loup-Garou de Paris* constitue une suite (*Le Loup-Garou de Londres*, de John Landis), mêler scènes de comédie et scènes d'horreur en s'imaginant sans doute renouveler un genre à bout d'idées. Hélas, l'humour est laborieux, et l'horreur est triste, de quoi démontrer, une fois de plus, qu'un tel mélange déshabillé des genres donne rarement d'heureux résultats. Les transformations lycanthropiques s'effectuent désormais grâce aux images des synthèses. Ce que l'on présente comme un progrès dans l'évolution des effets spéciaux est particulièrement laid et inopérant (on ne voit rien !). Comme on pouvait s'y attendre, la choucroute Julie Delpy illumine chaque plan où elle apparaît. *J.-E.R.*

Film luxembourgeois d'Anthony Waller. Avec Julie Delpy, Tom Everett Scott, Pierre Cosso, Tom Novembre. (1 h 35.)

### DE GRANDES ESPÉRANCES

Troisième long métrage d'un réalisateur mexicain absorbé par Hollywood, *De grandes espérances* n'en laisse guère en revanche pour son auteur. Non parce qu'il serait interdit - sous prétexte de transposer le roman éponyme de Dickens (1861) à notre époque - de décliner pour la énième fois le thème enchanteré de la promesse amoureuse enfantine, de la séparation forcée, puis des nécessaires retrouvailles quelques années plus tard ; mais bien davantage parce que la manière de le décliner, soumise à des codes narratifs usés jusqu'à la corde et à une esthétique *up to date*, réduit l'enchantement à néant. Il ne reste par conséquent au jeune héros, Finnegan Bell, qu'à suivre mièvrément le destin que lui a bécoté le scénario entre la Flo-

ride et New York, avec l'intervention improbable de Robert de Niro en fée clochette.

### Jacques Mandelbaum

Film américain de Alfonso Cuarón. Avec Ethan Hawke, Gwyneth Paltrow, Anne Bancroft, Robert de Niro. (1 h 51.)

### ÇA RESTE ENTRE NOUS

Intervenant voici peu sur quel écran promotionnel, Martin Lamotte, résistant acteur comique, revendiquait d'un air malin le fait de ne pas être l'auteur de ce film, qualité qualifiée par lui de « maladie française ». On le comprend d'autant mieux que le scénario - un mauvais vaudeville mis au goût du jour - est d'une totale insignifiance, et qu'il suffira à sa peine de devoir se justifier de la platitude de sa réalisation. Reste la piétade d'acteurs plus ou moins dans le vent précisément convoqués pour tenter de sauver les meubles de cette indigence entreprise. *J.M.*

Film français de Martin Lamotte. Avec Catherine Frot, Sam Karmann, Carol Brenner, Fanny Cottençon, Martin Lamotte. (1 h 26.)

### HEAVY

Ce film, qui a été présenté à la Quinzaine des réalisateurs de Cannes en 1995 et a remporté, la même année, le Prix spécial du jury au Sundance Film Festival, est le premier long métrage de James Mangold, le réalisateur de *Copland*. A l'image d'un grand nombre de films indépendants américains, il se caractérise par un maniérisme formel (angles recherchés, plages de silence, lumières filtrées...) plaqué sur un sujet qui n'en demandait pas tant. Il s'agit ici de l'histoire de Victor, obèse timide et sympathique, chef-cuisinier d'un restaurant paumé de l'Amérique profonde, qui va tomber secrètement amoureux de la nouvelle serveuse, superbe nymphette (Liv Tyler) pré-nommée Callie. La mère de Victor, veuve inconsolable, une autre serveuse un rien vulgaire, et son petit ami complètent la démonstration, dont on devine très tôt qu'elle consiste à prouver que les gros ont une âme. *J.M.*

Film américain de James Mangold. Avec Pruitt Taylor Vince, Liv Tyler, Shelley Winters. (1 h 44.)

### CLANDESTINS

Voilà une noble entreprise qui, sans hésiter, emploie un authentique drame contemporain : le sort des migrants clandestins que la misère contraint à subir des conditions de voyage parfois mortelles, toujours atroces. Les auteurs du film ont longuement enquêté sur des cas réels, rencontré des victimes de ces trafics de chair d'hommes, de femmes et d'enfants, étudié ce qui arrive à bord de ces cargos où la vie vaut moins que la prime d'assurance. Mais ils ne s'en tiennent pas à cette nécessaire dénonciation. Racontant la sanglante odyssée d'une poignée de pauvres gens enfermés dans un cotétoir, ils en font une parabole sur l'humaine condition, la propension des bipèdes à se déchirer, l'es-

### DÉPÊCHES

■ **CINÉMA** : L'industrie du spectacle est la vedette de la reprise économique californienne, générant des revenus de 27,5 milliards de dollars en 1996 (165 milliards de francs) et offrant les salaires les plus élevés des Etats-Unis. Selon le rapport présenté par l'Association du cinéma américain (MPAA), l'industrie californienne du spectacle emploie 226 000 personnes et paie ses salariés 53 000 dollars par an en moyenne. Cette croissance de l'emploi dans le spectacle a permis de compenser les pertes subies dans l'industrie aéronautique et de la défense. L'explosion de l'industrie du spectacle est en partie due à un appétit croissant du public pour les films et les programmes télévisés. - (AFP)

■ **Le prix Jean-Vigo a été attribué à *Dis-moi que je rêve***, deuxième film de Claude Mourieras, qui sera présenté à Cannes dans la section « Un certain regard ». Le prix du court métrage est attribué à *Les Corps ouverts*, de Sébastien Lifshitz, également sélectionné à Cannes, dans la section Cinéma en France.

■ **Un nouveau film de Spike Lee, *He Got Game***, est en tête du box-office nord-américain. *City of Angels*, inspiré des *Alles du désir*, de Wim Wenders, arrive en deuxième position, devant *The Big Hit* et *Les Misérables*. *Titanic*, sorti sur les écrans le 19 décembre 1997, est encore en sixième position.

poir infime, mais jamais anéanti, d'une solidarité et d'une rédemption. C'est Zola, Sartre et Dostoïevski réunis, c'est... rien. Rien qu'un sitcom bien-pensant et vague théâtrale militant où jamais ne souffle la moindre inspiration : de là seulement, hélas, vient l'impression d'étouffement que procure le film. *J.-M.F.*

Film sulso-canadien de Denis Chouinard et Nicolas Wadloff. Avec Hanane Rahmani, Simona Malnascu, Anton Kouznetsov, Moussa Maaskri, Ovidiu Balan. (1 h 35.)

### BUTCHER BOY

Le nouveau film de Neil Jordan possède l'immense mérite de ne pas marcher sur des sentiers battus. Adapté du roman de Patrick McCabe, *Le Garçon boucher*, *Butcher Boy* se situe dans une petite ville d'Irlande du Nord dans les années 60, où Francis Brady, jeune adolescent, se réfugie dans un monde imaginaire peuplé de cow-boys et de héros de bande dessinée pour échapper à une mère dépressive et à un père alcoolique. Secoué par des accès de violence brutaux contre sa voisine, qu'il ne supporte pas, Francis échoue dans une maison de correction. Malgré son sujet original, sans complaisance, et même assez dérangeant, *Butcher Boy* évolue entre un réalisme et un onirisme souvent mal venu, à croire que Neil Jordan n'a pas su, ou voulu, faire de vrai choix de mise en scène. Les rêves de Francis et les apparitions de Sinead O'Connor en Vierge Marie froient le ridicule et donnent au film un côté toc qui lui enlève beaucoup de sa force. *Samuel Blumenfeld*

Film américain de Neil Jordan. Avec Stephen Rea, Fiona Shaw, Eamonn Owens. (1 h 50.)

### BASKETBALL DIARIES

Distribué sur les écrans américains il y a trois ans, *Basketball Diaries* est sorti des oubliettes pour tirer profit de la vogue Leonardo DiCaprio. C'est l'un des effets pervers du succès de *Titanic* que de permettre à différentes sortes d'objets difficilement identifiables de remonter à la surface. Adapté du *Journal* de Jim Carroll, ce film n'en retient que l'écume, c'est-à-dire des lycéens d'une école catholique confrontés à l'enfer de la drogue et aux vices d'un prêtre détroqué. Au bout de peu de temps, Scott Kalvert se concentre sur les longs rails de cocaïne que s'enfourme son héros. Il oublie malheureusement qu'il lui faudrait raconter une histoire au lieu de se laisser aller à filmer tout et n'importe quoi, persuadé qu'une ambiance un peu délétère suffit à contenter le spectateur. *S.B.*

Film américain de Scott Kalvert. Avec Leonardo DiCaprio, Mark Wahlberg, Lorraine Bracco. (1 h 40.)

### SARA

Lire page 29

### LA VIE SAUVÉE

Lire page 29

Faites  
comme Agnès,  
fleuriste  
à Lyon...  
Réalisez un rêve  
grâce à  
Montmartre FM

Le vendredi  
24 avril, Agnès a  
gagné  
la voiture de  
ses rêves  
en écoutant  
Montmartre FM

Faites  
comme elle,  
offrez-vous  
un rêve,  
écoutez  
Montmartre FM



PARIS 102.7 - ANGERS 95.5 - AUMILLAC 100.9  
BEAUNAIS 97.3 - BORDEAUX 88.5 - BOURGES 106.0  
BREST 93.6 - BRIANÇON 95.1 - CAEN 88.7  
CHAMBERY 106.4 - CHAUMONT 88.6  
CHARLEVILLE-MÉZIÈRES 92.6 - CLERMONT-  
FERRAND 94.4 - CONFOLENS 102.4 - DAX 107.3  
ENNECY 93.1 - EVRON 93.7 - GAP 96.7 - GRENOBLE  
106.9 - GUÉRET 96.5 - LA FERTÉ-BERNARD 94.4  
LAVAL 107.1 - LE MANS - 106.9 - LIMOGES 106.3  
LISIEUX 106.7 - LYON 93.7 - MAYENNE 94.1  
MARSEILLE 93.4 - NANTES 87.4 - MONTON 104.1  
NANCY 91.1 - NICE 90.3 - NOYOT 102.5 - PÉREUX  
106.9 - PONTIVY 100.5 - ROANNE 106.0 - ROCHFORT  
107.1 - ROUBAIX-TOURCOING 107.5 - NOTAN 88.4  
TOULON 106.6

08 36 68 22 15



## Un fait divers mélodramatique transformé en histoire de fous filmée par un fou

Francisca. Ce film réalisé en 1981 par Manoel de Oliveira est un feu d'artifice d'inventions formelles

Film portugais de Manoel de Oliveira. Avec Teresa Menezes, Diogo Dória, Mario Barroso. (2 h 46.)

Certes, *Francisca* n'est pas un « nouveau film » : il date de 1981, il n'est pas inédit. Mais, nouveau, *Francisca* l'est souverainement. Manoel de Oliveira a soixante-treize ans quand il le réalise. Après une très longue période où il n'a pu travailler à sa convenance, il vient de renouer avec le cinéma en réalisant ce qu'il avait conçu comme une trilogie des amours frustrées, *Le Passé* et *Le Présent* (1972), *Benilde ou la Vierge mère* (1975) et *Amour de perdition* (1978), qui révèle au public français l'ampleur de son talent. Par hasard – un autre projet a tourné court –, il s'embourbe sur ce fait divers mélodramatique devenu la trame d'un roman d'Augustina Bessa Luis, *Fanny Owen*. La trilogie devient tétralogie, le cinéma gagne une merveille.

*Francisca* conte les tristes amours d'une jeune femme, du dandy qui l'épouse pour la délaisser aussitôt tandis que son autre soupire l'attend vainement. Cette histoire est d'autant mieux connue au Portugal que le deuxième homme est Camilo Castelo Branco, l'un des plus grands écrivains du pays (dont Oliveira racontera la mort dans *Le Jour du désespoir*, en 1992), qui a relaté cette sombre affaire dans un de ses livres.

Le cadre littéraire du film a son importance, le cadre historique aussi : cette histoire se passe après la perte du Brésil par le Portugal, en 1588, sa plus importante colonie, puis la défaite du Parti traditionaliste lors de la lutte de succession pour le trône qui s'ensuivit. La détresse sentimentale des personnages correspond aussi à la désespérance d'une société dont les repères s'effondrent. Tout cela, références historiques, citations littéraires, est

dans le film, le plus explicitement du monde. A ces possibles poids s'ajoutent une réalisation frontale, des décors appliqués, des costumes scrupuleux, des dialogues très écrits, une lumière travaillée. Dès le premier plan, le film s'envole, léger, aérien, d'une liberté qui semble tissée de toutes ces contraintes, portées par tous ces perfectionnismes. En fait, *Francisca* est une histoire de fous filmée par un fou. Mais cette dingerie, morbide chez les personnages, ludique chez le cinéaste, est tout entière enfouie dans l'apparent respect des conventions.

Il y a l'évidence, qui est la beauté. Dès le premier plan, comme un tableau, mais ce n'est pas de la peinture, c'est absolument du cinéma. Et le sabotage des dispositifs sages, par le redoublement des dialogues, le filage successif de la totalité d'une scène selon un axe puis de la même en contre-champ, la composition décomposée des plus simples modes de représentation qui a la puissance

vitale, animale et riieuse du canas-son pénétrant dans un appartement. C'est forcément indécipherable, puisqu'à l'écran seulement on perçoit la puissance critique d'un procédé aussi simple que de montrer la mer filmée à travers un cadre de fenêtre, puis la même fenêtre dans une maison laissant apparaître en découverture une photo de la mer.

*Francisca* est un feu d'artifice d'inventions formelles. Celles-ci ne servent qu'à mieux pénétrer les étranges détours du cœur, les improbables mouvements des pulsions. Car dans son apparente immobilité il s'agit d'un film extraordinairement sensuel, intriguant, cruel aussi. Et encore d'un film politique d'un genre inédit, dont Oliveira explore toutes les potentialités avec *Non ou la Vaine Gloire de commander*, quand le récit romanesque et historique, par la vertu de la mise en scène, touche à l'âme d'un peuple.

J.-M. F.

## Maison de poupée islamiste à Téhéran

Sara. La pièce nordique d'Ibsen transportée avec évidence dans la société iranienne

Film iranien de Dariush Mehrjui. Avec Niki Karimi, Amin Tarokh, Khosro Shakhbazi, Yassaman Malek-Nasr. (1 h 42.)

Moins connu en Europe que ses collègues et compatriotes Abbas Kiarostami ou Mohsen Makhmalbaf, Dariush Mehrjui est pourtant l'auteur d'un film d'une exceptionnelle qualité, *La Vache*. Mais c'était en 1969, c'est-à-dire avant la révolution islamique. Depuis, Mehrjui n'a jamais retrouvé le même état de grâce. Du moins manifesta-t-il, après la prise du pouvoir par les khoméinistes, une certaine indépendance d'esprit en choisissant de faire des personnages féminins le centre de ses fictions. Réalisée il y a cinq ans, *Sara* est la plus aboutie de ses tentatives dans cette veine.

La réussite du film tient à ce qu'il se laisse regarder sous trois angles à la fois, sans se départir d'une grande simplicité dans la narration et dans la mise en scène. Le premier angle, celui du récit, est un mélo amour du mauvais parti réservé à une femme dévouée et entreprenante

par son époux, dénonciation explicite du sort cruel que la société islamique réserve aux femmes, aujourd'hui comme jadis. La force du pamphlet est soutenue par le fait que les personnages n'appartiennent pas à un univers archaïque, mais qu'ils sont des membres de la classe moyenne, travaillant dans des bureaux et utilisant voitures et ordinateurs. L'imbécillité brutale du comportement du mari, comme de l'ensemble de la société que l'héroïne doit affronter, est mise en relief par ce contraste entre le modernisme superficiel des objets et des comportements, et l'obscurantisme des règles fondatrices, sinon des pulsions qui se déclenchent au moindre doute.

### CROQUIS IMÉDITS

Le deuxième angle, le moins satisfaisant, est celui de la réalisation proprement dite : Mehrjui y démontre un académisme attiré par la « belle image », qui plombe souvent sa narration ou la tire vers un inutile folklorique. Ainsi des scènes dans le bazar de Téhéran où se rend Sara pour toucher le prix de son travail supplé-

mentaire effectué pour payer les besoins médicaux de son mari, qui lui vaudra les soupçons et finalement l'hostilité de celui-ci. Démonstrative, la caméra n'en parvient pas moins à saisir nombre de croquis inédits du mode de vie des classes moyennes qui ne sont pas sans valeur quand prévalent en Occident une poignée de clichés simplistes sur l'Iran.

Troisième angle et mérite principal de *Sara* : le film est inspiré de *Maison de poupée*, la pièce d'Ibsen. L'adaptation effectuée par Mehrjui a l'avantage de rendre perceptible l'actualité d'une œuvre conçue dans le cadre du puritanisme protestant et nordique. Immergée dans l'Iran islamiste actuel, elle dégage un trouble potentiel critique. Non qu'il s'agisse de vérifier la force de la pièce (qui en doutait ?), mais le film, dans son indifférence affichée à toute théâtralité et à toute révérence envers un grand auteur, exprime avec une soudaine évidence le sens de la vieille formule sur la modernité des classiques.

J.-M. F.

## L'exil, porte ouverte sur l'art de filmer le monde

La Vie sauve. Un bref et beau film avec le cinéma pour objet

Film français d'Alain Raoult. Avec Mila Savic, Yana Zivanova, Agnès, Philippe Dormaoy, Pierre Berliou, Mathilde Wambert. (0 h 55.)

*La Vie sauve* a un sujet. L'histoire d'une jeune femme, Senka, qui, avec son amie Yana, a fui Sarajevo assiégé pour venir s'installer à Paris, et décide de rentrer chez elle. On verra les derniers jours de Senka à Paris, la manière dont elle perçoit cet environnement qui fut pour elle salvateur et où elle ne se sent pas à sa place. *La Vie sauve* est ainsi une méditation sur l'exil, l'identité, la possibilité de choisir son existence. Et même, c'est un beau thème, de choisir à nouveau, d'affirmer sa possibilité de vouloir décider de son existence plutôt que d'assumer indé-

niment un sort qu'on s'est choisi – fût-ce dans des circonstances aussi contraignantes et tragiques que la guerre.

Mais le film a l'élégance de ne pas prendre d'avance sur son histoire ni sur ses personnages, de partir de là où nous faisons connaissance avec eux. Ce côté ouvert, cette liberté sont renforcés par la présence de Yana, qui choisit de rester, tout aussi légitimement, et en ayant bénéficié d'un traitement aussi attentif de la part de la mise en scène. Puisque *La Vie sauve* a un objet : le cinéma. Sans délaissier son « sujet », le film est une tentative de démontrer les puissances singulières du cinéma. L'expérience est tentée avec le regard de Senka, suggérant qu'il faut être un peu en exil, un peu déjà détaché, pour filmer le

monde. Ce qui lui donne sa tonalité abstraite et mélancolique.

Ce qui se passe sur l'écran appartient au domaine de la révélation. Pas l'élucidation d'une énigme, mais la mise en contact d'un mystère. Cette révélation radicale d'une durée étendue, de moments vides où sonnent lentement un sens et même temps qu'une sensation. Cette ville nouvelle atrocement « paysagée », cette apparition palpitante et terrifiante de maîtres-chiens, ce magma sonore et coloré d'une arcade vidéo deviennent d'étranges creusets. En contrepoint, la même révélation se produit aussi bien dans les instants de brusque précipitation de micro-événements – douce interruption de paroles du bistrotier arabe disant

sa propre douleur d'un éloignement qui ne sera pas comblé ; violente interruption de paroles du chômeur qui inverse la définition de l'étranger, en une sorte de looping verbal rageur qui est très précisément un leçon de mise en scène. Jusqu'à l'éclair salvateur du grand rire par lequel culmine le récit.

Pour l'accomplissement de ce bref et beau film, il faut le charme pas du tout conventionnel des deux actrices principales. Elles donnent du corps à cette fable sans morale ; sur un air de bandonnéon, elles tendent la main au spectateur et lui font croire en cette proposition un peu théorique sur la possibilité de faire du cinéma ici et maintenant, en toute conscience d'hier et de l'ailleurs.

J.-M. F.

### Les meilleures entrées en France

Rang	Film	Classement	Entrées	Évolution	Box-office
1	Dîner de cons	3	926 697	▲ +10 %	3 101 233
2	Taxi	4	435 217	▲ +3 %	2 435 623
3	Paparazzi	1	324 650		324 650
4	Le Dîner de cons	17	246 920	▼ -17 %	19 409 306
5	Code Mercury	1	209 688		209 688
6	Des hommes d'influence		190 986		190 986
7	L'Homme au masque de fer	5	133 160	▼ -28 %	2 008 523
8	Le Dîner de cons	2	113 683	▼ -16 %	278 162
9	Bienvenue à Gattaca	1	81 407		81 407
10	Le Dîner de cons	5	81 681	▼ -44 %	1 087 910

\* période du mercredi 29/04 au dimanche 3/05 inclus

Pour la première fois depuis le début de l'année, les trois premières places du box-office sont occupées par des films français. *Le Dîner de cons*, avec 926 000 entrées en cinq jours, franchit la barre des trois millions de spectateurs en troisième semaine, et affiche une hausse de 10 % par rapport à la semaine précédente due au week-end du 1<sup>er</sup> mai. Avec ses 435 000 entrées pour un total de 2 435 000 spectateurs, *Taxi* tient toujours remarquablement la route. *Paparazzi* réussit son entrée, même si le film pouvait espérer mieux, mais ses 324 000 spectateurs représentent un score honorable.

Les films américains sont à la traîne. *Code Mercury*, avec Bruce Willis, dépasse tout juste les 200 000 entrées. *Des hommes d'influence* fait encore moins bien avec ses 190 000 spectateurs, mais avec une combinaison de salles plus réduite. A noter le chiffre encourageant de *Gattaca* qui réalise plus de 80 000 entrées dans seulement 72 salles, avec une moyenne de 1 131 spectateurs par écran. Seul *Le Dîner de cons*, avec une moyenne de 1 782 entrées, fait mieux.

## SORTIR

### PARIS

**Un ennemi du peuple**  
C'est pour dire ce qu'il avait sur le cœur qu'Ibsen écrivit *Un ennemi du peuple* en 1882. Son personnage du docteur Stockmann, il l'a construit de façon à pouvoir se faire mieux entendre. Qu'il s'agisse de la force qu'on puise dans le fait de l'isolement, de la fluctuation ou de la relativité des vérités, ou de la tyrannie des majorités, cette comédie résulte de l'expérience personnelle d'Ibsen, et de sa nature intime.

Mise en scène de Claude Stratz, avec Jean-Louis Hourdin, Caroline Gasser, Anla Temier, Michel Kuhlmann, Xavier Lofra, Marcel Robert, Juan-Antonio Crespiello, Jean-Marie Damas, Guy Touraille et François Margot.  
Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, Paris 20<sup>e</sup>.  
M<sup>e</sup> Gambetta. Du mercredi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 15 h 30 ; le mardi, à 19 h 30. Tél. : 01-44-62-52-52. De 110 F à 160 F. Jusqu'au 6 juin.

**Alpha**, Chezere  
Duo originaire de Bristol, signé sur le label de Massive Attack, Alpha a récemment prouvé qu'il savait adapter sur scène les volutes vaporeuses de son premier album. Bean comme du Scott Walker

dans une fumerie d'opium. En première partie, Chezere, petite sensation soul de saison.  
Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Anvers. Le 6 mai, à 19 h 30. Tél. : 01-44-92-45-45. 110 F.

**The Little Rabbits**  
Dans le cadre du festival « Les Jeux » organisé par l'Olympic, tourneur nantais spécialisé dans une chanson française nourrie de rock et de fragilité, les Little Rabbits démontreront que le spectre de leur pop anglophile s'est élargi à la francophonie (via Gainsbourg) et au groove instable d'un certain rock américain (Beck). Comme l'a prouvé, assez brillamment, *Yeah* 1, leur quatrième album.

**Café de la dame**, 3, passage Louis-Philippe, Paris 11<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Bastille. Le 6, à 20 heures. Tél. : 01-47-00-57-59. 100 F.  
Georges Dalaras  
Il est grec, chante avec le romantisme qui sied aux héritiers du rock et du rebetika, genre populaire athénien. Dalaras fait annuellement son tour en France, un album live vient de sortir (*Live and unplugged*, Tropica Music/Scalen).  
**La Mutualité**, 24, rue Saint-Victor, Paris 5<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Maubert-Mutualité. Le 6, à 23 heures. Tél. : 01-43-20-84-08. 220 F.

NANTERRE AMANDIERS

**Le jeu de l'amour et du hasard**

MARIVAUX  
JEAN-PIERRE VINCENT

JUSQU'AU 14 JUIN 98

01 46 14 70 00

## GUIDE

### FILMS NOUVEAUX

**Basketball Diaries**  
de Scott Kalvert (Etats-Unis, 1 h 40).  
**Black List** (\*)  
de Jean-Marc Vallée (Canada, 1 h 26).  
**Butcher Boy**  
de Neil Jordan (Irlande, 1 h 50).  
Ca reste entre nous  
de Martin Lamotte (France, 1 h 26).  
**Candide** (\*)  
de Denis Chouinard et Nicolas Wadimoff (France-Suisse-Canada, 1 h 35).  
De grandes espérances  
d'Alfonso Cuarón (Etats-Unis, 1 h 51).  
Event horizon : le vaisseau de l'au-delà (\*)  
de Paul Anderson (Etats-Unis, 1 h 36).  
**Heavy**  
de James Mangold (Etats-Unis, 1 h 44).  
Le Loup-garou de Paris (\*)  
d'Anthony Waller (France-Luxembourg, 1 h 35).  
**Pula d'ener**  
de Mikael Salomon (Etats-Unis, 1 h 33).  
**Sara**  
de Dariush Mehrjui (Iran, 1 h 42).  
**La Vie sauve**  
d'Alain Raoult (France, 55 mn).  
(\*) Films interdits aux moins de 12 ans.

### TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 Fmn)

### REPRISES

**La Chevalier sans armure**  
de Jacques Feyder.  
Britannique, 1937, noir et blanc (1 h 44).  
VO : Action Ecoles, 5<sup>e</sup> (01-43-29-79-99).  
**Francisca**  
de Manoel de Oliveira.  
Portugais, 1981 (2 h 45).  
VO : Le République, 11<sup>e</sup> (01-48-05-51-33).  
Tous en scène  
de Vincente Minnelli.  
Américain, 1953 (1 h 52).  
VO : Mac-Mahon, 17<sup>e</sup> (01-43-80-24-81).

### VERNISSAGES

**Max Ernst**  
Centre Georges-Pompidou, place Georges-Pompidou, accès par la rue Saint-Merri, Paris 4<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures. Fermé mardi. Du 6 mai au 27 juillet. 30 F.  
**Véronique Jourd'heuil, Joachim Moggara**  
La Ferme du Buisson, centre d'art contemporain, allée de la Ferme, 77 Noisiel. Tél. : 01-64-62-77-41. De 14 heures à 18 heures. Fermé lundi. Du 6 mai au 5 juillet. Entrée libre.  
**Thierry Delaroyère**  
Galerie Pierre Brullé, 25, rue de Tournon, Paris 6<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Odéon. Tél. : 01-43-25-18-73. De 14 h 30 à 18 heures ; samedi de 11 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 18 h 30. Fermé dimanche et lundi. Du 6 mai au 30 mai.

### ENTRÉES IMMÉDIATES

**Le Kiosque Théâtre** : les places du jour vendues à moitié prix (à 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.  
**Orchestre national de France**  
Mozart : *Diversissement KV 136*. Wagner : *Wesendonck Lieder*. Tchaïkovski : *Symphonie n° 6 « Pathétique »*. Jari Van Nes (mezzo-soprano), Jerzy Semkow (direction).  
**Théâtre des Champs-Élysées**, 15, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Alma-Marcou. Le 6, à 20 heures. Tél. : 01-49-52-50-50. De 50 F à 190 F.  
**Compagnie Festina Lenta**  
Francesca Lettada : *Le Testament d'Ismaël Zotos*.  
**Les Abbesses** (Théâtre de la Ville), 31, rue des Abbesses, Paris 18<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Abbesses. Le 6, à 20 h 30. Tél. : 01-42-74-22-77. De 95 F à 140 F.  
**Nicole Mossoux, Patrick Bonté**  
*Simone Vespucio*.  
**Centre Walton-Bruxelles**, 46, rue Quincampoix, Paris 4<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Rambuteau. Le 6, à 20 h 30. Tél. : 01-53-01-96-96. 100 F.  
**Aldo Romano Intervista Quartet**  
*Scènes-Whit*, 49, avenue Georges-Clemenceau, 92 Seineux. RER Bourg-la-Reine. Le 6, à 21 h 30. Tél. : 01-46-61-36-67. 90 F.  
**Monsieur Paul**  
*Tourtour*, 20, rue Quincampoix, Paris 4<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Châtelet. Le 6, à 20 h 30. Tél. : 01-48-67-62-68. De 70 F à 90 F.

### RÉSERVATIONS

**Tambours dans la nuit** : La Noce chez les petits-bourgeois de Bertolt Brecht, mise en scène Georges Lavaudant, avec les comédiens de la troupe de l'Odéon. Odéon-Théâtre de l'Europe, du 14 mai au 21 juin. Tél. : 01-44-41-36-36.  
**Pat Metheny**  
*Olympia*, 28, boulevard des Capucines, Paris 9<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Opéra. Les 13 et 14 mai, à 20 h 30. Tél. : 01-47-42-25-49. De 192 F à 247 F.

### DERNIERS JOURS

**10 mai** : Nanaqu.  
d'après Antonin Artaud, mise en scène de Mauricio Celedón, avec le Teatro del Silencio.  
**Espace-chapiteau du Parc de la Villette**, parc de la Villette, Paris 19<sup>e</sup>. Du mercredi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 08-03-07-50-75. 90 F et 110 F.  
**Visions du Nord** : nuit blanche Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 01-53-67-40-00. De 10 heures à 17 h 30 ; samedi et dimanche de 10 heures à 18 h 45. Fermé lundi et fêtes. 27 F.



EN VUE

■ Prise de colique, lundi dans la soirée, alors qu'elle se trouvait à Chailloué, la fille de Fakir du Vivier, atteinte d'un ulcère, transportée à la clinique de La Boirie dans l'Orne, la jument Vourasie est morte dans la nuit.

■ Véronique Morrisette, élève de l'école Marguerite-de-Lajemmerais, à Montréal, a été suspendue de cours pour avoir teint ses cheveux en bleu, conformément au code de conduite de l'établissement catholique, qui n'interdit pas la pratique du piercing.

■ En 1970, la gendarmerie, la garde noble et la garde palatine, dissoutes par Paul VI, avaient remis leurs mousquets aux musées pontificaux. Les gardes suisses restaient les seuls soldats du pape, munis, outre de leurs halberdes, de petites bombes lacrymogènes, et d'armes à feu. Le capitaine Cédric Tormay vient d'assassiner le commandant des Suisses Alois Estermann et sa femme, avec son pistolet d'ordonnance.

■ Le 22 juin 1688, Johannes Hofes, étudiant alsacien, inventait le mot « nostalgie », formé de nostos (retour) et d'algos (douleur), dans une thèse de médecine, *Dissertatio medica de nostalgia*, sur le malaise spécifique des soldats suisses éloignés de leurs montagnes.

■ Hany Ramzy, footballeur égyptien de l'équipe de Brême ne parlant pas un mot d'allemand, a provoqué l'ouverture d'une enquête judiciaire après avoir fait, pour être amical, le salut hitlérien à des joueurs du club en l'honneur de leur départ. « Je n'étais pas conscient de ce que ce geste signifiait », s'est désolé l'Égyptien.

■ Selon un récent sondage de Media Business Group, institut anglais, 95 % des hommes de vingt à trente-quatre ans préfèrent regarder la télévision pendant la Coupe du monde de football que de « passer une nuit avec la femme de leur rêve ».

■ Le tribunal de Ramleh vient d'interdire à Semadar Tsemach, soixante-huit ans, choïsi, le 29 avril, à l'occasion des fêtes de l'indépendance, pour allumer l'un des flambeaux éclairant le cinquantième d'Israël, de sortir dans la ville, la nuit, après la plainte d'une jeune fille à laquelle il s'était frotté.

■ Jeudi 30 avril, les membres de la Chambre des lords, sur la voie de la réforme (*Le Monde* du 15 janvier), ont légalement déposé la cérémonie d'investiture des pairs du royaume, qui doivent s'agenouiller devant le président, s'asseoir, ôter leur chapeau à trois reprises, mais garder leur perruque, puis se débarrasser de leur cape puisée dans la garde-robe de l'époque de Charles I<sup>er</sup>.

Christian Colombani

# L'étrange bétise d'un quotidien chinois de Hongkong

« Apple Daily », qui tire à 400 000 exemplaires, a publié une photo d'Adolf Hitler pour illustrer les mérites de l'équipe allemande de football

L'IGNORANCE, doublée d'une absence totale de sens politique, peut conduire à des actes pour le moins malheureux. En présentant les équipes favorites avant la Coupe du monde de football, un quotidien de langue chinoise de Hongkong, *Apple Daily*, a cru bon de publier, en milieu de page, un grand portrait d'Adolf Hitler en uniforme, paré de la croix gammée. En légende, un texte prévoyant la victoire de l'équipe allemande, car, dit *Apple Daily*, les joueurs tels que Karl-Heinz Rummenigge, Jürgen Klinsmann et Matthias Sammer ont « hérité du caractère intelligent, perspicace et inflexible du peuple allemand ». Cette équipe incarne les qualités

d'un peuple « qui lutte de façon acharnée, et à ce titre est hautement respecté ». *Apple Daily* n'est pas une feuille de chou confidentielle. Créé il y a trois ans par un homme d'affaires du territoire, Jimmy Lai, fondateur de la chaîne de magasins Giordano connu pour ses positions anti-Pékin, le quotidien tire aujourd'hui à 400 000 exemplaires.

Cette affaire, survenue la veille de la commémoration de la Shoah, a suscité une protestation aussi immédiate que sonore de la communauté juive de Hongkong, par la voix de son porte-parole, le rabbin Ya'akov Karmali de la synagogue Ohel Leah. « Je trouve cela absolument insultant d'avoir ce



boucher en pleine page la veille de Yom Hashoah », dit le rabbin. Ajoutant : « Le problème n'est pas seulement de blesser la commu-

nauté juive, mais d'être totalement à côté de la plaque ! Comment peut-on utiliser l'image d'un homme qui a assassiné et torturé plusieurs millions de personnes pour illustrer une équipe de football et un sport censé rassembler les gens ? »

Le porte-parole du consulat allemand, très gêné de voir l'Allemagne une fois de plus associée au III<sup>e</sup> Reich, a affirmé qu'il s'agissait « d'une idée d'un parfait mauvais goût », et a demandé au journal de Hongkong de faire ses excuses à la communauté juive et à l'ensemble du public.

Un porte-parole de *Apple Daily* a seulement admis que le journal avait commis une « erreur d'ini-

tention », due à sa direction artistique. « Nos confrères de la direction artistique ont simplement tenté de trouver une illustration liée au pays. Désormais, nous montrerons le drapeau allemand. Nous présentons de sincères excuses à toute personne et toute organisation blessée par le portrait. »

## RÉFÉRENCES RACIALES

Une ligne de défense qui, en invoquant la simple méprise de la direction artistique, paraît un peu courte. Éléments à charge, les textes cités plus haut, faisant état de références raciales directement inspirées de la propagande nazie. En outre, comment imaginer que, de la conception à la réalisation de la rubrique, personne à l'intérieur du journal n'ait eu le moindre soupçon sur l'effroyable bêtise d'une telle publication ?

Constat d'autant plus étrange que ce n'est pas la première fois que les credos nazis inspirent divers arguments publicitaires à Hongkong. Il y a trois ans, la deuxième chaîne de télévision ATV avait publié une double page dans la plupart des grands journaux du territoire, suggérant que si Hitler avait fait de la publicité sur ATV, il aurait fini par conquérir le monde. « Ce n'est pas une manifestation d'antisémitisme, estime le porte-parole de la communauté juive. Il n'y en a pas à Hongkong. Mais c'est seulement la preuve de l'incroyable ignorance de la population locale. »

Valérie Brunschwig

## DANS LA PRESSE

### LIBÉRATION

Laurent Joffrin

■ Décidément, tout se passe comme si le lobby nucléaire n'avait rien appris et rien oublié des beaux jours de l'atome triomphant (...). C'est par une enquête de presse, la nôtre et celle de la télévision, qu'on découvre les étonnantes déviations de normes tolérées par les responsables du transport vers La Hague. Les cheminots qui assurent le transport de ces matières radioactives apprécieront qu'on juge à leur place, et en secret de la dangerosité et de l'innocuité de telles manipulations. Le ministre de l'environnement a beau exprimer dans nos colonnes un juste courroux, rien ne nous empêchera de penser

qu'en dépit d'une posture candide et d'une communication de lin blanc, le lobby nucléaire se fout de nous.

### EUROPE 1

Alain Duhamel

■ C'est peut-être, sans doute même, la dernière fois que Jacques Chirac et Helmut Kohl vont se rencontrer officiellement à un sommet franco-germanique ; c'est peut-être, sinon sans doute, la dernière fois que les chefs des délégations allemande et française sont l'un et l'autre acquis à l'idée selon laquelle la France et l'Allemagne constituent non seulement la colonne vertébrale mais aussi le cœur et le cerveau de la construction européenne (...). C'est très vraisemblablement Gerhard Schröder qui

conduira la délégation allemande la prochaine fois. La France n'y gagnera pas. Quelles que soient les divergences qui ont pu éclater entre Paris et Bonn durant le règne d'Helmut Kohl, le chancelier s'est comporté comme notre meilleur allié, le plus cohérent, le plus déterminé, le plus sûr. Son successeur sera un allié beaucoup plus incertain.

### LE FIGARO

Alain Peyrefitte

■ Une bouffée de mauvaise humeur a accueilli le sommet de Bruxelles. Elle est prolongée par la surprenante déclaration du ministre allemand des finances, M. Theo Waigel, qui encourage par ces réactions, n'hésite pas à remettre en cause le compromis in-

tervenu. Il faut espérer que la rencontre franco-allemande d'aujourd'hui, à Avignon, remettra les choses à leur juste place. Toutes les Bourses d'Europe l'ont déjà fait avec éclat (...). Le siège de la Banque européenne étant fixé à Francfort, comme il se devait, il est étonnant que son premier président fût un Français. D'autant plus que l'avantage du siège est permanent quand celui de la présidence est temporaire (...). Prendre systématiquement le parti de nous déchirer nous-mêmes à belles dents, c'est notre péché mignon depuis Vergingtorix. Dans les affaires intérieures, c'est parfois une saine pratique. Mais dans les relations extérieures, cela sert les intérêts des autres, qui n'ont pas autant de scrupules que nous.

www.number-10.gov.uk

Le nouveau site du premier ministre britannique inauguré par une interview en direct de Tony Blair

LE 29 AVRIL, le premier ministre britannique, Tony Blair, a trouvé un nouveau moyen de s'adresser à ses concitoyens et à l'opinion internationale et de conforter son image jeune et moderniste, en répondant en direct et en exclusivité aux questions des internautes. L'entretien, qui a duré près d'une heure, a été diffusé en vidéo sur son site officiel, baptisé « 10 Downing Street ». De son côté, la télévision se contentait d'en reprendre quelques extraits dans ses journaux.

Pendant les deux semaines précédentes, les internautes avaient pu envoyer leurs questions par courrier électronique. Parmi les 766 comptabilisées par les responsables du site, le journaliste en charge de l'interview, Sir David Frost, en a choisi une quarantaine. Avant de les poser à Tony Blair, il a tenu à préciser les conditions du tri : « Toutes les questions ont été sélectionnées par mes collègues et moi-même, et non par le cabinet du premier ministre, qui nous a transmis tous les messages reçus. » Les internautes pouvaient également réagir



en direct : à cinq reprises, le journaliste a invité Tony Blair à lire une réaction ou une nouvelle question sur un écran situé à ses côtés. La conversation est ainsi devenue très spontanée, abordant des sujets aussi variés que le tabac, les transports en commun, les drogues

douces, la sexualité ou les avantages de rouler à bicyclette. La plupart des internautes étaient britanniques, mais une question sur l'attitude du Royaume-Uni face à l'euro est arrivée de France. Cet événement a été le point fort de l'inauguration officielle de la

nouvelle version du site « 10 Downing Street », en ligne depuis le 16 avril. Très sobre, il offre un ensemble de biographies, de rappels historiques, de revues de presse, de chroniques de l'actualité gouvernementale et de documents de référence sur le fonctionnement du cabinet et des différents comités exécutifs et législatifs. En outre, il suffit de laisser son adresse électronique pour recevoir régulièrement des informations sur l'activité du gouvernement.

Le forum de discussion, divisé en cinq parties (santé, social, international, économie, éducation), ouvert à tous, est déjà très actif. Le site propose également un moteur de recherche couvrant tous les sites officiels de l'administration britannique. Dans un registre plus léger, les internautes sont conviés à une visite guidée en images de la résidence du premier ministre. Par ailleurs, l'intégralité de l'entretien du 29 avril reste directement accessible, en texte et en vidéo.

Alexandre Dévé

## SUR LA TOILE

### LANGUE FRANÇAISE

■ Les associations Avenir de la langue française et Défense de la langue française ont perdu leur procès en appel contre l'école franco-américaine Georgia Tech Lorraine de Metz, poursuivie pour avoir créé un site rédigé uniquement en anglais (« Le Monde-TRM » daté 1<sup>er</sup>-2 décembre 1996). L'affaire n'a pas été jugée au fond, la cour d'appel de Paris ayant déclaré la plainte irrecevable pour des raisons de procédure. Le site est désormais trilingue anglais-allemand-français. (AFP) [gl.georgiatech-metz.fr](mailto:gl.georgiatech-metz.fr)

### ACCORD NETSCAPE-EXCITE

■ La société Excite a payé 70 millions de dollars pour que son moteur de recherche soit le seul proposé sur la page d'accueil du site de Netscape. L'accord prévoit également une prise de participation de Netscape dans Excite. (AP) [home.netscape.com](http://home.netscape.com)

### YAHOO ! CHINOIS

■ Le moteur de recherche Yahoo ! vient d'ouvrir un service en chinois, avec plus de 10 000 sites référencés. [chinese.yahoo.com](http://chinese.yahoo.com) (caractères traditionnels) [gbchinese.yahoo.com](http://gbchinese.yahoo.com) (caractères simplifiés).

**APPEL A L'ABONNEMENT** *Le Monde*

**Oui, je souhaite m'abonner au Monde** pour la durée suivante :

☐ 1 AN - 1 980 F ☐ 3 MOIS - 562 F

au lieu de 2 340 F au lieu de 585 F

\* Prix de vente du numéro (fixé en France métropolitaine uniquement)

**Je joins mon règlement, soit :**

☐ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

☐ par carte bancaire N° \_\_\_\_\_

Date de validité \_\_\_\_\_ Signature \_\_\_\_\_

☐ M. ☐ Mme Nom \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_

Localité \_\_\_\_\_ Pays \_\_\_\_\_

TARIFS HORS FRANCE	
	USA-CANADA
1 AN	2 100 F
3 mois	580 F

Autres pays de l'Union européenne : 1 AN 2 000 F, 3 mois 560 F

Le Monde (ISSN 0183-9254) est publié tous les jours, 5 jours par semaine, sauf les jours de congé. Le prix de vente du numéro est de 10 F. Le prix de l'abonnement est de 1 980 F pour 1 an et de 562 F pour 3 mois. Les abonnements sont payés par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde. Les abonnements sont envoyés par la poste en France métropolitaine et par avion en France métropolitaine. Les abonnements sont envoyés par la poste en France métropolitaine et par avion en France métropolitaine.

Pour tout autre renseignement concernant le portage à domicile, la suspension de votre abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le paiement par prélèvement automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers, téléphonez au 01-42-17-32-90 de 9 h 30 à 18 heures du lundi au vendredi. Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Leprieux - 92048 Châtillon Cedex.

**Le Monde**

**SUR INTERNET**

<http://www.lemonde.fr>

**Le journal du jour** dès 17 heures

En accès gratuit, l'intégralité de la 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> pages, une présentation de la rubrique et de tous les articles. Le journal complet est vendu à 1 F.

**Les dossiers**

En accès gratuit, des dossiers thématiques d'actualité : images d'actualité, Mondes 98, procès, reports etc.

**Nos forums**

Un lieu de débat ouvert à tous

**Les services**

Toutes les offres d'emploi de 19 journaux, sélection d'associations de France

**La multimédia**

Les pages multimédias et leurs archives depuis 18 mois

**Le Monde**

**LA COLLECTION**

**Le Monde des idées**

Le tome 1 : 22,50 F, le tome 2 : 22,50 F, le tome 3 : 22,50 F

**Le Grand Atlas**

1998 : 22,50 F

**Le Monde des idées**

Le tome 1 : 22,50 F, le tome 2 : 22,50 F, le tome 3 : 22,50 F

**Le Grand Atlas**

1998 : 22,50 F

**Le Monde des idées**

Le tome 1 : 22,50 F, le tome 2 : 22,50 F, le tome 3 : 22,50 F

**Le Grand Atlas**

1998 : 22,50 F

« Un ouvrage de référence essentiel sur l'éducation dans Le Monde »

**Rapport mondial sur l'éducation**

réalisé par l'Unesco et Le Monde de l'éducation

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



هكذا من الامل

RADIO-TÉLÉVISION

MERCREDI 6 MAI

LE MONDE / JEUDI 7 MAI 1998 / 31

FILMS DE LA SOIRÉE

17.40 Un Américain à Paris ■■■  
Vincente Minnelli (États-Unis, 1951,  
110 min). Cinéma

19.00 La Prisonnière  
du désert ■■■  
John Ford (États-Unis, 1956,  
120 min). Histoire

20.30 La Nuit  
du chasseur ■■■  
Charles Laughton (États-Unis, 1955,  
N., v.o., 95 min). Cinéma

20.30 Conan le Barbare ■■■  
John Milius (États-Unis, 1981,  
125 min). Cinéma

21.00 Adrenaline : Le film ■■■  
Anita Assi, Barthélémy Bompard,  
Philippe Doreau, John Hudson,  
Jean-Marie Madelon, Yann Piquet  
et Alain Robak (France, 1989,  
75 min). Cinéma

21.15 Crossing Guard ■■■  
Sean Penn (États-Unis, 1994,  
115 min). RTBF 1

22.05 A bout de souffle ■■■  
Jean-Luc Godard (France, 1960,  
N., v.o., 90 min). Cinéma

22.40 Promis... juré ! ■■■  
Jacques Monnet (France, 1987,  
100 min). Cinéma

22.45 Des gens sans importance ■■■  
Henri Verneuil (France, 1955, N.,  
100 min). Cinéma

22.50 Palombella rossa ■■■  
Nanni Moretti (It., 1989, 90 min). TMC

23.35 Noblesse oblige ■■■  
Robert Hamer (Grande-Bretagne,  
1949, N., v.o., 105 min). Cinéma

23.40 Notre histoire ■■■  
Bertrand Blier (France, 1984,  
105 min). Festival

3.15 Carré au bal du diable ■■■  
Brian De Palma (États-Unis, 1976, v.o.,  
95 min). Cinéma

NOTRE CHOIX

● 20.30 Cinéma III  
Camille Claudel  
Des années 1880 aux années 1910,  
la vie passionnée et tragique de  
Camille Claudel, assistante et maî-  
tresse du grand sculpteur Rodin,  
échappant à l'emprise de celui-ci  
pour réaliser sa propre création et  
sombrant dans la folie. D'après la  
biographie, considérée comme  
officielle, de Reine-Marie Paris,  
petite-fille de Paul Claudel, dont  
Isabelle Adjani avait obtenu les  
droits exclusifs. Un film voulu,  
conçu et interprété avec flamme  
par l'actrice. Mise en scène façon  
« qualité française » de Bruno  
Nuytten. - J.S.

● 22.05 Cinéma III  
A bout de souffle  
Au lieu de se mettre à l'abri, un  
jeune voyou traqué par la police  
pour meurtre s'obstine à se faire  
aimer d'une jolie Américaine. Le  
premier long métrage de Godard,  
véritable manifeste de la Nouvelle  
Vague, est toujours fascinant par  
sa liberté d'inspiration, son étu-  
de de comportement, son roman-  
tisme de l'amour emporté par un  
malentendu, et ses interprètes,  
Jean-Paul Belmondo et Jean  
Seberg. - J.S.

● 23.40 Festival  
Notre histoire  
Un homme à la dérive, alcoolique,  
rencontre dans un train une  
femme qui s'offre à lui. Lorsqu'elle  
descend, il la suit jusque chez elle.  
Il entre dans un monde absurde.  
L'histoire d'amour (ou de l'homme  
grand comédien, a changé son  
image) plonge dans le fantastique  
et l'onirisme. Entre Buffet froid,  
puls Ténue de soirée et Trop belle  
pour toi, ce film, connu à sa sor-  
tie, se rapporte à une thématique  
et une inspiration fondamentales  
de Bertrand Blier. - J.S.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF1  
19.00 Le Bigli. 19.30 Uslania découverte.  
19.50 Le Journal de l'air.  
20.00 Journal, Météo.  
20.35 Plein les yeux.  
21.10 Le Droit de savoir.  
21.45 Les nouvelles  
brigades de choc.  
22.50 Minit sport.  
1.00 et 1.45, 3.40 TF 1 nuit.

FRANCE 2

18.45 Qui est qui ?  
19.15 1 000 enfants vers l'an 2000.  
19.25 C'est l'heure.  
19.45 et 20.30 Ténue du Loto.  
19.50 Au nom du sport.  
19.55 et 20.25 Météo.  
20.00 Journal.  
20.40 Football.  
20.45 Final de la Coupe de l'UEFA :  
Inter Milan - Lazio Rome.  
22.50 La Vie à l'endroit.  
23.35 Tout le sport.  
0.40 Le Cercle du cinéma.

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion.  
18.50 Un livre, un jour.  
18.55 Le 19-20 de l'information.  
20.01 Météo.  
20.05 Fa si la chance.  
20.35 Tout le sport.  
20.45 Conso-mat.  
20.50 La Marche du siècle.  
France : Le cancer de la corruption.  
22.45 Météo, Soir 3.  
23.20 Un siècle d'écrivains.  
Milla Vlachou.

CANAL +

► En clair jusqu'à 21.00  
18.30 Nulle part ailleurs.  
20.30 Le Journal du cinéma.  
21.00 Quadrille.  
21.25 Flash infos.  
22.40 Petits mensonges entre frères.  
Film. Edward Burns (v.o.).  
0.15 La Maison du sourire ■■■  
Film. Marco Ferreri.

ARTE

19.00 Au nom de la loi.  
19.30 7/2.  
20.00 et 21.55 Musica.  
Don Giovanni. Opéra en deux actes  
de Wolfgang Amadeus Mozart.  
21.35 8/2 Journal.  
21.45 Extraits. Les Cern Photos du siècle.  
Marilyn, photo d'Eve Arnold, 1960.  
23.30 Wagon. Tchécoslovaquie.  
0.30 La Lucarne. Zéro soleil, zéro point.  
1.05 Rue Cases-Nègres ■■■  
Film. Euzhan Palcy.

M 6

19.00 Lois et Clark. Bataille terrestre.  
19.34 Le Six Minutes. Météo.  
20.10 Une nouvelle d'enfer.  
20.40 Décrochages Info. Éléments Terre.  
20.50 Séduction machiavélique.  
Téléfilm. Larry Elikan.  
0.15 Secrets de femme. C.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.00 Les Chemins de la musique.  
Chantier - Déchiffrement. (45). Enragés.  
20.30 Agorà. Spécial grands écrivains de demain.  
Gérard Unger (Lorraine).  
21.00 Philharmonie.  
22.10 Fiction.  
Nouvelle de Cocteau.  
23.00 Nuits magnétiques.  
On n'est pas des moins que rien.  
0.05 Du jour au lendemain.  
Luc de Heusch (Métropole, non beau  
nouveau).

FRANCE-MUSIQUE

19.35 Préfète.  
20.00 Concert. Paroisses brèves.  
Par l'Orchestre national de France.  
dir. Jerzy Semow : œuvres de Mozart,  
Gérard Unger (Lorraine).  
22.30 Musique pluriel.  
23.07 Les Greniers de la mémoire.  
A propos des influences de Casals,  
Heifetz, Feuermann, Janos Starker,  
violin.

RADIO-CLASSIQUE

19.30 Classique affaires-soir.  
20.40 Les Soirées de Radio-Classique.  
Albert Cohen et les opéras de Mozart.  
22.25 Les Soirées... (suite).

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

17.50 Soirée Cajun.  
Spécial Libonne. Canal +

18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs.  
Nick Cave ; Tea Léoni ; Marcel  
Ducailly ; Françoise Girard. Canal +

20.00 Savoir plus santé. L'obésité. TV 5

20.00 20h Paris Première. Paris Première

20.05 Passe-moi les jumelles.  
La face cachée de Bertrand R. TSR

20.10 Droit de cité. Des urgences.  
Des comme les autres. RTBF 1

20.50 La Marche du siècle.  
France : Le cancer de la corruption.  
Invités : Claude-Arnold Thost ;  
François Gille ; Bernard Berzou ;  
Laurent Davenas ; Thierry Jean-Pierre ;  
Désiré Robert. France 3

20.55 Plein les yeux.  
TF 1

21.00 Au nom de la loi.  
Pousses russes.  
L'adoption d'enfants russes. TV 5

21.00 Envoyé spécial. Les années 90.  
Silence, on double.  
Bouge dix ans après. Les films  
sortent-ils encore bons ? Histoire

22.50 La Vie à l'endroit.  
Les millions de la chance. France 2

23.00 Le Magazine de l'Histoire.  
Spécial Déchiffrement.  
Invités : Michelle Perrot ; Pierre  
Rosenzweig ; Chantal Georges.  
Histoire

23.10 Le Droit de savoir. Police.  
Les nouvelles brigades de choc. TF 1

23.20 Un siècle d'écrivains.  
Milla Vlachou. France 3

0.40 Le Cercle du cinéma.  
France 2

0.40 Le Canal du savoir.  
Le temps, le paléontologie  
et le singe. Paris Première

DOCUMENTAIRES

19.00 Arctique.  
[1913]. Normades de la glace. Odyssée

20.00 et 21.55 Musica.  
Don Giovanni. Opéra de Mozart.  
Dir. Thomas Hengelbrock. Arte

20.05 Isaac Hayes 1996. Paris Première

20.25 Les Grands Compositeurs.  
Mozart. Odyssée

20.30 L'Arctique noire.  
Manu Dibango. Silences. Mezzo

20.55 Femmes dans le monde.  
Femmes d'Amérique latine.  
Femmes d'Argentine. Téva

21.00 Dans les mailles du filet. Odyssée

21.55 The Soul of Stax. Musique au cœur  
de Memphis. Paris Première

22.00 Les Indiens d'Amérique racontés  
par eux-mêmes. Les plaines ou l'âge  
d'or des chevaux. Histoire

22.15 Terre brûlée.  
[1945]. Les U-Boats. Odyssée

22.25 Les Altes expérimentales.  
[1913]. Le mur de chaux. Planète

22.50 L'Onest américain.  
[1968]. Défilés indiennes. Planète

23.30 et 23.40 John Cassavetes. Arte

23.30 Le Mythe Anquetil. TSR

0.20 La Lucarne.  
Zéro soleil, zéro point. Arte

0.30 Le Joli Mois de mai. Planète

MUSIQUE

19.55 Répères. Le Boléro de Ravel. Mezzo

20.00 et 21.55 Musica.  
Don Giovanni. Opéra de Mozart.  
Dir. Thomas Hengelbrock. Arte

20.05 Isaac Hayes 1996. Paris Première

THÉÂTRE

22.35 Les Enfants d'Édouard.  
Pièce de J. Jackson et R. Bonomey.  
Mise en scène : Jean-Luc Moreau. TV 5

TELEFILMS

20.35 Pions dans la jungle  
des studios.  
Susan Seidelman. Disney Channel

20.40 À l'heure des adieux.  
David Jones. RTL 9

20.50 Séduction machiavélique.  
Larry Elikan. M 6

0.00 Exécution sur commande.  
Ian Toynton. 13° Rue

SÉRIES

18.00 Ally McBeal. Silver Bells (v.o.). Téva

19.30 Phénomène à Creg.  
Robert Hamer (Grande-Bretagne,  
1997, 105 min). Téva

22.30 Brooklyn South. Série Club

22.45 Spin City. Miracle Near 34th Street  
(v.o.). Canal Jimmy

23.10 Murder One, l'affaire Latrell.  
Chapitre XII. Série Club

23.40 Father Ted. Are You Right There,  
Father Ted ? (v.o.). Canal Jimmy

0.05 New York Police Blues.  
Le desespoir d'Israël (v.o.). Canal Jimmy

FILMS DU JOUR

14.00 Marion ■■■  
M. Poitren (1994, 105 min). Canal +

14.10 Camille Claudel ■■■  
Bruno Nuytten (France, 1984,  
170 min). Cinéma

14.15 La Rupture ■■■  
Claude Chabrol (France - Italie -  
Belgique, 1970, 120 min). Cinéma

14.45 Madame Butterfly ■■■  
Friedrich Mitterrand (France, 1997,  
130 min). Cinéma

15.00 La Prisonnière  
du désert ■■■  
John Ford (États-Unis, 1956,  
120 min). Histoire

17.00 Chungking Express ■■■  
Wong Kar-Wai (Hongkong, 1994,  
100 min). Cinéma

19.00 A bout de souffle ■■■  
Jean-Luc Godard (France, 1960,  
N., v.o., 90 min). Cinéma

19.05 Drowning by Numbers ■■■  
Sydney Pollack (Grande-Bretagne,  
1988, v.o., 115 min). Cinéma

20.05 La Bataille du rail ■■■  
René Clément (France, 1954,  
N., 100 min). TV 5

20.30 Lady Panam ■■■  
Henri Jeanson (France, 1950,  
N., 115 min). Festival

20.35 Ascenseur pour l'échafaud ■■■  
Louis Malle (France, 1958, N.,  
90 min). Canal Jimmy

20.35 L'Élu ■■■  
Le Kagan (EU, 1981, 110 min). TMC

20.40 L'Empire du soleil ■■■  
Steven Spielberg (États-Unis,  
1987, 160 min). RTL 9

20.50 Heureux qui comme Ulysse ■■■  
Henri Colpi (France, 1969,  
100 min). France 3

20.55 Le Sébastien Jour ■■■  
Youssef Chahine (France - Égypte,  
1966, 105 min). Téva

21.00 Jeremiah Johnson ■■■  
Sydney Pollack (États-Unis, 1971,  
120 min). Histoire

21.00 De sang-froid ■■■  
René Clément (France, 1968, N.,  
v.o., 140 min). Paris Première

22.25 La Maison  
sur la colline ■■■  
Robert Hamer (États-Unis, 1951, N.,  
v.o., 95 min). Cinéma

22.50 Le Prince des ténébreuses ■■■  
A. John Carpenter (États-Unis,  
1987, 105 min). M 6

23.50 Révolution ■■■  
Hugh Hudson (EU - GB, 1985,  
120 min). Cinéma

0.25 La Dernière Cène ■■■  
Tommaso Giallombardo (France,  
1976, 110 min). Arte

0.25 Puntino  
avec chaussettes ■■■  
Gérard Oury (France, 1995,  
90 min). Cinéma

1.20 Noblesse oblige ■■■  
Robert Hamer (Grande-Bretagne,  
1949, N., v.o., 105 min). Cinéma

GUIDE TÉLÉVISION

DEBATS

20.45 et 22.20, 0.00  
► Soirée thématique.  
Les villes du Front national. Arte

MAGAZINES

11.00 Arrêt sur images.  
Photos : petits arrangements  
avec le réel. Invités : Gilles Devion,  
Jean-François Leroy, Jean-François  
Osserette. La Cinquième

13.00 Envoyé spécial. Spécial Égypte.  
Alexandrie la Magnifique. L'Égypte  
après Louxor. Paris La Cinq

13.40 Parole d'Expert.  
France 3

15.55 Le Vrai Journal.  
Canal +

17.00 Le Magazine de l'Histoire. Spécial  
Révolution de 1948. Invités : Michelle  
Perrot ; Pierre Rosenzweig ; Chantal  
Georges. Histoire

17.15 A bout portant.  
Pierre Perrot. Paris Première

18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs.  
Invités : Unbelievable Truth (live),  
Annie Cordy, Morgan Freeman. Canal +

19.00 De l'actualité à l'Histoire.  
L'identité d'Iracl. Histoire

19.00 Rive droite, rive gauche.  
Paris Première

20.00 20h Paris Première. Paris Première

20.05 Temps présent.  
La saga des bébés de la science.  
Le génie génétique : Un choix  
de société. Le siècle en image :  
L'essor de l'ADN. TSR

21.00 Envoyé spécial. Good Morning  
Israel. Matineurs : Les dessous du  
réve. P-S : Souvenir d'enfer. France 2

22.30 P.S. : Souvenir d'enfer. France 2

23.00 Les Possibles de l'Histoire.  
Génération : Les choses. Histoire

23.05 Qu'est-ce qu'elle dit, Zazie ?  
Playlists. Bashkim Shkedy. Séph : Maria  
Casadei. La rubrique de Michel Polac.  
France 3

23.15 Un monde foot. Spécial 22.  
Invités : Michel Hidalgo, Henri Michel,  
Roger Hanin. France 2

DOCUMENTAIRES

18.00 Les Grandes Enigmes  
de l'Histoire. Le dernier dé-  
fi de Donald Campbell. La Cinquième

18.05 Mai 68. [1968].  
[1974]. Sur le ring.  
les accords du billard. Planète

19.00 Procès de Berlin.  
Le terrorisme iranien condamné. Planète

20.00 Hansen de Bahia.  
Ou la fascination du Brésil. Arte

20.30 Virtuoses.  
Yehudi Menuhin. Mezzo

20.35 Les Chevaliers.  
[1967]. Richard Cour de Lion. Planète

20.45 et 21.00 100 ans.  
Canal +

20.45 ► Soirée thématique.  
Les villes du Front national. Arte

20.50 Le Monde des chevaux.  
[1913]. Le cheval de po. Odyssée

21.20 Arctique. [1913].  
Normades de la glace. Odyssée

23.55 L'Onest américain.  
[1968]. Défilés indiennes. Planète

0.00 Terre brûlée.  
[1945]. Les U-Boats. Odyssée

SPORTS EN DIRECT

15.45 Cyclisme.  
Tour de Romandie.  
2e étape : Saignes - Montreux  
(163.5 km). Eurosport - TSR

17.00 Tennis.  
Tournoi messieurs de Hambourg.  
Hulstius de finale. Eurosport

19.00 Athlétisme.  
Grand Prix II IAAF.  
Meeting de Doha (Qatar). Eurosport

1.35 Hockey sur glace NHL.  
Demi-finale de Conférence. Canal +

SIGNIFICATION DES SYMBOLES :  
■ Signalé dans « Le Monde »  
■ Télévision-Radio-Multimédia  
■ On peut voir  
■ Ne pas manquer  
■ Chef-d'œuvre ou classiques  
Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et - accompagnés du code ShowView - ceux de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.  
Le nom qui suit le genre de l'émission (film, téléfilm, etc.) est celui du réalisateur.  
► Sous-traité spécial pour les sourds et les malentendants.

LES CODES DU CSA :  
O Accord parental souhaitable.  
A Accord parental indispensable  
ou interdix aux moins de 12 ans.  
P Public adulte  
ou interdix aux moins de 16 ans.  
Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et - accompagnés du code ShowView - ceux de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.  
Le nom qui suit le genre de l'émission (film, téléfilm, etc.) est celui du réalisateur.  
► Sous-traité spécial pour les sourds et les malentendants.

NOTRE CHOIX

● 15.35 Planète  
Zoom 25,  
la révolte des étudiants  
Ce n'est  
qu'un débat...

PARMI les nombreuses images  
d'archives sur mai 68 diffusées ces  
temps-ci par toutes les chaînes, le  
magazine « Zoom », réalisé à la  
mi-mai par André Harris et Alain  
de Sédov, est sans doute le meilleur  
document qui existe sur ces  
événements. Souvent utilisé en  
extraits pour illustrer des propos  
et des rétrospectives, il n'avait  
jamais été rediffusé dans son inté-  
gralité. Trente ans après, ce maga-  
zine découpé en deux parties (le  
récit filmé de la première semaine  
de la révolte étudiante et un très  
long débat sur la crise de l'univer-  
sité) agit comme un révélateur. En  
quelques plans et quelques  
paroles, il montre à quel point la  
France « s'ennuyait », comme  
l'avait écrit Pierre Vianon-Ponté  
dans Le Monde quelques semaines  
plus tôt.

Généraliste rétro, musique trem-  
blante, cadrages hésitants et  
décors sombres : « Zoom », qui  
était encore interdit de diffusion le  
matin même de sa programmation,  
est l'exact reflet de la société de  
68. Le contraste est flagrant  
entre les images filmées en direct  
dans la rue, qui révèlent une  
grande spontanéité de langage, et  
les paroles qu'on se scroches  
de très long débat organisé par la  
télévision pour renouer le dia-  
logue entre les étudiants et les  
institutions. Réunis autour de la  
table, on retrouve Alain Geismar  
(Suresne), Jacques Sauvageot  
(Unaf), Olivier Castro (Mouve-  
ment du 22 mars), Pierre Juquin  
(PCF), André Fanton (UD-V), le  
recteur Capelle et le journaliste  
David Rousset.

Le dialogue est très court. On  
s'écoute poliment sans se couper  
la parole. Chacun avance ses argu-  
ments sans agressivité ni polé-  
mique, même lorsque le recteur  
Capelle « se frotte du dynamisme  
de la jeunesse qui n'est pas résignée ».  
Seul Pierre Juquin, qui a pris le  
train en marche, se fait gentiment  
contester lorsqu'il essaye de  
récupérer le mouvement en affir-  
mant que « les étudiants et les  
ouvriers ont la chance d'avoir un  
parti tel que le PCF pour faire la  
révolution socialiste ». Bref, ce  
n'était qu'un débat. Le combat  
était ailleurs.

Daniel Pseny

★ Autres diffusions : vendredi 8, à  
20 h 35, samedi 9, à 22 h 20,  
dimanche 10, à 18 h 05.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF1  
13.50 Les Feux de l'Amour.  
14.45 Arabesque.  
15.35 Côte Ouest.  
16.30 Sunset Beach.  
17.20 Sydney Police.  
18.20 et 0.50 CD Tubes.  
18.25 Tom, Noddy, pagne !  
19.00 Le Bigli.  
19.50 Uslania découverte.  
19.52 Le Journal de l'air.  
20.00 Journal, Météo, Trafic Infos.  
20.35 Les Cordier, juge et flic.  
3615 Penny Cool.  
22.40 Made in America.  
L'As des aventuriers :  
La Belle et le Bandit.  
Téléfilm. O. Hal Nacham.  
0.20 Les Rendez-vous de l'entreprise.

FRANCE 2

13.55 Le Renard.  
14.55 L'As des privés.  
15.45 Tiercé.  
16.00 La Chance aux chansons.  
16.50 Des chiffres et des lettres.  
17.20 Un livre, des livres.  
17.25 Sauvés par le gong.  
la nouvelle classe.  
17.50 Hartley, cours à vie.  
18.45 Qui est qui ?  
19.01 1 000 enfants vers l'an 2000.  
19.25 C'est l'heure.  
19.50 Au nom du sport.  
19.55 et 20.45 Météo.  
20.00 Journal, Point route.  
21.00 Envoyé spécial.  
Good Morning Israël.  
Marnegues : Les dessous du réve.  
Post-scriptum : Souvenir d'enfer.  
23.05 Expression directe. FA.  
23.15 Un monde foot.  
Spécial 22. Invités : Michel Hidalgo,  
Henri Michel, Roger Hanin.  
0.20 Journal, Météo.  
0.35 La 25e heure.  
Téva : l'enfance d'une nation,  
1948-1998.

FRANCE 3

13.40 Parole d'Expert.  
14.35 L'Arctique de la honte.  
Téléfilm. Mel Stuart.  
16.10 Le Magazine du cheval.  
16.40 Les Millénaires.  
17.45 Je passe à la télé.  
18.20 Questions pour un champion.  
18.48 Un livre, un jour.  
18.55 Le 19-20 de l'information.  
20.01 et 22.30 Météo.  
20.05 Fa si la chance.  
20.35 Tout le sport.  
20.50 Heureux qui comme Ulysse ■■■  
Film. Henri Colpi.  
22.40 Soir 3.  
23.05 Qu'est-ce qu'elle dit, Zazie ?  
0.00 Sage-Claes.  
Les Comédiens de Marseille.  
0.30 Espace francophone.

CANAL +

13.35 Le Journal du cinéma.  
14.00 Marion ■■■  
Film. Manuel Poitren.  
15.45 Surprises.  
15.55 Le Vrai Journal.  
16.40 Un air de famille ■■■  
Film. Gérard Klapick.  
18.25 L'Ami Jura.  
► En clair jusqu'à 20.35  
18.30 Nulle part ailleurs.  
Invités : Unbelievable Truth (live),  
Annie Cordy, Morgan Freeman.  
20.30 Le Journal du cinéma.

20.35 ► Journal 100 ans.

A quel âge est-on vieux ?  
20.45 Journal 100 ans.  
21.40 La vie commence à 60 ans.  
21.55 Chronique de vie.  
22.40 L'Ère des seniors.  
22.50 Haut les cœurs.  
23.35 Vive ensemble.  
23.40 Ah ! Que la vie est belle !  
0.35 Flash Infos.  
0.40 Surprises.  
1.55 Hockey sur glace NHL.  
Demi-finale.

LA CINQUIÈME/ARTE

13.15 Le Journal de la santé.  
13.30 D'ici et d'ailleurs. [34].  
14.30 La Cinquième rencontre...  
Justice et société.  
14.35 Haute surveillance.  
Surveillance et vie privée.  
15.30 Entretien avec Guy Brabant.  
16.00 Les Luminères du musée-hall.  
16.30 Modes de vie, modes d'emploi.  
17.00 Cellulo.  
17.30 100 % question.  
18.00 Les Grandes Enigmes  
de l'Histoire.  
18.30 Le Monde des animaux.  
19.00 Au nom de la loi.  
19.30 7/2. Spécial Israël :  
la tolérance et l'espoir.  
20.00 Heures de Bahia.  
Ou la fascination du Brésil.  
20.30 8/2 Journal.  
20.40 ► Soirée thématique.  
Les villes du Front national.  
19.45 et 22.20, 0.00 Débat.  
20.50 Orange amer. Documentaire.  
Daniel Merlet.  
22.40 Bienvenue à Vitrolles.  
Documentaire. Guy Konopnicki  
et Thierry de la Haye.  
0.25 La Dernière Cène ■■■  
Film. Tomas Gutierrez Alea.

M 6

13.05 Madame est servie.  
13.35 Mais qui veut tuer ma femme ?  
Téléfilm. Paul Schneider.  
15.15 Berlin anti-gang.  
16.10 et 1.30 Boulevard des clips.  
17.30 Plus vite que la musique.  
18.00 Agence Acapulco.  
19.00 Lois et Clark. La bricole de foyers.  
19.34 Le Six Minutes. Météo.  
20.10 Une nouvelle d'enfer.  
20.40 Décrochages Info. Passé simple.  
20.50 Météo Biz.  
Qui est dans l'ombre des sars ?  
22.50 Le Prince des ténébreuses ■■■  
Film. A. John Carpenter.  
0.35 Nick Mancuso.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.00 Les Chemins de la musique.  
Chantier - Déchiffrement. (45).  
20.30 Agorà. Spécial grands écrivains  
de demain. Maurice Nadeau à propos  
de Correspondance de Flaubert.  
21.00 Liens de mémoire.  
Mai 98 : La barricade.  
22.10 For intérieur. Dominique Sanpédro.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Concert.  
Par l'Orchestre philharmonique  
de Vienne, dir. Zubin Mehta :  
œuvres de Weber, Mozart, Mahler.  
22.30 Musique pluriel.  
23.07 En musique dans le texte.

RADIO-CLASSIQUE

19.30 Classique affaires-soir.  
20.40 Les Soirées.  
Sir Colin Davis, chef d'orchestre.  
22.35 Les Soirées... (suite).



## La ballade d'Aimé

par Pierre Georges

ET par un prompt renfort, il se retrouveront 28 en arrivant au port. Ah, qu'est-ce qu'on aime Aimé ! Quel homme prudent, parachute dorsal, parachute ventral, ceintures plus bretelles, un pull pour l'hiver, un autre pour l'été ! La Coupe du monde approche. Aimé Jacquet recule. Mais seuls les médians ou les lignes arrière pourront voir autre chose qu'une géniale manœuvre stratégique dans le fait que le sélectionneur national ait choisi de ne pas choisir, du moins tout de suite, et de remettre aux calendes de juin l'heure de vérité.

Donc, de quoi s'agit-il ? On dit cela pour ceux que les choses du football insupportent ou qui font semblant, par coquetterie ou mépris, de ne pas savoir. Chaque équipe engagée dans la Coupe du monde de football - bien en vain d'ailleurs puisque, Aimé le dit, la France va la gagner -, chaque équipe, donc, ne pourra engager que 22 joueurs. C'est la règle.

Avec 22 joueurs, mathématiquement, on pourrait constituer deux équipes ou presque, vu qu'il est de coutume de retenir trois gardiens. Sportivement, c'est une autre affaire, une réduction de sauce : je pose 22, j'en retiens 11, les présomés meilleurs. Et j'en garde 11 en réserve pour procéder à des changements en cours de match, suppléer les blessés, s'adapter à l'adversité ou ménager des joueurs pour la rencontre suivante.

Tout cela est d'une simplicité biblique autant que d'une complication extrême. Ceux qui ne jouent pas tiennent pour personnellement responsables de leur disgrâce ceux qui jouent, rude loi de la sélection et de la vie. Cela crée de l'émulation. Mais aussi des frustrations. Car aller expliquer à un joueur qu'il est assez bon pour être sélectionné et pas tout à fait assez pour jouer !

Donc, notre bon Aimé, dont c'est le métier, s'était engagé à trancher et à communiquer, mardi, sa liste des 22. Il avait eu quelques années pour y réfléchir, ce qui constitue un délai assez raisonnable. Et il se trouvait, comme tout sélectionneur, confronté à son devoir de bourreau : couper quelques têtes pour le bien de la nation et la gloire de l'équipe. Ce n'est pas tâche facile. N'est pas Sanson qui veut. Mais enfin, quand faut-il aller, faut y aller ! Aimé n'y est pas allé. Et ses 22 sont devenus 28, dans un grand élan de prudence et de sursis à l'exécution. Au motif imparable que d'ici le 2 juin, date ultime de dépôt des listes, des joueurs pouvaient se blesser, disparaître, se casser la figure en vélo et tout ce que l'on voudra.

Recul stratégique, donc. Mais, bien dangereux. Car, parmi ces 28, sans qu'ils le sachent encore - mais Aimé le sait lui et dit connaître « ses 22, depuis janvier » - six sursitaires vont tenir la place du mort au bridge des Jules. Encore un instant, monsieur le bourreau. Bonjour l'ambiance, au stade de préparation, avec six morts-vivants ! Va-t-on se pousser dans l'escalier ? Suivre le potage du voisin ? Lui dévisser ses crampons ? Rouffler le chouchou du chef ?

Mais non, répond Aimé, les joueurs sont adultes et professionnels. Ils savent et admettent ce que sélectionneur veut dire. Alors pourquoi n'avoir pas fait les choses simples simplement ? Annoncez les 22, les sécuriser un peu. Demander aux 6 de se tenir prêts au cas où. Et, enfin, arrêter de transformer une sélection en supplice chinois !

## « Le Monde » est condamné pour diffamation envers la Ville de Paris

L'ATL CHAMBRE du tribunal correctionnel de Paris, présidée par Martine Ract-Madoux, a condamné pour diffamation envers la Ville de Paris, mardi 5 mai, le directeur du Monde, Jean-Marie Colombani, les journalistes François Baret et Christine Gaudin et le dessinateur Sergueï. Publié le 22 novembre 1996, l'article visé racontait l'histoire d'un éboueur, François d'origine africaine, qui s'était vu refuser l'attribution d'un logement par une société d'économie mixte de la Ville de Paris, après que sa candidature eut été retenue. Pour motiver ce revirement, la société avait invoqué une inadaptation de la taille de la famille - neuf personnes logées dans 17 mètres carrés - à celle du logement proposé (82 mètres carrés).

Une fiche à en-tête du cabinet du maire, découverte dans le dossier de la famille, comportait la mention « Sérégal » en lieu et place du numéro d'inscription du demandeur. Aucune explication n'avait pu être fournie par les services de la Ville sur la présence de cette mention. Le tribunal a estimé qu'il ne résultait « d'aucun des documents produits par les prévenus que la partie civile ait refusé à la famille M. l'attribution d'un logement à Paris en raison de son origine ethnique et qu'elle ait, en conséquence, commis un délit de discrimination raciale ». Le Monde a décidé de faire appel de ce jugement.

## Des wagons d'EDF contaminés

PRÈS DE 35 % DES CONVOIS qui, en 1997, ont transporté vers l'usine Cogema de la Hague (Manche) le combustible nucléaire usé issu des centrales d'EDF comportaient des contaminations radioactives de surface supérieures à la limite réglementaire, a indiqué, jeudi 30 avril, la direction des installations nucléaires (DSIN). Sur 208 livraisons effectuées, 44 wagons et 54 emballages présentaient des « taches » dépassant une activité supérieure à 4 becquerels par centimètre carré. Dix de ces wagons étaient contaminés sur leur partie externe, la radioactivité atteignant, pour certains d'entre eux, plusieurs centaines de becquerels par centimètre carré. Dans son édition du 6 mai, le journal Libération cite la ministre de l'environnement, Dominique Voynet, qui « sans être en mesure d'affirmer qu'il y a eu des conséquences sanitaires », indique que « le fait que les exploitants (EDF, Transnucéaire et Cogema) se soient accordés pour se taire est un incident en soi et un vrai dysfonctionnement du système ».

**DÉPÊCHES**  
■ CATASTROPHE : un avion militaire péruvien affrété par une société pétrolière s'est écrasé, mercredi 6 mai, dans la jungle péruvienne avec plus de 80 personnes à bord. - (AFP)  
■ ESPAGNE : un conseiller municipal conservateur de Pampeune (Navarre) a été mortellement blessé, mercredi 6 mai, lors d'un attentat. - (AFP)

■ IMMIGRATION : le train Paris-Marseille de 21 h 02 a été bloqué quarante minutes, mardi 5 mai, en gare de Lyon, par deux cents manifestants emmenés par le syndicat SUD-Rail, qui protestait contre l'expulsion d'un sans-papiers vers l'Algérie.  
■ JUSTICE : les magistrats ont organisé, mardi 5 mai, une journée de protestation contre le projet de réforme de la justice d'Elisabeth Guigou, dont ils dénoncent « la défection » à leur égard (Le Monde du 6 mai). A Paris, deux à trois cents magistrats se sont réunis devant le Palais de justice.

■ MAI 68 : Daniel Cohn-Bendit a été « entanté », mardi 5 mai à Nanterre, par un groupe d'étudiants anarchistes membres de la Confédération nationale du travail (CNT). Le leader étudiant de mai 68 était l'invité des enseignants de son ancienne faculté.

Tirage du Monde daté mercredi 6 mai : 504 941 exemplaires

## Un blâme professionnel serait à l'origine du double meurtre et d'un suicide au Vatican

Les gardes suisses sont peu adaptés à la papauté moderne

LES OBSÈQUES du colonel Alois Estermann, commandant de la garde suisse, et de son épouse, assassinés au Vatican lundi 4 mai (Le Monde du 6 mai), ont été célébrées, mercredi 6 mai, par le cardinal Angelo Sodano, secrétaire d'Etat, dans la basilique Saint-Pierre. L'enquête a été confiée à l'unique magistrat du Vatican, l'avocat Gian Luigi Marone. Mais Joaquín Navarro-Valls, porte-parole, a indiqué, mardi 5 mai au cours d'une conférence de presse, que cette enquête n'apporterait probablement pas d'éléments nouveaux à la thèse de la brimade professionnelle, dont se serait plainte la troisième victime du drame, le jeune caporal Cédric Tornay, meurtrier présumé qui aurait retourné l'arme contre lui.

« L'hypothèse la plus probable, a déclaré Joaquín Navarro-Valls, est celle d'un geste de folie né dans l'esprit d'une personne qui était convaincue de ne pas être suffisamment considérée au sein de la garde ». Cédric Tornay s'en était ouvert auprès de camarades et de sa famille (dans une lettre dont le contenu n'a pas été révélé). Il avait été exclu de la liste des gardes qui devaient être décorés, mercredi 6 mai, lors de la fête annuelle de ce corps, qui a été annulée. Réprimandé à la suite d'une sortie nocturne non autorisée, le jeune caporal avait reçu d'Alois Estermann une lettre pour « manquement grave au service de la garde ».

On peut s'interroger sur la vulnérabilité dont fait preuve à nouveau le Vatican. Dans l'histoire des vingt dernières années, ces trois morts, au cœur même du pouvoir pontifical, s'ajoutent à une liste d'événements que l'opinion a perçus comme des drames, voire des scandales : la mort inopinée d'un pape, Jean Paul II, en 1978 ; la révélation de profits réalisés sur les marchés internationaux par la Banque du Vatican (affaire Marcinkus) ou l'attentat de 1981 contre Jean Paul II.

Le corps des gardes suisses est la survivance d'une institution créée au XVI<sup>e</sup> siècle par le pape Jules II (1506). A l'époque, il s'agissait de recruter des mercenaires, dans la Suisse ultra-catholique, pour défendre les territoires pontificaux. Aujourd'hui réduit à une simple fonction d'apparat, ce corps n'est plus adapté à la papauté moderne. Il exerce une fonction de représentation au service du pape plus que de sécurité d'un Etat, fut-il aussi modeste que celui du Vatican. S'il garantit le bon déroulement des audiences publiques, de plus en plus fréquentes et nombreuses, il ne se déplace pas avec le pape, dont la sécurité est confiée aux corps d'élite des pays visités.

Réduit à cette fonction symbolique, ce corps recrute principalement sur des critères d'appartenance catholique et de fidélité au pape. Sans perspective de carrière, avec des salaires faibles, il peine à renouveler ses effectifs, dont la sélection et la formation prêtent à discussion.

Le professionnalisme, qui n'est pas un but en soi pour l'Eglise catholique, mais dont le Vatican fait preuve par sa diplomatie ou sa communication, souffre encore ici de sévères lacunes.

Henri Tincq

## Un chantier privé va réparer un bateau de guerre

LE MINISTRE de la défense, Alain Richard, a pris, mardi 5 mai, une décision sans précédent, en confiant à la société Technitas, filiale du bureau Veritas, associée à un chantier privé de la Méditerranée, la réparation du Var, un pétrolier-avitailleur. La décision ministérielle intervient au bout de dix-huit jours de contestations violentes des salariés de l'arsenal et après l'annonce que la direction des constructions navales (DCN) de Toulon serait mise en concurrence avec des chantiers privés.

M. Richard a fait savoir que sa décision tenait compte du soulèvement des chantiers de l'Etat, de réparer désormais les bâtiments de guerre selon un critère de qualité-prix acceptable par le commanditaire public. Selon le ministère de la défense, le chantier sous contrôle de la filiale du bureau Veritas a promis la réparation du Var pour le 30 septembre et 11,2 millions de francs, quand l'arsenal la prévoyait à la mi-décembre et pour 23,3 millions. Les syndicats de l'arsenal ont jugé « scandaleuse » l'initiative de M. Richard.

## Fusion Compagnie Générale des Eaux-Havas

# Bienvenue à nos actionnaires

Actionnaires d'Havas et de la Compagnie Générale des Eaux, dans quelques jours vous allez vous prononcer sur le projet de fusion de vos deux groupes.

Actionnaires d'Havas, il vous est proposé  
**107 F** par action Havas  
+ 24,35 F d'avoir fiscal

une distribution exceptionnelle se décomposant en :  
• 49,70 F de dividende exceptionnel + 24,35 F d'avoir fiscal,  
• 57,30 F de remboursement d'apports, non fiscalisés mais venant en déduction du prix de revient de l'action Havas.

**0,4** action Compagnie Générale des Eaux  
ex-dividende 1997 de 15 F, soit une parité de 2 actions Compagnie Générale des Eaux pour 5 actions Havas déduites, calculée sur des cours intégrant des multiples élevés (environ 35 fois les résultats nets d'Havas).

Soit, sur la base du cours de l'action Compagnie Générale des Eaux du 04/05/98, une contre-valeur de l'action Havas de

**583,85 F** y compris l'avoir fiscal

Etre actionnaire du nouveau groupe constitué c'est :

- bénéficier d'un titre boursier de premier plan
- une capitalisation boursière supérieure à 170 Milliards de Francs parmi les plus importantes du CAC 40,
- une action cotée en bourse comme valeur de croissance,
- un titre sélectionné dans les 50 valeurs des indices Européens DJ Euro Stoxx 50, et DJ Stoxx 50,
- bénéficier d'une information transparente, régulière et accessible à tous
- Une lettre aux actionnaires est adressée 3 à 4 fois par an à chacun de vous, quel que soit le nombre d'actions que vous détenez. Cette lettre constitue le moyen d'information privilégié pour aborder les éléments financiers du groupe, sa stratégie et l'actualité qui ponctue sa marche en avant.
- Un site Internet actualisé en permanence, diffuse en temps réel toutes les informations sur le groupe et son activité. Le 15 mai prochain, ce site retrasmisera, en direct du Carrousel du Louvre, l'Assemblée Générale de la Compagnie Générale des Eaux.
- bénéficier d'une relation personnalisée avec le Groupe
- Les visites de nos sites vous offrent la possibilité de découvrir de manière concrète les métiers du Groupe. En 1997, 10 000 actionnaires ont pu visiter les 71 sites proposés. En 1998, nous vous ouvrons 121 sites au total, que vous retrouverez dans le guide "à la découverte de nos sites" mis à votre disposition.
- Les rencontres régionales organisées 3 à 4 fois par an dans des grandes métropoles de province sont l'occasion de dialoguer avec les dirigeants du Groupe, comme ce fut le cas, il y a quelques jours à Marseille où nous avons accueilli plus de 1000 de nos actionnaires.
- Un numéro d'appel gratuit 0800 055 566 à votre écoute permanente permet de répondre à vos questions et de vous donner accès au service titres de la Compagnie.



dessinent l'avenir

Informations : 01 69 00 05 56 - www.generale-des-eaux.com - www.havas.fr

Les documents de référence de la Compagnie Générale des Eaux (N°s CDE R 88-089) et d'Havas (N°s CDE R 88-122) ainsi que la note d'opération (N°s CDE 88-261) sont disponibles auprès des sociétés : Compagnie Générale des Eaux, 42 avenue de Friedland - 75280 Paris Cedex 08 et Havas, 31 rue de Gaillette - 75383 Paris Cedex 06